Gilles Bourque et Anne Legaré
respectivement sociologue et politicologue, UQAM
(1979)

Le Québec

La question nationale

Un document produit en version numérique par Gemma Paquet, bénévole,
professeure à la retraite du Cégep de Chicoutimi
Courriel: mgpaquet@videotron.ca

dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"
fondée dirigée par Jean-Marie Tremblay,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi
Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi
Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Gemma Paquet, bénévole, professeure à la retraite du Cégep de Chicoutimi à partir de :

par Gilles Bourque (1942 -) et Anne Legaré (1941 -)

Le Québec : la question nationale. Paris : François Maspero, Éditeur, 1979. Collection : Petite collection Maspero, n° 223, 232 p. [Autorisation accordée par les deux auteurs le 21 novembre 2003]

M. Bourque est professeur de sociologie à l'Université du Québec à Montréal et Mme Legaré enseigne au département des sciences politique de la même université.

Gilles Bourque : bourque.gilles@uqam.ca

Anne Legaré : legare.anne@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 27 mai 2004 à Chicoutimi, Québec.

Gilles Bourque
Anne Legaré

Le Québec La question nationale

Le régime français (1534-1760) - Le régime anglais (1760-1840) - L'union forcée et la confédération bâclée (1840-1867) - Le Québec dans la Confédération canadienne (1867-1940) - Le régime Duplessis (1936-1960) - De la révolution tranquille à la souveraineté rassurante - La crise du fédéralisme canadien aujourd'hui.

Paris: François Maspero, Éditeur, 1979, 234 pages.
Collection: Petite bibliothèque Payot, n° 223.

Table des matières

1. [En guise d'introduction](#)
2. [Le régime français](#)
 - I. [Les Amérindiens](#)
 - II. [La question du féodalisme](#)
 - III. [La question de la bourgeoisie](#)
 - IV. [Les classes et l'État colonial](#)
 - V. [Et pourtant un peuple](#)
3. [Le régime anglais. 1760-1840](#)
 - I. [La conquête: ses effets](#)
 - II. [Classes et alliances de classes \(1763-1791\)](#)
 - III. [L'Acte de Québec \(1774\) et le Bloc au pouvoir](#)
 - IV. [La réorganisation du Bloc au pouvoir](#)
 - V. [Le développement du capitalisme](#)
 - VI. [Le Bas-Canada, le régime seigneurial et la petite bourgeoisie](#)
 - VII. [La petite bourgeoisie, la lutte des classes et la question nationale](#)
 - VIII. [Les rébellions](#)
4. [L'Union forcée et la Confédération bâclée](#)
 - I. [L'Union, régime d'oppression nationale](#)
 - II. [La marche à la Confédération](#)
 - III. [La Confédération canadienne](#)
 - IV. [Un État-meccano](#)
 - V. [Une tendance structurelle à l'éclatement](#)
 - VI. [La bourgeoisie canadienne et son État national](#)
 - VII. [La bourgeoisie canadienne actuelle](#)
5. [Le Québec dans la Confédération canadienne. 1867-1940](#)
 - I. [Le capitalisme se développe au Canada](#)
 - II. [Le Québec dans le Canada le développement inégal](#)

[Tableau 1](#): Pourcentage de la valeur nette de la production au Canada par province en 1939

[Tableau 2](#): Comparaison entre le Québec, l'Ontario et le reste du Canada en 1935

[Tableau 3](#): Importance relative des industries manufacturières, 1935, Québec-Ontario (en pourcentage)

III. [Le Québec dans le Canada la spécificité régionale de l'articulation des modes de production](#)

[Tableau 4](#): Pourcentage de la valeur nette de la production

IV. [La nature de la crise politique canadienne un premier coup de sonde](#)

6. [Le régime Duplessis](#)

I. [L'Union nationale et la paysannerie](#)

II. [Le développement du capitalisme](#)

[Tableau 5](#): Capital moyen engagé, concentration, productivité et force motrice par industrie (1939)

[Tableau 6](#): Industries manufacturières du Québec (1935, 1945, 1955)

[Tableau 7](#): Répartition proportionnelle des Établissements suivant la forme d'organisation (Québec, 1946, 1955, 1965)

III. [Le duplessisme et les fractions bourgeoises](#)

IV. [L'Union nationale, parti de la bourgeoisie non monopoliste](#)

V. [Le clergé et les appareils idéologiques](#)

VI. [Quelques notes en surimpression](#)

7. [De la révolution tranquille à la souveraineté rassurante](#)

I. [La révolution tranquille, une première ébauche](#)

II. [La révolution tranquille revisitée](#)

III. [Une scission dans un ciel orageux](#)

a) [*Oui, oui... une bourgeoisie à « nous autres » !*](#)

b) [*Une base d'accumulation*](#)

c) [*Le Parti québécois comme parti de la bourgeoisie non monopoliste*](#)

d) [*Le Parti québécois depuis le 15 novembre*](#)

e) [*La question nationale et les alliances de classes*](#)

8. [La crise du fédéralisme canadien](#)

9. [Prospective](#)

Chapitre 1

En guise d'introduction

[Retour à la table des matières](#)

Introduire à la question nationale québécoise dans les limites de la Petite Collection n'a pas été une tâche facile. Malgré l'espace relativement restreint dont nous disposions, il nous a paru essentiel d'insister sur les dimensions historiques des conflits actuels. Elles seules permettent de jeter un éclairage pleinement satisfaisant sur la spécificité et le poids relatif dans les luttes sociales d'une réalité nationale comme celle du Québec. De même, l'obligation de certains raccourcis n'allait pas sans péril. La question nationale n'est-elle pas ce domaine par excellence où, à droite comme à gauche, chacun s'embourbe dans des idées reçues et croit devoir se poser en censeur d'une pensée dont l'énoncé n'est souvent même pas terminé ?

Nous avons choisi de faire ressortir, à travers les principales phases de l'histoire du Québec, les éléments principaux qui ont tissé la réalité actuelle. Nous nous sommes situés dans chaque cas au cœur des débats historiographiques, dans le but de faire ressortir les aspects principaux des luttes idéologiques qui se livrent dans l'interprétation de l'histoire du Québec et qui animent les affrontements actuels.

Le lecteur est donc convié à aborder l'analyse d'une des réalités nationales qui, contrairement aux attentes, s'affirment au sein même des États du centre impérialiste. Nous espérons que cet essai projettera quelque lumière sur la situation québécoise tout en contribuant à la connaissance générale de la question nationale dans les États capitalistes dominants. Nous remercions de leur collaboration Robert Baril, France Bernier et Richard Boyer.

Gilles Bourque. et Anne Legaré.

Chapitre 2

Le régime français

[Retour à la table des matières](#)

L'histoire du Québec s'articule à la marge du développement du capitalisme. Résultat problématique des luttes entre les deux grandes puissances de la transition, elle se constitue et se reproduit dans l'oppression nationale qu'elle n'aura de cesse de réinventer en des formes périodiquement transformées ¹.

S'il est inexact de parler du caractère national des rapports sociaux à l'époque de la Nouvelle-France, l'oppression des Amérindiens et le pillage de leurs ressources n'en sont pas moins les fondements sur lesquels repose la colonie française d'Amérique du Nord entre 1534 et 1760. C'est à partir du commerce des fourrures que se tissèrent les rapports sociaux coloniaux et que se structura un échange inégal entre les marchands métropolitains et les Amérindiens. Cet échange inégal s'inscrit dans la phase générale d'accumulation primitive du capital. L'analyse de la colonie française doit donc rendre compte : 1) de la place de cette dernière dans les luttes intercolonialistes, et 2) de l'articulation des rapports marchands et des rapports de production

¹ Nous tenons à remercier Denys Delage qui nous a conseillés durant la rédaction de cette partie du texte consacrée au régime français. Les meilleures idées sont de lui.

spécifiant les sociétés amérindiennes. À partir de là, il nous sera permis d'aborder l'ensemble colonial lui-même.

L'histoire de la Nouvelle-France s'inscrit, dès le début, dans la course à l'accumulation par le commerce international, qui constitue l'un des aspects principaux de la phase générale d'accumulation primitive, de la transition du féodalisme au capitalisme. Dès le départ, rivale de la Hollande et de l'Angleterre pour le contrôle de l'Amérique du Nord, la France ne pourra tirer les bénéfices escomptés de la Nouvelle-France. Les recherches pour trouver un passage vers l'Orient permettant de déjouer les barrages de l'Empire ottoman s'avérant peu fructueuses, la France se retrouve avec une colonie n'offrant que peu d'avantages comparatifs. Les ressources naturelles exploitables sont peu avantageuses, en même temps que le climat restreint les possibilités de commerce en provoquant la glaciation du Saint-Laurent, bloquant ainsi l'accès à la mer six mois par année.

Seules les fourrures et les pêcheries auront une importance économique véritable. Toutes les autres productions (pêche, bois, potasse) ne représenteront toujours qu'une proportion minime du commerce colonial. De plus, la Nouvelle-France n'a jamais pu développer un commerce triangulaire lucratif avec les colonies antillaises : « Les colons de la Nouvelle-Angleterre étaient nettement favorisés par rapport à ceux de la Nouvelle-France, dans la mesure où ils pouvaient, grâce à leur localisation et au rythme saisonnier, faire deux voyages par hiver dans les Indes occidentales, y compris les Antilles françaises, tandis que les colons français pouvaient tout juste en faire un par an et à un mauvais moment. Cela fut la première base du commerce triangulaire qui allait se développer entre l'Angleterre, la Nouvelle-Angleterre et les Caraïbes, et que les Français ne purent jamais égaler pour la France aux Antilles ¹. »

Les conditions climatiques ne sont, cependant, pas la seule explication des moindres succès de la Nouvelle-France. Les produits disponibles pour l'échange triangulaire présentaient peu d'attrait pour l'un ou l'autre des partenaires : l'agriculture de la Nouvelle-France offrait les mêmes produits que ceux de la métropole, tandis que le rhum antillais ne réussissait pas à s'imposer contre le vin français.

La Nouvelle-France était donc prédisposée à jouer un rôle de parent pauvre. Ainsi l'exploitation du principal produit d'exportation, les fourrures, ne permettait pas de générer un développement économique significatif. L'échange avec les Amérindiens n'exigeait guère davantage que l'établissement de certains moyens de communication et la construction de forts pour protéger le territoire de traite. Le peu de population exigée par ce commerce décourageait les investissements plutôt orientés vers la création d'un marché intérieur. Dans

¹ André Gunder FRANK *L'Accumulation mondiale*, Calmann-Lévy, Paris, 1977, p. 139.

une stricte perspective colbertiste, la colonie ne servit que de source de matières premières et de zone de débouchés.

I - Les Amérindiens

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'approfondir les caractéristiques du développement économique colonial, il importe de nous attarder aux effets de la présence coloniale sur les sociétés amérindiennes, cibles principales du grand commerce. Au plan le plus général, constatons d'abord que la présence européenne ne transforme pas fondamentalement les rapports de production. La domination marchande demeure relativement extérieure, elle n'intervient pas dans le procès de production. Le produit générateur des échanges économiques, la fourrure, continue à être recueilli par des agents structurés en bandes et en tribus, et dont la chasse (la pêche et la cueillette) reste l'élément ou l'un des éléments fondamentaux de l'activité économique. Au moment où arrivent les Blancs, on peut en effet distinguer deux grands types de sociétés amérindiennes : certains peuples vivent de la chasse, de la pêche et de la cueillette et ne pratiquent pas l'agriculture (ainsi les Montagnais et les Algonkins) ; chez d'autres, sédentarisés, les femmes pratiquent l'agriculture (maïs, tabac, citrouille, fève...) pendant que les hommes se consacrent encore à la chasse, à la pêche et à la cueillette (ainsi les Hurons et les Iroquois). Dans ce dernier cas, un certain surplus économique apparaît périodiquement. Il n'est, cependant, ni assez continu ni assez abondant pour donner lieu à une accumulation apte à provoquer une différenciation en classes sociales.

Le commerce des fourrures avec les Blancs n'a pas transformé fondamentalement les rapports de production dans lesquels s'inscrivent les Amérindiens de l'est du Canada. Mais cela ne veut pas dire que les rapports de l'échange inégal ne modifient en rien les formations sociales autochtones. Si, à l'encontre de la situation actuelle où le capitalisme monopoliste accentue la tendance à la dissolution des rapports de production précapitalistes, l'accumulation marchande s'appuie sur la conservation des formes de production collectivistes, elle n'en agit pas moins de façon significative sur l'ensemble des rapports sociaux qui les caractérisent¹. La façon la plus évidente est sans

¹ Nous nous inspirons ici d'un texte ronéotypé de Bernard BERNIER, *La Question autochtone au Québec*, département d'anthropologie, Université de Montréal.

doute l'aggravation des rivalités entre les différentes sociétés amérindiennes, ainsi que l'accentuation des tendances à la tribalisation de ces sociétés. Plusieurs groupes amérindiens n'avaient pas d'existence tribale véritable. Ainsi les Cris, les Algonkins et les Montagnais. Ils étaient divisés en bandes, lesquelles constituaient l'unité fondamentale de production. Les bandes entretenaient des relations continues (intermariage, partage de nourriture) avec les bandes voisines. La pression créée par le commerce des fourrures tend à les rassembler. Ainsi l'établissement des postes de traite crée un pôle d'attraction et une tendance à la fusion des bandes non encore tribalisées comme l'étaient déjà les Hurons, les Iroquois et les Ojibwas.

Les rivalités créées par le commerce des fourrures contribuent elles aussi de façon importante à la tribalisation. Les Blancs s'appuieront en effet sur des collectivités différentes pour satisfaire leur appétit de matières premières : ainsi la concurrence entre les colonies françaises, hollandaises et anglaises a d'abord structuré l'opposition entre les Hurons et les Iroquois. Us occupants visent à contrôler, par l'intermédiaire de leurs alliés amérindiens, le plus vaste territoire possible. La chasse et la maximisation de la production deviennent ainsi un facteur déterminant de l'organisation sociale en Amérique du Nord. Les guerres répétées imposent donc la nécessité des alliances et poussent les bandes à s'unir en tribus. Ces phénomènes indiquent l'intériorisation des luttes colonialistes au sein même des sociétés amérindiennes. Alors que, jusqu'à l'arrivée des Blancs, les autochtones ne chassaient que pour satisfaire à leurs besoins de subsistance, ils se transforment en trappeurs utilisant des Pièges de métal (méthode de chasse qui n'existait pas avant l'arrivée des Blancs). Insatiables, ils épuisent les ressources en pourchassant le gibier de plus en plus loin. Des bandes et des tribus ont été délogées et repoussées vers le nord et l'ouest dans cette opération ne servant, en dernière analyse, qu'à l'accumulation dans la métropole. Mais il importe de constater que les emprunts technologiques faits aux Blancs (hache, piège, couteau, fusil ...) ne constituent pas la cause de la déprédation. Au contraire, cette nouvelle technologie renforce les rapports de production de ces sociétés puisqu'elle permet de réaliser des prises plus abondantes. C'est plutôt la dépendance d'approvisionnement et les rapports d'échange inégaux qu'elle implique qui poussent à l'excès.

Parmi les autres bienfaits de la civilisation, soulignons les maladies « importées d'Europe » (alcoolisme, variole, tuberculose, grippe...) qui ont décimé certaines populations ¹. Mais plus importante encore aura été l'occupation pure et simple de l'espace par les coloniaux. La présence blanche ne provoque pas la seule déprédation de l'environnement, elle déloge les Amérindiens d'un territoire qu'ils Occupaient et les force à se replier ou à être éventuellement

¹ Ainsi on remet parfois aux Amérindiens, en échange des fourrures, des vêtements qu'on avait fait volontairement porter par des varioliques.

enfermés dans des « réserves », sortes de camps de réfugiés de l'intérieur. L'appropriation des terres par les Blancs, est-il besoin de souligner, ne peut que condamner les agents de formes de production pour qui l'espace est d'une importance capitale, que ce soit pour la chasse, la pêche, la cueillette ou l'agriculture extensive. Ici encore, des populations sont décimées soit par la famine, soit par les armes.

Si les rapports marchands ne transforment pas directement les rapports de production des sociétés autochtones, ils n'en minent pas moins certaines des conditions essentielles à leur reproduction. Extorsion du sur travail, expropriation du sol, oppression culturelle (tentative de christianisation), oppression linguistique (pression à l'assimilation), voilà les principaux apports de la civilisation plus avancée à l'endroit des collectivités attardées !

II - La question du féodalisme

[Retour à la table des matières](#)

La métropole française vise aussi à établir une population coloniale en terre d'Amérique. C'est donc dire que dans la colonie s'articulent formes et modes de production. Le caractère de cette articulation, ainsi que l'analyse des différents rapports de production qu'elle recouvre, a donné lieu à de nombreux débats. Nous n'aborderons ici que les deux principaux, l'un touchant à la question des rapports sociaux dans l'agriculture, l'autre au problème, mille fois repris dans l'historiographie, de l'existence d'une bourgeoisie francophone à l'époque coloniale.

L'agriculture d'abord. Les autorités métropolitaines ont reproduit dans la colonie, juridiquement à tout le moins, le même mode de tenure des terres que dans la mère patrie : le régime seigneurial. On reconnaît donc les traits spécifiques du mode de production féodal.

Les terres sont concédées à des individus producteurs par un seigneur qui demeure propriétaire de la terre, en échange d'un ensemble de redevances allant de la corvée à la rente en argent, variant dans leur forme et dans leur importance selon les époques et les régions. Les paysans, sans être propriétaires des moyens de production, peuvent se les approprier en ce qu'ils contrôlent dans les faits leur procès de travail : sans être propriétaires, ils demeurent donc possesseurs de leurs moyens de travail.

Le régime seigneurial n'est, cependant, pas un simple décalque du mode de tenure métropolitain. Comme le souligne Marx à un autre propos, les rapports sociaux ne s'exportent pas aussi facilement. Il est évident que les rapports féodaux coloniaux sont relativement atypiques. Ici, nulle hiérarchie de suzeraineté, nulle aristocratie de souche, mais des propriétaires aux origines sociales plus ou moins douteuses. Le féodalisme s'implante d'en haut dans la colonie. C'est l'État qui distribue les terres aux seigneurs (souvent à l'Église), et l'intendant possède un droit de regard et d'intervention dans les rapports liant producteurs et propriétaires. Un seigneur peut même perdre ses terres s'il ne satisfait pas à certaines exigences : celle d'exploiter (ou plutôt de faire exploiter) les terres qui lui ont été concédées. Cette situation favorise donc relativement les paysans coloniaux si on les compare aux paysans français. Toute une littérature insiste sur l'esprit d'indépendance de ces colons agriculteurs, souvent coureurs de bois, que l'on arrive mal à discipliner et qui résistent parfois avec succès à l'augmentation du taux des redevances.

Certains auteurs insistent abondamment sur ces différences, refusant de considérer le régime seigneurial colonial comme un mode de tenure féodal. Dans son expression la mieux structurée, cette thèse conduit à considérer les rapports sociaux dans l'agriculture de la Nouvelle-France comme une forme de la petite production: le mode de production des petits producteurs. Le féodalisme, selon cette thèse, ne serait que formel et juridique. Il ne constituerait qu'une « pellicule » cachant mal la réalité de la petite production ¹. Les paysans seraient, dans les faits, indépendants du seigneur, et celui-ci ne constituerait tout compte fait qu'un simple agent des terres, peut-être bien rémunéré mais sans pouvoir réel.

Cette thèse, sous ses différentes formes ², pose plus d'un problème. S'il est exact d'insister sur les différences entre le féodalisme classique et la situation prévalant en Nouvelle-France, cela ne saurait faire oublier que le régime seigneurial reproduit les traits fondamentaux de ce féodalisme. On oublie trop facilement que le féodalisme français du XVII^e siècle s'est lui-même transformé de façon importante ³. Il s'agit d'un féodalisme centralisé au sein duquel l'État prend un rôle très important, contrairement à la décentralisation caractéristique du Moyen Âge. L'État centralisé intervient, dorénavant, directement dans la reproduction du mode de production féodal. Si, dans la colonie, le poids de l'État est encore plus important puisqu'il « crée » pour ainsi dire le

¹ Voir Denis MONIÈRE, *Le Développement des idéologies au Québec*, éd. Québec-Amérique, Montréal, 1977.

² Voir aussi Jean-Pierre WALLOT, *Un Québec qui bougeait*, Boréal Express, Québec, 1973.

³ Voir Guy Bois, *La Crise du féodalisme*, Fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1976 ; et B. PORCHNEV, *Les Soulèvements populaires en France au XVIII^e siècle*, Flammarion, Paris, 1972.

féodalisme, cela ne permet nullement de soutenir la thèse de la petite production.

Car, quoi qu'on fasse pour ne pas le voir, les paysans sont effectivement assujettis à des redevances dont « nous ne devons pas... exagérer l'insignifiance ¹ ». Si la rente, la dîme et les différents droits coutumiers sont en général plus bas qu'en France, l'accès à la terre étant plus facile, ces redevances demeurent relativement importantes. Il faut à ce propos tenir compte du processus de mise en oeuvre du régime seigneurial. Les propriétaires ne pourront véritablement imposer leurs droits dans toute leur rigidité qu'avec l'occupation progressive des terres. « Leur règle est de tout traiter en douceur car " une colonie naissante ne se gouverne pas comme un pays formé ", de toujours joindre la possession au titre, mais " aller bride en main et ne point alarmer les habitants jusqu'à ce que petit à petit la possession des seigneurs soit bien affermie ". Moins d'un siècle après la fondation, cette sage politique a porté ses fruits et le régime seigneurial n'est pas, comme certains historiens l'ont écrit, un simple cadre pour distribuer des terres, une institution dénaturée au profit des colons, mais bel et bien un régime de propriété contraignant que les habitants subissent avec autant de mauvaise grâce que les citoyens français ². »

Les paysans ne sont donc pas des petits producteurs indépendants, quels que soient leur individualisme et leur insoumission. Ils sont inscrits dans des rapports d'exploitation grâce auxquels une classe s'accapare d'une partie de leur production. Il n'y a certes plus de servage au sens classique du terme, mais le producteur demeure assujetti à un ensemble de devoirs et de redevances. Le surproduit extorqué est plus faible qu'en France ; cela s'explique par la capacité des paysans de faire jouer (relativement) en leur faveur les contradictions spécifiques à la situation coloniale, dont la principale est sans aucun doute la plus grande facilité d'accès à la terre.

De même, la classe des seigneurs ne présente certainement pas la cohésion sociale ni les traits caractéristiques de la noblesse française. Mais ses agents n'en sont pas moins déterminés à tenir une place dans des rapports de production spécifiques. Comme dans certaines régions métropolitaines, la Normandie par exemple, une grande partie des terres est contrôlée par des communautés religieuses, d'autres par des individus issus de la basse noblesse métropolitaine... On constate que l'authenticité du sang de la noblesse coloniale paraît fort douteuse. Mais la question ne porte pas plus ici sur la qualité des acteurs que sur le taux d'exploitation. Il s'agit de caractériser la spécificité des rapports sociaux dans l'agriculture coloniale. À ce titre, nous croyons pouvoir soutenir

¹ Louise DESCHÊNE, *Habitants et marchands de Montréal au XVII^e siècle*, Plon, Montréal, 1974, p. 250.

² *Ibid.* p. 258.

la thèse de l'existence d'une classe spécifique, l'aristocratie, composée des seigneurs laïques et cléricaux, qui intervient de façon significative sur la scène politique. Ces interventions vont massivement dans le sens de la conservation d'un appareil d'État de type féodal aussi bien au niveau idéologique (la religion catholique) qu'à ceux de la politique économique (favorisant la propriété terrienne non capitaliste) et de l'appareil répressif de type aristocratique et militariste (à l'appui du commerce des fourrures).

Quelle est la place du féodalisme dans l'ensemble social que constitue l'enclave coloniale ? Pour répondre à cette question, il nous faudra prendre en considération les rapports fondamentaux qui donnent leur sens à toute l'entreprise coloniale. C'est, avons-nous souligné plus haut, l'extorsion du surtravail des Amérindiens qui constitue le point nodal de toute l'entreprise coloniale. Ces rapports se structurent dans des luttes hégémoniques au plan international entre les deux formations sociales dominantes à l'échelle mondiale. Dans le cas spécifique de l'Amérique du Nord, ces oppositions se matérialisent dans des luttes pour s'accaparer la plus grande partie du surtravail des Amérindiens, des Inuits et des Africains (commerce des esclaves et esclavage du Sud) ainsi que l'espace le plus étendu possible. C'est dans ce double sens qu'il faut analyser le peuplement de l'Amérique du Nord.

Le peuplement permet bien sûr aux métropoles de se débarrasser d'un surcroît de population, dans une large part des paysans dépossédés de leur terre. Mais ce peuplement s'inscrit aussi dans une rationalité économique proprement coloniale. Peupler la colonie, c'était en même temps rendre possible la reproduction sur place du personnel économique, politique et militaire nécessaire au contrôle du territoire et au commerce en général. Pourtant, le peuplement de la Nouvelle-France sera toujours bien en deçà de celui de sa rivale. Vers 1755, la Nouvelle-France compte environ 62 500 habitants ; les treize colonies anglaises rassemblent pour leur part 1 400 000 habitants. La dépopulation des campagnes étant plus avancée en Angleterre, puisque le capitalisme y fait des progrès plus rapides, l'immigration est plus forte dans les treize colonies qu'en Nouvelle-France. Mais la spécificité économique de la Nouvelle-France a aussi contribué de façon significative à ce déséquilibre. Le commerce des fourrures ne nécessite en effet que peu de travailleurs. Un surcroît de population pourrait, au contraire, créer une incitation à la contrebande et à la pratique illicite de la « course des bois ». Cette dernière était, en effet, sévèrement réglementée, de telle sorte que la population autochtone ne fasse pas concurrence aux monopoles qui contrôlaient le commerce des fourrures.

Le régime seigneurial, en liant les paysans à la terre et en les forçant à défricher les sols qui leur étaient concédés, contribuait à réduire la concurrence qui aurait pu être faite aux monopoles et la contrebande avec la Nouvelle-Angleterre. Les lois réglementant sévèrement la course des bois

pouvaient ainsi s'appuyer sur les rapports de production féodaux dans l'agriculture. Le féodalisme permettait donc de reproduire la dominance du grand commerce et, par le fait même, tenait une place spécifique dans le procès global d'exploitation des Amérindiens. Nous ne soutenons nullement que les rapports féodaux ont été consciemment institués à cette fin dans l'agriculture coloniale. Il est évident que le féodalisme est reproduit dans la colonie d'abord et avant tout parce qu'il constitue, au XVII^e siècle, le mode de production dominant dans la formation sociale métropolitaine. Une autre démarche aurait été-presque impensable. Il n'en reste pas moins que ce produit de la situation métropolitaine permet, dans la colonie, de contribuer à la dominance du commerce de grand monopole et, comme en France d'ailleurs, y freine le développement du mode de production capitaliste en préservant les paysans de la dépossession de leurs moyens de production.

III - La question de la bourgeoisie

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons repéré jusqu'ici la présence, dans l'enclave coloniale, du collectivisme au sein des sociétés amérindiennes, du féodalisme dans l'agriculture ainsi que du grand commerce. Quant à la production pour le marché, elle a toujours végété. Si l'artisanat relevant de la forme de production marchande simple a pu s'y développer, le capitalisme n'a pas réussi à s'implanter de façon significative. De multiples tentatives s'y sont soldées par des échecs. La main-d'œuvre est chère et rare, la terre étant facile d'accès. Toute la politique coloniale empêche par surcroît ce développement. La politique colbertiste considère la colonie comme une source de matières premières et comme un lieu de débouchés pour les produits métropolitains. On y interdit toute production susceptible de concurrencer les manufactures métropolitaines, à moins que celle-ci ne joue un rôle conjoncturellement supplétif, comme les chantiers de construction navale. Exemple privilégié : la métropole ordonne la fermeture d'une chapellerie dont l'existence permettrait de transformer sur place les produits de la chasse.

La production capitaliste n'a donc pu se développer dans la colonie. Les quelques entreprises isolées, comme les Forges du Saint-Maurice, n'ont pu ni s'imposer ni résister à des rapports sociaux qui contribuaient directement à en freiner le développement.

C'est dans ce contexte que nous aborderons la fameuse question de la bourgeoisie coloniale qui divise radicalement l'historiographie traditionnelle. Pour l'école nationaliste, il existait effectivement une bourgeoisie en Nouvelle-France. L'historien Michel Brunet ¹ fait même le décompte d'une quarantaine de « millionnaires » (sic) autochtones tirant principalement leurs revenus du commerce et profitant des contrats de l'État (pour l'entretien de l'armée et la construction des forts servant à surveiller les territoires de traite). La conquête aurait fait disparaître cette « bourgeoisie capitaliste », ces marchands étant défavorisés au plan des rapports économiques avec la nouvelle métropole. Les relations commerciales qu'ils avaient établies avec la France se sont dissoutes avec la défaite militaire. Jamais ces marchands ne pourront rétablir des liens aussi rentables dans la nouvelle métropole. Au contraire, c'est une bourgeoisie anglophone qui se reformera après la conquête. Les nouveaux arrivants, venant soit de Londres, soit des treize colonies, jouiront des contacts économiques nécessaires avec l'Angleterre. Ils s'emparent donc du commerce et profitent des interventions de l'État. La conquête provoque ainsi la disparition de la bourgeoisie française coloniale et atteint la société canadienne française dans son « être » même, la condamnant à subir une « oppression essentielle ² ». Toujours selon cette thèse, la nation canadienne française, dépourvue de bourgeoisie à la suite de la conquête, ne pourra se donner les appareils économiques, politiques et culturels nécessaires au développement du capitalisme. Les Canadiens français auraient été forcés de se replier sur l'agriculture et de jouer dorénavant un rôle marginal.

On soupçonne déjà l'enjeu du débat et le champ idéologique dans lequel il se définit et se reproduit. À l'autonomie et au souverainisme politiques soutenus par l'historiographie nationaliste s'est opposée une école libérale (et fédéraliste) contestant l'interprétation nationaliste. Pour les tenants de cette école, l'infériorisation des Canadiens français s'expliquerait par le manque d'esprit du capitalisme. S'inspirant des thèses de Max Weber concernant les rapports entre l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme (et en donnant une interprétation unilatérale et réductionniste), ces historiens soutiennent en dernière analyse que les Canadiens français n'avaient pas l'esprit qu'ils auraient dû avoir. Triste sort, mais, espère-t-on chaque fois, simple incapacité de conjoncture. Il suffira aux indigènes de s'adapter aux idées qui mènent le monde. Au fil des ans, l'historiographie libérale s'épuise à constater le peu de progrès des autochtones. Mais qu'est-ce enfin que cette conjoncture mille fois reproduite ?

Dans l'analyse de la conquête et de la question de la bourgeoisie, la thèse libérale prend toujours le contre-pied de la thèse nationaliste. Selon Jean

¹ Michel BRUNET, *La Présence anglaise et les Canadiens*, Beauchemin, Montréal, 1964.

² À ce propos, les travaux de l'historien Maurice Séguin sont les plus éclairants.

Hamelin, il n'y avait pas de bourgeoisie en Nouvelle-France ¹. L'accumulation dans le commerce des fourrures se faisait massivement au profit des marchands métropolitains. Environ 80% des profits étaient rapatriés. Le commerce colonial est dans une large partie, d'ailleurs, contrôlé par des marchands français qui séjournent dans la colonie ou y délèguent des émissaires. Donc pas de réelle accumulation dans la colonie ; le peu de surplus qui y demeure tout de même n'est pas réinvesti, mais dilapidé en des dépenses somptuaires. On comprendra facilement que cette école n'attribue pas à la disparition d'une bourgeoisie inexistante la cause de l'infériorisation des Canadiens français. Que l'absence d'une bourgeoisie explique l'infériorité des francophones au Canada, la thèse libérale l'admet, mais cette absence résulterait non pas de la conquête mais plutôt du peu d'imagination des francophones ².

Nous reviendrons sur ces problématiques dans la prochaine section, mais remarquons tout de suite comment ces thèses, en s'opposant, se situent exactement dans le même champ épistémologique et s'alimentent l'une l'autre dans leur opposition. Au cœur de la pratique de l'analyse, on trouve d'abord un groupe homogène dont la cohésion n'est jamais remise en question. La stratification sociale, quand elle est admise, sinon souhaitée ³, n'est pensée qu'à travers le prisme de l'unicité primale du groupe: *les Canadiens français* n'ont pas de bourgeoisie, ils *sont* donc dominés ; si *les Canadiens français* avaient une bourgeoisie, ils *ne seraient* pas inférieurs. On constate que l'argumentation repose sur un double postulat : le primat du groupe national sur les classes ; la primauté, dans l'analyse de la conquête et de l'histoire du Québec en général, de la question de la bourgeoisie. Ces postulats placent d'ailleurs le débat au cœur même de l'idéologie bourgeoise : les sujets font l'histoire, ou à la limite sont empêchés de la faire par d'autres sujets mieux placés ou mieux qualifiés. Ici se conjuguent les caractères humaniste et nationaliste de ces thèses. Au centre les Canadiens français et leur bourgeoisie (existante ou inexistante, mais toujours souhaitée), dont la qualité serait de faire l'histoire au profit du plus grand nombre. On pourra constater plus loin que cette opération permet de reporter les oppositions fondamentales en dehors du groupe, entre les nations.

Nous concluons sur un mode plus prosaïque. Il est évident qu'il n'y avait pas, au sens strict, de bourgeoisie en Nouvelle-France, le capitalisme ne s'y étant pas développé. L'accumulation capitaliste et bourgeoise n'est pas une

¹ Jean HAMELIN, *Économie et société en Nouvelle-France*, Presses de l'Université Laval, Québec, 1960.

² Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850*, Fidès, Montréal, 1966.

³ L'historiographie traditionnelle, dans son aspect fondamental, n'est d'ailleurs qu'une longue et malheureuse quête de la bourgeoisie qu'on voudrait avoir ! Comble de malheur, comme on pourra le constater dans la suite de l'histoire, l'enquête vise essentiellement à ne pas la trouver.

accumulation d'argent. C'est d'abord et avant tout un rapport social impliquant l'exploitation du travail libre et la concentration des moyens de production. La bourgeoisie dont on parle ou dont on nie l'existence n'est en fait qu'un ensemble de marchands qui cherchent à accumuler dans le commerce. Dans leur très vaste majorité, ces individus n'investissent pas dans la production et n'exploitent pas directement de main-d'œuvre. Il s'agit d'un ensemble bigarré, typique des sociétés de transition au capitalisme, et qui, Porchnev l'a très bien montré pour la France, ne peut être considéré comme l'ancêtre obligé du capitalisme.

Il y avait effectivement des marchands aux intérêts spécifiquement coloniaux qui jouissaient des retombées de l'ensemble de l'opération coloniale française : fourrures, contrats de l'État, commerce en général... L'emploi du terme de classe ou même de fraction de classe nous paraît cependant relativement abusif. Il nous semblerait plus indiqué de parler de couche sociale, d'une couche autochtone de la bourgeoisie marchande française impliquée dans l'opération coloniale. Ces agents, il faut d'abord le constater, sont rassemblés et leur pratique est structurée dans sa cohérence même par le grand commerce français dont ils constituent un sous-ensemble spécifiquement colonial. En termes plus concrets, ils sont le plus souvent des intermédiaires ou des représentants de commerçants français, ou encore ils n'existent qu'à partir des retombées directes du grand commerce (fourrure et pêche) ou de ses retombées indirectes (entretien de l'armée, construction de forts), ou encore des contrats de l'État métropolitain (construction navale...). Ils ont donc en commun une certaine spécificité (situation subalterne et intérieure) si on les compare aux agents du grand commerce de monopole aux intérêts intercoloniaux. Ils s'opposent parfois à ces derniers (comme au clergé), cherchant de façon plus ou moins cohérente à infléchir la politique coloniale en faveur de leurs intérêts : opposition larvée à la monopolisation du commerce des fourrures, lutte contre le clergé et les fonctionnaires cherchant à entraver le commerce. Mais nous sommes à cent lieues de l'existence d'une bourgeoisie coloniale structurellement antagoniste face à la métropole et à sa bourgeoisie colonialiste, comme le soutient l'historiographie nationaliste.

Voilà pourquoi nous préférons parler d'une couche sociale, le concept ayant l'avantage de rendre compte de la spécificité de ces agents, la plupart marchands, quelques-uns entrepreneurs (potasse, forge, construction navale...), certains en même temps seigneurs. Ce concept permet d'indiquer en même temps : 1) qu'en tant que couche d'une « bourgeoisie » marchande il ne s'agit nullement d'une bourgeoisie (véritable) capitaliste, et que l'on ne peut ainsi la considérer comme l'ancêtre nécessaire et assurée d'une 'bourgeoisie nationale ; 2) qu'en tant que couche sociale elle n'a pas atteint le degré d'antagonisme, face à la bourgeoisie métropolitaine, nécessaire à sa constitution en véritable fraction de classe. Les marchands dont nous parlons vivent du colonialisme métropolitain. Même lorsqu'ils ont mené des luttes, vite défaites, pour le contrôle du commerce des fourrures, c'est objectivement pour

occuper une meilleure place à l'intérieur même des rapports économiques forgeant la dépendance de la colonie. Il n'y avait pas encore, en 1760, d'éléments bourgeois affirmant de façon claire et répétée une pratique économico-politique manifestant des intérêts sociaux et économiques nettement dissociés du lien colonial et potentiellement antagonistes face à la métropole.

IV - Les classes et l'état colonial

[Retour à la table des matières](#)

Résumons-nous. La Nouvelle-France, colonie française d'Amérique, demeure fondamentalement déterminée par les rapports de forces intercolonialistes. Elle constitue, au sens strict, un sous-ensemble de la formation sociale française. Elle repose sur l'exploitation des Amérindiens au profit d'une accumulation rapatriée pour sa plus grande part dans la métropole. Le capital marchand domine donc le sous-ensemble colonial, tout en y bloquant le développement du capitalisme, en s'appuyant en cela sur les rapports féodaux. Ce capital marchand est personnifié par les représentants immédiats du grand commerce métropolitain dans la colonie, ainsi que par les aristocrates français qui font carrière dans l'appareil d'État colonial et profitent de cette situation avantageuse pour contrôler une partie importante du commerce. Il est aussi possible de distinguer une couche spécifiquement coloniale de cette bourgeoisie marchande.

À cette dernière couche à forte dominante marchande s'adjoignent, puisqu'ils ont des intérêts spécifiquement coloniaux, certains entrepreneurs capitalistes dont l'importance ne sera jamais que très marginale ¹.

L'État colonial structure les rapports entre ces groupes. Il présente un caractère nettement aristocratique et militaire, aussi bien par le personnel qu'il recrute que par le rôle qu'il joue dans le contrôle du territoire et dans la répression et parfois l'anéantissement des tribus et des bandes amérindiennes. Le « bloc au pouvoir » colonial à la veille de la conquête, est dominé par les grands marchands métropolitains détenant le contrôle du commerce des fourrures et les aristocrates, fonctionnaires itinérants des hauteurs de la bu-

¹ Soulignons aussi que, à la faveur de la situation coloniale et de la situation de transition au capitalisme, plusieurs agents occupent des places de classes différentes : ainsi la double situation de marchand et de seigneur assez fréquente dans la couche coloniale de la bourgeoisie.

reaucratie colonialiste, qui profitent eux-mêmes au maximum de ce commerce. Ils exercent leur hégémonie sur la couche spécifiquement coloniale des marchands, ainsi que sur l'aristocratie terrienne locale. Ce bloc exerce sa domination politique sur la paysannerie et sur les collectivités amérindiennes, en plus des artisans, des boutiquiers et d'une main-d'oeuvre salariée extrêmement réduite.

L'État colonial prend en Nouvelle-France une très grande importance, qui est fonction du retard même de la métropole française face à sa rivale l'Angleterre. Le capitalisme anglais étant nettement dominant, cela provoque une forte avance des colonies anglaises, ne serait-ce qu'en ce qui a trait aux rapports démographiques. L'État en Nouvelle-France devra compenser, pour l'infériorité numérique de sa population, par la militarisation de l'économie des fourrures. C'est l'État, à toutes fins pratiques, qui contrôle ce commerce en construisant des forts et en maintenant de nombreuses garnisons cherchant à contrer l'expansionnisme américain. En termes sociaux, cela veut dire que les hauteurs (aristocratiques) de l'État colonial contrôlent le commerce des fourrures avec les grands monopoles métropolitains, tout en entretenant autour d'elles la couche marchande coloniale dont nous parlions plus haut.

S'il nous semble légitime de parler de la dominance du grand commerce dans la colonie, il importe donc de souligner que nous ne parlons pas de sa dominance au sein d'une formation sociale (coloniale) constituée. Nous indiquons la dominance du grand commerce dans le sous-ensemble colonial de la formation sociale métropolitaine. Cette dernière seule peut donner son véritable sens à cette dominance en fonction des rapports antagonistes entre le féodalisme et le capitalisme et de la place qu'y tient l'accumulation provenant de la colonie. C'est donc à l'histoire de la transition au capitalisme en France au XVII^e et au XVIII^e siècle que cette question renvoie. Est-il besoin de souligner que l'espace qui nous est imparti ne nous permet pas d'approfondir cette question ?

La Nouvelle-France n'aura jamais été que l'une des colonies françaises les moins favorisées, la métropole lui préférant de loin les Antilles. Beaucoup moins développée que les treize colonies américaines, elle allait être conquise par l'Angleterre, la formation sociale hégémonique à l'échelle mondiale. Le traité de Paris de 1763, qui fixa juridiquement les termes de cette conquête militaire, a consacré cette domination anglaise à l'échelle mondiale.

V - Et pourtant... Un peuple !

[Retour à la table des matières](#)

Malgré le peu de dynamisme de l'économie coloniale, et même si la Nouvelle-France ne constituait, au sens fort, qu'un sous-ensemble de la formation sociale métropolitaine, la population canadienne n'en commençait pas moins à affirmer des traits nettement distinctifs. L'historiographie nationaliste, si désireuse de mettre en relief la spécificité des coloniaux, l'a cherchée du mauvais côté, celui de la bourgeoisie, là où cette réalité n'existait précisément à peu près pas. C'est plutôt dans la paysannerie qu'il faut chercher les premières traces d'une originalité propre à l'histoire du peuple québécois. Nous avons déjà souligné l'importance relative de l'indépendance des paysans au sein des rapports sociaux féodaux. La facilité de l'accès à la terre et l'abondance de la nature ont permis à la paysannerie coloniale d'acquérir des traits sociaux et culturels qui la différencièrent de façon très significative de la paysannerie de la métropole : un taux de natalité, inégalé dans l'histoire, d'une population qui doublait en trente ans ; des emprunts nombreux aux Amérindiens (la raquette, les mocassins ...) ; une pratique coutumière de la chasse et de la pêche qui servait de production d'appoint ; une architecture nouvelle, adaptée au climat : l'importance de la maison avec solage, l'apparition du toit de tôle, l'invention du poêle ; l'absence significative de la communauté de village typique du féodalisme français, ce qui permettait aux paysans de se soustraire à la surveillance des seigneurs ¹.

Cette capacité de résistance et cette originalité culturelle de la paysannerie constituent, sous le régime français, les véritables éléments de détermination qui marquèrent la suite de l'histoire du Québec. Obnubilée par le sort « tragique » de ses classes dominantes, l'historiographie québécoise s'est le plus souvent contentée de s'amuser de l'indépendance de ces curieux coloniaux à l'esprit gaulois. Elle a oublié l'essentiel !

¹ Il faut lire à ce propos les très beaux travaux de Robert Lionel Séguin.

Chapitre 3

Le régime anglais, 1760-1840

[Retour à la table des matières](#)

La conquête de la Nouvelle-France fut, pour l'Angleterre, l'un des éléments importants de l'affirmation de son hégémonie à l'échelle mondiale, consacrée au traité de Paris de 1763. Par ce traité, l'Angleterre s'assure, entre autres pouvoirs, le contrôle absolu de l'Inde et de l'Amérique du Nord. Alors que s'amorce la révolution industrielle dans le Royaume-Uni, en même temps que Londres affirme sans conteste son hégémonie à l'échelle mondiale, les colons français d'Amérique devront s'acclimater à un nouvel univers au sein duquel ils représenteront une sorte d'anomalie, celle de coloniaux conquis. La conquête représente, en effet, le premier maillon d'une chaîne qui produira et reproduira l'oppression nationale au Canada. Perpétuant l'oppression et l'exploitation des Amérindiens et des Inuits ¹, la Province of Quebec, l'une des

¹ La présence anglaise ne fut pas plus bénéfique aux Amérindiens. En 1763-1764, l'armée anglaise réprime dans le sang, à l'ouest des Appalaches, une révolte dirigée par le chef Pontiac regroupant un nombre important de peuples amérindiens. Et on verra comment, peu après la Confédération de 1867, les métis de l'Assiniboine subiront un sort identique. Les anglophones et les francophones n'étaient peut-être pas également inspirés par le capitalisme, comme le soutient l'historiographie libérale ; personne ne contestera cependant la belle communauté d'inspiration qui animait les classes dominantes de ces deux peuples, ainsi que l'ardeur remarquable qu'elles mettaient à essaimer les fruits de la civilisation !

colonies du British North America, sera aussi le lieu où se structurera pour la première fois une situation d'oppression du peuple francophone. Il ne fait à ce titre aucun doute que, s'il est primordial de distinguer le plus rigoureusement possible les transformations fondamentales qu'a subies le phénomène et sur lesquelles nous insisterons tout le long de ce texte, la réalité actuelle de l'oppression nationale des Québécois et des Acadiens ne peut être comprise sans considérer cet événement historique, la conquête, dont l'effet s'est reproduit dans sa transformation même. Encore faut-il tenter d'en cerner correctement la réalité.

I - La conquête: ses effets

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu dans le précédent chapitre comment la question de la bourgeoisie et de la conquête constituait l'un des lieux principaux des débats historiographiques. Les interminables débats sur l'esprit d'entreprise qu'aurait pu avoir une bourgeoisie inexistante ne peuvent cependant mener bien loin. La question n'est pas de savoir s'il y eut une bourgeoisie en Nouvelle-France, mais bien de constater les effets de la conquête sur l'ensemble des rapports entre les peuples coloniaux. La bourgeoisie marchande française disparaît et sa couche strictement coloniale se désintègre après la conquête, cela ne fait aucun doute. Les grands marchands français sont remplacés par de grands marchands anglais. La couche coloniale n'existant que dans son rapport direct ou indirect au grand commerce métropolitain, il est évident qu'elle se transformera elle aussi avec le changement de métropole. Ses agents prendront majoritairement les traits linguistiques et culturels de la bourgeoisie métropolitaine. Mais ici la question n'est pas tant d'évaluer l'importance plus ou moins grande de la bourgeoisie à la veille de la conquête que de constater comment les nouveaux rapports coloniaux ne pouvaient favoriser que l'éclosion d'une bourgeoisie anglophone dans le British North America (par assimilation, désintégration ou fusion). La bourgeoisie coloniale ne pouvait être qu'une excroissance de la bourgeoisie métropolitaine anglaise. À ce titre, la bourgeoisie dominante au Canada, celle qui allait se former à travers les processus de création de l'Union de 1840 et de la Confédération de 1867, héritera fatalement des traits linguistiques de la mère patrie. La formation sociale nationale anglaise, à travers le long processus historique de développement du capitalisme, contribua à provoquer dans la colonie l'apparition du phénomène national et poussa à la structuration d'une réalité d'oppression

nationale, comme dans la mère patrie elle-même et comme dans la plupart des États capitalistes.

Les effets fondamentaux de la conquête ne s'analysent donc pas, principalement, dans leurs rapports à la question de la bourgeoisie, mais plutôt dans les caractéristiques historiques que prendront l'articulation des modes de production et les particularités nationales du bloc au pouvoir. La conquête place les premiers éléments d'une situation d'oppression nationale, situation qui se reproduira dans l'histoire de l'ensemble canadien. Ce n'est pas la présence ou l'absence de la bourgeoisie francophone qui cause l'« infériorité » des Canadiens français, mais plutôt l'insertion historique de la Nouvelle-France dans l'ensemble colonial de la Mother England. Bien sûr, la sous-représentation des francophones au sein de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne indique cette situation de domination nationale. Mais la conquête touche à l'ensemble du processus de développement du capitalisme canadien et à la particularité historique des questions nationales qui seront posées.

Il importe donc, d'abord et avant tout, de constater comment la conquête initie l'oppression nationale au Québec en changeant les traits nationaux de la formation sociale métropolitaine. C'est une nation anglaise qui allait être appelée à se former et, par le fait même, à exercer des pressions constantes à l'assimilation sur le peuple colonial francophone qui se transformera lui-même en nation (dominée) ¹.

¹ L'une des premières difficultés de l'analyse de la question nationale réside dans l'inexistence d'un champ conceptuel permettant de dépasser les généralités les plus éculées et d'aborder les phénomènes historiques dans leur spécificité. Ainsi en aura sans doute vu poindre ici la difficulté même de l'énonciation lorsque l'on touche au problème national. Comment parler, en effet, des « groupes historiques de classe » qui ne sont pas des nations avant l'apparition du phénomène national ? On a jusqu'ici résolu la difficulté soit en étirant l'histoire de chaque nation jusqu'à des origines totalement nébuleuses (nos ancêtres les Gaulois !), soit en employant le concept de nation à toutes les sauces.

Dans le champ d'analyse de la question nationale, le marxisme a identifié fort justement (quoique de façon sommaire et insatisfaisante) la nation comme un phénomène social de regroupement relié au développement du capitalisme. C'était donc admettre implicitement que, dans l'analyse de toutes les sociétés de classe, il fallait penser non seulement la question de la lutte des classes, mais aussi celle du mode spécifique de regroupement que la lutte des classes impose aux agents tout en les divisant. Identifier la nation comme un type de regroupement spécifique à la domination d'un mode de production déterminé, c'était ouvrir l'analyse à la détermination des autres modes de production.

C'était en fait indiquer la nécessité de développer une conceptualisation adéquate, la nécessité de produire : 1) un concept général à vocation transhistorique, comme précisément celui de classe sociale, permettant d'indiquer l'existence même de ces regroupements ; 2) des concepts spécifiques soulignant la particularité de chacun de ces regroupements sous la détermination des différents modes de production, comme précisément celui de nation sous le capitalisme (visant des réalités comme la cité, la communauté villageoise).

À peu près rien n'a pourtant été fait qui permettrait de parler de façon adéquate de ces réalités. D'un côté, les concepts anthropologiques de tribu, de bande et de clan visant les sociétés sans classe et, de l'autre, le concept de nation. Entre les deux, rien ! Il s'est pourtant déroulé quelques siècles ! L'analyse de l'histoire du Québec est révélatrice à ce

La conquête crée pour longtemps les conditions d'une division relative des différents groupes selon les formes et les modes de production. Les longs et stériles débats sur la bourgeoisie masquent un fait qui aura des conséquences importantes sur la reproduction des différents groupes en présence : les francophones sont majoritairement parqués dans des rapports agricoles de type féodal, les Amérindiens et les Inuits dans leurs bandes et leurs tribus, les anglophones dans le commerce et l'administration. Ce rapport d'identification, même s'il est loin d'être absolu, aura pour conséquence de donner une forme nationale aux luttes de classes et de lier l'oppression nationale au développement du capitalisme. L'industrie en anglais, l'agriculture en français, la chasse, la pêche et la cueillette en langues amérindiennes et inuites : voilà l'effet complexe de la conquête sur la réalité québécoise. S'il n'est pas évident que les masses auraient eu un meilleur sort économique avec une seule bourgeoisie francophone, il est clair par contre que les rapports instaurés au moment de la conquête auront sur elles un effet d'oppression nationale. Le développement du capitalisme et le processus de création de la formation sociale nationale canadienne, au sein de laquelle sera inscrit le Québec, se réaliseront dans l'oppression des Québécois, des Acadiens, des Amérindiens, des Inuits et des Métis.

propos. Ce n'est pas en parlant de la nation québécoise en formation sous le régime français que l'on pourra faire ressortir la spécificité des coloniaux dont on parle. Nous couperons court, puisque nous ne pouvons ici nous livrer à des réflexions théoriques approfondies. Nous emploierons le terme général de peuple pour parler des « groupes de classes », quelle que soit l'époque de l'histoire. Bien sûr, nous l'emploierons surtout pour parler des groupes coloniaux (francophone et anglophone) existant au Québec avant la formation des nations, puisque, dans ce dernier cas, l'existence du concept spécifique de nation résout la difficulté. Cela nous permettra d'indiquer la réalité d'une différence (dont le concept reste à produire) qui touche aux particularités sociales, économiques, politiques, idéologiques et culturelles de ces groupes.

Le terme de peuple sera donc employé en deux sens dans ce texte : soit, comme nous venons de l'indiquer, dans le sens d'un ensemble d'agents divisés, regroupés dans le processus d'une lutte de classes historiquement déterminée ; soit, dans le sens maoïste plus restrictif, d'ensemble de classes conjonctuellement non antagonistes. Dans *L'État capitaliste et la question nationale* (Presses de l'Université de Montréal, Montréal, 1977), Gilles Bourque emploie le terme de groupe linguistique dans le premier sens que nous venons de donner au terme de peuple. L'utilisation du qualificatif « linguistique » prêtant à confusion puisqu'il semble restreindre la réalité de ces groupes à la seule question de la langue, nous avons préféré utiliser ici celui de peuple.

II - Classes et alliances de classes (1763-1791)

[Retour à la table des matières](#)

Si l'articulation des modes de production prend une forme nationale, cela ne veut pas dire pour autant que cette articulation oppose des groupes homogènes. Au Québec comme ailleurs, c'est la lutte des classes qui structure la réalité historique, même si la question nationale constitue une partie intégrante de cette lutte.

La première constitution, la Proclamation royale, que Londres voulut imposer à sa nouvelle colonie posa d'entrée de jeu la question nationale. Mais, comme on pourra le constater, l'analyse adéquate du phénomène ne saurait se faire sans que ne soit prise en considération la question constitutive des classes sociales. La Proclamation royale stipule en effet l'abolition du régime seigneurial et son remplacement par la tenure anglaise (dite de franc et commun soccage), l'application immédiate de toutes les lois anglaises, la soumission de l'Église catholique au roi d'Angleterre (ce qui veut dire l'interdiction pour un nouvel évêque d'aller se faire sacrer à Rome, coutume obligatoire à l'époque), l'établissement d'une chambre d'assemblée (sans responsabilité ministérielle), ainsi que l'obligation de prêter le serment du test (acte d'abjuration de la foi catholique) pour quiconque voulait devenir fonctionnaire¹. L'anglais est proclamé langue officielle et l'on enjoint le gouverneur de commencer à développer un réseau d'écoles protestantes.

On aura repéré facilement quels intérêts de classes sont atteints par ce projet de constitution. Les seigneurs et le clergé (propriétaire d'une partie

¹ La Proclamation royale réduit géographiquement l'ancienne Nouvelle-France aux régions de la vallée du Saint-Laurent, rattachant le Labrador, l'île d'Anticosti et les Iles de La Madeleine à la province de Terre-Neuve, alors que l'île Saint-Jean (île du Prince-Édouard), l'Acadie continentale (Nouveau-Brunswick) et l'île Royale (île du Cap-Breton) sont rattachées à la province de la Nouvelle-Écosse. Dans cette opération, les pêcheries de l'Atlantique passent aux colonies anglaises de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve et une partie du territoire de chasse dépendant autrefois de Montréal est octroyée aux commerçants d'Albany et de New York. Des modifications relativement mineures surviendront par la suite, mais on peut constater d'ores et déjà l'effet de « provincialisation » qu'a eu la conquête sur les collectivités francophones québécoise (du Québec) et acadienne (du Nouveau-Brunswick).

importante des seigneuries) perdent leurs assises socioéconomiques. La Proclamation royale, en abolissant le régime seigneurial et en empêchant le clergé de se renouveler par suite de l'interdiction de la sacralisation romaine de l'évêque, atteint directement ces agents dans leur place de classe. La Proclamation royale touche aussi, par extension, à la place que tiennent l'aristocratie et le clergé dans l'ensemble de la reproduction sociale. Le projet vise ainsi à remplacer l'école catholique par l'école protestante ; l'Église est ici touchée dans la place qu'elle tient dans les appareils de production-reproduction de l'idéologie dominante.

De la même façon, les seigneurs tout comme le clergé se voient menacés, par le projet de créer une chambre d'assemblée, de perdre beaucoup d'influence politique et, plus concrètement, les postes et les sinécures qu'ils cumulaient dans l'administration et les différents conseils formulant la politique de l'administration coloniale. Péril d'autant plus grand que le seul changement de métropole les privait déjà de plusieurs débouchés dans une administration dorénavant dirigée par des fonctionnaires délégués par Londres et moins enclins à les favoriser que les anciens fonctionnaires français.

La Proclamation royale atteint donc l'aristocratie comme classe aussi bien dans la place qu'elle occupe dans les rapports de production que dans celle qu'elle tient dans les rapports politiques et idéologiques. Mais on constate encore ici que les décrets ne transforment pas aussi facilement que cela les rapports sociaux. Préparée par les lords anglais du commerce sans prise en considération de la situation réelle de la colonie, la Proclamation royale ne sera jamais appliquée, au grand désespoir de quelques marchands isolés fraîchement arrivés des treize colonies américaines, croyant se trouver en pays de « reconnaissance ». Au contraire, la Proclamation royale provoqua une levée de boucliers dans la colonie. Les seigneurs et le clergé s'y opposèrent de toute leur force ; les nouveaux administrateurs coloniaux se rendirent rapidement compte de l'inanité d'un tel projet dans une colonie où le conquérant ne représentait, durant les premières années qui suivirent la conquête, qu'environ 1% de la population.

Les premiers gouverneurs anglais établirent donc une politique de conciliation dont les termes sont on ne peut plus limpides : maintien du régime seigneurial, tolérance face au clergé catholique, refus d'appeler une chambre d'assemblée et concession de quelques places dans l'administration.

Les premiers gouverneurs constatent donc la nécessité de se concilier la classe dominante des nouveaux conquies devant l'état des rapports démographiques dans la colonie. Mais là n'est pas la seule explication de la politique de conciliation. La situation nord-américaine dans son ensemble influe lourdement sur cette pratique. Le gouverneur veut se concilier la population française, craignant une éventuelle invasion des troupes des treize colonies en

guerre contre la mère patrie. Ce qui s'est d'ailleurs produit, comme nous le verrons plus loin. Les gouverneurs espèrent se servir des seigneurs comme d'agents recruteurs pouvant lever des milices (composées de leurs censitaires) contre les rebelles américains.

Cette politique, soulignons-le, n'entre pas en contradiction avec l'état des rapports de classes en Angleterre même. Rappelons-le, ce sont les grands propriétaires fonciers d'origine aristocratique et les grands marchands qui détiennent l'hégémonie au sein de la bourgeoisie et du bloc au pouvoir en Angleterre. Leurs rapports privilégiés avec l'aristocratie canadienne traduisent donc partiellement l'état des rapports de forces en Angleterre. Il n'y a pas, bien sûr, simple transposition mécanique de la situation anglaise. Le maintien des assises de l'aristocratie doit être rapporté à sa situation dans l'ensemble des rapports sociaux. Il faut voir à ce titre que le régime seigneurial et la religion catholique tiendront, durant les premières années du régime anglais, sensiblement la même place que sous le régime français. L'économie des fourrures subsiste en effet et reproduit ses mêmes traits fondamentaux : non-développement du capitalisme, peu de besoin en main-d'œuvre, nécessité d'un État dirigiste (de type aristocratique) et militariste. C'est d'ailleurs pourquoi les nouveaux marchands reproduiront la tendance existant auparavant à acheter des seigneuries et à adopter un comportement de type féodal. La bourgeoisie anglaise, immédiatement après la conquête, n'aura rien elle non plus d'une bourgeoisie capitaliste. Seuls quelques petits marchands marginaux s'opposeront véritablement à la politique de conciliation des administrateurs.

III - L'Acte de Québec (1774) et le Bloc au pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

L'Acte de Québec consacre cette politique de conciliation. La nouvelle constitution maintient le droit civil français et le régime seigneurial. Elle abolit l'obligation de prêter le serment du test pour occuper un poste dans l'administration. Elle crée un Conseil législatif chargé d'appuyer le gouverneur plutôt qu'une chambre d'assemblée. Elle rétablit juridiquement la rente seigneuriale et la dîme. Elle ne stipule rien, enfin, sur la question controversée de la nomination de l'évêque. Cette absence de clause coercitive à l'endroit du clergé catholique répond en fait à une politique de tolérance religieuse.

Le clergé peut donc se reproduire et l'idéologie qu'il défend peut encore contribuer à la perpétuation des rapports sociaux. Les seigneurs, clercs et laïcs, de même que l'Église catholique, voient dans le rétablissement juridique de la rente et de la dîme l'assurance du maintien de leurs assises socio-économiques. Les seigneurs seront appelés à siéger au Conseil législatif (un tiers des membres) et l'évêque catholique recevra des émoluments de la Couronne.

La bourgeoisie marchande n'est cependant pas laissée pour compte. L'Acte de Québec redonne en effet à la province de Québec le Labrador, les îles de La Madeleine, l'île d'Anticosti et la région des Grands Lacs. On constate donc que la colonie récupère dans sa presque totalité l'ancien empire français du commerce des fourrures, de même que le contrôle des pêches dans le golfe. C'est donc dire que les marchands de Montréal reprennent une grande partie des territoires de chasse et de pêche que la Proclamation royale leur avait enlevés au profit de Terre-Neuve et d'Albany. Cette restitution s'analyse dans le cadre de la politique anti-américaine de Londres. La métropole anglaise cherche à affaiblir la bourgeoisie américaine à la veille de l'indépendance.

Cette pratique politique conduira à la constitution d'un bloc au pouvoir, le premier dans l'histoire du Québec, qui met en présence les peuples anglophone et francophone. Comme on vient de le voir, ce bloc au pouvoir qui se reforme après la conquête ressemble beaucoup à celui qui existait à la fin du régime français : une bourgeoisie marchande exerce son hégémonie sur une aristocratie terrienne et sur sa propre couche aux intérêts spécifiquement coloniaux. Les rapports entre les pratiques économique, politique et idéologique tendent à se réajuster de la même façon. Le peuple francophone demeure un peuple colonial placé sous la domination des intérêts politico-économiques métropolitains.

En ce sens, et quoi que puisse soutenir la thèse présentant le Québec actuel comme une colonie du Canada et faisant de la conquête le point de départ de la colonisation du Québec, les Québécois francophones n'ont jamais été des colonisés (au contraire des Amérindiens et des Inuits). La conquête les consacre comme des coloniaux de l'Angleterre, de même qu'ils avaient été auparavant une projection coloniale de la France. Les francophones demeurent donc au sens strict un peuple colonial et non un peuple colonisé¹. Le problème et la confusion viennent de la nécessité de rendre compte de cette situation originale d'un peuple colonial qui, sous le poids des armes, est forcé de changer d'appartenance. Il subira à ce titre l'oppression nationale, cela ne

¹ Et non des anciens colonisateurs qui deviendraient, sous l'effet de la conquête, des colonisés, au même titre que les Amérindiens. En plus d'indifférencier les vessies et les lanternes, cette thèse a le malencontreux effet d'effacer de l'analyse le fait qu'au lendemain de la conquête, et jusqu'à aujourd'hui, les classes dominantes de la nation québécoise participent à l'exploitation et à l'oppression des sociétés amérindienne et inuite.

fait aucun doute. Mais rien ne permet d'identifier sa situation à celle des Amérindiens et des Inuits. La conquête expliquera la participation différentielle des francophones au développement du capitalisme qu'ont connue les colonies anglaises d'Amérique du Nord. Les nations québécoise et acadienne constitueront à ce chapitre une sorte de parent pauvre du colonialisme européen initié durant la transition au capitalisme en Amérique du Nord. Mais elles ne seront pas davantage des nations colonisées que ne le sont les Basques, les Écossais ou les Bretons.

L'analyse du premier bloc au pouvoir du régime anglais permet de pratiquer cette distinction. Si, comme on l'a souligné plus haut, la structure coloniale et la place des francophones coloniaux restent fondamentalement les mêmes, la question linguistique de même que les particularités historiques de la lutte des classes propres à ce groupe deviennent des enjeux spécifiques du nouveau bloc au pouvoir. Les réclamations de l'aristocratie pour le maintien de la langue française, qu'il défend peut encore contribuer à la perpétuation des rapports sociaux. Les seigneurs, clercs et laïcs, de même que l'Église catholique, voient dans le rétablissement juridique de la rente et de la dîme l'assurance du maintien de leurs assises socio-économiques. Les seigneurs seront appelés à siéger au Conseil législatif (un tiers des membres) et l'évêque catholique recevra des émoluments de la Couronne.

La bourgeoisie marchande n'est cependant pas laissée pour compte. L'Acte de Québec redonne en effet à la province de Québec le Labrador, les îles de La Madeleine, l'île d'Anticosti et la région des Grands Lacs. On constate donc que la colonie récupère dans sa presque totalité l'ancien empire français du commerce des fourrures, de même que le contrôle des pêches dans le golfe. C'est donc dire que les marchands de Montréal reprennent une grande partie des territoires de chasse et de pêche que la Proclamation royale leur avait enlevés au profit de Terre-Neuve et d'Albany. Cette restitution s'analyse dans le cadre de la politique anti-américaine de Londres. La métropole anglaise cherche à affaiblir la bourgeoisie américaine à la veille de l'indépendance.

Cette pratique politique conduira à la constitution d'un bloc au pouvoir, le premier dans l'histoire du Québec, qui met en présence les peuples anglophone et francophone. Comme on vient de le voir, ce bloc au pouvoir qui se reforme après la conquête ressemble beaucoup à celui qui existait à la fin du régime français : une bourgeoisie marchande exerce son hégémonie sur une aristocratie terrienne et sur sa propre couche aux intérêts spécifiquement coloniaux. Les rapports entre les pratiques économique, politique et idéologique tendent à se réajuster de la même façon. Le peuple francophone demeure un peuple colonial placé sous la domination des intérêts politico-économiques métropolitains.

En ce sens, et quoi que puisse soutenir la thèse présentant le Québec actuel comme une colonie du Canada et faisant de la conquête le point de départ de la colonisation du Québec, les Québécois francophones n'ont jamais été des colonisés (au contraire des Amérindiens et des Inuits). La conquête les consacre comme des coloniaux de l'Angleterre, de même qu'ils avaient été auparavant une projection coloniale de la France. Les francophones demeurent donc au sens strict un peuple colonial et non un peuple colonisé¹. Le problème et la confusion viennent de la nécessité de rendre compte de cette situation originale d'un peuple colonial qui, sous le poids des armes, est forcé de changer d'appartenance. Il subira à ce titre l'oppression nationale, cela ne fait aucun doute. Mais rien ne permet d'identifier sa situation à celle des Amérindiens et des Inuits. La conquête expliquera la participation différentielle des francophones au développement du capitalisme qu'ont connue les colonies anglaises d'Amérique du Nord. Les nations québécoise et acadienne constitueront à ce chapitre une sorte de parent pauvre du colonialisme européen initié durant la transition au capitalisme en Amérique du Nord. Mais elles ne seront pas davantage des nations colonisées que ne le sont les Basques, les Écossais ou les Bretons.

L'analyse du premier bloc au pouvoir du régime anglais permet de pratiquer cette distinction. Si, comme on l'a souligné plus haut, la structure coloniale et la place des francophones coloniaux restent fondamentalement les mêmes, la question linguistique de même que les particularités historiques de la lutte des classes propres à ce groupe deviennent des enjeux spécifiques du nouveau bloc au pouvoir. Les réclamations de l'aristocratie pour le maintien de la langue française, de la religion catholique, des lois et du mode de tenure français sont la manifestation de cette spécificité. Non, le Québec ne sera jamais ni une colonie ni une province comme les autres. Bien sûr, le phénomène régional et certaines particularités historiques de la lutte des classes au Canada ne sont pas le seul fait du Québec. On pourrait même dire que le particularisme s'acharne aux quatre coins de ce pays. Mais ces particularismes propres à toutes les formations sociales capitalistes résultant de la spécificité régionale de l'articulation des modes de production et de l'inégalité du développement se spécifient au Québec par l'addition d'une question nationale. L'analyse du premier bloc au pouvoir colonial, sous le régime anglais, permet de faire ressortir les éléments fondamentaux de cette spécificité : le problème de l'oppression linguistique bien sûr (lutte pour l'école française et la reconnaissance de la langue française elle-même), la discrimination dans l'accès aux postes (le serment du test, Carleton et sa volonté de ne céder aux seigneurs

¹ Et non des anciens colonisateurs qui deviendraient, sous l'effet de la conquête, des colonisés, au même titre que les Amérindiens. En plus d'indifférencier les vessies et les lanternes, cette thèse a le malencontreux effet d'effacer de l'analyse le fait qu'au lendemain de la conquête, et jusqu'à aujourd'hui, les classes dominantes de la nation québécoise participent à l'exploitation et à l'oppression des sociétés amérindienne et inuite.

que quelques postes sans importance), la lutte pour la reproduction de certains appareils économiques (le régime seigneurial) et de certains appareils idéologiques (droit civil, Église catholique), éléments pouvant continuer à tenir une place dans la reproduction de rapports sociaux semblables. Chacun de ces trois éléments qui constituent des aspects fondamentaux des luttes nationales durant toute l'histoire du Québec a des dimensions différentes. L'oppression linguistique et la discrimination politique, idéologique et économique (accès aux postes, inégalité des revenus, racisme) touchent l'ensemble des Québécois et, même si elles les atteignent de façon différente, elles donnent lieu à des alliances (formelles ou non) de classes spécifiquement nationales. Au contraire, la question du maintien des appareils propres aux classes dominantes demeurées majoritairement francophones et la lutte pour conserver la place de ces appareils dans la reproduction des rapports sociaux touchent évidemment de façon prévalente aux intérêts de ces classes. Ces luttes n'en manifestent pas moins sur la scène politique la particularité de la question nationale ¹ et sont en toute rigueur incompréhensibles sans l'intégration du domaine national à l'analyse de la constitution même du bloc au pouvoir et des rapports entre ce bloc et l'ensemble des masses (les classes dominées et les bandes et tribus amérindiennes et inuites).

¹ Encore faut-il faire remarquer ici que le projet de remplacement brutal de la religion catholique et de son clergé par la religion protestante et le clergé anglican ne nous semble pas sans effet répressif sur les masses francophones elles-mêmes. À moins que l'on veuille tout confondre et tout renvoyer dans l'égalité et l'identité des enfers des classes dominantes, il nous semble évident que l'on ne change pas de forme d'idéologie dominante comme on change de chemise, même si l'ancienne et la nouvelle jouent exactement le même rôle dans la reproduction sociale. Bien que la recherche reste à faire en ce domaine, il est évident que les classes dominées elles-mêmes verraient se déstructurer un univers certes imaginaire, mais à l'intérieur duquel il leur était « familier » de fonctionner. Si l'on comprend facilement l'intérêt des classes dominées pour le subvertissement de l'idéologie dominante, on voit moins bien en quoi elles seraient favorisées par un remplacement d'idéologie et d'appareils, certes potentiellement équivalents dans leurs effets de reproduction, mais dissemblables dans leur forme historique concrète (ici la religion catholique et la religion protestante). Il est sans doute quelque peu déroutant, à quelques années de distance, d'avoir à commettre des péchés différents sous prétexte de règlements de comptes militaires entre métropolitains !

Il importe aussi de constater que la lutte pour conserver la place des appareils propres aux classes dominantes dont les membres appartiennent majoritairement à la nation québécoise est indissolublement liée à la lutte pour la conservation de la langue française. Les classes dominantes au Québec ont toujours soutenu, sous une forme ou sous une autre, un triple slogan : notre foi (celle du clergé), notre droit (celui des seigneurs, puis de la bourgeoisie) et notre langue (partagée par l'ensemble de la nation québécoise). En ce sens, les campagnes pour la conservation de la langue apparaîtront sous un double aspect. Le premier s'analyse en fonction des intérêts étroits des classes dominantes. La langue est effectivement l'un des moyens privilégiés permettant à ces classes d'exercer leur domination idéologique, politique et économique. Quand les classes dominantes insistent pour le respect de la langue de la minorité, elles militent, bien sûr, en faveur de l'un des instruments privilégiés de leur domination. Mais cette lutte apparaît aussi sous un autre aspect. Elle constitue l'une des bases fondamentales sur lesquelles peut reposer l'alliance avec les masses. Car le peuple s'oppose lui aussi à la destruction de son univers linguistique, quoique pour des raisons excluant la question de la domination.

Voilà pourquoi le peuple québécois a toujours soutenu les luttes contre l'assimilation de ses classes dominantes, sans nécessairement les suivre sur le terrain glissant de leur foi et de leur droit.

Car, précisément, la question nationale et ses effets de spécificité n'intéressent pas le seul bloc au pouvoir. La place que tient une classe au sein du bloc au pouvoir et son rapport aux autres fractions et classes de ce bloc ne se comprennent fondamentalement que dans le rapport qu'elle entretient avec les classes dominées. Suivons le raisonnement des premiers gouverneurs : il y a dans cette colonie un peuple possédant une histoire propre dont il faut tenir compte pour sauvegarder les intérêts politiques de la mère patrie. On peut le faire en intégrant la classe dominante de ce groupe au bloc au pouvoir colonial pour s'assurer la loyauté de l'ensemble des masses. C'est le pari de Murray, puis de Carleton. Mais ce pari repose sur une très forte surestimation du poids idéologique qu'avaient les seigneurs et le clergé sur la paysannerie. On a vu dans la section précédente que, même si le régime seigneurial était un régime féodal, le paysan colonial n'avait rien du serf moyenâgeux. Exploitée dans le cadre féodal certes, cette paysannerie était néanmoins placée dans des conditions qui lui permettaient de développer une importante capacité de résistance au sein des rapports de forces qui l'opposaient à l'aristocratie. Ce qui lui valait plus d'autonomie, plus d'indépendance, et ce qui l'a poussée à développer des pratiques économiques, politiques et idéologiques relativement originales si on les compare à celles des paysans de France.

Murray et Carleton, les luttes idéologiques métropolitaines les y prédisposant, croyaient avoir affaire à un régime féodal classique écrasant presque la paysannerie. L'invasion américaine allait les en dissuader.

L'analyse de la question nationale dépasse donc très largement les seules questions de la langue et des inégalités de revenus. C'est à la spécificité de la lutte des classes et donc à celle des alliances de classes que cette question renvoie, c'est-à-dire aux rapports complexes entre les éléments du bloc au pouvoir et l'ensemble du peuple.

IV - La réorganisation du bloc au pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

Le rapport aux classes dominées fut l'un des facteurs importants de la transformation du bloc au pouvoir. Le contrôle des masses francophones par le clergé et les seigneurs ne fut pas aussi efficace que l'avaient cru les gouverneurs coloniaux. L'échec relatif de l'aristocratie dans ses efforts

d'enrégimentement des paysans contre l'envahisseur américain manifesta cet état de fait et provoqua une perte d'influence importante de cette classe auprès de l'administration coloniale.

Résumons rapidement les faits. Durant la guerre anglo-américaine qui a conduit à l'indépendance des États-Unis proclamée en 1776, l'armée des treize colonies envahit le Canada. Les envahisseurs cherchent à gagner les habitants à leur cause en les invitant à secouer le joug féodal et à se joindre à la guerre d'indépendance qu'ils conduisent.

Les événements appréhendés par les gouverneurs et qui les avaient conduits à se concilier l'aristocratie cléricale se produisaient donc. Qu'allaient faire les seigneurs et le clergé en échange de la politique « magnanime » du conquérant ? Les seigneurs tentèrent de mobiliser leurs paysans dans des milices anti-américaines. Le clergé appuya cette pratique en définissant l'idéologie de la collaboration. Les évêques décrivent la conquête comme un bienfait de la Providence qui a protégé les francophones d'une France devenant décidément de plus en plus impie ! Il faut donc défendre cette « nation généreuse », qui nous a si bien traités, contre les séditieux américains (qui ont d'ailleurs l'horrible projet de répandre les idées démocratiques). On menaça de mort sans sépulture ceux qui oseraient appuyer les Américains. On multiplia les promesses d'« indulgences » préparant le salut éternel de ceux qui s'enrôlaient pour chasser les impies !

L'opération ne donna cependant que peu de résultats. A peine cinq cents personnes s'engagèrent dans la lutte contre les envahisseurs. Un même nombre les appuya activement. La population observa en fait une neutralité bienveillante à l'égard des insurgés des treize colonies. Comme on pourra le constater plus loin, cela n'est que le premier exemple d'une réalité constante : le peuple québécois est sans doute l'un de ceux qui ont le moins répondu aux sollicitations guerrières des classes dominantes.

Comme ils l'avaient fait durant tout le régime français et comme les gouverneurs l'apprirent à leurs dépens, les censitaires donnèrent une autre preuve de leur autonomie relative au sein des rapports féodaux. Si l'administration coloniale continua par la suite à se ménager l'aristocratie, elle ne fonda plus sa politique uniquement sur la conciliation des seigneurs. Entre 1774 et 1791, des transformations importantes de la situation coloniale vinrent s'ajouter à ce constat du peu d'efficacité politique de l'aristocratie canadienne. Elles aussi poussèrent à la réorganisation du bloc au pouvoir.

L'arrivée des « loyalistes » constitue l'un des faits majeurs de la période. Il s'agit d'habitants des treize colonies qui émigrent au Québec à la suite de l'indépendance américaine. Ils tiennent à demeurer de fidèles sujets de Sa Majesté. Les nouveaux venus exigent, pour avoir fait preuve d'autant de

loyauté, des lois anglaises, le mode de tenure anglais et une chambre d'assemblée. Ils se sont établis, hors de la concentration canadienne française, dans les régions des Grands Lacs (qui deviendront, en 1791, le Haut-Canada et, en 1867, la province d'Ontario). La présence de ces loyalistes remet donc en question les termes mêmes de la politique de conciliation. Mais elle fait plus : en portant la population anglophone à environ 15 % de la population totale, elle permet pour la première fois d'espérer un changement significatif dans le rapport démographique entre les groupes linguistiques.

La période donne également lieu à des transformations économiques sinon majeures, du moins assez importantes pour influencer la révision de la politique de conciliation. Rappelons d'abord que la structure économique fondée de façon prévalente sur le commerce des fourrures et secondairement sur les pêcheries reproduite durant les premières années du régime anglais. C'est la bourgeoisie marchande anglaise qui s'affirme, ce qui favorise le remplacement de la couche coloniale française par une couche majoritairement anglophone. Cette bourgeoisie s'enrichit dans les fourrures, la pêche et à titre de fournisseur de l'armée. À la faveur de la guerre d'indépendance, elle pratique la spéculation ; elle tente d'élargir le commerce triangulaire avec les Antilles aux dépens des treize colonies. Les luttes anglo-américaines permettront alors de développer l'industrie du bois dans la colonie. On expédie du bois de construction et des douves aux Antilles qui s'approvisionnaient auparavant en Nouvelle-Angleterre. De même, les pertes subies par l'Angleterre permettront à la colonie d'y exporter du bois pour des fins de construction navale. Soulignons aussi que, durant cette période, l'économie des fourrures donne les premiers signes de son dépérissement. En 1789, les fourrures ne constituent plus que 51,4 % des exportations, alors qu'en 1769 elles en constituaient 78,5 %. La cession aux Américains des territoires du sud-ouest des Grands Lacs (lors du traité de 1783 fixant les frontières entre les États-Unis et le Canada) a privé l'empire du Saint-Laurent d'une de ses principales sources d'approvisionnement. Cela, avec la rareté de plus en plus importante des ressources, provoquera le déclin de l'économie des fourrures dont le commerce deviendra marginal au début du XIX^e siècle.

Bien que l'économie conserve ses traits fondamentaux, les éléments de la conjoncture se transforment et poussent à des réformes politiques. Ces pressions viendront de l'ensemble de la bourgeoisie. Si, jusque-là, seuls quelques marchands marginaux avaient exigé l'application intégrale de la Proclamation royale et s'étaient même liés aux Américains durant l'invasion, dépités par l'Acte de Québec, c'est, durant les années 1780, l'ensemble de la classe qui exige l'application des lois commerciales anglaises et d'une chambre d'assemblée. Les échanges marchands s'affirment dans la colonie et les lois françaises en freinent le libre développement. Certes des échanges s'effectuaient dans une structure économique semblable en Nouvelle-France, mais le retard relatif de la France et l'instabilité monétaire qui en a résulté tout au long du régime

français ¹. Il ne favorisaient pas les échanges et ne poussaient guère à la transformation des lois économiques. Au contraire, l'économie sous le régime anglais est beaucoup plus saine, ce qui favorise un développement plus large du marché colonial. Les marchands anglais dénonceront donc de plus en plus fort les lois civiles françaises, lesquelles, pour ne donner que quelques exemples, ne prévoient ni l'habeas corpus, ni le procès devant jury dans les affaires commerciales, ni la poursuite en dommages. Il n'y avait ni loi de banqueroute ni loi d'enregistrement.

La bourgeoisie marchande s'insurgea donc contre la politique de conciliation qui avait donné lieu à l'Acte de Québec. Elle était d'ailleurs appuyée par des éléments petits-bourgeois francophones (médecins, avocats, notaires...) qui commençaient à se multiplier à la faveur du développement des échanges. Ces petits bourgeois, qui deviendront si importants au XIXe siècle, réclament eux aussi l'établissement d'une chambre d'assemblée.

La diversification économique relative, le développement des échanges et les pressions bourgeoises et petites-bourgeoises qui en résultent, l'arrivée des loyalistes, l'échec relatif de la politique de conciliation, voilà autant d'éléments de transformation de la conjoncture qui favorisent un aménagement de la constitution. Mais c'est ailleurs, dans la politique métropolitaine, qu'il faut trouver l'élément de détermination qui permettra d'expliquer la nature fondamentale de ces transformations politiques. L'Acte constitutionnel présentera en effet des traits étonnants. Voyons-en d'abord les éléments principaux. Londres accorde une chambre d'assemblée, mais sans responsabilité ministérielle. Il crée au contraire deux Conseils, exécutif et législatif, où l'aristocratie continuera à être représentée. Le régime seigneurial est maintenu, même si l'on accorde dorénavant le choix de la tenure. La politique de collaboration avec l'aristocratie n'est pas abandonnée, mais révisée. Pitt, Premier ministre à Londres, veut « fortifier le principe aristocratique dans la colonie et créer des conseils nobiliers ² ». Le droit civil français demeure, même si quelques adaptations favorisant le commerce y ont été adoptées durant les années 1780.

On peut déjà constater que la bourgeoisie devra continuer à compter sur l'aristocratie des Conseils et tolérer le droit civil français. Mais là ne sera sans doute pas l'essentiel des effets négatifs qu'aura sur elle l'Acte constitutionnel. La division de la province de Québec en deux colonies distinctes, appelées le Haut et le Bas-Canada, placera en effet la bourgeoisie de Montréal dans un

¹ En de nombreuses périodes de l'histoire de la Nouvelle-France, souvent l'hiver alors que l'on manque de numéraire, les échanges se font avec de la « monnaie de cartes ». Il s'agissait de cartes à jouer sur lesquelles on inscrivait un montant éventuellement remboursable en argent. De nombreux marchands et habitants ont perdu des sommes importantes dans ces opérations puisque, à terme, ladite monnaie était toujours sous-évaluée.

² Fernand OUELLET, *Papineau*, Presses de l'Université Laval, Québec, p. 73.

univers qu'elle n'avait pas souhaité et encore moins réclamé. Le Haut-Canada (région de l'Ontario actuel) rassemblera la population loyaliste arrivée des treize colonies et, par conséquent, l'essentiel de la population anglophone. Le Bas-Canada (région du Québec actuel) concentrera la population francophone qui assurera sans conteste la majorité de l'Assemblée. Comme on pourra le constater plus loin, c'était mettre les intérêts du grand commerce à la merci d'une chambre d'assemblée contrôlée par la petite bourgeoisie canadienne française. Même si peu de pouvoirs réels sont accordés à cette chambre, la petite bourgeoisie, en s'appuyant sur la paysannerie, utilisera tout ce pouvoir de pression dont elle dispose pour déstabiliser le grand commerce et l'administration coloniale.

Le Colonial Office, encore une fois, ne fait pas unilatéralement le jeu de la bourgeoisie. Comment expliquer son intervention qui servira si bien les intérêts de la petite bourgeoisie très majoritairement francophone ? C'est la place de la question québécoise dans l'ensemble de la politique coloniale londonienne qui nous permettra de comprendre cette politique apparemment aberrante. La conjoncture internationale s'est, en effet, radicalement transformée. L'indépendance américaine a permis d'identifier l'élément susceptible de briser le lien colonial : la bourgeoisie, dont les intérêts sont plus spécifiquement coloniaux. Le Colonial Office en tira les leçons appropriées, l'Acte constitutionnel de 1791 en témoigne. Comme on vient de le voir, la nouvelle constitution n'assurera à la bourgeoisie bas-canadienne le contrôle d'aucune instance politique spécifique elle devra composer avec l'aristocratie des conseils elle sera rapidement incapable d'imposer son influence sur la petite bourgeoisie contrôlant l'Assemblée.

Les structures politiques se sont donc transformées, laissant une place (à prendre à l'Assemblée) à la petite bourgeoisie. Les antagonismes se développeront car la petite bourgeoisie contrôle l'Assemblée, alors que la bourgeoisie et l'aristocratie investissent les Conseils. Ces transformations font donc ressortir deux des déterminations principales de l'histoire du Québec : 1) les pressions internationales, qui ont toujours pesé d'un poids extrêmement lourd sur les rapports des forces sociales intérieures ; et 2) la question nationale, qui n'a cessé d'y spécifier la lutte des classes. En 1791, comme aujourd'hui d'ailleurs, les deux éléments se conjuguent. Londres s'appuie objectivement sur la réalité linguistique différentielle pour produire un effet de division, salubre pour ses intérêts colonialistes. C'est la mise en pratique de la fameuse règle diviser pour régner, qui a rendu la politique coloniale anglaise si célèbre. Le fait d'isoler les intérêts commerciaux de Montréal, alors dominants, dans un univers francophone peu présent au sein de la bourgeoisie, le fait de conférer une chambre d'assemblée qui permettra à la petite bourgeoisie de s'affirmer comme classe, voilà une double détermination qui, à travers l'implantation des rapports de production capitalistes, le développement du marché et l'approfondissement de la division du travail, modèleront dans l'antagonisme le

processus, commun à toutes les formations sociales capitalistes, de formation des nations (celui de la transformation des peuples en nations). Si l'Acte de Québec avait pu donner des illusions, les séquelles inévitables de l'Acte constitutionnel ne pouvaient laisser d'espoir. C'est dans la lutte nationale et dans l'inévitable oppression nationale que le capitalisme se développerait au Canada. L'Acte constitutionnel de 1791 en sera la première étape. La réunion des deux Canadas en 1840, puis la Confédération de 1867 articuleront en des rapports étroits la lutte des classes, la formation et la reproduction de l'État capitaliste et la question nationale.

V - Le développement du capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

La première moitié du XIXe siècle sera le théâtre de transformations économique-sociales importantes : les rapports de production capitalistes s'affirmeront, et avec eux les premières traces du développement inégal. Voyons d'abord les transformations économiques les plus importantes.

Dès la fin du XVIIIe siècle, le commerce des fourrures est en pleine dégringolade. En 1810, il ne représente plus que 9,2 % des exportations : la rareté du castor, la perte d'une partie du territoire aux mains des Américains en 1783 et la baisse concomitante des ventes aux États-Unis, le blocus continental qui empêche d'écouler sur le continent européen les produits transformés en Angleterre, voilà autant de facteurs qui expliquent cette chute libre.

Le bois remplace heureusement les fourrures comme produit générateur de l'économie bas-canadienne. Avec le blé, il constituera la base même de l'économie des Canadas durant cette période. Le blocus continental de 1805 à 1809 a permis cette affirmation du commerce du bois. Le blocus napoléonien a, en effet, poussé l'Angleterre à redéfinir sa politique d'approvisionnement au profit des colonies. Londres développera donc un système préférentiel favorisant le bois importé de ses colonies aux dépens des produits venant de la Baltique où l'Angleterre s'approvisionnait principalement jusque-là. On fera de même pour le blé avec les Corn Laws.

L'économie du bois marque le début de transformations importantes au sein même des rapports de production. Comme le commerce des fourrures,

l'exploitation du bois se révélera surtout un commerce de matières premières. On expédie principalement du bois équarri et du bois scié. Le produit n'est donc pas transformé au Canada. L'économie du bois demeure une économie coloniale fondamentalement dépendante de la demande dans la mère patrie. Mais, à l'encontre de l'économie des fourrures, elle provoquera un développement significatif, bien que secondaire, du capitalisme. L'exploitation du produit exige l'emploi d'une main-d'œuvre salariée : des coupeurs de bois dans les camps de « bûcherons », des travailleurs salariés dans les moulins à scie et dans les chantiers de construction navale. On assiste donc à l'approfondissement de la division du travail et au développement d'intérêts bourgeois spécifiquement ou partiellement industriels.

L'approfondissement de la division du travail et le développement du travail salarié permettent l'accélération de la commercialisation de l'agriculture. C'est en fait le début timide du développement d'un marché intérieur. La multiplication de la demande pour des biens de consommation pousse à l'augmentation de la productivité agricole. Cela favorise l'achat d'instruments aratoires plus perfectionnés et l'agrandissement des terres, facteurs qui amènent le développement d'un système bancaire offrant du crédit. La commercialisation de l'agriculture est en même temps accélérée par la demande anglaise, qui augmente sensiblement au XIX^e siècle, ainsi que par l'augmentation de la population coloniale. Les émigrants anglais, écossais et irlandais quittent en masse la mère patrie, repoussés par le développement du capitalisme qui crée le chômage et la dépopulation des campagnes. Les bateaux, chargés de bois à l'arrivée en Angleterre, ramènent des émigrants au retour : double bienfait pour le capitalisme anglais qui, le premier, démontre clairement comment les hommes et les femmes sont remplacés par les produits et les machines. Une partie de cette population, et surtout - comme par hasard - les Irlandais, viendra se joindre aux premiers éléments de la classe ouvrière canadienne.

L'exploitation du bois, la commercialisation de l'agriculture et le développement du marché s'accompagnent de la création des institutions du crédit nécessaires au fonctionnement des échanges capitalistes. Le système bancaire canadien se développe. Il est étroitement lié aux grandes compagnies foncières, la British American Land Co. et la Canada Land Co., qui achètent les terres non seigneuriales soit à l'État, soit au clergé, dans le Haut et dans le Bas-Canada, pour spéculer et les revendre aux colons. Ces compagnies sont à l'origine des premières banques canadiennes qui, dans le giron anglais, financent la commercialisation de l'agriculture et les premiers établissements capitalistes au Canada.

Le capitalisme et le marché intérieur tendent donc timidement à se développer. Nous disons bien timidement, car il ne faudrait pas croire que la nature de la bourgeoisie canadienne en est Pour autant radicalement transformée. Sa

fraction hégémonique demeure dominée par le commerce colonial anglais et le capital bancaire qui lui est associé. Bien sûr, la couche spécifiquement coloniale se renforce au point de pouvoir être dorénavant considérée comme une fraction de classe spécifique. Les bourgeois coloniaux disposent d'une marge de manœuvre beaucoup plus grande que la couche coloniale de l'économie des fourrures. Sous la coupe des intérêts marchands et bancaires anglais, ils contrôlent une partie du commerce du bois, du blé et des fourrures ; ils créent des banques finançant l'embryon d'industrie locale et profitent de l'établissement de colons sur les terres ; ces bourgeois commercent avec les États-Unis en organisant le passage par la vallée du Saint-Laurent d'une partie des produits américains destinés à l'Angleterre... Des intérêts spécifiques s'affirment donc. Mais, comme on pourra le constater dans la prochaine section, cette bourgeoisie demeure coloniale, au sens strict, en ce qu'elle est structurellement dépendante de la métropole et qu'elle n'entend nullement remettre en question cette dépendance. La fraction marchande dominante de cette bourgeoisie assure ses intérêts économiques à partir des tarifs protecteurs favorisant les produits coloniaux et les protégeant de la concurrence mondiale. La bourgeoisie canadienne tire ses bénéfices économiques du protectionnisme anglais. Elle entend lutter pour son maintien et en tirer tous les avantages possibles : protectionniste dans les relations avec la mère patrie, elle est libre-échangiste sur le continent, car elle cherche à faire passer par la vallée du Saint-Laurent le maximum du commerce que les États américains limitrophes font avec l'Angleterre ¹. La bourgeoisie dont on parle est donc, dans sa vaste majorité, une bourgeoisie marchande typiquement coloniale et fière de l'être.

L'embryon de la fraction industrielle de la bourgeoisie canadienne, il faut le chercher ailleurs, dans les retombées du grand commerce du blé et du bois. Extrêmement faible, on le retrouve (très majoritairement concentré dans le Haut-Canada) dans la construction de moulins et d'entrepôts à farine et la production qui en résulte, dans les moulins à scie et dans les petites entreprises de biens de consommation (distilleries, brasseries ...). Mais il nous semble hasardeux d'isoler ces capitalistes en une véritable fraction de classe pouvant se constituer en force sociale spécifique : au contraire, c'est dans le mouvement général de la petite bourgeoisie et de la paysannerie qu'ils interviennent sur la scène politique. Les rébellions de 1837-1838 en donneront la preuve.

¹ Les produits américains passant par le Saint-Laurent sont considérés comme des produits canadiens dans la métropole. Ils profitent donc des tarifs protecteurs.

VI - Le Bas-Canada, le régime seigneurial et la petite bourgeoisie

[Retour à la table des matières](#)

Le marché se développe donc dans les deux Canadas et le capitalisme y fait une timide apparition. Mais ces deux phénomènes ont pris, dans le Bas-Canada, des formes et un rythme différents. Même si le Bas-Canada demeure dominant, le Haut-Canada cumule déjà durant la première partie du XIX^e siècle des caractéristiques annonciatrices de la supériorité économique de l'Ontario à l'ère du développement industriel.

Les disparités régionales du développement du marché intérieur d'abord. Comme nous l'avons souligné plus haut, ces disparités se vérifient surtout dans la commercialisation moins avancée de l'agriculture bas-canadienne. On peut aussi en constater un indice dans le rythme, beaucoup moins avancé au Bas-Canada, de la mise en valeur des terres à bois. On explique généralement le phénomène en montrant du doigt le régime seigneurial. L'école nationaliste y verra le fatal repli des francophones dans une agriculture les préservant de l'assimilation, mais les excluant du capitalisme. L'école libérale n'y trouvera que la confirmation de ses thèses sur l'inaptitude des autochtones au développement capitaliste et sur leur tendance presque génétique à la réaction féodale. D'autres analyses parleront même du renforcement du féodalisme après la conquête. La conquête ayant provoqué la disparition des marchands coloniaux francophones, elle aurait fait disparaître les agents qui cumulaient les places de seigneurs et de commerçants. Il n'aurait donc subsisté, après 1760, que des seigneurs ne pratiquant pas le commerce, ce qui aurait favorisé le développement d'une tendance à la pratique d'une agriculture de type autarcique¹. La conquête aurait donc provoqué, à ce titre, le renforcement du féodalisme au Québec et aurait empêché les agriculteurs de profiter pleinement des possibilités offertes par le marché : 1) en provoquant la stagnation des techniques ; 2) en bloquant l'utilisation commerciale des terres à bois, les seigneurs empêchant les censitaires d'en faire le commerce dans le but de maintenir leur domination.

¹ Voir Colette CHATILLON, *L'Histoire de l'agriculture au Québec*, éd. L'Étincelle, Montréal, 1976; et aussi Gilles BOURQUE, *Classes sociales et question nationale au Québec, 1760-1840*, éd. Parti pris, Montréal, 1970.

Si le rapport posé par toutes ces thèses entre le retard commercial et le féodalisme nous semble juste dans sa plus grande généralité, ces dernières nous laissent grandement insatisfaits dans le traitement qu'elles en font. Soulignons d'abord que la thèse du renforcement nous semble douteuse en ce qu'elle s'appuie sur la vision d'une agriculture non féodale sous le régime français. Nous avons déjà souligné notre désaccord à ce propos. Si nous sommes prêts à reconnaître un certain renforcement du féodalisme, nous n'employons cette expression que pour faire ressortir la tendance des seigneurs à chercher à élever le taux de redevances sous la pression du marché, et nullement pour parler d'une féodalisation nouvelle de l'agriculture. Mais là ne résident pas nos plus vives interrogations. La thèse générale nous semble insatisfaisante pour deux raisons principales. Le premier problème nous paraît se poser dans l'inadéquation qui est faite implicitement entre le féodalisme et la commercialisation de l'agriculture. C'est pourtant une contre-vérité historique. Le second servage en Europe de l'Est, pour ne prendre qu'un seul exemple, a été précisément provoqué par la commercialisation de l'agriculture au profit d'un échange avec l'Europe de l'Ouest. Cela démontre bien que le féodalisme ne signifie nullement l'autarcie absolue. À ce titre, on voit mal pourquoi les seigneurs, tout féodaux qu'ils furent, n'ont pas cherché à profiter plus largement des occasions de commerce qui leur étaient offertes. En s'arrêtant à la seule affirmation de l'inadéquation entre le commerce et l'autarcie féodale, la thèse glisse vers une explication en termes de « mentalités » des acteurs. Les seigneurs féodaux auraient été mentalement inaptes à la commercialisation de l'agriculture. L'explication idéaliste ne vaut pas davantage pour une classe que pour l'ensemble des francophones.

Nous pouvons dire la même chose de l'insistance que l'on met à parler du retard des techniques utilisées dans les seigneuries par rapport à celles qu'employaient les loyalistes et leurs descendants : non-utilisation des engrais et de la rotation des cultures ¹. Si l'écart avait été aussi grand qu'on le dit (ce qui paraît d'ailleurs douteux), pourquoi les paysans des seigneuries n'auraient-ils pas imité les loyalistes des townships et du Haut-Canada ? Comme nous l'avons souligné dans la section précédente, les emprunts technologiques ont été largement pratiqués par les sociétés amérindiennes. On voit mal pourquoi ce n'aurait pas été le cas entre deux sociétés « historiquement » beaucoup plus rapprochées. Encore l'esprit ? Certainement pas. S'il y a résistance à l'emprunt technologique, ce phénomène ne peut être compris qu'en rapport avec la place des paysans dans les rapports de production et non comme une simple résistance des « mentalités ».

Il nous semble plus plausible de poser d'autres hypothèses. D'abord les questions d'ordre technique et géographique. Les loyalistes s'installent sur des terres neuves, donc beaucoup plus productives (quelles que soient les techni-

¹ Voir Fernand OUELLET, *Histoire économique et sociale...*, *op. cit.*

ques utilisées). De plus, l'agriculture haut-canadienne produit dès le départ pour le marché, favorisée par le grand commerce qui y rencontre moins d'obstacles que dans les régions seigneuriales. Les agriculteurs du Haut-Canada jouissent, de surcroît, d'une situation géographique leur donnant plus facilement accès au marché américain. Enfin, les agriculteurs du Haut-Canada ont profité des débouchés créés par l'approvisionnement des garnisons militaires installées à la frontière. Et le fait que l'agriculture du Haut-Canada ait été dès le départ commercialisée a permis au colon de participer à l'échange monétaire, aussi bien au niveau des revenus qu'à celui des possibilités d'emprunt. Les agriculteurs loyalistes ont pu emprunter pour s'équiper et donc accroître l'écart technique qui les séparait de leurs concurrents bas-canadiens ¹.

On peut déjà constater que la question des aptitudes se révèle encore une fois fort douteuse. Mais nous croyons devoir dépasser les simples questions géophysiques. Car il faut bien le constater, les seigneurs ont tenté de profiter du commerce du blé. Entre 1785 et 1796, la production de blé augmente de 20%. Elle constitue, durant la dernière décennie du XVIII^e siècle, presque l'équivalent des fourrures en proportion des exportations totales. Les surfaces cultivées dans les seigneuries augmentent. Que s'est-il donc passé pour que l'agriculture bas-canadienne soit si rapidement déclassée au XIX^e siècle par celle du Haut-Canada et pour qu'elle devienne presque autarcique à la veille de la rébellion de 1837-1838 ? Simple question de technique et de géographie ? L'explication nous semble dangereusement insuffisante.

Deux facteurs importants touchant les rapports de production allaient y contribuer. Sur les terres seigneuriales, a-t-on souligné, on pratique une culture relativement plus extensive qu'intensive. Pour continuer à profiter du marché du blé, il aurait fallu que le système féodal s'étende, et cela d'autant plus que les terres ne sont pas neuves comme dans le Haut-Canada. Si on note une tendance à développer l'ensemble du territoire seigneurial, celui-ci, au XIX^e siècle, ne s'étendra pas. Les seigneurs ne s'achètent plus de terres. Pourquoi ? Sans doute à cause de la concurrence de la British American Co., qui se livre à la spéculation dans les townships.

Mais, là encore, pourquoi les seigneurs n'ont-ils pas tenté de profiter au maximum des terres qu'ils possédaient en rationalisant la production agricole ? L'historiographie ne nous offre en fait aucune explication satisfaisante à ce propos, en dehors des généralités soulignées plus haut et débouchant soit sur une explication idéaliste, soit sur une explication « techniciste ». C'est du côté des rapports de production qu'il faut chercher, et plus précisément du côté de l'histoire spécifique de la lutte des classes à l'intérieur du féodalisme bas-canadien. Car, ayant admis la possibilité d'une commercialisation de

¹ Voir Colette CHATILLON, *op.cit.*

l'agriculture féodale, la seconde démarche est de nous interroger sur les conditions de commercialisation sous l'effet de tels rapports de production. La réponse s'élabore plus facilement, la question étant trouvée. C'est par le renforcement de l'exploitation de la paysannerie censitaire. La seule façon pour les seigneurs, inscrite dans la détermination même des rapports de production féodaux, de profiter du marché ne pouvait être que d'augmenter le taux d'exploitation, c'est-à-dire la rente en argent. Seule l'augmentation de la rente aurait permis au seigneur d'obtenir les liquidités nécessaires pour agrandir ses terres et se procurer les instruments aratoires nécessaires à l'augmentation de la productivité. Le marché ne peut produire que deux grands effets sur les rapports de production féodaux : soit provoquer le renforcement de l'exploitation, soit accélérer ses tendances à la dissolution en contribuant à accentuer ses contradictions internes, c'est-à-dire ses contradictions de classes. C'est ce deuxième effet qu'il nous semble avoir eu au Québec et qui, on le verra plus loin, contribue à expliquer l'appui de plus en plus massif qu'accorderont les paysans à la petite bourgeoisie en voie de radicalisation.

Nous soulevons ici une hypothèse et une piste de recherche, la chose doit être très claire. Cependant, l'insuffisance des explications existantes et l'accumulation d'une multitude d'indices pertinents (nous en invoquerons quelques-uns) nous incitent à la prendre très sérieusement en considération. Ce sont les contradictions internes du féodalisme et l'importance historiquement reproduite de la résistance paysanne bas-canadienne qui expliqueraient le mieux, selon nous, l'importance du retard de la commercialisation de l'agriculture des régions seigneuriales. Durant la période mentionnée plus haut, alors que la production agricole commercialisée augmente, en même temps, comme par hasard, s'élève le taux des redevances exigées par le seigneur¹. Mais, chose tout aussi significative, durant les années 1790, des mouvements anti-féodaux se produisent dans le Bas-Canada². Les censitaires de Longueuil manifestent contre les seigneurs qui ont augmenté le taux des redevances. Une vague anti-féodale et indépendantiste déferle sur le Bas-Canada, à la suite de la Révolution française. Identifiée par les classes dominantes comme le seul fruit d'agitateurs étrangers - français bien entendu -, elle provoqua l'accord unanime des seigneurs et des petits-bourgeois des Conseils et de l'Assemblée pour proclamer leur fidélité à la Couronne - anglaise - et pour réprimer « les attentats séditieux dernièrement faits par des personnes méchantes et malintentionnées³ ». Donc résistance paysanne claire à l'augmentation du taux des redevances. Entre 1765 et 1845, la rente augmenta de 154% dans la seigneurie

¹ Voir Colette CHATILLON, *op. cit.*

² L'historiographie n'a analysé ces phénomènes que comme une simple agitation presque entièrement téléguidée par les révolutionnaires français. Si l'influence est incontestable, cela ne saurait nous faire oublier que ce sont les seigneurs et le clergé d'ici qui sont attaqués de même que leurs rentes et leur dîme.

³ Dans Thomas CHAPPAIS, *Cours d'histoire du Canada*, J.-P. Garneau, Québec, 1921, vol. 2, p. 115-116.

de Longueuil. Les habitants ne cessèrent de protester ¹. Leur résistance empêcha, croyons-nous, les seigneurs de profiter pleinement du marché, malgré l'élévation du taux d'exploitation.

Deux autres faits s'ajoutent encore à l'appui de la même thèse. En 1822, à la faveur du projet d'Union des deux Canadas préconisée dans le but d'assimiler les francophones, la propagande unioniste, comme la propagande américaine durant l'invasion de 1775, dénonce le féodalisme. Les seigneurs se plaignent amèrement de l'efficacité d'une telle propagande et de l'égoïsme des paysans qui semblent vouloir remettre en question les rapports féodaux. De même, plus les petits-bourgeois s'affirment à l'Assemblée, plus ils se démarquent de l'aristocratie cléricale, plus ils approfondissent leur influence auprès des masses au XIX^e siècle.

Soulignons aussi, à la faveur d'un petit saut historique, que l'agriculture commerciale et l'industrie laitière se sont effectivement et largement développées au Québec quelques années après l'abolition du régime seigneurial. Les paysans, du moins quelques-uns d'entre-eux, semblent devenir rapidement très inspirés et très disposés à transformer leurs techniques et à profiter du marché. De même, il importe de souligner que les thèses insistant lourdement sur la stagnation de la production dans l'agriculture bas-canadienne s'appuient presque exclusivement sur les chiffres de la production pour l'exportation (celle qui aurait le plus profité aux seigneurs). Il semble, au contraire, que la production pour la consommation locale ne régresse pas de façon sensible (du moins jusqu'au début des années 1830). Cela ne pourrait-il s'expliquer par le fait que, si les censitaires résistent à une commercialisation qui ne servirait nullement leurs intérêts mais renforcerait le taux de leur exploitation, ils n'en pratiquent pas moins de façon fort adéquate un type d'agriculture qui correspond mieux à leurs intérêts et qui, jusqu'au début des années 1830, alors qu'il y aura surpopulation agricole, permet la reproduction de la cellule familiale ?

Sans remettre en cause les questions techniques et géographiques soulignées plus haut, il nous semble que le facteur déterminant de l'explication doit être cherché du côté de la résistance paysanne dans les seigneuries du Bas-Canada. Le rapport de forces que les paysans avaient historiquement pu imposer aux seigneurs, pour les raisons que nous avons données dans la première section, empêchait ces derniers d'augmenter le taux des redevances d'une façon telle qu'ils auraient pu profiter pleinement du marché. C'est en ce seul sens qu'il devient pleinement plausible d'affirmer que le féodalisme freine au Bas-Canada la commercialisation de l'agriculture. C'est la mise à jour des caractéristiques de la lutte des classes qui explique le déroulement de l'histoire,

¹ Lise PILON-LÉ, « La Condition économique de l'habitant québécois, 1760-1854 », *Anthropologie et Société*, vol. 1, n° 2, 1977, Université Laval, Québec.

et non la simple reconnaissance abstraite des incompatibilités des différents modes de production, opération qui s'achève toujours en de navrantes généralités sur les techniques, la géographie ou la mentalité des acteurs.

La résistance à l'exploitation passait, pour les masses paysannes, par la résistance à la commercialisation. Nous sommes très loin de l'inaptitude des francophones au capitalisme, ou encore de leur « repli » dans l'agriculture parce qu'ils n'avaient pas de bourgeoisie. C'est la spécificité des rapports sociaux dans lesquels sont inscrites les masses québécoises qui explique l'histoire du Québec. Jusqu'en 1854, la double réalité du féodalisme et de la résistance que les masses paysannes ont su imposer constitue un des éléments fondamentaux de l'analyse. Les censitaires résistent à l'augmentation des redevances, ce qui empêche objectivement les seigneurs de commercialiser sur une échelle concurrentielle et le blé et le bois ; les seigneurs empêchent les paysans d'exploiter les terres à bois pour les maintenir à merci. Voilà la double contradiction qui enferme l'agriculture des seigneuries dans une autarcie relative au XIXe siècle. C'est du moins dans ce sens, nous semble-t-il, qu'il faudrait pousser la recherche ¹.

VII - La petite bourgeoisie, la lutte des classes et la question nationale

[Retour à la table des matières](#)

La réalité bas-canadienne, avons-nous souligné Plus haut, s'analyse aussi dans la place qu'y tient la question nationale et la spécificité qu'elle confère à la lutte des classes. La lutte des classes prendra au Bas-Canada une forme nationale en même temps qu'elle structurera un univers (national) d'oppression

¹ Il faut prendre garde d'analyser la réalité avec les lunettes du marchand ou du capitaliste. Les paysans ne sont pas des « arriérés » parce qu'ils ne participent pas assez au marché. Pourquoi le faire tant et aussi longtemps que la terre fournira une production agricole assez abondante pour la reproduction de la cellule familiale ? Participer tête baissée à la commercialisation de l'agriculture, c'était travailler à l'enrichissement des seigneurs (et... des marchands). Seul un historien libéral peut s'interroger sur la « rationalité » du choix économique des paysans ! Nul témoignage de famine ni d'augmentation de la mortalité, ni même de baisse du taux de natalité, ne peut être avancé permettant d'affirmer que les paysans ont souffert du peu d'importance de la commercialisation de l'agriculture durant les premières années du XIXe siècle. La « marge de jeu » des paysans était cependant très mince et, nous le verrons plus loin, la surpopulation viendra briser ce fragile équilibre à partir de 1830.

spécifique. Nous tenterons d'approfondir cette distinction en analysant le processus de rupture qui se joue entre les classes dominantes, C'est en effet dans le processus de la lutte des classes, opposant en première ligne la petite bourgeoisie très majoritairement francophone et la bourgeoisie marchande très majoritairement anglophone, que se transforment en nations les deux peuples en présence. Le développement du capitalisme, provoquant l'élargissement du marché à travers l'approfondissement de la division du travail, reproduit ici les mêmes effets qu'en Europe. Deux nationalismes antithétiques sont définis, s'appuyant sur l'historicité différentielle des deux collectivités linguistiques : les francophones de la vallée du Saint-Laurent et les anglophones des townships et du Haut-Canada. Insérés dans une formation sociale, l'Angleterre, au sein de laquelle domine largement le capitalisme, les rapports sociaux coloniaux allaient prendre une forme nationale : les transferts idéologiques seront nombreux, le nationalisme anglais de même que le nationalisme irlandais inspirent bien sûr les acteurs coloniaux. Mais ces emprunts n'auront de pertinence et d'efficacité que dans leurs rapports aux réalités sociales et historiques coloniales où le marché s'étend et la division du travail se développe.

Avec l'extension du marché s'affirmera une petite bourgeoisie majoritairement francophone. On pourra y distinguer au moins deux fractions. L'une, politiquement dominante, est constituée des membres des professions libérales dont le nombre se multiplie durant la première moitié du XIX^e siècle ¹. Médecins, notaires, avocats seront les leaders de cette classe à l'Assemblée. L'autre fraction, tout aussi militante, surtout durant la rébellion, est constituée des boutiquiers et des artisans qui trouvent leur unité dans leurs rapports au marché. Ces agents feront de l'Assemblée bas canadienne un appareil favorisant leur constitution en fraction autonome de classe. Il est clair ici que l'Assemblée permettra de développer très rapidement l'homogénéité des pratiques politiques de la petite bourgeoisie, en ce qu'elle constituera un lieu de rassemblement et d'affirmation de la domination de cette petite bourgeoisie sur les masses et en ce qu'elle deviendra très rapidement un lieu privilégié d'affrontement contre l'aristocratie et la bourgeoisie des Conseils.

La petite bourgeoisie s'imposera d'abord auprès des masses, contre l'aristocratie. Elle s'attaquera à la politique de collaboration conduite par les seigneurs et le clergé. Elle s'opposera à la domination idéologique de cette classe en essayant de contrôler l'appareil scolaire (à partir de l'Assemblée) aux dépens du clergé. Les petits-bourgeois tenteront aussi de contrôler l'organisation matérielle des paroisses. L'anticléricalisme et le libéralisme constitueront deux des aspects de la contre-idéologie proposée par la petite bourgeoisie.

¹ Les membres des professions libérales augmentent de 15% de 1791 à 1799 ; de 58% de 1800 à 1815 et de 85% de 1815 à 1850, alors que la population augmente de 42%. Voir Fernand OUELLET, *op. cit.*

Cependant, seule la fraction radicale de ces petits-bourgeois s'opposera résolument au régime seigneurial. Nous y reviendrons.

La petite bourgeoisie fera de la bourgeoisie marchande et de ses alliés, les administrateurs coloniaux, ses ennemis principaux. Elle favorisera le libre-échange et s'appuiera sur les whigs en Angleterre dans le but de s'attaquer aux tarifs protecteurs qui profitent à la bourgeoisie de Montréal dans son commerce avec l'Angleterre et dans son rôle d'intermédiaire commercial entre Londres et les États-Unis. Elle voudra imposer des taxes sur le commerce plutôt que sur les biens mobiliers, comme le veut la bourgeoisie commerciale. Elle montrera peu d'enthousiasme pour voter des crédits devant servir aux travaux de canalisation du Saint-Laurent. Les canaux permettaient de faire passer une partie des produits américains à destination de l'Angleterre par la vallée du Saint-Laurent. On accusa aussi les petits-bourgeois de l'Assemblée de montrer peu d'empressement pour l'amélioration des routes dont l'état déplorable freinait le développement des échanges.

On peut facilement le constater, la petite bourgeoisie à l'Assemblée s'attaquait principalement au grand commerce. Cette classe dénonça la politique de favoritisme dans l'emploi et de patronage politique généralisé que les administrateurs coloniaux pratiquaient sur une large échelle. La petite bourgeoisie affronte donc les forces sociales du colonialisme anglais et l'aristocratie qui a toujours pratiqué avec elles une politique de collaboration.

Un mouvement semblable se développa dans le Haut-Canada, s'attaquant au Family Compact (régime de favoritisme pratiqué par l'administration), au grand commerce et aux compagnies propriétaires des terres. Si les forces sociales sont semblables, on note, du côté anglais, la présence d'éléments capitalistes plus nombreux aux côtés des paysans et des petits-bourgeois.

Donc deux mouvements anticolonialistes relativement semblables, les particularités fondamentales résidant dans le féodalisme bas-canadien et le rythme plus rapide du développement du marché dans le Haut-Canada. Et, pourtant, une différence importante : la question nationale inscrite dans le processus de formation de l'appareil d'État et des appareils idéologiques; la constitution des peuples coloniaux en nations dans le processus de la lutte des classes.

Si la petite bourgeoisie, dans le mouvement des patriotes et dans le Parti canadien qu'elle dirige, mène une lutte pour l'établissement de la responsabilité ministérielle et de toutes les institutions libérales, elle conduit aussi un mouvement de libération nationale. Son libéralisme (ses luttes contre la concussion bureaucratique et le colonialisme économique-politique) soutient bien sûr son projet hégémonique, puisqu'il veut donner tout le pouvoir à l'Assemblée qu'elle contrôle. Son nationalisme (son acharnement contre

l'oppression nationale et contre l'assimilation) structure sa politique d'alliance avec la paysannerie. La paysannerie ne fait pas la sourde oreille aux revendications libérales. Mais seuls les plus radicaux de 1838, comme nous le verrons, préconiseront l'abolition du régime seigneurial, le groupe dominant dirigé Par Papineau restant relativement ambigu sur cette question.

Si la petite bourgeoisie lutte contre l'oppression nationale, elle est aussi forcée d'imposer la reproduction même du groupe francophone comme nation différente. Voyons ces deux aspects.

La lutte contre l'oppression nationale d'abord. La réalité de l'oppression nationale crève les yeux. L'historiographie nationaliste a très bien démontré l'existence d'une discrimination exercée contre les Canadiens français dans l'accès aux postes de la fonction publique : les Canadiens français sont assignés surtout aux postes subalternes, ils ont des carrières moins longues, ils profitent moins du régime de concussions et de sinécures, leur moyenne de revenus est sensiblement inférieure à celle du groupe anglophone (de 45% inférieure environ au début du XIXe siècle) ¹. Bref, la liste des manifestations de l'oppression nationale est longue. Mais ici deux remarques, pour éviter de tomber dans une analyse unilatérale. Il est clair que les habitants du Bas-Canada auraient subi une discrimination de ce type même s'ils avaient été anglophones. Nous sommes dans une colonie, il ne faut pas l'oublier, et le régime de favoritisme politique en faveur des fonctionnaires venus de la métropole aurait existé même si la colonie était demeurée française. Le même phénomène s'est produit sous le régime français. Il a cours dans le Haut-Canada où l'on ne cesse de dénoncer le Family Compact. Il s'agit d'une oppression résultant, où que ce soit, du colonialisme politique. Il prend au Bas-Canada une forme nationale. Cela le fait sans doute plus insupportable, puisqu'il rend cette pratique un peu plus visible. Mais il s'agit d'une forme spécifique d'un phénomène se reproduisant partout ailleurs ².

Cela n'empêche cependant pas les francophones d'être discriminés également parce qu'ils appartiennent à un groupe différent, parce qu'ils ont la « prétention de former une nation distincte ». Il est difficile de démêler dans les statistiques ce qui tient au colonialisme de ce qui relève d'une discrimination spécifiquement nationale. Mais les indices sont nombreux. Nous n'en indiquerons qu'un, puisqu'il nous semble résumer tous les autres : alors que les francophones forment 90% de la population, ils n'occupent qu'environ le tiers des emplois subalternes (commis, messagers, femmes de ménage ³. Ces

¹ G. PAQUET et J.-P. WALLOT, *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada (1794-1812)*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1973, p. 90.

² *Ibid.* p. 133.

³ *Ibid.*, p. 90.

emplois sont certes réservés, dans toutes les colonies, aux autochtones. La discrimination nationale est ici évidente.

Le régime colonial anglais était, cependant, beaucoup plus qu'un régime d'oppression nationale. Il s'est révélé un régime colonialiste d'assimilation forcée. Le projet d'assimilation des conquis apparut dès la Proclamation royale et fut repris de façon presque obsessionnelle jusqu'à la création de la Confédération canadienne. Volonté d'imposition unilatérale de la langue anglaise dans les structures politiques, tentative d'imposer un système d'enseignement protestant et anglophone, projet d'exclusion des francophones de la chambre d'assemblée, voilà autant d'exemples non équivoques du sort qu'on entendait réserver aux francophones. Durant la première moitié du XIX^e siècle, la politique préconisée par la bourgeoisie marchande et finalement appuyée par Londres (qui jusque-là avait préféré jouer sur les différences) visera à créer les structures politiques nécessaires à l'assimilation des francophones. C'est ainsi qu'en 1811 et 1822 on proposa la réunion du Haut et du Bas-Canada dans l'intention avouée d'assimiler les Canadiens français. Après l'échec des rébellions de 1837-1838, Durham, enquêteur délégué par Londres, reprendra cette proposition. Il faut provoquer, dans son intérêt même, l'assimilation de ce « peuple sans histoire et sans littérature ». Nous ne nous alourdirons pas en illustrations de cette politique qui est devenue réalité en 1840. L'argumentation est simple : il faut assimiler ces francophones qui ont la prétention de « se maintenir comme un peuple distinct et séparé, ».

Le projet est clair et se voudrait sans bavure. La volonté des francophones de conserver leur langue et de se reproduire comme une nation distincte est considérée comme une menace aux intérêts de la bourgeoisie marchande et à ceux du colonialisme anglais lui-même. Il faut briser ce projet petit-bourgeois de contrôle de l'appareil d'État. Cependant, l'appui que reçoivent les petits-bourgeois dans leur lutte contre les projets d'assimilation est sans équivoque. L'aristocratie, si réfractaire aux luttes démocratiques de la petite bourgeoisie et si opposée qu'elle sera aux rébellions de 1837-1838, ne s'en allie pas moins à cette dernière pour organiser la lutte contre les différents projets d'Union des deux Canadas. Toutes les classes majoritairement francophones voient leurs intérêts (définis au sens le plus large) dans l'affirmation et la reproduction d'une nation différente de la nation canadienne anglaise. Toutes ne s'entendent pas, cependant, sur le régime constitutionnel (indépendance, autonomie plus ou moins large...) permettant de reproduire ou d'affirmer cette différence. Dirigé sur une voie antagonique par la petite bourgeoisie et la bourgeoisie, le domaine national donne lieu à des alliances de classes spécifiques. En ce sens, la question nationale est un aspect de l'appui des masses paysannes à la petite bourgeoisie. On peut voir ici que la question nationale constitue une forme et un aspect spécifiques de l'alliance de classes dans le processus de développement et de reproduction du mode de production capitaliste. Constatons aussi que l'enjeu de la lutte est le contrôle de l'appareil d'État et, par conséquent, des

effets. nationaux du mode de production capitaliste sur les collectivités historiques : se formera-t-il une seule nation au sein de la formation sociale (par assimilation) ou plusieurs nations, l'une majoritaire et dominante et les autres minoritaires et dominées (ce qui va de soi sous le capitalisme) ?

VIII - Les rébellions

[Retour à la table des matières](#)

Rappelons rapidement les faits. Les luttes s'exacerbent entre la petite bourgeoisie de l'Assemblée et la bourgeoisie appuyée aux Conseils par l'aristocratie et l'administration coloniale. La petite bourgeoisie utilise tous les faibles pouvoirs qui sont conférés à l'Assemblée pour bloquer l'administration de la colonie : refus de voter le budget et la liste civile. Son inaction contribue, au moins indirectement, à retarder les travaux nécessaires à l'amélioration de la canalisation du Saint-Laurent. Et ces travaux deviennent urgents par suite de la construction du canal Érié aux États-Unis, lequel permet aux produits américains des États limitrophes d'atteindre l'Atlantique sans passer par le Saint-Laurent. Bref, la petite bourgeoisie ne rate aucune occasion de s'attaquer à l'administration coloniale et à la bourgeoisie marchande. Ces dernières, appuyées par Londres, sont plus que jamais déterminées à en finir.

La petite bourgeoisie mobilise les campagnes d'autant plus facilement qu'une crise économique balaie le Bas-Canada (touchant surtout la région de Montréal en 1837, elle gagne celle de Québec en 1838). On tient de nombreuses assemblées. Un groupe paramilitaire, les Fils de la liberté, s'est organisé. Le ton monte et l'affrontement armé éclate, plus tôt que prévu, semble-t-il, par les leaders patriotes. Les révolutionnaires sont écrasés par l'armée en 1837. En 1838, une deuxième rébellion s'organise à partir des États-Unis où s'étaient réfugiés quelques leaders. Durant cette seconde phase, les révolutionnaires proclament l'indépendance du Bas-Canada, en même temps que les grands principes de la révolution démocratique-bourgeoise (dont l'abolition du régime seigneurial). Mais cette deuxième tentative n'aura pas plus de succès. Et la répression s'abatit...

Là aussi, les interprétations du phénomène divergent radicalement. Quand l'historiographie n'a pas cherché à minimiser le phénomène, elle en a donné soit une interprétation unilatéralement nationaliste, soit une interprétation étroitement classiste (traitée sur un mode idéaliste). Dans ce dernier cas,

l'historien Fernand Ouellet voit dans les rébellions un mouvement animé par les seuls intérêts égoïstes de la petite bourgeoisie. S'appuyant sur le fait que les patriotes ne se sont pas résolument opposés au régime seigneurial avant 1838, Ouellet soutient que ces derniers auraient voulu faire de la vallée du Saint-Laurent une sorte de société semi-féodale à la marge du développement capitaliste. Ces petits-bourgeois réactionnaires refusaient de s'intégrer à la société capitaliste ; selon l'historien, ils se sont livrés à une sorte de transfert psychologique, accusant les anglophones d'être responsables de leur retard, alors qu'ils auraient dû ne s'en prendre qu'à eux-mêmes. Timorés et tièdes, ils n'auraient d'ailleurs été que de piètres leaders, ce qui expliquerait en partie l'échec des rébellions.

Le mouvement, cela nous semble clair, est dirigé par la petite bourgeoisie ¹, appuyée par la paysannerie, contre la bourgeoisie marchande, l'aristocratie et l'administration coloniale. Cette constatation nous permet d'analyser le mouvement sous deux aspects : celui de la classe hégémonique et celui de l'alliance de classes.

La nature et l'échec des rébellions s'expliquent à partir du caractère de classe même de la petite bourgeoisie. Cette dernière est coincée entre le développement des rapports marchands et les rapports féodaux. Ses hésitations, les contradictions qu'elle manifeste sont typiques de la classe elle-même. La petite bourgeoisie, de par sa place dans les rapports sociaux, n'a pas et ne peut avoir de position absolument autonome. Dans un État capitaliste développé, elle oscille entre les positions de la bourgeoisie et les positions du prolétariat. Dans le contexte qui nous préoccupe, on ne peut guère, comme le fait l'historien Ouellet, lui demander d'affirmer un projet clair de développement du capitalisme. Elle oscille, au contraire, entre deux positions et deux « visions » de société, soit le maintien des seigneuries, soit le rêve de la petite propriété indépendante dans l'agriculture, comme aux États-Unis. Mais, dans les deux cas, on voit sourdre de façon plus ou moins claire le projet de développer l'agriculture en favorisant les transformations techniques, en développant les échanges marchands et, cas limite, en créant l'industrie à partir de l'agriculture. Le projet de société soutenu par la petite bourgeoisie n'est donc, à proprement parler, ni féodal ni capitaliste. Il reflète le rapport de cette petite bourgeoisie aux contradictions spécifiques du régime féodal et de l'univers marchand bas-canadien ; contradictions qu'elle remodèle à partir d'une vision petite-bourgeoise oscillant entre les deux pôles de l'équation féodale et renforçant (idéologiquement) l'indépendance relative, mais réelle, des censitaires au sein de ces rapports. L'exemple américain alimente bien sûr les rêves des petits-bourgeois québécois qui, soit comme seigneurs, soit comme paysans

¹ Fernand Ouellet a dénombré, parmi les leaders patriotes, 186 membres des professions libérales, 388 marchands généraux et aubergistes. Il note aussi la présence marginale de quelques petits entrepreneurs locaux.

indépendants (ou comme producteurs indépendants de tous types), se voient plus ou moins clairement baigner dans un univers homogène de petite production pour le marché. Seule la place de cette petite bourgeoisie au sein des rapports de production permet d'expliquer l'hybridité d'un tel projet.

Certes, il y avait dans le mouvement certains éléments identifiables comme des bourgeois capitalistes. Il s'agit de petits entrepreneurs liés principalement au milieu rural et qui exploitent des petites brasseries, des moulins... Autour de ces intérêts apparaît l'idée de créer la Banque du peuple, qui permettrait de financer les projets économiques autochtones non appuyés par les banques contrôlées par les grands marchands et les spéculateurs fonciers¹. Mais ces éléments sont peu nombreux, même si certains d'entre eux, comme Wolfred Nelson, ont animé la deuxième vague de la rébellion qui est devenue résolument anti-féodale. On ne peut donc considérer les événements de 1837-1838 comme une révolution bourgeoise. Au contraire, même si nous admettons la présence de certains éléments d'un capitalisme embryonnaire, nous croyons que ces événements ont été placés sous la direction de la petite bourgeoisie. C'est d'ailleurs ce qui permet d'expliquer l'ambivalence même du mouvement et les hésitations des leaders. La petite bourgeoisie, en tant que classe, n'a été que très rarement bonne conseillère!

Contrairement à ce qui se produisit dans le Haut-Canada au milieu de conditions semblables, les rébellions bas-canadiennes posent la question nationale. En ce sens, on peut considérer les rébellions de 1837-1838 comme un mouvement de libération nationale. Les petits-bourgeois de l'Assemblée ont cru, jusqu'aux années 1830, que Londres arbitrerait en leur faveur. La métropole n'avait-elle pas, en 1774 et 1791, favorisé le particularisme francophone ? Mais les patriotes apprirent à leurs dépens que la conjoncture avait changé et que Londres n'encouragerait pas jusqu'à l'indépendance (même à l'intérieur de l'Empire) le particularisme francophone. Le colonialisme anglais se traduisit par la suite, de plus en plus clairement, comme un régime d'assimilation nationale. La politique antilibérale qui mena à la répression armée s'accompagnait, au Bas-Canada, d'une politique d'assimilation. Un Bas-Canada français séparant le Haut-Canada de l'Atlantique et isolant la bourgeoisie de Montréal dans un univers francophone était proprement impensable. Le libéralisme passait par l'assimilation des autochtones. Voilà la logique inéluctable du colonialisme anglais. Les rébellions sont effectivement un phénomène de classe (comment auraient-elles pu ne pas l'être?) en ce que le mouvement est placé sous la direction de la petite bourgeoisie. Mais la petite bourgeoisie, soutenue sans équivoque par la paysannerie, mène un mouvement de libération nationale. Il s'agit d'une lutte anticolonialiste dans un contexte où ce colonialisme conduit une politique d'assimilation nationale.

¹ Stanley BRÉHAUT-RYERSON, *Le Capitalisme et la Confédération*, Parti pris, Montréal, 1972.

Londres dépêche lord Durham pour trouver une solution politique au conflit réprimé dans le sang par l'armée coloniale dans le Haut comme dans le Bas-Canada. Durham, libéral et libre penseur, reconnaît la nécessité d'accorder un gouvernement responsable aux colonies canadiennes. Mais il juge qu'il serait inopportun d'accorder un État séparé à la majorité francophone. La nation française doit être assimilée, dans son intérêt même, par la nation anglaise plus progressiste (par définition). Il reprend donc à son compte la proposition de l'Union des deux Canadas, dont le but explicite est d'assimiler la nation française. Colonie de l'Angleterre, le Canada devait être anglais. Cela ne fait aucun doute pour lord Durham : « Je n'entretiens aucun doute au sujet du caractère national qui doit être donné au Bas-Canada ; ce doit être celui de l'Empire britannique, celui de la grande race qui doit, dans un laps de temps de courte durée, être prédominante sur tout le continent nord-américain ¹. »

Colonie et, à ce titre, sous-ensemble de la formation sociale nationale anglaise, c'est une nation anglaise qui devrait se former au Canada sous l'effet du développement du capitalisme. Ici comme ailleurs, la formation de la nation se fera au prix de l'oppression nationale.

¹ *Le Rapport Durham*, éd. Sainte-Marie, Montréal, 1969, p. 118.

Chapitre 4

L'Union forcée et la Confédération bâclée

[Retour à la table des matières](#)

La bourgeoisie canadienne se trouvait donc face à deux problèmes : l'amélioration des canaux et le particularisme francophone. L'Union des deux Canadas parut la meilleure solution.

L'opération politique permettait en effet de créer les conditions nécessaires à la résolution de ces deux questions. La réunion des deux colonies fut, sur le plan économique, une opération de finances publiques favorisée non seulement par la bourgeoisie canadienne mais aussi par les banquiers londoniens. Le Haut-Canada s'était endetté à l'extrême limite de ses possibilités jusqu'en 1840 pour la canalisation du Saint-Laurent. Seul, il ne pouvait s'engager davantage. L'Union permit donc de répartir la dette encourue sur l'ensemble des deux populations, en plus d'ouvrir à de plus larges possibilités de crédits dans l'avenir. Elle rendit ainsi possible la poursuite des travaux d'amélioration de la voie maritime dont la profondeur minimale fut portée à neuf pieds. On acheva les travaux en 1849.

I. L'union, régime d'oppression nationale

[Retour à la table des matières](#)

L'Union visait aussi à résoudre le problème canadien français. L'enjeu était de taille puisque l'on se trouvait à la croisée des chemins : celui du caractère national de l'État à construire et celui du gouvernement responsable. Il fallait, somme toute, résoudre le problème national intrinsèque à toute révolution démocratique-bourgeoise. L'État canadien se devait d'être anglais et démocratique. Comment y arriver ?

L'histoire du Canada permet de mettre crûment en lumière un des aspects fondamentaux de la révolution démocratique-bourgeoise qui passe pourtant le plus souvent inaperçu : cette révolution démocratique et l'appareil politique qu'elle engendre se posent et se structurent dans l'oppression nationale. L'Union des deux Canadas est un terrain historique privilégié pour poser ce problème. Revoyons rapidement les faits.

Les révolutionnaires du Haut-Canada, comme ceux du Bas-Canada, réclamaient la responsabilité ministérielle, nous l'avons souligné. Lord Durham, enquêteur royal, croyait lui aussi qu'il fallait accorder le gouvernement responsable aux Canadiens. Bien plus, en Angleterre même, un fort mouvement favorisait le relâchement des liens coloniaux. La bourgeoisie industrielle s'affirmait en effet de plus en plus ; on préconisait non seulement le libre-échange, mais aussi la révision de la politique coloniale. Les colonies coûtaient trop cher. Pourquoi ne pas leur accorder le gouvernement responsable et les forcer ainsi à ne compter que sur leurs propres moyens financiers ? L'opération semblait d'autant moins dangereuse que la bourgeoisie canadienne ne donnait que peu de signes manifestes d'une volonté de rompre ses liens économiques avec Londres, sous quelque forme de gouvernement que ce soit ¹.

¹ Soulignons aussi que le changement dans les rapports métropole-colonie répond à l'évolution du capitalisme en Angleterre. La baisse tendancielle du taux de profit et la nécessité de plus en plus pressante d'exporter du capital poussent à l'élargissement de l'espace économique canadien.

Il fallait donner aux colonies un gouvernement responsable. Mais voilà, il y avait ces francophones, cette nation francophone : l'espace canadien, le seul possible, risquait d'en être grandement perturbé. Les rébellions n'avaient-elles pas montré que le particularisme risquait d'être renforcé si la nation française était maintenue dans un État séparé ? Le gouvernement responsable ne risquait-il pas de renforcer ce séparatisme ? Accorder la responsabilité ministérielle en maintenant le Haut-Canada et le Bas-Canada à titre d'États distincts, c'était s'exposer à voir bloquer le libre accès à la mer aux habitants du Haut-Canada ; c'était déstructurer l'espace économique que la bourgeoisie marchande s'était si péniblement construit jusque-là ; c'était mettre en péril le commerce du blé et en partie celui du bois ; c'était remettre en question le rôle d'intermédiaire que jouait la bourgeoisie de Montréal entre l'Angleterre, le Haut-Canada et certains États américains. Si la bourgeoisie marchande ne fut pas, loin de là, promotrice du gouvernement responsable, elle pouvait s'en accommoder, Londres et les masses l'y contraignant. Mais elle ne pouvait accepter d'être forcée de s'enfermer dans un univers politique qui la mettrait à la merci de la petite bourgeoisie bas-canadienne et du séparatisme potentiel engendré par la reproduction de la spécificité nationale des Canadiens français.

Lord Durham fut à ce propos très clair : « Sans opérer le changement ni trop rapidement ni trop rudement pour ne pas froisser les sentiments et ne pas sacrifier le bien-être de la génération actuelle, l'intention première et ferme du gouvernement britannique doit à l'avenir consister à établir dans la province une population anglaise, avec les lois et la langue anglaises, et à ne confier le gouvernement de cette province qu'à une assemblée décidément anglaise¹. » Est-ce assez limpide ? Si le gouvernement responsable doit être accordé aux colonies canadiennes, ce que recommande Durham, il ne doit l'être que dans un espace politique consacrant la minoration des Canadiens français et favorisant leur assimilation.

L'Union ne répondra donc pas qu'aux seuls impératifs économiques. Elle sera créée dans le but de résoudre une fois pour toutes le problème national. On a réuni les deux colonies en faussant la représentation : quarante-deux députés sont en effet accordés à chacune des régions correspondant aux deux anciennes colonies, alors que le Bas-Canada comptait 650 000 habitants et que le Haut-Canada n'en rassemblait que 450 000. L'anglais fut considéré comme la seule langue officielle. L'Union des deux Canadas était donc hors de tout doute un régime politique d'oppression nationale : son but était de minoriser les francophones et, espérait-on, de les assimiler progressivement.

Ce n'est que huit ans plus tard, en 1848, sous les pressions répétées des réformistes francophones et anglophones unis dans un même combat, que le

¹ *Le Rapport Durham, op. cit.*, p. 118.

gouvernement responsable sera accordé. Mais c'est en anglais que les coloniaux canadiens allaient être responsables, la civilisation anglaise étant, paraît-il, mieux préparée pour la démocratie ! Le cas canadien nous semble exemplaire dans sa limpidité. Il permet de poser un problème fondamental dans l'étude des questions nationales intérieures à la formation sociale. Il étale presque la relation de détermination existant entre l'oppression nationale et la démocratie bourgeoise. Bien sûr, on le dit et on l'écrit depuis fort longtemps, surtout depuis Lénine : le capitalisme se crée et se reproduit dans l'oppression nationale. L'illustration de cette thèse est facile à faire ; on n'a qu'à penser au colonialisme et à l'impérialisme, l'oppression nationale y est constitutive de l'exploitation capitaliste. Mais la démonstration de cette réalité s'avère beaucoup moins simple lorsque l'on aborde les questions nationales intérieures à la formation sociale. Cette démonstration est si difficile que l'analyse s'en évade le plus souvent, en traitant ces réalités comme des questions coloniales ¹.

L'histoire canadienne nous force à rompre avec cette problématique. Avançons d'abord clairement notre propos. Même si l'énonciation répétée du projet assimilateur depuis le début du XIXe siècle est à la fois naïve et scandaleuse, l'exemple canadien n'est qu'une illustration, parmi des dizaines d'autres, du fait que la révolution démocratique-bourgeoise ne se réalise que dans l'oppression nationale. Le propre de la révolution démocratique-bourgeoise est de reposer sur l'égalisation formelle des agents et sur leur fonctionnement à la majorité dans un univers homogène et centralisé. La révolution démocratique-bourgeoise fonctionne à l'unité, à l'unification nationale des agents, et pousse à la structuration d'un ensemble d'appareils politico-idéologiques centralisés et « nationalisés ». Le processus d'affirmation de la division capitaliste du travail, en même temps qu'il isole les agents, crée en effet la nécessité de leur unification dans un univers uniforme (et surveillé !). Libres, égaux et uniques, les citoyens sont unis dans un groupe apparemment homogène : la nation ². C'est seulement dans un univers fonctionnant à l'identité nationale, tendanciellement unanimiste et unilingue que peut être rempli et sanctionné le contrat de travail et voilée la domination de classes, que peut s'étendre le marché et circuler sans entrave la force de travail, que peuvent être dissous les modes de production précapitalistes. La nation constitue en ce sens le groupe d'appartenance privilégié et spécifique des agents soumis directement ou indirectement aux procès d'affirmation du mode de production capitaliste ³. Ce dernier provoque la restructuration des peuples

¹ Voir, entre autres, Michaël HECHTER, *Internal Colonialism, the Celtic Fringe in British National Development, 1536-1966*, Routledge and Kegan Paul, Londres, 1975 -, André d'ALLEMAGNE, *Le Colonialisme au Québec*, éd. R.B., Montréal, 1966.

² Si la nation constitue bien un groupe réel, sa réalité même ne peut être pensée sans l'idéologie qui l'habite, la modèl et la structure.

³ Bien sûr, la bourgeoisie jouera parfois sur les particularismes à l'intérieur même de la formation sociale pour résoudre ses contradictions (le *melting pot* américain, par exemple). Au plan international, l'homogénéisation nationale doit être saisie dans un double mouvement de rassemblement intérieur et de division internationale ; au plan

précapitalistes en groupe national. Le capitalisme recrute le plus souvent dans différents groupes pour former, si possible, une seule et même nation ¹.

La question nationale se révèle donc à l'analyse beaucoup plus que l'énumération-description de la nécessité de créer le marché intérieur, l'unification linguistique et l'État centralisé. On peut constater qu'en ce qu'elle provoque nécessairement une tendance à l'homogénéisation des rapports sociaux, qu'en ce qu'elle tend à créer un espace fonctionnant à la reconnaissance de l'égalité formelle des agents à travers l'appartenance à un même groupe homogène (la nation), la révolution démocratique-bourgeoise ne peut s'appuyer que sur le refoulement des particularismes qui risqueraient de faire éclater l'espace même qui la constitue et permet de la reproduire.

Non, les bourgeois et les administrateurs anglophones du Canada et de la mère-patrie ne sont pas plus racistes qu'il ne faut ! Ils le sont juste assez pour permettre d'enclencher le processus du développement capitaliste et de la révolution démocratique-bourgeoise au Canada. L'espace politique bourgeois doit se mouvoir dans la plus grande unanimité possible : tous, potentiellement égaux, partagent le même groupe national qui est le garant même de leur égalité. Les autres sociétés de classes ont toujours fonctionné, de façon prévalante, à la différence : ce qui, en dernière analyse, permettait de mieux attacher l'esclave à son maître et le paysan à « son lopin de terre ». Au contraire, y aurait-il un meilleur monde capitaliste possible que celui de cet univers homogène sanctionnant l'égalité de tous ses sujets qui invoquent la même nation et circulent avec le même passeport ?

En 1871, quelques jours après l'unification italienne, l'un des architectes de l'Italie moderne, Massimo d'Azeglio, déclara ; « L'Italie est faite ; maintenant, il reste à faire les Italiens ². » Depuis le début du XIXe siècle, les anglophones coloniaux se disaient qu'il faudrait bien, en les anglicisant, mettre ces francophones hors d'état de nuire, si l'on voulait un jour enfin bâtir un pays. Cela se fit... au moins à moitié.

Au Canada, la révolution démocratique-bourgeoise, du moins l'obtention du gouvernement responsable, se réalisa dans l'oppression nationale. Ici comme ailleurs, cette révolution imposa un peuple spécifique, celui de la fraction dominante de la bourgeoisie. Elle se réalisa dans l'assimilation (ou dans la minorisation oppressive, puisque toujours à propension assimilatrice) des

intérieur, quoique la tendance à l'homogénéité demeure toujours l'aspect principal, la perpétuation de la division (nationale) résultant des tendances mêmes du développement capitaliste intérieur peut aussi servir les intérêts de la domination de classe.

¹ Comme le soutenait si fraternellement les révolutionnaires français de 1789 : pour défendre la nécessité de créer un appareil scolaire laïque et centralisé, il fallait alors répandre le sentiment d'appartenance à la nation encore en procès de formation.

² Cité dans Paul GUICHONNET, *L'Unité italienne*, P.U.F., Paris, 1965, p. 124.

autres peuples, coexistant jusque-là au sein de la formation sociale. Le nationalisme, l'unilinguisme, le majoritarisme, tout tend à faire s'éteindre les différences. Mais, comme on pourra le constater, il ne s'agit là que d'un processus tendanciel, mille fois contrecarré. Si la conquête, l'Acte de Québec de 1774 et l'Acte constitutionnel de 1791 avaient pu créer des illusions, aussi minces fussent-elles, l'Union des deux Canadas ne laissait plus aucun doute : c'est au prix de l'oppression nationale des Québécois qu'allait être construit ce pays (avec celle des Acadiens, des Métis, des Amérindiens et des Inuits).

Ne pas reconnaître le caractère colonial du Québec n'équivaut donc nullement à refuser de poser le problème de l'oppression nationale constitutive de l'histoire canadienne. Mais il nous semble théoriquement et politiquement primordial d'éviter les confusions. Non, le Québec n'est pas une colonie politique du Canada. Ses citoyens participent à la vie politique au même titre que les autres citoyens canadiens. Tout comme les Basques, les Bretons et les Écossais, les Québécois jouissent, dans l'égalité (formelle), des principaux droits démocratiques de la révolution bourgeoise. Mais, nous l'avons montré, pour ces Québécois comme pour beaucoup d'autres nations minoritaires, la révolution démocratique-bourgeoise impliquait et implique l'oppression nationale, puisque c'est dans la minorisation que leur participation à la démocratie politique devait se réaliser. À ce titre, les Québécois, sans être des coloniaux, subissent une oppression politico-idéologique spécifique et l'État capitaliste les oblige à une lutte de résistance sans cesse à réinventer. C'est dans l'oppression nationale que le processus de formation de l'État canadien se réalise, sous la détermination de la lutte des classes.

II - La marche à la Confédération

[Retour à la table des matières](#)

L'Union des deux Canadas ne devait pas répondre aux espoirs que la bourgeoisie marchande y avait mis. Des changements importants survinrent, en effet, en Angleterre qui posèrent à la bourgeoisie coloniale un problème presque aussi grave que la rébellion de 1837-1838. Le courant libre-échangiste s'imposa dans la mère patrie, et avec lui le capitalisme concurrentiel et la fraction industrielle de la bourgeoisie anglaise. Les landlords et le grand commerce colonial n'influèrent plus de façon aussi importante sur la politique économique du Royaume-Uni. La bourgeoisie industrielle anglaise, domi-

nante à l'échelle mondiale, imposa le libre-échange. Cette mesure lui permit de tirer tous les avantages de sa prépondérance, elle qui pouvait vendre au plus bas prix. Elle lui permettait aussi de se procurer les matières premières et les biens de consommation à meilleur compte, l'agriculture anglaise et le commerce colonial n'étant plus protégés de la concurrence par des tarifs protecteurs. Ainsi pouvaient être abaissés les coûts de production par suite de la baisse des prix des matières premières et de la force de travail (la baisse des prix agricoles provoqua celle du coût de la reproduction de la force de travail et, par conséquent, une pression à la baisse sur les salaires). La plupart des tarifs préférentiels favorisant les produits canadiens sur le marché anglais furent donc progressivement abolis à partir de 1842 ; les produits américains passant par la vallée du Saint-Laurent perdirent leurs avantages comparatifs. La bourgeoisie canadienne, nous l'avons vu, avait été jusque-là une fraction bourgeoise coloniale au sens fort, faisant reposer la quasi-totalité de ses intérêts économiques sur les privilèges tarifaires dont elle profitait en Angleterre. Cette bourgeoisie à dominante commerciale et bancaire, conservatrice politiquement et très peu dynamique économiquement, voyait donc s'écrouler en quelques années l'univers économique au sein duquel elle s'était taillé un négoce lucratif ¹.

Que faire ? Habitée qu'elle était à compter sur un soutien extérieur (marque presque indélébile de la bourgeoisie canadienne), elle se tourna vers les États-Unis. Elle tenta et réussit provisoirement à établir avec ce nouveau partenaire, et avec l'accord de Londres, le même type de rapports qui la liait à la métropole. Le traité de réciprocité signé pour dix ans en 1854 établissait le libre-échange sur les produits naturels. Il permettait donc aux Américains l'accès aux voies de communication du Canada-Uni et aux pêcheries des Maritimes. Ce qui veut dire, dans les faits, que le Canada fournissait les matières premières et les Américains les produits finis. Cela calma provisoirement le courant annexionniste qui avait commencé à s'organiser au sein de la bourgeoisie marchande, déçue par l'option du libre-échange en Angleterre. Le traité provoqua une décennie de prospérité au Canada : la guerre civile aux États-Unis et la guerre de Crimée stimulèrent la demande de bois et de blé canadiens.

Les États-Unis refusèrent cependant de renouveler le traité en 1866 : les besoins pour les produits naturels canadiens étaient devenus moins importants à la fin de la guerre civile. Soulignons de plus que Londres et une partie de la bourgeoisie canadienne, ayant appuyé le Sud durant la guerre de Sécession, n'avaient guère favorisé le renouvellement du traité. Au Canada, certains espéraient qu'une victoire du Sud fasse perdre au Nord-Ouest son accès au

¹ Soulignons immédiatement que nous visons ici la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne. Bien sûr, il y a aussi une bourgeoisie industrielle au Canada. Mais, comme nous le verrons plus loin, cette dernière n'a jamais pu s'affirmer comme fraction dominante.

Mississippi. La vallée du Saint-Laurent aurait alors été bien placée pour attirer les produits de ces régions.

La bourgeoisie canadienne se retrouvait donc sans marché. La situation était d'autant plus précaire que ni l'achèvement de la construction des canaux ni la construction de lignes de chemin de fer prolongeant certaines lignes américaines et complétant les canaux (ainsi la ligne Montréal-Portland) ne permettaient de contrer la concurrence dévastatrice du canal Érié. Le transport d'une tonne de farine entre Chicago, Québec et Liverpool coûtait 13,77 dollars ; par contre, pour le trajet Chicago-New York-Liverpool, il en coûtait 10,56 dollars. C'est qu'en arrivant d'Europe à New York, les bateaux étaient chargés d'immigrants, de passagers et de denrées. Au contraire, ils parvenaient presque vides à Montréal et à Québec où le marché était beaucoup plus réduit. Les tarifs préférentiels n'existant plus, l'espoir d'un retournement de la situation était nul.

La bourgeoisie canadienne, appuyée en cela par ses bailleurs de fonds métropolitains, n'avait plus le choix : il lui fallait créer un marché intérieur, condition essentielle d'ailleurs pour devenir véritablement concurrentielle sur le marché mondial. Au moment même où se créaient l'Allemagne (en 1871) et l'Italie (en 1870), on assista au processus de formation de l'État national canadien. Le développement du capitalisme a produit au Canada les mêmes effets qu'en Europe. Le Canada-Uni, comme la Prusse et le Piémont, initia un mouvement de centralisation économique-politique. Dans les trois cas, on se lança avec frénésie dans l'aventure du chemin de fer et de l'État centralisé.

Les chemins de fer d'abord. On se rendit compte que, pour se donner un marché, il fallait relier les différentes colonies et les différents territoires du British North America qui s'étaient développés sous des administrations autonomes. Les colonies des Maritimes, le Canada-Uni, l'Ouest canadien, dont, les habitants étaient fortement attirés vers les États-Unis et dont une grande partie du territoire était contrôlée par la Compagnie de la baie d'Hudson, formaient un ensemble fort disparate. Cependant, l'intégration économique de ces régions pourrait créer un marché. C'est ce que l'on décida de faire en se lançant d'abord dans la construction des chemins de fer. Mais, cette fois, il ne s'agissait plus de construire de simples prolongements des lignes américaines. On décida de créer un réseau spécifiquement canadien dont le but était d'intégrer les différentes parties du Canada.

La construction d'un tel réseau exigeait une centralisation des finances publiques permettant à l'État de subventionner largement l'entreprise privée. Comme l'Union avait eu pour but, entre autres déterminations, de centraliser les finances publiques pour soutenir l'opération de construction des canaux, les banquiers canadiens et anglais n'allaient pas se risquer dans l'opération chemins de fer sans compter sur un État, le plus large possible, pouvant

garantir les déficits inévitables. La bourgeoisie canadienne, qui a toujours été forte en calcul bancaire, désirait que l'on s'unisse pour emprunter... afin de lui fournir les fonds nécessaires à la construction ferroviaire ! Le Canadien Pacifique reçut ainsi, pour construire une ligne vers l'ouest, 25 millions de dollars en subsides et 25 millions d'acres de terres exemptés de taxe pour vingt ans. Le laisser-faire a toujours été relatif au Canada ! Les financiers du Canadien Pacifique ne furent pas les seuls à bénéficier des largesses de la politique ferroviaire canadienne. La Compagnie du Grand Tronc, qui avait construit les premières voies ferrées reliées au système américain, avait déjà été libérée d'une faillite de plusieurs millions de dollars. Et, comme si cela n'était pas assez, l'État canadien obtint de la Compagnie de la baie d'Hudson l'abandon de ses prérogatives sur les territoires du Nord-Ouest et de la Terre de Ruppert en échange de fortes compensations financières et de la cession d'une part du territoire à titre de propriété privée. La Compagnie de la baie d'Hudson venait d'être achetée par les intérêts bancaires associés à la mésaventure du Grand Tronc ! Le rapport existant entre le capitalisme, la bourgeoisie et la création de l'État national n'est donc même pas à démontrer ici.

Les chemins de fer permettaient donc de relier le marché canadien. On espérait ainsi créer, de l'Atlantique au Pacifique, un axe est-ouest qui permettrait de résister à l'attraction et aux pressions économiques américaines. La commercialisation du blé de l'Ouest constituait l'élément central d'un marché à construire : l'Ouest allait fournir le blé et l'Est les produits manufacturés. On voit déjà poindre les rapports inégaux du développement régional canadien.

La création du marché intérieur ne pouvait, cependant, pas être une simple opération technique. Elle impliquait la centralisation politique, la création d'un État national. À la suite de quelques séances de négociation entre les autorités anglaises et les représentants des différentes colonies, on proclama à Londres la création de la Confédération canadienne, sans consulter la population concernée. Au départ, cette Confédération canadienne réunit le Québec et l'Ontario (l'ancien Canada-Uni), la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick. Les Territoires du Nord-Ouest furent intégrés en 1868 et la province du Manitoba créée en 1870. Puis, dans les années qui suivirent, s'ajoutèrent la Colombie britannique en 1871, l'île du Prince-Édouard en 1873, l'Alberta et la Saskatchewan en 1905 ; Terre-Neuve devint la dixième province canadienne en 1949.

L'État national canadien était donc créé. La construction des chemins de fer pouvait être réalisée. Cette centralisation permit aussi d'élaborer une politique protectionniste douanière dont le double but était de contribuer à l'effort de construction de chemins de fer (grâce aux revenus provenant des droits de douane) et de favoriser le développement industriel en terre

canadienne. L'élaboration de ce qu'on appela la politique nationale conduisit à l'établissement d'un système douanier imposant des droits de 30% sur les produits de luxe et les produits de consommation courante et de 10 à 20% sur les produits semi-finis.

Le Canada était cependant un pays très peu peuplé. En 1867, on n'y dénombrait qu'environ 3 millions et demi d'habitants. L'État institua donc une politique d'immigration visant principalement à peupler l'Ouest canadien qui comptait moins de 150 000 habitants. À peine trente ans plus tard, en 1901, la population de l'Ouest s'élevait à environ 650 000 personnes ¹. Le marché national se développait.

La création du marché intérieur et de l'État national canadien se sont appuyés sur des politiques de transport, de protectionnisme douanier et de colonisation. C'étaient là des mesures essentielles pour construire un univers économique viable pour la bourgeoisie de ce pays. Mais la création d'un État centralisé et d'un marché national dépasse de beaucoup les seules opérations de la politique économique et de la mise en marché. Les pères de la Confédération avaient, peut-être malgré eux, créé un pays, c'est-à-dire non seulement un univers économique mais aussi un espace politico-idéologique. Du côté du deuxième volet de leur entreprise, les succès sont moins spectaculaires.

III - La confédération canadienne

[Retour à la table des matières](#)

C'est donc, comme partout ailleurs, sous l'effet de la nécessité de la reproduction élargie du mode de production capitaliste, provoquant l'accélération de la division sociale et technique du travail et le développement du marché intérieur, que s'est créé l'État national au Canada. Mais, ici comme ailleurs, l'appareil politique bourgeois s'est spécifié dans des structures qui doivent être mises en rapport avec l'histoire particulière de la lutte des classes. Nous donnerons d'abord quelques indications générales sur les structures politiques canadiennes, dont les particularités doivent être bien comprises si l'on veut saisir la nature et l'enjeu de la crise politique qui règne actuellement

¹ K. A. BUCKLEY MCARQUART, *Historical Statistics of Canada*, MacMillan, Toronto, 1965, p. 14.

dans ce pays. Nous essaierons ensuite de trouver l'explication de ces particularités.

La Confédération canadienne tente de concilier le parlementarisme britannique et le fédéralisme américain. « En adoptant cet arrangement, le Canada innovait en introduisant des institutions parlementaires dans un système fédéral. Avant cette époque, il était admis que le gouvernement parlementaire de type britannique n'était compatible qu'avec un État unitaire ¹. » Mais, tout en retenant le principe du fédéralisme américain, les pères de la Con-fédération inversèrent le principe de répartition de pouvoirs qui avait été adopté aux États-Unis. Traumatisés par la guerre civile qui venait de s'y achever, contrairement à l'expérience américaine, c'est au gouvernement central qu'on voulut accorder la compétence de plein droit (générale) alors que les provinces ne recevaient que la compétence résiduaire.

La structure politique canadienne n'est donc pas une union législative puisque les juridictions sont partagées entre deux niveaux de gouvernement. Mais elle n'est pas davantage une véritable confédération puisqu'elle est tendanciellement centralisatrice. L'Acte de l'Amérique du Nord britannique a créé une structure politique produisant et reproduisant sans cesse les conflits de juridictions. Le gouvernement du Canada n'a rien d'une confédération, même s'il en porte le nom, mais il ne sera jamais assez centralisé pour servir pleinement les intérêts de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne. La Constitution canadienne contient, en fait, des entorses importantes aux principes fédératifs en introduisant des éléments à caractère unitaire typiques d'une union législative ². On fit trois entorses principales. D'abord, le droit de désaveu d'une loi provinciale accordé au gouvernement fédéral : si ce gouvernement fédéral ne pouvait se substituer aux gouvernements provinciaux et légiférer dans la sphère de leur compétence, on lui donnait néanmoins un droit de désaveu sur l'exercice du droit des provinces. Ensuite, le fédéral se voyait attribuer le droit de nommer et de révoquer les lieutenants gouverneurs. Ces derniers sont les représentants de la royauté auprès des législatures provinciales et leur rôle consiste à sanctionner les projets de loi ³. Enfin, le fédéral obtenait le droit de nommer les juges des cours provinciales, de même que les membres du Sénat ⁴. « Aux États-Unis, lors des conférences préparatoires à la fédération américaine, ces pouvoirs de nomination ont été refusés au gouvernement de Washington. Ces pouvoirs, au Canada, donnent au gouvernement

¹ Maurice CROISAT, *Le Fédéralisme canadien et l'autonomie de la province de Québec*, faculté de droit et de sciences économiques, Université de Grenoble, 1964, p. 33.

² André BERNARD, *La Politique au Canada et au Québec*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1977, p. 37-45 ; voir aussi Maurice CROISAT, *op. cit.*, p. 89.

³ La monarchie existe toujours au Canada, la reine d'Angleterre étant aussi la reine du Canada.

⁴ Comme en Angleterre, le gouvernement est formé de deux Chambres au Canada : une Assemblée législative et un Sénat. Ce dernier ne sert plus guère que de refuge à des politiciens en fin de carrière.

central le contrôle des postes autour desquels auraient pu se polariser les forces de décentralisation du nouveau pays ¹. »

Il s'agit donc là d'attributions relevant davantage du centralisme que de l'union fédérative. Le partage des pouvoirs confirme le caractère centralisateur de la Confédération canadienne. Nous tenterons d'exposer brièvement les aspects principaux de ce partage des juridictions et des sources de revenu attribuées par la Constitution canadienne aux deux niveaux de gouvernement. On pourra encore une fois constater que l'État canadien n'a rien d'une véritable confédération. Rappelons d'abord, ce que nous avons souligné plus haut, que le fédéral s'est vu conférer la capacité de légiférer dans tous les domaines dits d'intérêt national, alors que les provinces ne pouvaient au départ s'en tenir qu'à des pouvoirs résiduels. Mais l'importance de la centralisation politique se vérifie surtout dans la répartition des juridictions d'État. Le fédéral s'est vu accorder les principales sources de revenu et les principales compétences.

C'est l'État central qui détient les grands pouvoirs économiques typiques des États modernes. Le fédéral domine largement la fonction économique garante de l'accumulation et de la reproduction élargie du capital ; il occupe exclusivement, ou de façon quasi exclusive, des domaines comme la monnaie, les lois bancaires, les transports, la réglementation des échanges et du commerce, les affaires extérieures. Bref, le fédéral détient les grands leviers économiques alors que les provinces n'exercent que des pouvoirs restreints dans ces domaines. Soulignons cependant que les provinces possèdent le contrôle des richesses naturelles et le droit de créer des compagnies d'État, deux domaines secondaires en 1867, mais qui sont devenus importants avec le développement du capitalisme monopoliste. Nous y reviendrons.

La répartition des pouvoirs est moins inégale dans le domaine répressif, bien qu'encore largement à l'avantage du gouvernement fédéral. C'est ce dernier qui a pleine juridiction sur l'armée, la police fédérale, le droit criminel, les pénitenciers. Au provincial sont réservés le champ du droit civil, l'organisation des cours de justice, la police provinciale (facultative) et municipale...

Le domaine privilégié de la province est sans doute celui des appareils idéologiques. Les États provinciaux s'occupent, en effet, principalement du bien-être social et de la santé, de l'appareil scolaire et des gouvernements municipaux. Le domaine des communications, si important depuis la Seconde Guerre mondiale, est cependant partagé. Ce qui ne manque pas de créer de nombreux conflits de juridiction.

On peut donc constater que le fédéral a obtenu la part du lion dans le domaine de l'économie et de la répression, tandis que les provinces se

¹ André BERNARD, *op. cit.*, p. 374.

spécialisent principalement dans les secteurs idéologique et social. À un pôle donc, des domaines comme les affaires municipales, la reproduction de la force de travail et les richesses naturelles. À l'autre, la répression, les affaires extérieures et la vie économique (production et circulation).

À l'inégalité des pouvoirs correspondit l'inégalité des ressources. Le gouvernement fédéral draina les impôts indirects ainsi que le droit de percevoir des revenus « par tous modes ou systèmes de taxation ». Les provinces reçurent la taxe directe, l'exploitation et la location des ressources naturelles, la vente des biens et services, les droits provenant des licences et des permis. Or, il est très important de constater ici que la taxe directe était une quantité négligeable à l'époque. En concédant aux provinces ce champ de taxation, on croyait céder des sources de revenu très limitées. En se joignant à la Confédération, les provinces perdirent les quatre cinquièmes de leur revenu antérieur ; seules les provinces du Québec et de l'Ontario s'en tirèrent relativement bien, puisque les champs de taxation qu'elles conservaient représentaient 40% de leur revenu en 1867 ¹.

Dans l'esprit des pères de la Confédération, on avait donc créé un État très centralisé ne laissant aux provinces que des juridictions et des revenus tels qu'on les assimilerait aujourd'hui, *mutatus mutandis*, à des pouvoirs municipaux ².

IV - Un État-meccano

[Retour à la table des matières](#)

Tous les jeunes Québécois se sont divertis et se divertissent encore aujourd'hui avec un jeu de construction métallique dont la marque déposée, durant les années trente, était Meccano. Mais, en jouant au meccano (terme admis par le Petit Robert), les jeunes Canadiens et les jeunes Québécois n'ont jamais construit que des structures mécaniques. Cependant, les pères de la Confédération ont cru que l'on pouvait construire un pays (ou ont été forcés d'y croire) comme l'on joue au meccano.

Il importe en effet de bien saisir que la formation du Canada a été le résultat d'une opération technique pratiquée à la vapeur, durant laquelle on a

¹ Maurice CROISAT, *op. cit.*, p. 214.

² La chose était tellement claire que l'on jugea opportun d'accorder une subvention annuelle statutaire du fédéral aux provinces, fixée à l'époque à 0,80 dollar par habitant.

provisoirement tenté de ménager la chèvre et le chou. On vient de le voir, la situation canadienne représente une espèce de concoction plus ou moins douteuse et indigeste des exemples anglais et américain. Mais ce n'est là qu'un aspect de la bizarre aventure constitutionnelle canadienne.

Au moment de la proclamation de la Confédération canadienne, le seul lien véritable existant entre les habitants des Maritimes, de l'Ouest et du Canada-Uni était le fait d'appartenir à l'Empire britannique ; il importe de souligner d'un trait rouge que, si l'on exclut les rapports relativement marginaux qui existaient occasionnellement sur le continent nord-américain, le pays n'avait en 1867 aucune espèce de profondeur historique. Nous n'avons nullement l'intention d'invoquer les longueurs du temps chères à l'historicisme, mais il nous semble évident qu'un pays ne se décrète pas aussi facilement. Ainsi il y a beaucoup d'ambiguïtés et de non-dit dans l'histoire de France (la réalité de l'oppression nationale précisément !) et dans celle, contemporaine, de la formation de l'Allemagne et de l'Italie ; mais ces trois exemples suffisent à montrer comment l'aventure canadienne reposait sur des bases incertaines. Ces États ne se sont pas construits à la suite de deux ou trois séances de discussions entre gouvernements. Ils se sont péniblement structurés à travers des luttes longues et extrêmement dures. L'indépendance canadienne a, au contraire, été plus ou moins « donnée » par la métropole sans qu'elle soit véritablement appelée et encore moins gagnée. Nulle lutte anti-féodale dans le processus de laquelle la bourgeoisie aurait mobilisé les masses contre la noblesse ; nulle guerre d'indépendance qui aurait pu, comme aux États-Unis un siècle plus tôt, donner les bases d'une mémoire historique reliant idéologiquement les citoyens du nouvel État. Une opération principalement comptable, réalisée à la vapeur par des banquiers et des marchands en mal d'espace pour réaliser leurs échanges.

Les courts débats qui ont conduit à l'élaboration de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique illustrent les tensions constitutives de la vie politique canadienne. Trois conceptions s'affrontaient alors. Les bourgeoisies dominantes de Montréal et de Toronto désiraient un État unitaire résultant d'une union législative. Elles étaient appuyées en cela par le courant loyaliste du Haut-Canada. Au Québec, cependant, de même qu'aux Maritimes, un fort courant dirigé par le clergé catholique, la petite bourgeoisie et les intérêts bourgeois reliés au développement industriel régional exigeaient une union fédérative. Les radicaux francophones (les « rouges ») et anglophones (les *clear grits*), malgré certaines oscillations et certaines ambiguïtés, favorisaient davantage l'élaboration d'une véritable confédération. On vit donc s'articuler la multiplicité des intérêts locaux et nationaux au centre même de débats qui sont loin de susciter l'enthousiasme et l'adhésion inconditionnelle. Dans les Maritimes, on menaça de se retirer ; au Québec, le vote d'acceptation fut arraché

péniblement : vingt-six députés canadiens français approuvèrent le projet, vingt-deux le rejetèrent ¹.

On comprend mieux maintenant pourquoi la Confédération canadienne est, en fait, une union fédérative présentant certains traits d'une union législative. Elle résulte d'un compromis : la bourgeoisie marchande, force sociale hégémonique dans le processus de création de l'État canadien, a dû composer avec les particularismes locaux et nationaux. L'évolution des rapports politiques canadiens n'est d'ailleurs que la difficile reproduction de ce compromis sans cesse à réinventer. Les exégètes n'en finissent plus de s'opposer sur la nature exacte de la Confédération : est-elle centralisée ou décentralisée, résulte-t-elle d'un accord interprovincial ou est-elle fondée sur une entente entre deux nations ? S'agit-il d'une loi du gouvernement britannique répondant à une dynamique métropolitaine ? En fait, elle tente péniblement de se maintenir à travers toutes ces contradictions.

Durant les premières années de la Confédération, la bourgeoisie canadienne a voulu pousser jusqu'à leurs extrêmes limites les tendances centralisatrices de la constitution. Le Premier ministre du premier gouvernement du Canada, J. Macdonald, avait déclaré durant les négociations : « Nous aurons ainsi un puissant gouvernement central, une puissante législature centrale et un système décentralisé de petites législatures pour des besoins locaux ². » Il tenta de mettre sa conception en pratique. Lui et ses successeurs se servirent de toutes les possibilités dont ils disposeront pour imposer l'hégémonie fédérale la plus large possible. Ainsi, durant les toutes premières années de la Confédération, pas moins de soixante lois provinciales furent désavouées par le gouvernement central. On tenta de mettre les législatures provinciales au pas en se servant du droit de révocation des lieutenants gouverneurs, représentants du gouverneur général du Canada et du roi d'Angleterre auprès du gouvernement des provinces.

Cette offensive centralisatrice provoqua de vives réactions de la part des provinces, principalement du Québec et de l'Ontario qui en appelèrent à plusieurs reprises aux tribunaux, c'est-à-dire au Conseil privé anglais, tribunal suprême des conflits de juridiction suscités par la Constitution canadienne ³. La plupart des décisions des juges de ce tribunal permirent aux provinces de contrer l'offensive d'Ottawa, du moins jusqu'à la dernière guerre mondiale. Ainsi le droit de désaveu, pour ne prendre qu'un exemple, tomba-t-il en désuétude. On a tenté de donner plusieurs explications à cette tendance des

¹ Denis MONIÈRE, *op. cit.*, p. 200.

² Cité dans Maurice CROISAT, *op. cit.*, p. 33.

³ Encore aujourd'hui, c'est le Conseil privé de Londres qui demeure formellement le gardien de la Confédération canadienne, même si le Canada est indépendant depuis le statut de Westminster de 1931 et si les querelles de juridiction sont résolues devant les tribunaux canadiens depuis 1949.

juges britanniques à favoriser les provinces, ces explications étant pour la plupart d'ordre idéologique. On doit, nous semble-t-il, replacer cette pratique dans la cohérence de bien des interventions du Colonial Office. La métropole, on l'a vu, a toujours visé la division et l'affaiblissement des forces coloniales hégémoniques, à moins qu'elle n'ait été forcée d'intervenir pour soutenir directement ces dernières comme en 1837-1838. Les juges britanniques ont perpétué cette tendance. En favorisant les provinces, le Conseil privé contribuait objectivement à freiner le plein développement de l'hégémonie de la bourgeoisie canadienne au sein de sa propre formation sociale.

V. Une tendance structurelle à l'éclatement

[Retour à la table des matières](#)

La Constitution canadienne induisait donc des luttes de juridiction toujours à reprendre. Rien n'avait préparé la fusion des questions nationale et régionale. L'État canadien, depuis la proclamation de la Confédération, présente une tendance structurelle à l'éclatement, tendance sans cesse reportée mais toujours reproduite. Il s'agit bien d'une tendance structurelle au sens où le poids des contradictions qui la produisent ne préparent pas d'elles-mêmes, en un point d'arrivée donne et par simple accumulation des conflits, la dissolution de la structure politique dont on parle. L'État canadien se reproduit lui-même en reportant sa tendance à l'éclatement. L'analyse de la crise actuelle nous permettra de montrer comment cet État, si « balkanisé » soit-il, parvient et parviendra sans doute à se reproduire aussi longtemps qu'il tiendra une place équivalente dans la reproduction du mode de production capitaliste, aussi bien au sein de la formation sociale canadienne qu'à l'échelle mondiale.

Cette tendance se manifeste : 1) dans la division des pouvoirs économiques qui freinent l'adoption de certaines mesures souvent très importantes pour le capital canadien : des mesures favorisant la concentration, la centralisation, le recyclage du capital, etc. ; 2) dans la séparation des branches de l'appareil d'État concentrant la plupart des appareils idéologiques au niveau provincial ; cette division rend extrêmement difficile l'affirmation d'une idéologie apte à produire une mémoire historique « collective » rassemblant les agents de la formation sociale et donnant à cette dernière la cohésion politico-idéologique attendue. Les premières années de la Confédération permirent de vérifier les difficultés d'intégration du « grand tout canadien ».

On put dès - le début constater comment l'État canadien allait respecter les traditions d'oppression nationale héritées du Canada-Uni. Les négociations qui ont conduit à la Confédération ont été menées uniquement en anglais. Rien dans la constitution n'assure que le Canada sera un pays bilingue. C'est, d'ailleurs, surtout à cause de leur crainte des masses canadiennes françaises que les négociateurs n'ont pas consulté le futur peuple canadien sur leur projet de Confédération. On craignait que les francophones du Québec ne soient trop influencés par la propagande des « rouges » en faveur d'une véritable confédération ¹.

L'oppression nationale a été maintenue dans le régime confédératif, cela ne fait aucun doute. On peut le vérifier de plusieurs manières. L'usage du français dans les textes législatifs n'est obligatoire qu'au gouvernement fédéral et au Québec. La possibilité d'employer indifféremment les langues française ou anglaise n'existe que dans les débats parlementaires à Ottawa et à Québec. C'est donc dire que les droits nationaux des importantes minorités françaises hors Québec n'ont jamais été protégés par la constitution, alors que le sont la langue et le droit à l'école anglaise de la minorité anglophone du Québec. Les minorités françaises n'ont, en effet, obtenu aucune garantie véritable en matière d'éducation. En Ontario, elles eurent à mener de longues luttes pour obtenir le respect de leurs droits démocratiques à l'école française. À travers le pays, ces luttes se sont d'ailleurs le plus souvent soldées par des échecs ou par des succès fort mitigés: au Nouveau-Brunswick en 1871, au Manitoba en 1890, en Saskatchewan et en Alberta en 1905, en Ontario en 1912...

L'oppression à l'égard des francophones allait donc se perpétuer. Mais l'oppression devint répression pure et simple dans le cas des métis comme dans celui des Inuits et des Amérindiens. Face à ces deux derniers groupes d'abord, les Canadiens continuèrent à se comporter comme des colonisateurs. Les autochtones furent exclus du corps politique : ils n'obtinrent le droit de vote que tout récemment. On réussit, en plus, à leur imposer des traités inégaux dont le résultat a toujours été de faire perdre à ces Amérindiens et à ces Inuits le plein droit qu'ils avaient sur leurs terres. À titre d'exemple : les négociations concernant le territoire de la baie de James. La Confédération canadienne a poursuivi le mouvement de spoliation des terres des autochtones et de destruction de leurs rapports sociaux.

Durant les premières années qui ont suivi la formation de l'État canadien, c'est cependant l'histoire des métis de l'Ouest qui illustra sous sa forme la plus spectaculaire le sort réservé aux minorités dans ce pays. Ceux-ci durent rapidement comprendre que l'égalité nationale n'allait pas être une caractéristique du nouvel État.

¹ Voir Stanley BRÉHAUT-RYERSON, *op. cit*

Les métis étaient des descendants d'employés de la Compagnie de la baie d'Hudson et d'indigènes des régions de l'ouest¹. Ils étaient chasseurs de bisons, charretiers et petits agriculteurs détenant leurs terres de la Compagnie de la baie d'Hudson. Ils entretenaient des relations d'égalité avec les Amérindiens : Cris, Sarcis, Sauteux et Pieds-Noirs. Ils formaient la plus grande partie de la population de la rivière Rouge qui se composait, en 1871, de 5 720 métis de langue française, de 4 080 métis de langue anglaise et de 1600 Canadiens. Cette collectivité métisse représentait donc une véritable symbiose à propension égalitariste des sociétés autochtones et des peuples coloniaux qui avaient jusque-là marqué l'histoire de ce pays. Comme le souligne Stanley Ryerson, « les soulèvements des métis constituent le seul exemple d'une intervention réelle des masses dans la question de la Confédération². » L'annexion de leurs territoires risquait de leur faire perdre leurs terres, comme d'ailleurs de refouler plus à l'ouest leurs alliés amérindiens. La Compagnie de la baie d'Hudson avait, en effet, jusque-là concédé des terres aux métis selon un mode de tenure de type féodal. Mais la compagnie allait maintenant céder les territoires. On devine les appréhensions des métis.

Sous la direction de l'anglophone Bruce et du francophone Riel, la résistance armée s'organisa. On proclama un gouvernement provisoire et on exigea que ce gouvernement soit reconnu comme une province canadienne (le Manitoba). On émit une déclaration affirmant, entre autres dispositions, le plein respect des deux langues et des droits de propriété existant jusque-là ainsi que la nécessité de signer des traités avec les Amérindiens. L'État canadien fit mine de négocier. Le Manitoba fut créé, mais le gouvernement provisoire ne fut pas reconnu et l'armée intervint pour réprimer les masses organisées militairement³. Plusieurs métis vendirent leurs terres et, avec beaucoup d'Amérindiens, allèrent plus à l'ouest dans les régions de la Saskatchewan actuelle.

Un scénario identique se déroula dans ces régions en 1885. La population était cette fois menacée de perdre ses terres aux mains du Canadien Pacifique. Louis Riel revint des États-Unis pour reprendre la lutte. Métis et Indiens s'organisèrent encore une fois militairement et on exigea la constitution d'un gouvernement responsable, suivant en cela la même démarche qu'au Manitoba. Le gouvernement fédéral dépêcha des troupes qui réprimèrent le soulèvement dans le sang. Riel fut condamné à être pendu. Il le fut malgré un

¹ *Ibid.*, p. 459-477.

² *Ibid.* p. 460.

³ Plusieurs éléments de la déclaration du gouvernement provisoire ne furent pas retenus ou furent retirés quelques années plus tard. Ainsi la langue française perdit rapidement les droits d'égalité qui lui avaient été reconnus. Riel s'exila, mais si fort était l'appui de la population qu'il fut élu et réélu à la Chambre des communes provinciale malgré son absence.

important mouvement de protestation qui s'organisa au Québec : cinquante mille personnes manifestèrent à Montréal, ce qui fut la plus importante manifestation de toute l'histoire du Québec. En 1886, le Parti conservateur perdit le pouvoir au Québec en partie à cause de ces événements¹. La province de la Saskatchewan ne sera créée qu'en 1905. Résultat d'une symbiose linguistique, raciale et nationale carrément scandaleuse dans un État reposant sur l'oppression, porteuse d'un projet de société à propension égalitariste inacceptable dans une formation sociale capitaliste, la collectivité métisse fut liquidée.

Nulle question nationale, nulle question régionale ne devait perturber le « grand tout canadien ». Et, pourtant, on n'arriva à éteindre complètement ni l'une ni l'autre. Dès le départ, la bourgeoisie canadienne dut composer avec les collectivités régionales et les intérêts bourgeois qui s'y développèrent. Les colonies des Maritimes ne se laissèrent pas si facilement avaler par la bourgeoisie du Canada-Uni. Même si l'économie de ces régions ressemblait à celle du Canada-Uni (bois, pêche, construction navale), le particularisme ne manqua pas de s'y affirmer. La question nationale acadienne y contribua d'ailleurs largement. Comme les Canadiens (futurs Québécois) qui habitaient la vallée du Saint-Laurent (ce qu'on appelait alors le Canada), sous le régime français, les Acadiens faisaient partie de la Nouvelle-France. Ils habitaient l'Acadie, région des Maritimes actuelles. En 1755, ils furent mis à la mer et déportés vers les treize colonies, les Antilles et l'Angleterre. Les Acadiens occupaient des terres très fertiles et, de plus, à l'embouchure du fleuve, ils détenaient une position stratégique sur la côte atlantique. On décida donc de les déporter, réalisant là un plan identique à celui qui avait été élaboré sous Louis XIV visant à déporter les habitants de la colonie de New York. Si l'opération française fut un échec à la suite du naufrage de la flotte dépêchée d'Europe, la déportation des Acadiens se réalisa dans l'ordre et l'efficacité ! Mais plusieurs revinrent s'installer dans les régions du Nouveau-Brunswick (où ils forment actuellement plus de 40 % de la population) et de la Nouvelle-Écosse. Les Acadiens eurent toujours, même en Nouvelle-France alors qu'ils relevaient d'une administration distincte, une histoire spécifique. Ils forment, selon nous, une nation au même titre que les Québécois, même si l'on confond souvent les deux groupes dans ce qu'on appelle la nation canadienne française. Même s'ils appartiennent à un même État, il importe, à cause précisément du poids du régionalisme dans l'histoire de ce pays, de distinguer dans la collectivité française du Canada deux nations, québécoise et acadienne, et des minorités nationales qui s'assimilent très rapidement dans les autres provinces du Canada (parce que justement elles n'y jouissent d'aucun des droits démocratiques nécessaires à la reproduction de leur spécificité).

¹ Lisette JALBERT, *Régionalisme et Lutte politique*, thèse de doctorat de 3e cycle, Université de Paris VIII, juin 1978, pp. 265-266. [On retrouvera une partie dans l'article "Régionalisme et crise de l'État", disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

L'extermination des Amérindiens et des Métis, la déportation des Acadiens, l'assimilation des Québécois, voilà l'histoire sur laquelle repose le projet d'unité canadienne. A l'est comme à l'ouest, des régions et des nations : la conjugaison canadienne allait être difficile.

VI - La bourgeoisie canadienne et son État national

[Retour à la table des matières](#)

On a pu déjà constater que la création de l'État national canadien répond, comme les autres, aux déterminations du processus d'affirmation du mode de production capitaliste. Mais cet État se crée sur un mode relativement atypique en ce qu'il ne parvient pas à se donner les structures centralisatrices nécessaires au plein épanouissement du capitalisme «national».

Nous avons jusqu'ici tenté de montrer comment cet État s'est créé sur un mode relativement artificiel en amalgamant à la vapeur des spécificités nationale et régionale. Si nous avons fait, comme toute l'historiographie nous y invite d'ailleurs, une description succincte des conditions historiques ayant présidé à la création de l'État canadien, nous n'avons nullement tenté d'expliquer pourquoi cet État n'a pu résoudre les contradictions dont nous avons traité. Il nous reste donc à saisir pourquoi l'État national canadien présente cette tendance structurelle à l'éclatement. Il nous faudra, pour le faire, aller beaucoup plus loin que la seule reconnaissance de l'absence de profondeur historique dont nous avons parlé précédemment. Si ce « facteur » n'est pas négligeable, il n'est pas fondamentalement explicatif. C'est, disons-le tout net, dans la spécificité du développement du capitalisme au sein de ce pays et dans la nature même de la bourgeoisie canadienne qu'il nous faudra chercher le point de départ de l'explication.

Résumons-nous d'abord. La bourgeoisie canadienne, à la suite de la perte de ses privilèges sur le marché anglais, développe une « politique nationale » (au sens restreint, une politique de protection douanière créée en 1879) qui s'analyse dans toute son extension comme une politique de centralisation politique, de transport, de colonisation (appropriation du sol et peuplement) et de protection douanière. C'est donc, au sens strict, une politique de création d'un marché intérieur favorisant la reproduction élargie du capitalisme. Mais

quel capital et quels capitalistes ? C'est par cette double question que doit commencer l'explication de la spécificité historique canadienne.

Il ne fait absolument aucun doute que, comme dans les nouveaux États nationaux italien et allemand, le capitalisme se développe au Canada. Quelques indications seulement : entre 1870 et 1890, le nombre d'employés dans la production manufacturière double. L'écart favorisant la production agricole aux dépens de la production manufacturière se rétrécit. La valeur de la production industrielle passe de 278 à 700 millions en dollars constants ¹ ; la proportion de la population urbaine passe de 19,6% à 31,8% ². Au départ, au XXe siècle, on assiste comme ailleurs à un mouvement de centralisation du capital-argent et de concentration industrielle. Ce développement, certes significatif, se fait cependant lentement. L'économie canadienne demeure une économie d'exportation de production agricole et de produits primaires. La petite entreprise industrielle et la petite propriété dans le domaine agricole dominant encore. La fraction dominante de la bourgeoisie canadienne est encore en 1900 une bourgeoisie bancaire et commerciale comparable à la bourgeoisie qui dominait les deux Canadas vers 1840 : L'ouverture des chemins de fer lui a cependant permis de développer et de contrôler (avec l'appui des banques anglaises) le secteur des transports, domaine dans lequel elle conservera toujours l'hégémonie. Si une fraction industrielle de la bourgeoisie canadienne a par la suite réussi à se développer, elle n'a jamais pu imposer son hégémonie et elle a toujours dû composer avec un impérialisme contrôlant progressivement le secteur manufacturier du pays.

Ce n'est donc pas sous la pression prévalente d'intérêts industriels que se crée l'État canadien. Le processus est enclenché par une fraction bourgeoise tirant principalement ses profits de la circulation. La structure de l'État canadien et la place de ce pays dans les rapports mondiaux seront fortement déterminées par cette caractéristique de la fraction bourgeoise dominante. Il nous faudra donc élucider ce paradoxe d'une bourgeoisie à dominante échangiste poussant à la création d'un État national capitaliste dont l'économie ne saurait par définition être caractérisée, à plus ou moins court terme, que par la dominance de son secteur industriel.

Nous sommes donc forcés de nous interroger sur la nature de la fraction bourgeoise dominante dans son rapport à la politique nationale et sur les effets de cette dernière sur la spécificité du développement industriel.

¹ O. J. FIRESTONE, *Canada's Economic Development, 1867-1953*, Bowes and Bowes, Londres, 1958, p. 202.

² *Ibid.*, p. 60.

Deux grandes thèses historiographiques s'affrontent. L'une, défendue par Stanley Ryerson¹ et que l'on pourrait qualifier de classique, voit dans l'ensemble des éléments de la politique nationale un processus d'affirmation d'une bourgeoisie (nationale) industrielle. L'auteur a tendance à analyser les diverses fractions de la bourgeoisie canadienne comme un tout et l'ensemble de la politique nationale comme un processus relativement homogène conduisant presque sans contradiction à l'affirmation d'une bourgeoisie industrielle. Un autre courant s'est récemment, développé, principalement dans l'historiographie anglophone, remettant cette analyse en question. Tom Naylor², après avoir insisté sur la très grande faiblesse de la fraction industrielle de la bourgeoisie canadienne, soutient que la création de l'État canadien résulte presque essentiellement d'une opération de marchands et de banquiers (canadiens anglais) en mal de marché. C'est au sens le plus strict, pourrait-on dire avec Naylor, que la bourgeoisie marchande veut créer un marché : elle tente de se donner un espace pour l'échange, un espace pour la circulation. Selon Naylor, cette bourgeoisie ne se préoccupe ni du contrôle de l'industrie ni de l'appartenance nationale de ceux qui la contrôlent. D'après lui, même la politique de protection douanière ne visait pas à créer une industrie contrôlée par des Canadiens. Elle avait plutôt pour but : 1) de percevoir une taxe pour construire les chemins de fer et ainsi agrandir le marché ; et 2) de forcer le capital étranger à venir investir au Canada pour éviter les frais de douane. Dans des pages convaincantes, Naylor montre que les débats autour de la politique protectionniste n'ont pas porté sur un choix à faire entre un investissement étranger et un investissement canadien. On s'est, au contraire, opposé entre gens qui favorisaient l'entrée massive de capital anglais et gens qui préféraient le capital américain. Il démontre aussi que les grandes banques canadiennes ne visaient nullement à financer et à devenir maîtres de l'industrie, mais bien à grossir leur capital en effectuant des investissements à court terme. La politique nationale n'a donc pas permis l'éclosion d'une bourgeoisie industrielle forte. Elle a, au contraire, favorisé la dépendance canadienne face à l'impérialisme.

Jim Laxer³ abonde dans le même sens en soulignant que c'est l'investissement direct américain qui a surtout profité de la politique nationale, alors qu'en 1913 ces investissements se chiffèrent à près de 520 millions de dollars. En accord avec Naylor, il fait de la politique nationale le résultat d'une vision essentiellement « circulationniste⁴ » de la fraction bourgeoise dominant ce pays. Cette bourgeoisie aurait mené une politique de « sous-impérialisme »

¹ Stanley BRÉHAUT-RYERSON, *op. cit.*

² Tom NAYLOR, *The History of Canadian Business, 1867-1914*, 2 vol., James Lorimer and Co., Toronto, 1975.

³ Jim LAXER, « Introduction to the Political Economy of Canada », et « Canadian Manufacturing and U.S. Trade Policy », dans *Canada Ltd*, Toronto, 1973.

⁴ On excusera ce barbarisme, nous l'espérons. Il vise à souligner la spécificité d'une bourgeoisie qui domine essentiellement dans la sphère de la circulation du capital et des marchandises (banque, commerce, transports et communications).

accueillant le capital industriel et les filiales américaines. Ce sont surtout les produits de la terre, de la forêt et des mines et la production industrielle avant tout étrangère que la fraction bourgeoise dominante au Canada voulait commercialiser et financer, sans s'intéresser véritablement au contrôle réel de l'économie. La bourgeoisie canadienne aurait donc, selon Laxer, tenté de se tailler un fief dans l'espace politique canadien entre les investissements directs américains et les banques anglaises. Le poids américain pesa, cependant, de plus en plus dans la balance.

Nous n'entendons nullement faire l'exégèse de l'ensemble des questions qui animent actuellement un débat fort riche. Nous n'avons voulu ici que fixer les limites de ce dernier à partir des thèses qui nous semblent les plus significatives. D'un côté, la présentation d'un processus relativement homogène vers l'affirmation d'une bourgeoisie industrielle ; de l'autre, l'affirmation d'un procès bloqué par la nature et la mentalité de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne. Deux problèmes donc : celui des fractions de la bourgeoisie canadienne d'abord, et ensuite celui des possibilités réelles de développement d'un capitalisme industriel hégémonique au-delà de la « vision » des acteurs.

On ne peut, nous semble-t-il, donner de la bourgeoisie canadienne de l'époque l'image du bloc homogène qu'en donne Ryerson. La bourgeoisie industrielle n'était pas destinée à naître d'une fusion naturelle entre les intérêts commerciaux et bancaires et ceux des éléments régionaux d'une bourgeoisie manufacturière commençant à se former. Au contraire, on a très bien vu jusqu'ici que la fraction dominante de la bourgeoisie coloniale a toujours eu une position économiquement conservatrice s'appuyant sur le protectionnisme et l'échange et investissant peu dans la production. Tout comme les marchands du XVII^e et du XVIII^e siècle, ces « bourgeois » n'étaient nullement prédestinés à devenir des industriels parce qu'ils centralisaient du capital-argent. Il nous faut donc constater d'abord que le processus de création de l'État canadien résulte d'une alliance entre deux fractions distinctes de la bourgeoisie canadienne : l'une, hégémonique, contrôlant les grandes banques et le grand commerce, et l'autre, très faible, investissant dans l'industrie (dans les moulins, scieries, fonderies...). Les deux fractions forment un bloc pour créer un État centralisé. Mais leurs intérêts ne sont nullement identiques.

Nous pouvons déjà faire ressortir deux effets de la spécificité de cette alliance. Le bloc au pouvoir étant placé sous l'hégémonie d'une bourgeoisie à dominante échangiste et l'industrie canadienne étant peu développée, l'État sera appelé à intervenir massivement dans la création du marché canadien. L'industrialisation du Canada se fera par en haut : l'espace économique canadien est créé presque de toutes pièces comme une opération de finances publiques. L'État canadien devra donc souvent intervenir pour tenter de pallier le retard de sa bourgeoisie. Le deuxième effet de la spécificité de l'alliance

bourgeoise est effectivement, comme le soulignent plusieurs auteurs, de défavoriser l'industrie canadienne. La nature de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne manifeste la faiblesse (relative) historique de la bourgeoisie canadienne dans son ensemble et la soumission de l'économie de ce pays à l'impérialisme anglais et plus tard américain. Mais ce phénomène s'explique-t-il par la seule vision de cette fraction dominante de la bourgeoisie qui a créé le Canada ? En d'autres termes, la bourgeoisie coloniale canadienne de 1860, celle qui enclencha le processus de création de l'État canadien, a-t-elle prédéterminé, par sa seule mentalité d'échangiste, la soumission du Canada à un impérialisme hégémonique et a-t-elle condamné l'ensemble de la bourgeoisie à demeurer emprisonnée dans un seul fief, celui de la circulation ? Nous rejeterons encore une fois une explication « mentaliste » (ou ne pouvant mener qu'à cette conclusion), même si en la circonstance elle semble emprunter au marxisme.

La nature de cette bourgeoisie d'abord. La bourgeoisie marchande et bancaire qui fait la Confédération crée un important réseau de chemins de fer. Depuis lors, d'ailleurs, les intérêts canadiens ont toujours dominé le secteur des transports. Or, est-il besoin de le rappeler, les transports constituent un secteur productif. On peut donc constater déjà que, même s'ils ont été créés dans une vision strictement mercantile, les chemins de fer ont permis de développer des intérêts industriels canadiens. Ce seul exemple nous démontre comment il nous faut déplacer le questionnement. On doit cesser de s'interroger sur l'esprit pour se demander pourquoi un capital industriel canadien hégémonique ne s'est pas affirmé soit en rupture avec la fraction échangiste, soit en symbiose avec elle, comme dans l'expérience des chemins de fer. Pourquoi, somme toute, un capital financier au sens léniniste de fusion du capital bancaire et du capital industriel ne s'est-il pas affirmé plus largement au Canada ¹ ?

Nous ne développerons pas ici cette question, sinon pour signaler la voie de recherche à poursuivre. Il faut en fait expliquer pourquoi le Canada constitue le premier terrain de la disqualification de l'impérialisme anglais (fondé sur l'investissement en portefeuilles) par le capitalisme américain (caractérisé par l'investissement direct). À la fin du XIXe siècle, l'économie canadienne et sa bourgeoisie sont littéralement coincées entre le colonialisme anglais, dont la caractéristique a été de ne favoriser au Canada que le développement d'une économie d'exportation de produits naturels, et le capitalisme américain en pleine expansion. La bourgeoisie du British North America, perdant une partie de ses appuis à Londres (abolition des tarifs), est aux prises avec une économie à construire dont les agents fuient de toute part. Les régions de l'ouest sont de plus en plus intégrées à l'économie américaine. Bien plus, la popu-

¹ Voir, à ce propos, Jorge NIOSI, *Le Contrôle financier du capitalisme canadien*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1978.

lation venant des campagnes de l'est quitte massivement le pays vers les États-Unis pour y trouver les emplois que l'industrie canadienne quasi inexistante ne peut leur fournir. Pas de marché et hémorragie alarmante d'une force de travail potentielle ; la bourgeoisie canadienne doit faire très vite, trop vite sans doute pour permettre l'affirmation d'un capitalisme industriel autochtone pleinement articulé.

VII - La bourgeoisie canadienne actuelle

[Retour à la table des matières](#)

Il nous est maintenant permis de comprendre pourquoi l'État canadien présente cette tendance structurelle à l'éclatement. C'est dans la nature même de la fraction dominante de la bourgeoisie et dans son rapport à l'ensemble de la bourgeoisie et aux masses populaires qu'il faut chercher l'explication, c'est-à-dire dans l'analyse de la spécificité du développement du capitalisme dans ce pays et de la place que ce dernier occupe dans les rapports mondiaux. Mais si ces éléments de détermination expliquent la précarité de l'aventure politique confédérale, il ne faudrait pas pour autant conclure que la bourgeoisie canadienne est une bourgeoisie compradore ni surtout que l'impérialisme américain s'ébat sans contradictions dans l'ensemble canadien. Nous tenterons de pratiquer cette distinction à la faveur de l'analyse de la bourgeoisie canadienne actuelle qui a gardé les mêmes caractéristiques fondamentales qu'elle présentait au moment de la Confédération.

La bourgeoisie canadienne n'est pas une bourgeoisie nationale. Elle n'a jamais pu s'affirmer en une force hégémonique sur le plan industriel. Elle a toujours été placée dans une situation de dépendance sur l'échiquier mondial. Au début du siècle, on retrouve au Canada la plus forte concentration par tête d'habitant de capital anglais investi dans le monde (14% de tout le capital britannique à l'étranger était investi au Canada, comparativement à 20% aux États-Unis et à 20% en Amérique latine). En 1966, 31% de tous les investissements américains à l'étranger sont placés au Canada ¹ ; en 1963, 60% du secteur manufacturier, 74% du pétrole et du gaz naturel et 59% des mines et fonderies sont contrôlés par des non-résidents ². Il est donc évident que la bourgeoisie canadienne ne peut jouer le rôle d'une véritable bourgeoisie

¹ Kari LEVITT, *La Capitulation tranquille*, rééd. Québec, Ottawa, 1972, p. 193.

² *Ibid.*, p. 72.

nationale. Ne contrôlant pas les secteurs clés de son économie, elle ne peut affirmer une véritable politique économique autocentrée.

La bourgeoisie canadienne n'est cependant pas, dans son ensemble, une bourgeoisie compradore. Si elle ne domine pas dans l'industrie et n'est donc pas une bourgeoisie financière au sens fort, elle n'en contrôle pas moins le secteur bancaire. Elle protège d'ailleurs jalousement ce secteur économique, se défendant contre la mainmise étrangère par un ensemble de mesures restrictives. De la même façon, la bourgeoisie canadienne est demeurée dominante dans le secteur commercial et, comme dans celui des transports, elle cherche à y maintenir son hégémonie. Même si les banques canadiennes financent elles-mêmes en partie les filiales américaines au Canada (en 1964, 17% des investissements américains résultaient de prêts de banques canadiennes), la bourgeoisie canadienne n'est donc pas une simple sous-traitante du capital américain ¹.

La bourgeoisie canadienne peut être considérée comme une bourgeoisie intérieure ². Elle contrôle certains secteurs économiques et s'y oppose à la mainmise impérialiste américaine. Elle est une bourgeoisie monopoliste aussi bien dans les domaines bancaire, commercial et des transports que dans celui du secteur manufacturier qu'elle ne contrôle pas. Elle est aussi une bourgeoisie impérialiste participant du mieux qu'elle peut à l'exploitation de la périphérie. En 1969, les investissements canadiens à l'étranger représentaient 3 122 millions de dollars, dont 11% seulement dans les pays développés ³. Mais si ces caractéristiques la distinguent d'une bourgeoisie compradore, elles indiquent que la place qu'elle tient dans les rapports mondiaux et le rôle subalterne qu'elle y joue s'expliquent par son incapacité historique à se transformer en une véritable bourgeoisie nationale. Si, en Europe de l'Ouest, les bourgeoisies nationales ont tendance à se transformer en bourgeoisies intérieures ⁴ on peut dire que la bourgeoisie canadienne s'est instituée comme telle et qu'elle en a été le premier exemple historique à la fin du XIXe siècle.

Ces considérations nous permettent maintenant de mieux comprendre le caractère éclaté de la structure politique canadienne. On voit que cette carac-

¹ Nous parlons ici de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne. Il y a bien, en ce pays comme en Europe, une partie de cette bourgeoisie qui peut être qualifiée de compradore.

² Ce concept élaboré par Nicos Poulantzas vise à faire ressortir la spécificité d'une bourgeoisie qui, sans être compradore, ne peut soutenir une politique économique véritablement autocentrée, puisqu'elle ne contrôle pas certains secteurs clés de son économie. Ainsi, sans être compradore, la bourgeoisie canadienne n'est pas une bourgeoisie nationale au sens fort du terme. (Voir *Les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, Ed. du Seuil, Paris, 1974.)

³ Wallace CLEMENT, « The Canadian Bourgeoisie - Merely Compradore ? », dans *Imperialism, Nationalism and Canada*, New Hogtown Press, Toronto, 1977.

⁴ C'est du moins la thèse défendue par Nicos Poulantzas dans *Les Classes sociales dans le capitalisme d'aujourd'hui*, op. cit.

téristique ne résulte pas principalement de la quantité de problèmes régionaux et nationaux que la Confédération canadienne avait à « résoudre ». C'est la spécificité du développement du capitalisme canadien et sa place dans les rapports mondiaux qui permettent d'expliquer ce phénomène. La bourgeoisie canadienne n'a jamais pu se développer en force capable d'affirmer une véritable politique économique autocentrée qui reposerait sur des alliances avec les intérêts régionaux et permettrait le plein développement de la centralisation. Ne pouvant faire reposer complètement leurs intérêts économiques sur une alliance avec une bourgeoisie autochtone relativement faible, les intérêts régionaux canadiens ont toujours préféré, pour assurer leur reproduction, « jouer du particularisme » en flirtant presque autant avec l'impérialisme américain qu'avec le capital hégémonique. À l'inverse, ce dernier ne pouvant attirer autant qu'il serait nécessaire les intérêts régionaux, soit par des alliances, soit par un mouvement de fusion-concentration, l'État canadien n'arrive pas à produire pleinement la centralisation souhaitée. L'analyse du XXe siècle québécois le démontrera facilement.

Chapitre 5

Le Québec dans la Confédération canadienne. 1867-1940

[Retour à la table des matières](#)

Il nous faut maintenant étudier le Québec comme partie intégrante de ce nouvel univers social et politique. Nous nous attacherons dans ce chapitre aux grands traits de l'analyse, à ceux qui nous semblent devoir être posés à la base même de l'explication des rapports sociaux québécois. Nous prendrons, pour ce faire, des exemples tirés de la période 1867-1940. Mais, pour éviter toute confusion, soulignons que nous ne chercherons nullement à faire l'analyse, ne serait-ce que superficielle, de la période mentionnée. Nous ne nous servirons d'éléments historiques que pour faire ressortir les fondements de la problématique qui nous servira dans l'étude de l'époque contemporaine.

Nous insisterons sur le développement du capitalisme monopoliste, sur l'impérialisme et le développement inégal. Nous aborderons les questions régionale et nationale, l'articulation des modes de production et les particularités de la structure politique canadienne.

I - Le capitalisme se développe au Canada

[Retour à la table des matières](#)

Le capitalisme pouvait dorénavant s'ébattre dans un espace favorable. Il prendra, presque d'entrée de jeu, quelques-uns des principaux traits du « stade suprême » de ce mode de production. Nous verrons quelques-unes des caractéristiques fondamentales du développement du capitalisme au Canada jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, avant d'aborder certains traits de la réalité québécoise durant la même période.

On assista, dès la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle, au même mouvement de monopolisation qui se développa dans les autres formations sociales dominantes. Le domaine bancaire, comme il fallait s'y attendre, prit l'avant-garde du processus. Dès le début du siècle, 43% de tout le capital bancaire était contrôlé par seulement quatre banques ¹. Alors qu'en 1874 on pouvait compter cinquante et une banques importantes, en 1928 le cénacle n'en comptait plus que dix (en 1960, il n'en restera que sept). Le mouvement touche aussi le secteur industriel. Quelques-unes des grandes entreprises sous contrôle canadien furent alors créées dans les pâtes et papiers, les aliments, les boissons et l'acier.

La Première Guerre mondiale accéléra le processus. Les quatre plus grandes banques du pays en 1930 contrôlaient 82% du capital bancaire. La même année, 1% des compagnies contrôlaient 63% de l'ensemble du capital industriel ². Si des liens se créèrent entre les deux secteurs, les banques déléguant des administrateurs aux conseils d'administration, on ne peut parler de la constitution dominante d'un capital financier. Ces dernières ne visaient pas de façon prévalente le contrôle des entreprises, mais cherchaient plutôt à participer au partage de la plus-value.

Le processus de soumission de l'économie canadienne à l'impérialisme américain se développa à la faveur même de ce mouvement de monopolisation. C'est durant cette période que le capital américain supplanta le capital anglais. On assista pourtant à une augmentation sensible des investissements britanniques jusqu'à la Première Guerre mondiale, surtout sous la forme de

¹ Gilles PIÉDALUE, « Les Groupes financiers au Canada. 1930 », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 30, juin 1976, p. 6.

² *Ibid.*

placements dans les chemins de fer. Mais déjà le capital américain s'engageait dans le processus qui lui permit, après cette Première Guerre mondiale, de déclasser le capital anglais. Alors que 85 % des investissements étrangers au Canada provenaient du Royaume-Uni et seulement 14% des États-Unis en 1900, la situation était renversée en 1930 et 61% des investissements venaient des États-Unis contre 36% des îles Britanniques ¹. Cependant, il ne s'agissait pas là d'un simple transfert de dépendance. L'impérialisme américain allait avoir encore plus de poids que l'impérialisme anglais, puisqu'il s'appuyait sur des investissements directs et non pas sur de simples investissements en portefeuilles, caractéristique dominante du capital en provenance de l'Angleterre.

Quelques-uns des traits fondamentaux de l'économie canadienne se structurent donc durant cette période. Ces traits ne sont en fait que les signes extérieurs des rapports de forces existant entre les différentes fractions monopolistes de la bourgeoisie dans leurs relation à l'État et à l'économie canadienne : les fractions de la bourgeoisie impérialiste américaine, la fraction (dominante) bancaire et commerciale de la bourgeoisie canadienne et, finalement, la fraction industrielle de cette dernière bourgeoisie. Celle-ci ne réussit à s'imposer véritablement à l'encontre de l'impérialisme que dans le secteur des transports et de l'industrie légère ainsi que dans certains domaines, formellement publics, des richesses naturelles.

Le capitalisme monopoliste s'affirma donc au Canada. Comme partout ailleurs, il s'accompagna du développement de l'impérialisme et du renforcement du développement inégal. L'analyse du Québec permettra de faire ressortir l'articulation matérielle de ce double phénomène.

II - Le Québec dans le Canada: le développement inégal

[Retour à la table des matières](#)

Le développement économique sera inégal au Canada comme dans tous les États capitalistes. C'est l'Ontario qui s'imposa comme région dominante au moment du développement du capitalisme industriel, remplaçant la vallée du Saint-Laurent et donc les régions du Québec actuel qui avaient dominé au XIXe siècle. Les nationalistes y voient la preuve que le Québec est une colo-

¹ Bernard BONIN, *L'Investissement étranger à long terme au Canada*, Presses des Hautes Études commerciales, Montréal, 1957, p. 85.

nie du Canada, et plus spécifiquement de l'Ontario. De nombreuses analyses s'épuisent en de subtiles comparaisons, se restreignant à mettre en rapport ces deux seules provinces. Cela a pour effet d'occulter une importante partie de la réalité du développement inégal au Canada et permet de fonder une thèse relativement douteuse. Avant de nous engager plus à fond dans la discussion de cette thèse, nous tenterons de faire ressortir comment s'articulèrent les rapports régionaux entre les provinces canadiennes durant les premières années de la Confédération. Nous ne poserons qu'ensuite les rapports entre le Québec et l'Ontario. Nous serons alors mieux placés pour reprendre la discussion de la thèse considérant le Québec comme une colonie intérieure.

L'analyse des rapports régionaux fait d'abord ressortir le fait brutal d'une domination écrasante de l'Est sur l'Ouest, et plus spécifiquement du Québec et de l'Ontario sur l'ensemble des autres provinces. Toutes les statistiques le démontrent. En 1918, le Québec et l'Ontario cumulent 74,4% de l'ensemble des établissements industriels au Canada ; en 1923, on y rencontre encore 73,7% des entreprises. En 1918, 78,4% des capitaux industriels et canadiens sont engagés dans ces deux provinces ; en 1940, ce pourcentage passe à environ 8%. De même, en 1923, l'Ontario et le Québec concentrent 82,9% des employés à salaire et 80,8% du personnel à gages ; en 1940, la proportion est demeurée à 82,9% pour le personnel salarié alors que le pourcentage des employés à gages est passé à 81,8% ¹. Peut-on avancer des chiffres illustrant une inégalité de développement aussi flagrante ?

Le Québec pouvait donc être difficilement considéré comme une colonie du Canada. S'il y a encore des sceptiques, on peut comparer la valeur de la production industrielle des trois provinces canadiennes les plus importantes en 1935 : l'Ontario, en tête avec 43,8% de la production du pays, suivi du Québec, avec 25,36%, et de la Colombie britannique, concentrant 7,8% de cette production ². Le tableau 1 illustre comment la structure économique du Québec et de l'Ontario se différençait nettement de celle des autres provinces. Toutes les économies provinciales de l'époque, sauf celles de ces deux provinces, étaient dominées par les industries reliées au secteur primaire. Bien sûr, la population des deux provinces dominant l'ensemble canadien est proportionnellement plus importante, mais on peut facilement parier que les rapports démographiques se seraient transformés si l'industrie avait pu se développer plus rapidement ailleurs au Canada. La Confédération canadienne a déjà soixante-huit ans en 1935.

Les derniers chiffres que nous venons de fournir indiquent cependant un net écart entre le Québec et l'Ontario. Analysons d'un peu plus près. Le tableau 2 nous permettra de différencier l'Ontario et le Québec, tout en les

¹ *Annuaire statistique de la province de Québec*, années 1920 et 1942-1943.

² *Ibid.*, année 1937.

mettant en rapport avec l'ensemble canadien. Il nous permet de constater que l'inégalité existe entre les deux régions dominantes elles-mêmes. En 1935, on peut constater que c'est en fait au profit presque exclusif de l'Ontario que l'inégalité du développement se reproduit. Bien qu'il soit hasardeux de tenter de fixer des barèmes en ce domaine, on peut tout de même constater que le Québec s'accapare à l'époque d'une part de la richesse canadienne qui correspondait à peu près à sa population.

Tableau 1.
Pourcentage de la valeur nette de la production au Canada par province en 1939

provinces	industries reliées à la production primaire *	Industries de transformation **
Île du Prince-Édouard	78,0 %	22,0 %
Nouvelle-Écosse	57,5 %	42,5 %
Nouveau-Brunswick	60,0 %	40,0 %
Québec	38,0 %	62,0 %
Ontario	37,1 %	62,9 %
Manitoba	57,0 %	43,0 %
Saskatchewan	83,5 %	16,5 %
Alberta	76,0 %	24,0 %
Colombie britannique et Yukon	63,4 %	36,6 %
Canada	47,32%	52,68 %

* Comprend: agriculture, forêts, pêcheries, chasse et mines.

** Comprend: usines électriques, construction, réparation et manufactures.

SOURCE : Annuaire *statistique* de la province de Québec, année 1942-1943.

Tableau 2.
Comparaison entre le Québec, l'Ontario et le reste du Canada en 1935

Québec	Ontario	Autres provinces
Population	28 %	33 %
Valeur nette de la production industrielle	25 %	44 %
Valeur nette de la production manufacturière	30 %	52 %
Revenu personnel	26 %	43 %

SOURCE. Lisette JALBERT, *op. cit.*, p.114.

Cette domination de l'Ontario se vérifie dans tous les domaines. Ainsi, en 1940, l'Ontario regroupait plus d'employés à salaire (51,3% contre 31,6%) et plus d'employés à gages (48,3% contre 31,4%) que le Québec proportionnellement à l'ensemble canadien ¹. Cette avance de l'Ontario se vérifie non seulement dans la proportion plus élevée du nombre d'employés, mais aussi dans l'importance plus grande de l'écart existant entre les employés à salaire

¹ *Ibid.*, année 1942-1943.

qu'entre les employés à gages. Toujours en 1940, le capital engagé au Québec représentait 32,8% de l'ensemble du capital canadien, alors qu'en Ontario la proportion s'élevait à 48,5% ¹.

Si l'on compare maintenant les deux provinces en fonction de la valeur ajoutée dans les différentes industries, on voit qu'en 1935 le Québec se spécialisait déjà dans l'industrie légère et l'Ontario dans l'industrie lourde. Le tableau 3 illustre cette situation sans qu'il soit besoin de commenter davantage.

Nous pourrions multiplier les statistiques et affiner l'analyse presque à volonté. Là n'est pas notre but. Les données précédentes nous ont permis d'illustrer que le développement du capitalisme canadien jusqu'à la Seconde Guerre mondiale s'est fait : 1) au profit de l'est du Canada où s'est concentrée la production industrielle, le reste du pays se spécialisant surtout dans l'industrie primaire ; 2) et plus spécifiquement au profit de l'Ontario OÙ se concentra l'industrie lourde, alors qu'au Québec se développait principalement l'industrie légère.

Tableau 3.
Importance relative des industries manufacturières, 1935,
Québec-Ontario (en pourcentage)

Groupe industriels	Québec	Ontario
1. Aliments et boissons	20,43	26,61
2. Tabac, produits du tabac, articles de caoutchouc et de cuir	9,28	7,11
3. Textiles et vêtements	23,89	11,50
4. Produits du bois et du papier. Impression, édition et industries connexes	18,08	13,11
5. Produits du fer et de l'acier. Matériel de transport	8,42	20,79
6. Produits des métaux non ferreux. Dérivés du pétrole et du charbon. Produits minéraux non métalliques	13,02	15,16
7. Appareils et fournitures électriques. Produits chimiques et parachimiques	6,18	8,53
8. Total	99,3 %	98,8 %

SOURCE. André RAYNAULT, *Croissance et structure économique de la province de Québec*, ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec, Québec, 1961, p. 97.

Comme nous le soulignons plus haut, le nationalisme de gauche, à la faveur de cette dernière constatation, a voulu faire du Québec une colonie du Canada. L'oppression nationale des Québécois ne se vérifierait pas seulement dans l'infériorité de leurs revenus et dans leur sous-représentation au sein de la bourgeoisie (ou, comme cette problématique le soutient, dans l'absence de

¹ *Ibid.*

bourgeoisie québécoise). La domination nationale s'analyserait aussi dans l'inégalité économique du Québec face à l'Ontario. Le Québec serait moins développé parce qu'il s'y rencontrerait une minorité nationale. Le Québec serait une colonie économique du Canada et cela s'expliquerait par la conquête et la Confédération canadienne. Alors que la vallée du Saint-Laurent était dominante au XIXe siècle avant l'apogée du capitalisme commercial, c'est l'Ontario qui s'affirma aux dépens du Québec au moment de l'industrialisation. Ce phénomène aurait pour cause la minorisation des Québécois au sein du Canada. Somme toute, le Québec serait moins développé parce qu'il s'y rencontrerait une minorité nationale. La thèse libérale explique ce phénomène par un manque d'aptitude au capitalisme (encore), le nationalisme voit un lien de causalité entre l'inégalité du développement du Québec par rapport à l'Ontario et le phénomène d'oppression nationale.

En voulant se démarquer des deux courants historiographiques dominants, les historiens Faucher et Lamontagne se sont rendu célèbres durant les années cinquante en défendant une thèse différente¹. Le renversement des rapports régionaux s'expliquerait, selon ces auteurs, essentiellement par des facteurs d'ordre technologique. Le passage de l'ère commerciale à l'ère industrielle fut marqué par le remplacement du bois par l'acier, de même que par l'apparition du moteur à vapeur. Les régions pouvant se procurer le plus facilement le fer et le charbon furent donc favorisées. Le Québec, étant à l'époque moins bien situé que l'Ontario pour exploiter ou pour se procurer le fer et le charbon, dut céder sa place à l'Ontario comme région dominante. C'est pourquoi l'industrie lourde s'est surtout développée en Ontario et l'industrie légère au Québec. L'histoire du Québec obéit donc, selon les auteurs, aux mêmes déterminations qui auraient provoqué le déclin de la Nouvelle-Angleterre aux États-Unis. Cette dernière comparaison permet aux historiens de soutenir que les changements dans les rapports régionaux n'obéissent pas à des déterminations d'ordre culturel.

Ces problématiques sont insatisfaisantes : la première, nationaliste, prend ses désirs pour des réalités ; la seconde fait d'un facteur spécifique l'élément fondamental de l'explication². Il faut chercher ailleurs, dans la théorie marxiste, une problématique plus satisfaisante. Soulignons d'abord que le capitalisme se développe, au Canada comme ailleurs, dans l'inégalité régionale. Nous n'entendons nullement exposer ici la théorie marxiste du développement inégal. Qu'il suffise de rappeler que si le développement du capitalisme se fait

¹ Albert FAUCHER et Maurice LAMONTAGNE, « Histoire du développement industriel au Québec », dans RIOUX-MARTIN, *La Société canadienne française*, Éditions Hurtubise H.M.H., Montréal, 1971.

² Dans *L'État capitaliste et la question nationale* (op. cit.), Gilles Bourque reprend de façon trop unilatérale les éléments de preuve de Faucher et Lamontagne, bien que ces derniers soient utilisés pour défendre une thèse différente avec laquelle nous demeurons fondamentalement en accord. Voir le chapitre intitulé « Sur la domination intérieure ».

toujours de façon inégale, nulle loi (ni culturelle ni technologique) ne prédispose absolument une région d'une formation sociale à être moins développée qu'une autre. C'est la spécificité de l'histoire du développement du capitalisme qui permettra d'expliquer, dans chaque cas, la particularité des rapports qui fait que l'une des régions s'affirme aux dépens des autres. Nous ne remettons nullement en question, est-il besoin de le dire, l'affirmation de la thèse nationaliste selon laquelle le capitalisme ontarien s'affirme au Canada grâce au fait qu'il draine une partie importante de la valeur produite dans les autres provinces ou, en d'autres termes, qu'il profite de l'exploitation de la classe ouvrière des autres provinces (et plus spécifiquement du Québec). Nous cherchons une explication plus satisfaisante.

Soulignons d'abord, nous l'avons démontré plus haut, que le Québec n'est pas une victime du développement du capitalisme pancanadien. Le Québec n'est pas, et de loin, la région la moins développée du Canada. Au contraire, le capitalisme s'y développe plus rapidement qu'ailleurs (sauf en Ontario) avant la Seconde Guerre mondiale. Le Québec est, néanmoins, moins développé que l'Ontario qui s'accapare d'une partie de la valeur créée dans la province. S'agit-il là d'un vaste complot raciste, les anglophones ayant préféré développer l'Ontario pour éviter les francophones du Québec ? Nous ne le croyons pas.

Dans le chapitre consacré à la période 1760-1840, nous avons tenté d'expliquer pourquoi la commercialisation de l'agriculture et l'industrialisation qui étaient liées à ce phénomène ont commencé à se faire plus rapidement en Ontario qu'au Québec. Nous avons montré comment l'explication de ce phénomène *devait être recherchée* dans les retards posés à la commercialisation par les rapports féodaux dominant l'agriculture québécoise et, en dernière analyse, dans le phénomène même de la résistance paysanne. L'industrialisation se fait plus rapidement en Ontario, quoiqu'elle soit à l'époque extrêmement timide. C'est donc dire que c'est en Ontario que se rencontrèrent les éléments les plus nombreux de la fraction industrielle de la bourgeoisie canadienne. *C'est la particularité historique de la lutte des classes* au XIX^e siècle qui explique que l'industrialisation a commencé à se faire plus rapidement dans le Haut-Canada, et qu'il s'est formé dans cette région du Canada-Uni le noyau le plus important de la fraction industrielle de la bourgeoisie canadienne. L'Ontario pouvait jouir ainsi d'une *avance sociale* qui lui permit de profiter pleinement d'avantages technologiques comparatifs comme l'accessibilité plus facile à des ressources aussi importantes que le fer et le charbon. Bien sûr, l'État canadien, depuis sa formation jusqu'à aujourd'hui, favorise la reproduction de la domination de l'Ontario. Quel État capitaliste ne reproduit pas l'inégalité du développement ?

Non, il ne faut pas confondre la réalité de l'oppression nationale et l'inégalité économique qu'elle provoque (et sur laquelle nous reviendrons) avec la réalité de l'inégalité du développement ! On pourrait toujours nous objecter, le

nationalisme ne se comptant jamais pour battu, que la conquête a permis à une agriculture commerciale de se développer à côté de l'agriculture féodale et que par le fait même : 1) cela empêchait le Québec de se développer normalement jusqu'à la pleine affirmation du capitalisme en son sein ; et 2) le condamnait à subir l'éventuelle domination de l'Ontario. Que voilà beaucoup de contorsions intellectuelles ! Nous répondrons de façon fort prosaïque. Qu'est-ce qui nous justifie de croire que le Québec d'aujourd'hui aurait été une région capitaliste dominante (puisque là semble être l'obsession implicite) si le Canada n'avait pas été conquis ? Car enfin nous nous permettrons de rappeler, au risque d'étonner, que le Québec aurait bien pu être une région encore moins développée dans un Canada français. Les Québécois n'auraient cependant pas subi l'oppression nationale, cela est certain. Mais il importe de ne pas confondre les vessies et les lanternes. Non, le Québec n'est pas une colonie du Canada. Non, le Québec n'est pas moins développé que l'Ontario parce qu'il s'y concentre des francophones. Encore ici, cependant, la recherche doit être approfondie, de même que l'hypothèse que nous avons proposée plus haut.

III - Le Québec dans le Canada : la spécificité régionale de l'articulation des modes de production

[Retour à la table des matières](#)

Le capitalisme se développe donc au Québec. C'est son rapport à la petite production dans l'agriculture qui confèrera une grande partie de sa spécificité à l'économie québécoise durant la première moitié du XXe siècle.

Le régime seigneurial est aboli en 1854. Les seigneurs reçoivent une forte compensation de l'État (10 millions de dollars) pour la perte de leur droit coutumier. De plus, les censitaires sont forcés soit de racheter la terre, soit de payer une rente de 6% sur le capital (à perpétuité). En 1940, au moment où l'on suspend ces paiements, il y a environ 60 000 fermiers, soit 44% de l'ensemble, qui versent encore une rente à 252 seigneurs ¹. Il s'agit donc d'une abolition relative ! On peut cependant considérer que les rapports sociaux féodaux ont cessé d'exister dans l'agriculture québécoise. Les seigneurs ont disparu en tant que classe de la scène politique. L'agriculture sera désormais caractérisée par l'existence d'une classe nouvelle relevant de la petite produc-

¹ Colette CHATILLON, *op. cit.*, p. 37.

tion agricole. Les paysans indépendants pratiqueront une agriculture reliée directement ou indirectement au marché. L'accumulation des contradictions internes a finalement eu raison des rapports féodaux. Incapable de s'étendre, le régime seigneurial étouffait littéralement une population se reproduisant à un rythme inégalé dans l'histoire. Cette population forma, durant les années cinquante, la première vague des paysans canadiens qui allaient servir de main-d'œuvre à bon marché dans les usines américaines. Le régime seigneurial était devenu un frein non seulement pour l'agriculture de subsistance mais aussi pour les compagnies de chemin de fer. Les terres seigneuriales rendaient, en effet, les expropriations fort coûteuses.

L'agriculture commerciale se développa à partir de 1870 en se spécialisant dans l'industrie laitière. En 1870, il y avait 11 fabriques ; en 1890, il y en aura 2 918 ¹. L'industrie laitière devint la clé de voûte de l'agriculture québécoise. L'industrialisation se réalisa en même temps à un rythme relativement accéléré. De 1861 à 1901, le pourcentage de la population urbaine est passé de 18,4% à 39,7% ².

Le tableau 4 nous indique comment, en 1920, le secteur manufacturier s'affirme à l'égard du secteur agricole et comment, en 1929, il s'est déjà imposé sans conteste.

Tableau 4.
Pourcentage de la valeur nette de la production

Industries	1920	1929	1940
Manufactures	37,6	47,0	45,7
Agriculture	36,9	19,7	15,0
Forêts	14,4	10,0	14,3
Construction	4,1	12,3	6,0
Mines	3,0	4,4	9,7
Autres (chasse, pêche, centrales électriques)	4,0	6,4	9,3

SOURCE. *Annuaire statistique de la province de Québec*, annexe 1923, 1931, 1942-1943.

De même, la proportion de la population rurale diminue constamment, exception faite de la période de la crise de 1929 : en 1861, les ruraux représentaient 81,6 % de la population; en 1931, ils n'en représentaient plus que 36,8 % et, en 1941, 36,6 % ³. Le tableau 4 nous permet également de constater comment la crise marqua un temps d'arrêt dans le développement du capita-

¹ Voir, à ce propos, J. HAMELIN et Y. ROBY, *Histoire économique du Québec, 1851-1896*, Fidès, Montréal, 1971.

² Rodrigue TREMBLAY, *L'Économie québécoise*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1976, p. 479.

³ *Ibid.*

lisme. Malgré ce ralentissement momentané, il est évident que le mode de production capitaliste s'est définitivement imposé au Québec entre les deux premières guerres mondiales. Comme les États de la Nouvelle-Angleterre aux États-Unis, le Québec se spécialisa dans l'industrie légère : textiles, aliments et boissons, industries de services. Si l'on prend en considération que, déjà à la fin du siècle, des capitaux américains étaient investis dans l'industrie des pâtes et papiers, on peut considérer que dès ce moment l'économie québécoise présentait les traits qui la caractérisent encore aujourd'hui : un secteur productif caractérisé par la dominance de l'industrie légère et un secteur primaire fortement investi par l'impérialisme.

Ces chiffres demeurent cependant de pures abstractions si on ne les considère pas comme des indices d'une articulation spécifique des modes de production. Si le capitalisme se développe à l'échelle canadienne, il est évident qu'il rencontre, dans les différentes régions de la formation sociale, des modes et des formes de production inscrits dans une historicité spécifique. C'est à travers cette articulation particulière qu'il faut, nous le soulignons plus haut, rechercher les différentes identités régionales dans ce pays. Si les particularismes régionaux ne se réduisent pas uniquement à la spécificité de l'articulation du mode de production capitaliste et des modes de production pré-capitalistes (les questions nationales québécoise et acadienne en sont la preuve), c'est cette dernière qui structure ces particularismes dans leur réalité différentielle. Il faut l'avouer cependant, toute la recherche reste à faire en ce domaine, l'histoire des régions canadiennes en étant à ses premiers balbutiements. Nous tenterons de fournir ici quelques indications pour le cas du Québec. En termes strictement économiques, la population active dans le domaine agricole représentait 22,4 % de l'ensemble québécois en 1931 ¹. Mais il ne sera pas inutile de nous référer à une réalité plus englobante. Ainsi nous avons dit plus haut que 36,6 % de la population québécoise était encore rurale en 1941. En 1901, ce chiffre était de 60,3 %. C'est donc dire qu'en 1941 il faut tenir compte du fait que non seulement 36,6 % de la population habitait encore la campagne, mais que plus de 50 % avait été socialisée dans un univers rural. Ce fait est d'une importance capitale pour comprendre le Québec d'avant la Seconde Guerre mondiale. Le tableau 4 nous indique également que si la valeur nette de la production manufacturière s'est définitivement imposée en 1929, même en 1940 elle n'atteignait pas 50% de l'ensemble de la production. Plus de 50 % de la valeur nette de cette production provenait soit de l'agriculture, soit d'industries reliées directement ou indirectement (ainsi une partie importante de la construction) au secteur primaire.

Si le capitalisme monopoliste a commencé à s'imposer durant cette période, l'analyse de son procès de domination doit passer par celle de son articula-

¹ Céline SAINT-PIERRE, *Le Développement de la société québécoise, 1929-1940*, thèse, École pratique des hautes études, 6e section, 1973, p. 77.

tion régionale avec les modes de production précapitalistes. Le monopolisme tend à dissoudre les autres modes de production. Mais les travaux de l'anthropologie marxiste des dernières années ont bien montré qu'il s'agit, dans chaque cas, d'un processus relativement long et qui ne se réalise pas sans résistance ¹. Au contraire, durant les premières phases de ce procès, le monopolisme provoque la conservation des modes de production précapitalistes, la dissolution ne s'imposant de façon dominante que dans un deuxième temps (dans la dialectique conservation-dissolution).

Dans le cas spécifique du Québec, ces analyses semblent se vérifier. Le capitalisme s'y articule avec la petite production dans l'agriculture et le collectivisme amérindien et inuit, dont nous avons parlé au début de ce texte. Dans les deux cas, il faudra distinguer différentes phases dans le processus de dissolution enclenché par le capitalisme. Il est déjà évident que la Seconde Guerre mondiale fut une période charnière, le rythme de désarticulation des autres modes et formes de production s'imposant par la suite de façon accélérée. Nous ne pouvons encore une fois qu'ouvrir des pistes de recherche en nous attachant aux relations entre le mode de production capitaliste et la petite production agricole.

Sur le plan économique d'abord. L'agriculture, durant les quarante premières années du XXe siècle, est inscrite dans un processus de soumission au marché et au capitalisme. Les études comparées de différents anthropologues et sociologues montrent bien que, tandis qu'au début du siècle une forte proportion de familles paysannes québécoises vivaient en autarcie relative, ne commercialisant que les excédents de la production, la situation s'est transformée à la veille de la Seconde Guerre mondiale. L'agriculture a alors commencé à se soumettre davantage au marché: les paysans commercialisent leur production, s'achètent des machines aratoires... Mais il ne s'agit pas encore d'une agriculture capitaliste, la main-d'œuvre salariée étant très peu employée. La famille et ses nombreux enfants fournissent la main-d'œuvre. Cette pénétration du marché accentue les contradictions de la petite production. La terre étant indivisible, le fils aîné la reçoit en entier. C'est donc dire que les autres fils doivent en défricher de nouvelles, achetées par le père quand il le peut. On voit ici poindre la contradiction: pour acheter de nouvelles terres, il fallait augmenter la productivité, s'acheter des machines, donc se soumettre de plus en plus au capitalisme (c'est-à-dire s'endetter) ; d'un autre côté, les terres disponibles étaient de plus en plus impropres à l'agriculture, les meilleures étant occupées depuis longtemps. C'est cette contradiction qui força les agriculteurs ruinés et une grande partie des enfants ruraux québécois à vendre leur force de travail. Or, est-il besoin de souligner ici que la conservation d'une agriculture précapitaliste a longtemps permis au mode de production capitaliste de trouver au Québec une main-d'œuvre à bon marché ? Les fils des

¹ Voir les travaux de Meillassoux, Rey, Godelier, etc.

agriculteurs qui travaillaient de façon intermittente comme bûcherons, à la mine ou dans les usines de textiles exerçaient une pression à la baisse sur les salaires, puisque : 1) la terre familiale leur assurait un soutien économique supplétif et permettait ainsi de maintenir à un bas niveau le coût de reproduction de la force de travail ; 2) ils constituaient une armée de réserve rêvée, la sécurité sociale étant objectivement assumée par la famille qui accueillait le fils ou la fille à la ferme durant la période de chômage.

On peut donc dire que la petite production dans l'agriculture québécoise a produit un réservoir de main-d'œuvre que l'on a fait intervenir à l'échelle nord-américaine, dans les périodes de hautes conjonctures, dans les régions exigeant de la main-d'œuvre à bon marché (ainsi les vagues successives d'émigration vers les usines de textiles de la Nouvelle-Angleterre). Si le capitalisme ne faisait pas émigrer cette population, il allait à sa rencontre. Ainsi c'est dans le monde rural, en périphérie de Montréal, que les usines de textiles se sont souvent installées au Québec (Sherbrooke, Drummondville...).

À la spécificité économique de cette articulation a correspondu une structure politique provinciale contre laquelle les penseurs libéraux se sont acharnés. L'appareil politique québécois de l'époque se résumait juridiquement à bien peu de chose. C'était un État vendant les richesses naturelles au plus offrant et fournissant des contrats aux amis du parti au pouvoir. Les appareils idéologiques étaient contrôlés par l'Église qui, avec la famille, assurait les fonctions essentielles à la reproduction de la force de travail : éducation et sécurité sociale. L'appareil syndical fut rapidement soumis à l'Église, qui réussit à briser le syndicalisme international à l'intérieur duquel s'était organisée, dès le départ, la classe ouvrière québécoise.

Le clergé définissait l'idéologie dominante : agriculturiste, en ce qu'elle insistait sur la vocation agricole des Canadiens français ; corporatiste, en ce qu'elle favorisait le développement d'un capitalisme qui n'opposerait pas les classes (!) ; messianique, en ce que les Canadiens français avaient, paraît-il, reçu la mission d'évangéliser l'Amérique matérialiste ; sexiste, en ce que la femme était considérée comme l'« âme » ou la « reine » de la cellule fondamentale de la société, la famille. En voilà assez pour comprendre qu'on a pu faire du clergé le grand responsable (« Tiens, encore un coupable! ») du retard économique des Canadiens français, sa dominance dans les appareils idéologiques ayant duré jusqu'en 1960.

La problématique de l'articulation des modes de production permet d'abandonner le langage de la culpabilité. La place du clergé ne peut être, en effet, saisie qu'à partir de cette articulation et de la phase spécifique du processus d'affirmation du monopolisme au Québec : celle durant laquelle le capitalisme compose encore de façon significative avec l'agriculture de petite production. Pour reprendre l'expression de Denis Monière, nous sommes à

une époque de ruralisation de l'industrialisation. La paroisse et la famille, comme appareils idéologiques dominants, jouent un rôle essentiel dans la reproduction de la complexité même des rapports sociaux.

On doit insister ici. C'est la lutte des classes qui modèle l'ensemble de l'appareil d'État, et pas seulement celle qui se joue entre les classes dominantes. La plupart des analyses n'ont retenu jusqu'ici que les fractions bourgeoises américaine et canadienne face au clergé et à la petite bourgeoisie québécoise. La situation est beaucoup plus complexe. Au niveau des classes dominantes elles-mêmes, on a trop souvent passé sous silence l'existence, même à cette époque, d'une bourgeoisie québécoise aux intérêts spécifiques (sur laquelle nous reviendrons et dont le clergé défend aussi les intérêts). Mais ces analyses ont surtout oublié l'ensemble du peuple. On a vu, il est vrai, le rôle de division de la classe ouvrière qu'a joué le clergé en provoquant son isolement dans des organisations syndicales séparées et en luttant contre le communisme. Mais on a très peu parlé de la résistance paysanne. La paysannerie québécoise est le plus souvent présentée comme une masse amorphe, engloutie dans les profondeurs de la réaction et, surtout, parfaitement manipulée par le clergé. C'est une des raisons pour lesquelles, nous semble-t-il, on n'est pas encore parvenu à fournir une explication adéquate de l'histoire du Québec entre 1867 et 1960.

La résistance paysanne au capitalisme ¹ permet de jeter un éclairage plus satisfaisant sur la place prépondérante du clergé et de la famille. C'est à travers la lutte entre les fractions de la bourgeoisie dans leurs rapports antagoniques à la classe ouvrière et à la paysannerie que doit être analysée la place politique de la petite bourgeoisie des notables (médecins, avocats, curés) qui a été tellement remarquée et décrite dans l'histoire du Québec entre 1840 et 1960. Nous ne prendrons ici que deux exemples, car nous reviendrons sur cette question à la faveur de l'analyse du régime Duplessis.

Le premier est presque une évidence... et pourtant ! L'importance idéologique accordée à la famille, décrite par le clergé comme la cellule fondamentale de la société et la gardienne de la foi, n'est pas une pure machination machiavélique. Cette importance est en rapport (quoique sur un mode imaginaire) avec la réalité de l'importance primordiale de la famille dans la petite production agricole. C'est en effet la famille qui fournit la main-d'œuvre dans cette forme de production centrée en tout ou en partie sur la valeur d'usage ².

¹ Il est intéressant de voir comment cette résistance paysanne est souvent présentée, dans les analyses nationalistes, comme une résistance de Canadiens français (ou de Québécois) au capitalisme. Mais il est encore plus révélateur de constater comment ce report d'une pratique de classe à l'ensemble indifférencié de la nation a pour effet objectif de bloquer l'analyse, car cette dernière s'arrête à cette seule affirmation.

² Notons d'ailleurs, à ce propos, que l'idéologie du clergé au début du XXe siècle diffère beaucoup de l'idéologie cléricale de la première moitié du XIXe siècle. Dans ce dernier cas, le féodalisme aidant (!), c'est la thématique de la soumission qui est centrale. Dans le

Le deuxième exemple nous paraît, cependant, plus significatif. On a beaucoup parlé de l'irrationalité économique du clergé qui a insisté sur la vocation rurale des Canadiens français et qui a organisé à plusieurs reprises, jusqu'en 1945, des mouvements de retour à la terre appelés mouvements de colonisation. Cette pratique est le plus souvent présentée comme le résultat d'une lubie réactionnaire du clergé et de la petite bourgeoisie québécoise. Nous croyons au contraire qu'il s'agit là du meilleur exemple d'une pratique sociale matérialisant, en les « condensant », les contradictions de classes. Les fils de paysans québécois, dépourvus de terres, qui n'avaient pu supporter la discipline capitaliste dans les mines et dans les textiles (ils étaient très nombreux, les témoignages abondent) sont tout à fait favorables à un retour à la terre. Certains revenaient même de la Nouvelle-Angleterre pour échapper à la prolétarianisation. Le mouvement de colonisation doit donc être analysé d'abord et avant tout comme un mouvement s'appuyant sur la résistance paysanne au capitalisme. Il ne s'agit pas seulement d'un exutoire aux crises du capitalisme. Entre la terre et l'usine, le paysan savait choisir !

Si l'on analyse maintenant les différents mouvements de colonisation, on se rend compte qu'on tentait de faire d'une pierre deux, sinon trois coups. Le plus souvent, en effet, la région « colonisée » était une région où s'ouvraient en même temps une ou des mines : en Abitibi, durant les années trente... Comme par hasard, cela permettait d'ouvrir des routes pour le transport du minerai et de développer une production agricole qui pouvait, dans la région, maintenir le coût de la reproduction de la force de travail (celle des mines) à un niveau raisonnable. Le capital monopoliste, américain et canadien, y trouvait donc son compte. Le capital québécois aussi, tout heureux d'obtenir des contrats de construction de routes et de jouir des retombées économiques du grand capital.

Ce seul exemple nous permet d'illustrer comment la prise en considération de l'articulation des modes de production, et donc de la lutte des classes (et pas seulement celle des classes dominantes entre elles), ouvre des voies prometteuses à l'analyse. C'est le but que nous visions. Nous y reviendrons.

premier, c'est au contraire la famille qui tient le rôle prépondérant (à côté de l'aspect spécifiquement religieux, bien entendu). Les rapports de production dans l'agriculture ont changé, le clergé ne tient plus le même discours.

IV - La nature de la crise politique canadienne : un premier coup de sonde

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu jusqu'ici comment le capitalisme monopoliste s'est développé au Canada. Nous avons ensuite essayé de montrer comment ce développement s'est fait de façon inégale. Cela nous a permis d'introduire à l'analyse de la spécificité régionale (québécoise) de l'articulation des modes de production, et plus concrètement à la spécificité régionale de la lutte des classes. Mais le Canada s'est toujours voulu plus qu'une économie reliant différentes régions. Il a toujours prétendu être un pays. Qu'en est-il donc de la structure politique canadienne durant cette période ?

Les premières années de la Confédération, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, ont montré comment le fédéralisme présentait des tendances à la balkanisation. La première phase du développement du capitalisme se fit en effet aux dépens de la centralisation. Deux facteurs déterminèrent l'affirmation de l'importance des provinces, bien au-delà de ce qu'avaient pu imaginer les pères de la Confédération. Le développement des richesses naturelles fut d'abord un facteur déterminant dans l'affirmation du rôle politique des provinces. Les investissements (très souvent impérialistes) se multiplièrent dans ce secteur, surtout à partir de 1920 : le pétrole, les substituts de l'acier, l'hydroélectricité, le plomb, le zinc, les pâtes et papiers... Nous avons vu précédemment comment le développement du capitalisme a provoqué la division du Canada en une région manufacturière, le Québec et l'Ontario, et un ensemble de régions, les autres provinces, caractérisées principalement par le développement de l'industrie primaire. On voit poindre des forces centrifuges sur le seul plan économique. Est-il besoin de souligner que, le secteur des ressources naturelles étant de juridiction provinciale, il y a là des conditions idéales pour le renforcement de la tendance à l'éclatement de la structure politique canadienne ? C'était en effet les provinces qui accordaient les droits d'exploitation de leurs ressources. C'était aussi les provinces qui détenaient les pouvoirs de développer la voirie et l'aménagement du territoire. On voit ici naître les possibilités d'une alliance relative entre les pouvoirs provinciaux et le capital impérialiste investissant dans les richesses naturelles.

Le développement du capitalisme favorisa également les États provinciaux d'une autre manière. La reproduction de la force de travail et la contradiction propre à l'affirmation du mode de production capitaliste nécessitèrent le développement des appareils idéologiques qui étaient principalement de juridiction provinciale (l'école, l'assurance sociale, le domaine du travail).

À cette augmentation des pouvoirs correspondit celle des revenus et des dépenses (les provinces étant appuyées par les décisions du Conseil privé). Les provinces exercèrent pleinement leurs pouvoirs d'imposer des taxes directes. Elles se permirent même, en utilisant des artifices juridiques, d'occuper les champs de la taxation indirecte, pourtant accordée au gouvernement fédéral par la constitution même. C'est que les provinces avaient besoin de plus en plus de moyens pour remplir leurs obligations fort nombreuses.

Les ressources provinciales doublèrent de 1921 à 1930, grimant de 90 653 à 183 400 dollars, alors que celles du Canada restèrent à peu près stationnaires (de 354 467 dollars, elles passèrent à 387 844 dollars ¹. On sent ici la difficulté de la bourgeoisie canadienne de se donner une politique dynamique. Après l'effort de création du réseau des chemins de fer et après l'établissement d'une politique douanière à la fin du XIXe siècle, l'État canadien laissa jouer ce qu'on appelle pieusement l'entreprise privée. C'est dire que la bourgeoisie ne se donna ou ne put se donner une politique économique lui permettant de se transformer en une véritable bourgeoisie nationale. Au contraire, l'impérialisme anglais, puis américain, s'affirma sans entrave véritable. L'État canadien s'était, il est vrai, lourdement endetté. Ainsi, en 1930, le gouvernement fédéral devait consacrer au service net de la dette 38,4 % de ses dépenses imputées au compte courant, alors que les provinces ne devaient en réserver que 16% à ce titre ².

La crise des années trente allait mettre à nu les difficultés de reproduction de la structure politique canadienne. Le Canada payait le plein prix du caractère relativement artificiel de sa formation et de son manque d'intégration initiale. On se trouva en effet devant cette situation paradoxale d'un État central qui possédait de larges capacités d'intervention mais des pouvoirs limités, face à des États provinciaux ayant des pouvoirs exigeant des ressources plus importantes que celles dont ils disposaient. Ainsi, pour ne donner qu'un seul exemple, le chômage était de responsabilité provinciale. Mais les principales sources de revenu des provinces, l'impôt sur le revenu des particuliers et des corporations, étaient précaires à cause même de la crise. Le fédéral dut donc multiplier les interventions indirectes : travaux publics,

¹ Maurice LAMONTAGNE, *Le Fédéralisme canadien*, Presses de l'Université Laval, 1954, p. 41.

² *Ibid.*, p. 54.

octrois... La crise économique était donc l'occasion de l'aggravation des tensions politiques.

On créa la commission Rowell-Sirois en 1937. Le Premier ministre Mackenzie King déclara aux membres de la commission qu'« il est opportun d'examiner de nouveau les lois sur lesquelles repose le pacte confédéral du point de vue financier et économique, ainsi que l'attribution des pouvoirs législatifs, à la lumière des développements économiques et sociaux des derniers soixante-dix ans ¹ ». La commission proposa que l'assurance-chômage soit confiée au gouvernement fédéral et que les provinces renoncent à certains impôts (droit exclusif de percevoir les impôts successoraux ainsi que l'impôt sur le revenu des personnes et des sociétés). En échange, les provinces recevraient du fédéral des subventions leur permettant de remplir leurs obligations.

C'était là proposer de revenir à l'esprit de la Constitution de 1867. Le gouvernement fédéral devait accaparer les principales ressources fiscales, c'est-à-dire les impôts sur les revenus des particuliers et des sociétés ainsi que les impôts sur les successions, tout comme en 1867 il s'était vu confier les principales sources de revenu de l'époque ². Le rapport de la commission Rowell-Sirois, sans être appliqué intégralement, inspira le mouvement qui commença à la faveur de la guerre. Les travaux de Keynes guidèrent tout le courant centralisateur introduit par la commission Rowell-Sirois, et en particulier l'importance que l'économiste anglais accordait à la politique fiscale comme moyen de stabiliser l'économie.

Ces quelques lignes nous ont permis de constater comment s'est matérialisée, jusqu'en 1940, la tendance structurelle à l'éclatement de l'État canadien. Le mouvement de décentralisation amorcé dès le début du siècle touchait maintenant, durant les années trente, au fonctionnement même de la structure politique. Ces tensions ont poussé à leur paroxysme les poussées décentralisatrices qui se sont présentées sous deux aspects principaux : la question régionale et la question nationale.

On a vu jusqu'ici comment le régionalisme freinait, durant la crise économique, la reproduction même du mode de production capitaliste. Les États canadiens, fédéral et provinciaux, ne pouvaient pas intervenir de façon cohérente et satisfaisante pour résoudre les contradictions provoquées par le développement de ce mode de production. Nous avons donné l'exemple du chômage. C'était en fait l'ensemble de la politique sociale et de la politique économique de l'État canadien qui était touché : « On se souvient qu'alors le régime industriel reposait sur l'exportation du blé de l'Ouest et sur l'exploit-

¹ Cité dans *ibid.*, p. 38-39.

² Maurice CROISAT, *op.cit.*, p. 314.

tation du marché domestique par l'industrie manufacturière de l'Est. Dans ce contexte, lorsque le gouvernement fédéral venait en aide aux fermiers de l'Ouest, il favorisait indirectement l'industrie de l'Est en lui ouvrant des débouchés... Avec la nouvelle industrialisation, l'Est développa ses propres industries d'exportation et devint graduellement moins dépendant du blé comme facteur dynamique d'exportation. Ainsi la politique économique qui favorisait une région n'était plus nécessairement dans les intérêts de l'autre. De plus, les nouvelles industries, contrairement aux anciennes, n'avaient pas besoin de la protection douanière, mais au contraire étaient gênées dans leur expansion par les barrières douanières des autres pays. Ces facteurs engendrèrent des conflits entre régions et entre industries ¹. »

C'est l'incapacité de l'État canadien de résoudre les contradictions résultant du développement inégal que l'auteur évoque ici pudiquement. Quelques lignes plus loin, il ajoute que la « nouvelle industrialisation » reposant sur les ressources naturelles avait aussi favorisé le relâchement de ce qu'il appelle la « solidarité économique » entre les provinces ². Situation qui poussa paradoxalement les provinces les moins développées (en clair, les victimes du développement inégal) vers une centralisation qui ne manquerait pas de favoriser davantage la région dominante. Au contraire, l'Ontario et le Québec étaient moins enclins à transformer une situation qui les avantageait déjà : contrairement aux autres provinces, ces dernières avaient assez de ressources pour gérer elles-mêmes leurs contradictions sociales et économiques.

Un problème de structure donc, que l'on rencontra dans tous les États capitalistes. Mais ce qui nous intéresse ici, c'est de constater que, alors que dans la plupart des autres États du centre la crise économique provoqua un affrontement direct et centralisé entre les classes (la fameuse lutte classe contre classe) dont l'enjeu était la prise du pouvoir de l'État central, au Canada la même crise se manifesta politiquement sous la forme d'une tendance à l'éclatement des structures mêmes du fédéralisme canadien.

Ces pressions balkanisatrices se manifestèrent principalement durant les années vingt et trente sous la forme de la question agraire dans l'Ouest et de la question nationale au Québec. Les États provinciaux ne sont pas de simples caisses enregistreuses plus ou moins bien garnies, ils sont aussi des lieux de pouvoir. Ils permettent donc de canaliser des intérêts régionaux qui trouvent sur la scène provinciale un espace propice à l'affirmation d'une autonomie politique qui serait plus difficile à développer au sein d'une union législative. Ainsi les fermiers de l'Ouest pratiquant l'agriculture capitaliste et les intérêts bourgeois régionaux reliés aux richesses naturelles se sont-ils opposés à la politique économique protectionniste imposée par l'État fédéral. Cette politi-

¹ Maurice LAMONTAGNE, *op. cit.*, p.36.

² *Ibid.*, p. 36.

que n'était pas favorable à l'exportation des produits naturels de l'Ouest. Le « bloc agraire » n'obtint cependant que peu de succès sur la scène fédérale. En 1921, le Parti progressiste obtint 23% des voix. Mais il disparut après les élections de 1930, alors qu'il ne recueillait que 3% des votes ¹. Les progressistes remportèrent cependant beaucoup de succès sur la scène régionale, alors que le « bloc agraire » prit le pouvoir en Alberta, en Saskatchewan et en Manitoba. Durant les années trente, c'est le parti du Crédit social qui manifesta la spécificité régionale de l'Ouest. Parti petit-bourgeois d'extrême droite, il servira jusqu'à nos jours les intérêts de certaines bourgeoisies régionales de l'Ouest, comme la bourgeoisie régionale favorable aux intérêts impérialistes de Colombie britannique ². En 1937, au pouvoir en Alberta, ce parti prit des mesures contre la centralisation bancaire canadienne qui furent déclarées ultravires par le gouvernement fédéral.

L'existence des structures politiques provinciales permet donc de donner aux intérêts capitalistes régionaux un poids politique qu'ils n'auraient sans doute pas au sein d'une union législative. Les partis conservateur et libéral ont dominé la scène politique fédérale depuis la Confédération, des tiers partis ont été portés au pouvoir à un moment ou à un autre dans six des dix provinces canadiennes ³.

C'est sur cette toile de fond qu'il faut placer la question nationale québécoise. Si le problème des métis avait été réglé - et on a vu comment ! - avant la fin du XIXe siècle, la question québécoise allait demeurer pendante. Or, il importe ici de voir que toutes les grandes tensions politiques et économiques résultant du développement du capitalisme se sont traduites par des luttes nationales au Québec, luttes perturbant l'ensemble politique canadien. Durant la Première Guerre mondiale, les Québécois refusèrent la conscription proclamée à l'échelle canadienne. Il y eut alors un vaste mouvement de résistance à l'enrôlement militaire. Il y eut des manifestations populaires. L'armée intervint et tira sur la foule. Le même scénario se reproduisit durant la Seconde Guerre mondiale : des hommes politiques ont été emprisonnés. Le mouvement nationaliste s'allia au parti communiste ⁴ jusqu'au moment où ce dernier changea son mot d'ordre antiguerre quand l'Allemagne attaqua la Russie. Troisième et dernier exemple, la crise des années trente favorisa l'affirmation d'un courant nationaliste de droite à propension fortement indépendantiste. Les tendances balkanisatrices propres à

¹ Lisette JALBERT, *op. cit.* p. 352.

² Philip RESNICK, « The Political Economy of B.C. », dans *Essays in B. C. Political Economy*, New Star Book, Vancouver, 1974.

³ Lisette JALBERT, *op. cit.*, p. 313.

⁴ Le Parti communiste canadien se développa principalement durant les années trente et quarante. Ses militants jouèrent un rôle très important dans l'organisation syndicale canadienne. La répression d'après-guerre et des débuts des années cinquante, concomitante au maccarthysme américain, le réduisit à un rôle plus que marginal.

l'ensemble de la structure politique canadienne prenaient au Québec des accents sécessionnistes larvés.

Les quarante premières années du XXe siècle permettent de vérifier pleinement : 1) comment l'État canadien ne se reproduit qu'à travers une tendance à l'éclatement sans cesse reporté ; 2) comment la question nationale constitue la forme de réalisation privilégiée sous laquelle se manifeste cette tendance ; et 3) qu'à ce titre elle se révèle comme étant un facteur de condensation des contradictions politiques canadiennes en ce qu'elle conjugue question régionale et question nationale ¹.

Nous n'avons fait ici que poser les bases d'une analyse que nous élaborerons à la faveur du chapitre consacré au Québec contemporain. Rappelons seulement, en terminant et pour éviter toute confusion, que la tendance structurelle à l'éclatement de l'État canadien est une matérialisation de la lutte des classes. Comme nous l'avons souligné à la faveur de l'analyse de la formation de l'État canadien, c'est bien dans la nature même de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne à travers son rapport à l'impérialisme et ses rapports multiples aux bourgeoisies régionales et aux masses canadiennes qu'il faut chercher les éléments d'explication déterminants. La question des alliances et celle de la domination de classe sont centrales. Nous en approfondirons l'analyse dans le prochain chapitre.

De même, cette tendance balkanisatrice n'empêche nullement la classe ouvrière d'être présente sur la scène politique fédérale. C'est un parti réformiste, de collaboration de classes, qui s'y est imposé. Le Nouveau Parti démocratique (N. P. D.), le troisième parti canadien en termes de pourcentage des voix (de 15 à 20% des suffrages), est un rejeton du C.C.F., parti d'inspiration travailliste qui s'affirma auprès de la classe ouvrière, aux dépens du parti communiste, durant les années trente et quarante. La question régionale n'empêche donc pas l'organisation de la classe ouvrière canadienne. Mais il est évident que les organisations politiques de la classe ouvrière ont dû et doivent faire face au problème du régionalisme. La question nationale constitue cependant, encore ici, la note aiguë des contradictions centrifuges. Le N. P. D. demeure une force marginale au Québec. Le parti communiste se heurta lui-même au domaine national, ce qui donna lieu à une importante scission au début des années cinquante. Le domaine national pose donc un défi de taille aux organisations de la classe ouvrière.

¹ Sur la question du régionalisme au Canada, voir Lisette JALBERT, *op. cit.*

Chapitre 6

Le régime Duplessis

L'agriculteur est un élément de stabilité économique et d'ordre social. Nous devons maintenir et protéger notre base rurale.

Maurice DUPLESSIS, cité par Paul BOUCHARD, *La Province de Québec sous l'Union nationale*, t. 1, pp. 14-15.

[Retour à la table des matières](#)

Dans le chapitre précédent, nous avons tenté de cerner, à l'aide d'exemples tirés de la période 1867-1940, les éléments principaux devant guider l'analyse du Québec dans le cadre de la Confédération canadienne : le développement inégal, l'emprise impérialiste, la question régionale, la question nationale et la tendance à la balkanisation de la structure politique canadienne. Mais ces considérations demeurent vagues si l'on ne montre pas leur pertinence à travers l'analyse de la réalité spécifique de la lutte des classes, durant une période spécifique de l'histoire. Nous tenterons donc, d'ici la fin de cet essai, d'introduire à l'étude du Québec après la Seconde Guerre mondiale en nous appuyant sur les éléments de la problématique énoncée jusqu'ici.

Le régime Duplessis d'abord.

Maurice Duplessis s'empare du pouvoir en 1936, à la tête de l'Union nationale. Il sera défait en 1939, mais sera réélu en 1944 et son parti conservera le pouvoir jusqu'en 1960. Les penseurs libéraux présentent son régime comme celui de la « grande noirceur », comme jadis l'on présentait le Moyen Âge comme une époque de stagnation totale. Si cette image est fausse, elle n'est toutefois pas totalement dénuée de fondements. Maurice Duplessis a en effet « trahi » certains des éléments avec lesquels il s'était associé pour prendre le pouvoir.

L'Union nationale résulte d'une fusion entre le parti conservateur et les dissidents du Parti libéral regroupés dans l'Action libérale nationale. Ce dernier groupe avait fait élire vingt-six députés en 1935, contre seulement seize pour le Parti conservateur de Maurice Duplessis. Pourtant, après la fusion et la prise du pouvoir en 1936, Maurice Duplessis écartera les éléments les plus dynamiques de l'ancienne Action libérale nationale. Il refusera d'appliquer l'essentiel du programme réformiste que ces derniers soutenaient et qui avait fait l'objet d'une entente formelle avant les élections. Les réformes favorisaient la lutte antitrust, et plus spécifiquement la nationalisation de l'électricité et la création d'entreprises d'État permettant d'exercer des pressions à la baisse sur les prix dans certains secteurs clés de l'économie. Le programme proposait de multiples réformes dans le domaine de la législation ouvrière et sociale, il promettait l'assainissement des mœurs électorales... Bref, Duplessis est porté au pouvoir, en pleine crise économique, sur la base d'un programme réformiste et nationaliste favorisant une plus grande intervention de l'État.

Le chef de l'Union nationale s'est démarqué très rapidement de ses anciens alliés. En s'appuyant sur la paysannerie et en maintenant, sinon en renforçant, la place du clergé dans les appareils idéologiques, il a conduit une politique socialement conservatrice et souvent réactionnaire. Nous tenterons de montrer : 1) que la paysannerie constitue la classe-appui du régime Duplessis ; 2) que l'Union nationale, sous son aspect principal, est un parti de la bourgeoisie non monopoliste québécoise, et non un parti de la petite bourgeoisie traditionnelle (la classe régnante) ; 3) que l'Union nationale est un parti pro-impérialiste ; 4) que ce parti pratique une politique antagonique face aux intérêts de la bourgeoisie canadienne et freine le mouvement de centralisation fédéraliste ; 5) et, enfin, qu'il favorise le développement du capitalisme par la répression de la classe ouvrière et la division des masses.

I - l'Union nationale et la paysannerie

[Retour à la table des matières](#)

On a fait de Duplessis un être profondément machiavélique, manipulant à volonté des masses paysannes presque réduites à l'état d'objet. Tout se résumerait dans des calculs purement électoraux, l'Union nationale s'assurant le pouvoir par le vote des régions rurales et l'exerçant au profit des amis du parti s'engraissant des contrats et des faveurs du régime. Il nous importe peu de savoir si Duplessis avait lu Machiavel. Cherchons à comprendre ses succès politiques à partir de la complexité même des rapports sociaux qu'avec son parti il contribuait à reproduire. Abordons d'abord le problème central du développement du capitalisme dans son rapport à la petite production dans l'agriculture. Pour bien comprendre le régime Duplessis, il faut s'attarder aux effets de la crise des années trente sur la paysannerie. Cette crise marque un ralentissement important dans le développement du capitalisme. Elle freine donc momentanément la dissolution de la petite production. Non seulement la population rurale demeure stationnaire (38,6% en 1941), mais le mouvement de retour à la terre provoque une augmentation de 13,7% du nombre de fermes et de 4% de la superficie cultivée entre 1931 et 1941¹. Les États-Unis ont fermé leur porte à l'immigration et l'industrie québécoise n'offre pas assez de travail. Le régime Taschereau, avec la collaboration du clergé, organise un autre mouvement de retour à la terre (le plan Vautrin).

Duplessis prend donc le pouvoir au cœur même de la crise et d'un mouvement de retour à la terre. Nous l'avons souligné, la paysannerie n'est pas une masse amorphe subissant l'histoire à travers les initiatives (retour à la terre) ou l'absence d'initiatives (non-commercialisation de l'agriculture féodale) des classes dominantes. On sous-estime l'importance de la résistance paysanne aux développements du capitalisme et les concessions qu'elle impose aux classes dominantes.

Dans une mesure et dans des formes qu'il reste à analyser, les petits producteurs constituent une force sociale depuis le début de la Confédération. L'autonomisation du développement du capitalisme au Québec s'explique en

¹ Voir *Statistiques agricoles*, 1970, ministère de l'Industrie et du Commerce, tableau 1, pp. 164-165.

grande partie par la spécificité de l'articulation des modes et formes de production qui permet à la paysannerie de se constituer en force sociale. La particularité du duplessisme résulte du fait que la paysannerie se transforme en véritable classe-appui du régime. Si ce phénomène n'empêcha nullement l'accélération de la dissolution de la petite production, le régime se maintint et la *reproduction élargie du capitalisme ne se réalisa*, entre 1936 et 1960, qu'à travers les particularités de ce rapport à la paysannerie.

La crise du capitalisme vient renforcer la résistance de la paysannerie. Celle-ci réagit en tentant de renforcer la petite production parcellaire. Bien sûr, ce faisant, elle permet au capitalisme de se reproduire en ne l'attaquant pas au cœur même de ses propres contradictions dans une alliance paysannerie-classe ouvrière. Il s'agit en fait d'un repli précapitaliste qui aide le système à surmonter ses propres contradictions. C'est d'ailleurs pourquoi les classes dominantes se posent en organisatrices du mouvement de retour à la terre. Mais la paysannerie ne donne son appui au régime Duplessis qu'au prix de concessions véritables.

Duplessis réorganisa de 1936 à 1939 le mouvement de retour à la terre. De 1944 à 1960, il continua sa politique de soutien de l'agriculture. Il importe d'abord de constater que c'est en arrachant des concessions au grand capital dans le domaine des pâtes et papiers et de l'électricité que Duplessis gagna, contre le régime Taschereau, l'appui des paysans. Le plan Vautrin de retour à la terre se réalisait, en effet, dans la désorganisation et l'incohérence. Dès la prise du pouvoir par l'Union nationale, on élaborait un véritable plan de colonisation permettant de préparer l'installation des colons sur des terres au moins minimalement fertiles et de les regrouper en concentrant la colonisation en communautés d'entraide potentielle. On accorda des subventions aux défricheurs. Bref, on prit une série de mesures favorisant les nouveaux paysans et contrastant avec la situation antérieure.

Certaines de ces mesures sont prises à l'encontre des compagnies de bois. En voici deux exemples. En faisant l'inventaire du sol dans le but de séparer les terres cultivables du domaine forestier, on s'attaquait en effet aux compagnies de bois qui risquaient d'y perdre certaines forêts. Au contraire, sous Taschereau, on avait installé les colons, plus ou moins au hasard, sur les terrains les plus déboisés. Cette absence de planification cachait en fait, comme toujours, les intérêts du capital. Autre exemple : avant Duplessis, lorsque le paysan recevait une concession, il n'avait pas le droit de couper du bois sur sa terre durant les seize premiers mois. C'est le marchand de bois, auparavant concessionnaire, qui continuait à le faire durant cette période. Les paysans étaient ainsi privés d'une source de revenu qui aurait facilité leur installation sur la terre. Ces privilèges furent abolis en 1936 et le paysan put couper le bois à son entier profit. On voit donc ici poindre une double indication : c'est surtout au capital canadien que Duplessis s'attaque quand il prend

ces rares mesures « anticapitalistes », et c'est au prix de concessions réelles arrachées au capital qu'il gagne l'appui paysan.

La question de l'électrification rurale est tout aussi intéressante. Duplessis refusa de nationaliser les plus importantes compagnies d'électricité, malgré la campagne antitrust (particulièrement dirigée contre ces dernières) qu'il avait menée à côté des membres de l'Action libérale nationale avant la prise du pouvoir. Mais on oublie souvent de mentionner qu'il ne laissa pas les agriculteurs à l'entière merci de ces compagnies (principalement canadiennes) peu disposées à desservir adéquatement un milieu rural trop peu concentré pour être assez rentable. À partir de 1945, le régime de l'Union nationale favorisa, en les subventionnant largement, la création de coopératives d'électricité en milieu rural regroupant les petits producteurs agricoles si peu choyés jusque-là par les compagnies. En 1955, il y avait cinquante coopératives en opération desservant 45 511 clients (les compagnies en desservaient 74 603) ¹. En 1945, 19% des fermes étaient électrifiées ; en 1955, 90% avaient accès au service de l'électricité ².

On élaborait donc une politique systématique de soutien à la petite production agricole. Le crédit agricole, la subvention au louage de la machinerie lourde, le drainage et l'assèchement des sols, l'aide aux coopératives, les mesures favorisant la mise en marché, voilà autant d'interventions, et nous en passons, qui permirent au régime Duplessis de s'appuyer sur la paysannerie ³. On pourra toujours nous objecter ici que Duplessis ne servait finalement que les intérêts du capital, puisqu'en électrifiant les campagnes il permettait la pénétration du marché (les appareils électroménagers par exemple), ou encore qu'en subventionnant les agriculteurs il favorisait leur endettement auprès des compagnies vendant des machines aratoires. Si effectivement et en dernière analyse (nous le verrons plus loin) le régime Duplessis permet l'approfondissement du capitalisme, il ne le fait qu'à travers un ensemble complexe de contradictions dont il est prioritaire de rendre compte. Rappelons-le encore une fois, au Québec comme ailleurs, le capitalisme ne s'ébat pas dans un univers univoque, uniforme et unilatéral.

Ce régime n'était pas anticapitaliste comme le suggère presque l'idéologie libérale. Il n'était pas non plus un simple agent extérieur du grand capital « gérant » le développement du capitalisme dans un univers homogène. Car alors pourquoi Maurice Duplessis n'aurait-il pas subventionné directement les

¹ Paul BOUCHARD, *op. cit.*, p. 14.

² *Ibid.*

³ Des mesures semblables visèrent à soutenir les petits pêcheurs indépendants de la Gaspésie qui combinaient souvent (sinon seuls, du moins avec des membres de leur famille) le métier d'agriculteur et de pêcheur. Le crédit maritime, le soutien aux coopératives, les subventions à la création d'entrepôts frigorifiques et à l'achat de chalutiers permirent à certains de ces producteurs indépendants de résister provisoirement à la prolétarianisation.

grandes compagnies pour électrifier le milieu rural, pourquoi n'aurait-il pas favorisé plus directement le développement d'une agriculture capitaliste ?

La crise économique des années trente et sa résolution par la Seconde Guerre mondiale eurent un double effet contradictoire sur le développement du Québec entre 1945 et 1960. La crise permit à la paysannerie de s'imposer solidement comme classe-appui, alors même que la guerre et le développement du capitalisme qu'elle provoqua à l'échelle mondiale accélérèrent la dissolution de la petite propriété dans l'agriculture québécoise. C'est sans doute ce qui donne à Duplessis cette apparence de parfait manipulateur d'une population rurale qui disparaît presque aussi vite qu'il la subventionne.

II - Le développement du capitalisme

[Retour à la table des matières](#)

Car le capitalisme n'arrête pas de se développer. Déjà, durant le premier terme du régime Duplessis, de 1936 à 1939, le capitalisme québécois présente les traits qui s'accentueront après la guerre. Le tableau 1 nous indique comment, en 1939, c'est principalement dans le domaine des richesses naturelles que le capital engagé est le plus important (centrales électriques, métaux non ferreux, fer et dérivés, minéraux non métalliques, produits chimiques et pâtes et papier). Vient ensuite le capital engagé dans l'industrie légère (textiles, produits animaux, produits végétaux et industries diverses). Le même tableau nous permet de constater que les industries les plus productives et les plus concentrées sont celles qui ont le plus de capital engagé (métaux non ferreux, minéraux non métalliques, produits chimiques, centrales électriques) ; seul le capital engagé dans le domaine du fer et de ses dérivés est très concentré tout en étant peu productif. Ces usines utilisent aussi bien les machines à vapeur que les moteurs électriques. Au contraire, le capital engagé dans les produits végétaux et animaux est peu concentré tout en étant plus productif que la moyenne. Ces industries utilisent surtout les machines à vapeur. Dans le domaine du textile et des industries diverses, alors que le capital y est peu productif mais concentré, on utilise principalement le moteur électrique.

Tableau 5.
Capital moyen engagé, concentration, productivité et force motrice
par industrie (1939)

groupes d'industries	I	II	III	IV	
	capital moyen engagé	Concen- tration*	Produc- tivité-**	force motrice Machines à vapeur	moteurs électriques
Produits végétaux	\$103 584,35	0,05	6,07	11,86	
Produits animaux	34,944,47	0,07	5,75	24,25	76,45
Textiles	173 800,31	0,01	3,83	7,40	68,04
Bois et papier	128 352,58	0,07	3,90	62,69	83,90
Fer et dérivés	509 081,68	0,01	2,93	11,64	72,43
Métaux non ferreux	815 483,14	0,01	8,72	6,93	86,39
Minéraux non métalliques	497 425,42	0,03	8,63	5,97	52,26
Produits chimiques	243 792,51	0,03	4,48	8,93	80,98
Industries diverses	70 526,01	0,04	3,25	7,31	70,98
Centrales électriques					91,53
Total	141 232,35	0,04	4,67	9,23	73,49

* Cet indice de la concentration correspond au nombre moyen d'employés par établissement.

** Cet indice de la productivité correspond à la valeur moyenne de la production selon le nombre total de salaires et de gages par industrie.

SOURCE. *Annuaire statistique de la province de Québec*, année 1941.

Dès 1939, la concentration existe donc. Elle domine principalement dans le domaine de l'extraction des richesses naturelles et de l'industrie lourde (branche marginale) sous contrôle américain et canadien anglais, ainsi que dans le domaine de l'industrie légère utilisant le moteur électrique (et donc techniquement en avance) où domine la bourgeoisie canadienne. Au contraire, les entreprises de produits végétaux et animaux utilisant la vapeur (et donc techniquement en retard) sont davantage investies par le capital québécois. La bourgeoisie régionale québécoise est aussi dominante dans l'industrie du bois, mais précisément dans le domaine de la petite entreprise (scieries, meubles). Cela fait apparaître la branche bois et papier, dans le tableau 1, comme une branche moins concentrée que la moyenne.

Ces seuls chiffres indiquent clairement que le capitalisme s'est installé définitivement au Québec, même s'il a peu progressé durant la crise. Maurice Duplessis prend le pouvoir en 1936 dans une région où domine sans équivoque le mode de production capitaliste. Malgré son discours, le régime Duplessis s'inscrit dans un mouvement général d'approfondissement du capitalisme au même titre que les régimes libéraux (1939-1944, 1960-1966). Le tableau 2 montre comment, de 1935 à 1955, croissent le nombre d'établissements, le nombre d'employés et la valeur ajoutée. Le tableau 3 nous indique

comment, à partir de 1946, le phénomène de la concentration du capital n'a cessé de s'affirmer, et ce jusqu'en 1965. L'économie du Québec s'engage, après la guerre, dans un mouvement de transformation industrielle qui suit le même pattern que celui de l'ensemble de l'Amérique du Nord. C'est donc dire qu'en termes strictement structurels le régime Duplessis n'a nullement retardé l'évolution économique générale. Une dernière indication pour convaincre les derniers incrédules. Entre 1947 et 1960, environ 24% des investissements privés et publics effectués au Canada l'ont été au Québec, alors qu'en 1965 cette proportion s'établissait à 25%, en 1970 à 19,3% et en 1974 à 22% ¹.

Tableau 6.
Industries manufacturières du Québec (1935, 1945, 1955)

	Nombre d'établissements	Nombre d'employés	Valeur ajoutée
1935	7 727	182 987	342 615 835
1945	10 038	384 031	1 149 390 919
1955	12 194	429 575	2 622 333 056

SOURCE. Bureau fédéral de la statistique, « Les Industries manufacturières du Canada », section C, province de Québec, 1955, Ottawa, 1957.

Tableau 7.
Répartition proportionnelle des Établissements suivant la forme d'organisation
(Québec, 1946, 1955, 1965)

	particuliers	sociétés	sociétés constituées	coopératives
1946	53,4	13,5	28,2	4,9
1955	47,4	10,5	38,2	3,9
1965	33,8	6,6	56,7	2,8

SOURCE. Bureau fédéral de la statistique, années 1946, 1955 et 1965, Ottawa.

Ces considérations demeurent cependant abstraites si on ne les place pas au cœur des rapports de forces qui les spécifient et si l'on n'envisage pas les transformations des rapports sociaux que le capitalisme génère. Nous insistons sur les trois questions qui nous semblent déterminantes : l'accélération de la dissolution de la petite production dans l'agriculture, l'affirmation de l'impérialisme et les particularités de la lutte des classes .

Comme nous l'avons souligné plus haut, la dissolution de la petite production reprend à un rythme accéléré, même si la paysannerie constitue la classe-appui du régime Duplessis. On assiste à une baisse absolue de la main-

¹ Rodrigue TREMBLAY, *op. cit.*, p. 482.

d'œuvre engagée dans l'agriculture, qui ne représentera en 1961 que 7,6% de l'ensemble ¹. Toutes les statistiques concordent. Il y a baisse du nombre de fermes et de la superficie cultivée. Alors que la production agricole représentait 12,4% de l'ensemble de la production industrielle en 1935, elle ne comptera que pour 6,3% en 1955 ².

Il nous faut cependant nuancer l'analyse. La dissolution de la petite production s'accélère, cela est plus qu'évident. Mais on comprend mal, à l'aide de cette seule affirmation générale, comment la paysannerie aurait pu subir un tel mouvement de dissolution (et de prolétarianisation) tout en continuant à donner son appui au régime. Même si la conscience n'explique pas l'histoire, il est de ces évidences (celles des intérêts de classe) qui finissent par crever les yeux ! C'est qu'en réalité la dissolution se fait au profit des moyens et des gros producteurs agricoles qui agrandissent leurs terres et qui, sans se transformer en entrepreneurs capitalistes, rationalisent la production pour le marché. Alors qu'en 1941 la moyenne de la superficie d'une ferme se chiffrait à 116,8 acres, en 1961 elle était de 148 acres ³. Alors qu'en 1941 le capital moyen engagé dans une ferme était de 4 783 dollars, il était de 16 975 dollars en 1961 ⁴. Ce sont les paysans pauvres qui disparaissent. Alors qu'en 1941 les fermes de cent acres et moins étaient au nombre de 60 542 et représentaient 54,1 % de l'ensemble, il n'y en aura plus que 29 075 en 1961, soit 38,6 % de la totalité des fermes. Duplessis s'appuie donc principalement sur les paysans moyens et riches. Nous reviendrons sur cette importante réalité.

III - Le duplessisme et les fractions bourgeoises

[Retour à la table des matières](#)

Ces quelques chiffres suffisent à indiquer comment le Québec, sous Duplessis, s'est transformé en ce que l'on appelle de façon ambiguë un État industriel avancé. La prolétarianisation des petits producteurs indépendants et de la petite bourgeoisie traditionnelle s'est accrue. La salarisation s'est étendue à une proportion de plus en plus importante de la population. La paysannerie

¹ Voir, à ce propos, Dorval BRUNELLE, *La Désillusion tranquille*, Éditions Hurtubise H.M. H., Montréal, 1978.

² André RAYNAULT, *Croissance et structure économique de la province de Québec*, ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1961, p. 71.

³ *Statistiques agricoles*, M.I.C., 1972, pp. 164-165.

⁴ *Ibid.*

parcellaire ne pouvait donc plus, à la fin du régime, constituer une force sociale aussi importante. Voilà l'un des effets importants de l'affirmation du capitalisme après la Seconde Guerre mondiale. Il nous faut maintenant considérer les forces principales qui poussèrent au développement du capitalisme. C'est d'abord sous le règne du monopolisme et de l'impérialisme que l'économie d'après-guerre se développa. Le plan Marshall, la guerre de Corée et le rapport de la commission Paley aux États-Unis (incitant la bourgeoisie américaine à exploiter les ressources naturelles ailleurs que chez elle) favorisèrent, au Québec comme ailleurs, l'affirmation de l'hégémonie américaine. On assista donc à une véritable course aux investissements, principalement dans le domaine des matières premières. Le régime Duplessis mena une politique résolument pro-impérialiste. Se fondant sur le fait que la Constitution canadienne donnait pleine juridiction aux provinces sur leurs richesses naturelles, il favorisa l'entrée massive du capital américain. On a beaucoup insisté sur le fait que Duplessis donnait presque les richesses naturelles aux Américains. On fournit toujours le même exemple : on céda les droits d'exploitation du minerai de fer moyennant une taxe d'un cent la tonne, alors qu'au même moment, à Terre-Neuve, on exigeait 33 cents. En fait, c'est toute la politique économique du duplessisme qui est touchée par cette pratique pro-impérialiste.

Cette politique vise à aménager le territoire dans le but de favoriser l'exploitation maximale des ressources naturelles. Le transport fluvial, les chemins de fer, les routes, tous les moyens de transport sont subventionnés qui peuvent améliorer les voies d'accès aux ressources minières ou énergétiques vers l'Abitibi, la côte nord, la baie de James, la région du Saguenay et du lac Saint-Jean. En 1955, l'Union nationale consacre 37,4% de son budget aux secteurs transports et communications et richesses naturelles. En 1969, ces deux secteurs ne représenteront plus que 13,7% de l'ensemble des dépenses. C'est d'ailleurs en véritable gestionnaire des ressources naturelles que le régime se comporte. En 1936, on crée un ministère des Mines et, en 1937, une Division des chemins de mines ¹. En 1938 est fondée l'École des mines et on distribue des bourses visant à la formation d'ingénieurs miniers. En 1937, on oblige les compagnies possédant des concessions minières, forestières ou hydrauliques à se constituer légalement au Québec. Bref, si Duplessis contribua à l'affirmation de la domination de l'impérialisme, il le fit de façon rationnelle et non pas de façon désordonnée comme il reprochait au régime Taschereau de l'avoir fait avant lui !

Mais cette importance accordée aux transports et communications ne visait pas qu'à servir les intérêts impérialistes. C'est à la rénovation de l'ensemble du système routier que le régime Duplessis s'attaqua. De 1945 à 1956,

¹ Paul BOUCHARD, op. cit., pp. 53 et 55.

on consacra 723 583 665 dollars à la construction de routes et de ponts ¹. Il va sans dire que cette politique favorisait le développement du marché et la rotation du capital. Il favorisait en ce sens les intérêts capitalistes dans leur ensemble, et non les seuls intérêts impérialistes. Et, plus spécifiquement, c'est le capitalisme québécois de la petite et de la moyenne entreprise que Duplessis voulait appuyer. Bien que l'État provincial ne disposât pas des pouvoirs pour élaborer une politique véritablement cohérente de soutien à la bourgeoisie locale, il est indéniable que la politique duplessiste prit une série de mesures visant à favoriser le capitalisme local et à lui permettre de profiter lui aussi du développement du capitalisme.

Nous en donnerons ici quelques indications. L'amélioration sensible des voies de communication favorisa notamment le développement de la petite industrie et du commerce locaux. Si, comme nous l'avons vu, cette politique visait à créer une infrastructure pour l'exploitation des ressources, on voulut aussi : 1) développer la voirie rurale, et 2) améliorer le système routier provincial dans son ensemble. Les priorités du régime sont claires : il faut développer le système routier provincial, aux dépens même d'une politique pancanadienne. Duplessis montra très peu d'enthousiasme pour la construction d'une route transcanadienne. Une telle construction s'inscrivait, bien sûr, dans un plan de soutien à l'approfondissement du marché national et donc à la bourgeoisie canadienne, comme cela avait été le cas pour les chemins de fer. Le réseau québécois était, au contraire, la préoccupation centrale de Duplessis. Pour ne prendre qu'un exemple, l'Union nationale construisit une route pour relier Montréal et l'Abitibi.

Elle reprocha avec véhémence aux libéraux d'avoir laissé l'Abitibi se développer sans être lié au reste du territoire québécois. Le système routier reliait, au contraire, cette région à l'Ontario !

La voirie et la construction sont des points centraux de la politique économique du duplessisme. A la construction de routes et de ponts, il faut ajouter celles des écoles et des hôpitaux. Si le clergé garde sa mainmise sur l'enseignement et la santé, c'est l'État qui construit. De 1944 à 1956, on consacre plus de 100 millions de dollars à la construction d'hôpitaux, et plus de 110 millions, de 1952 à 1956, à la construction de 1 358 écoles ². De 1945 à 1955, alors que la valeur nette de la production industrielle est multipliée par deux au chapitre des manufactures, des forêts et des usines électriques, elle est multipliée par quatre dans le cas des mines et par dix dans celui de la construction. L'importance donnée aux secteurs voirie et construction favorise le capital régional qui y occupe une place prévalente.

¹ *Ibid.*, p. 161.

² *Ibid.*, pp. 185 et 198.

Duplessis favorisa aussi, en les subventionnant, le développement des caisses populaires qui permettaient de conserver une partie de l'épargne au niveau local. Il luttait ainsi contre la centralisation du capital-argent au profit de la bourgeoisie canadienne. Le régime Duplessis apparaît ainsi comme un régime favorisant la réorganisation du capital québécois de la petite et moyenne entreprise. La crise avait en effet balayé une partie importante du capital non monopoliste. La politique duplessiste crée les conditions de sa réorganisation. Elle lui permet de s'affirmer dans le domaine de la sous-traitance et des retombées de la présence impérialiste. Ainsi le capital québécois profite du développement de l'infrastructure nécessaire au développement minier. Mais, il ne faut pas l'oublier, cette politique « guide » aussi le capital québécois vers l'exploitation du marché local et régional en liaison avec le milieu rural (paysans indépendants moyens et riches). Commercialisation de l'agriculture, voirie, construction, épargne, crédits et subventions, toutes ces mesures ont pour effet de créer une place à la bourgeoisie québécoise dans la petite et moyenne entreprise, dans le commerce (gros et détail) et dans le secteur financier. La politique duplessiste orientait la bourgeoisie non monopoliste vers le marché régional et les retombées de l'impérialisme en entretenant des rapports antagoniques avec le capital monopoliste canadien dominant le secteur financier et l'industrie légère.

IV - L'Union Nationale, parti de la bourgeoisie non monopoliste

[Retour à la table des matières](#)

Contrairement à ce qu'affirme la presque totalité des analyses, l'Union nationale n'est donc pas le parti de la petite bourgeoisie traditionnelle. La petite bourgeoisie traditionnelle n'est en fait que la classe politiquement régnante. Elle exerce le pouvoir au profit de la bourgeoisie et ne peut affirmer ses intérêts de classe aux dépens de cette dernière. L'Union nationale nous semble être, au contraire, le parti de la bourgeoisie non monopoliste québécoise. Nous ferons à ce propos des remarques de deux ordres. La première concerne la réalité même de cette bourgeoisie québécoise que l'historiographie ne veut absolument pas voir. Son existence crève pourtant les yeux. Ainsi, en 1941 à Montréal, « sur 22 108 entreprises enregistrées, 47% étaient anglaises, 40% françaises, 13% d'une autre nationalité, 16 401 seulement étaient cotées en bourse, dont 48,4% étaient anglaises, 45% françaises. Toutefois, les entreprises anglaises représentaient 86,6% de la puissance financière de l'ensemble

de ces entreprises ¹. Ici, deux remarques. Lorsque nous parlons de la bourgeoisie québécoise, nous ne parlons pas uniquement des francophones. Nous visons la fraction bourgeoise dont les intérêts sont concentrés principalement au Québec. Il est évident qu'au Québec, pour des raisons d'ordre historique sur lesquelles il est inutile de revenir, la bourgeoisie, dont les intérêts sont pancanadiens, est Principalement monopoliste et anglophone. Il s'agit de la bourgeoisie canadienne. Au contraire, la bourgeoisie dont les intérêts s'identifient d'abord à la région est surtout non monopoliste et majoritairement francophone. Il s'agit pour nous de la bourgeoisie québécoise.

L'Union nationale est donc de façon prévalente le parti de la bourgeoisie québécoise, fraction bourgeoise à majorité francophone dont les intérêts se situent au niveau régional. Passons maintenant au deuxième ordre de remarques. L'Union nationale, comme tous les partis politiques, ne sert pas les intérêts d'une seule fraction de classe. Il est évident que la petite bourgeoisie traditionnelle « se retrouve » dans l'Union nationale. Elle y milite et y défend ses intérêts. De même, nous l'avons vu, le duplessisme sert les intérêts de l'impérialisme. Lorsque nous considérons l'Union nationale comme le parti de la bourgeoisie non monopoliste québécoise, nous voulons identifier les intérêts qui, en dernière analyse, confèrent sa cohérence à l'ensemble de la pratique politique du parti ou, en d'autres termes, la fraction de classe qui permet l'existence de ce parti dans sa spécificité. Ces distinctions sont fort importantes, on pourra le constater plus clairement à la faveur de l'analyse du Parti québécois.

C'est, au sein du bloc au pouvoir, avec la bourgeoisie monopoliste canadienne que le régime Duplessis entretint ses rapports conflictuels les plus aigus. Les luttes autonomistes de l'Union nationale ont constitué l'un des aspects principaux de sa pratique politique. Nous avons déjà souligné deux actions s'inscrivant dans le cadre des affrontements fédéral-provincial : les conflits au sujet de la route transcanadienne et le soutien aux caisses populaires. Cette dernière mesure visait à contrer l'effet dévastateur, pour le capital régional, de la création en 1935 de la Banque du Canada qui visait à centraliser l'épargne au niveau canadien. Mais il ne s'agit là que de deux exemples d'une politique systématique de résistance à la centralisation. Le régionalisme duplessiste, s'appuyant sur l'existence d'une question nationale spécifique, fut à l'avant-garde des luttes contre la centralisation. On a vu dans le chapitre précédent que la commission Rowell-Sirois préconisa, durant la crise, le retour à l'esprit centralisateur de 1867. La guerre fut, cependant, plus efficace pour résoudre provisoirement les contradictions du fédéralisme canadien. Au nom de l'effort de guerre, les provinces cédèrent en effet certains de leurs pouvoirs de taxation au gouvernement central.

¹ Maurice CROISAT, *op. cit.*, p. 325.

Le fédéral ne peut cependant appliquer l'ensemble des mesures d'inspiration keynésienne qu'il préconisait. Le Canada fut l'un des États où l'on voulut s'inspirer le plus systématiquement des réformes de lord Keynes visant à atténuer les contradictions du capitalisme. Mais le passage de l'État libéral à l'État interventionniste, à la faveur de l'affirmation du monopolisme, allait être plus difficile dans la réalité des luttes régionales et nationales que dans les rapports des nombreux commissions et comités fédéraux.

L'après-guerre fut pourtant marqué d'un renversement de la tendance des quarante premières années du XXe siècle à l'augmentation des dépenses provinciales aux dépens des dépenses fédérales. En 1952, les dépenses du fédéral atteignaient 66,7% de l'ensemble des dépenses des différents gouvernements (contre 38% en 1939) et les dépenses provinciales 33,3% (contre 62% avant la guerre)¹. Malgré les résistances des provinces, le fédéral avait fini par s'imposer en s'accaparant de nouvelles sources de revenu cédées par ces provinces en échange de subventions statutaires et en envahissant de nombreux champs de juridiction provinciale (sécurité sociale, éducation, etc.). Nous n'entrerons pas ici dans le détail de ces querelles de juridiction. Il importe seulement de constater que Duplessis résista farouchement aux empiétements fédéraux. Le gouvernement québécois fit reculer Ottawa en décidant de percevoir lui-même ses propres impôts et en continuant à occuper les champs qu'Ottawa tentait d'envahir. Devant une double taxation, le fédéral dut reculer puisqu'il était accusé de percevoir des revenus auxquels il n'avait pas droit. Le nationalisme de l'Union nationale se traduisait donc politiquement par la pratique d'un autonomisme jaloux s'appuyant sur le respect intégral de la constitution. On peut encore une fois constater comment la question nationale constitue un aspect déterminant de l'analyse des rapports de forces au sein de la Confédération canadienne, puisqu'elle y freine constamment les tendances à la centralisation. La bourgeoisie régionale québécoise y trouve son compte, comme nous venons de le voir, et la petite bourgeoisie traditionnelle y défend sa place dans la reproduction des rapports sociaux. Contrairement aux fractions de classes dominantes des autres régions du Canada, celles du Québec trouvent dans la question nationale les conditions d'une possible alliance avec les masses luttant contre l'oppression nationale.

¹ Maurice LAMONTAGNE, *op. cit.*, p. 84.

V. Le clergé et les appareils idéologiques

[Retour à la table des matières](#)

Ces considérations nous amènent à la question des appareils idéologiques dans leur rapport à l'articulation des modes de production et à la question plus large de la reproduction des rapports sociaux. Les appareils idéologiques continuent à être placés sous le contrôle du clergé, qui ne cesse d'y défendre l'idéologie conservatrice dont nous avons traité dans le chapitre précédent. Le clergé fournit la presque totalité du personnel de l'appareil scolaire et du secteur santé et bien-être social, à l'abri de la tutelle directe de l'État. Cette dominance du clergé, qui deviendra de plus en plus anachronique à l'approche des années soixante, s'explique selon nous de deux façons principales. C'est, bien sûr, d'abord et avant tout dans son rapport à la classe-appui que constitue la paysannerie parcellaire qu'il faut comprendre l'importance du clergé. C'est la force sociale paysanne qui permet de comprendre la place prévalente du clergé dans les appareils et la spécificité de l'idéologie conservatrice qu'elle est appelée à y diffuser : primauté de la famille et de la paroisse (appareils idéologiques dominants), vocation agricole des Canadiens français. Toutes les analyses qui abordent l'histoire du Québec en considérant le clergé comme une force autonome agissant de l'extérieur sur les rapports sociaux ne peuvent expliquer correctement ni les transformations de ces derniers ni celles de l'Église catholique québécoise. Ces analyses ne peuvent déboucher que sur un idéalisme plat et un anticléricalisme obtus.

L'importance du clergé dans les appareils idéologiques doit, cependant, être examinée dans le rapport de ces appareils à l'ensemble des masses et plus spécifiquement à la classe ouvrière. Ainsi on oublie souvent, en dehors de considérations superficielles, de souligner l'importance du rôle d'encadrement de la classe ouvrière que tient le clergé.

Voyons d'abord le rapport d'ensemble du duplessisme à la classe ouvrière. C'est sans conteste, sous le signe de la répression que Duplessis envisage ses rapports au prolétariat. Il brise, en dépêchant la police provinciale, des grèves extrêmement dures dans le secteur minier. La grève d'Asbestos et de Murdochville en sont des exemples célèbres. Le régime n'intervient dans le domaine des relations de travail que pour soutenir le patronat. Ainsi Duplessis

crée la loi du salaire minimum, mais il fixe ce dernier si bas que certains patrons se saisissent de ce prétexte pour abaisser les salaires qu'ils paient à leurs ouvriers. La grève est interdite dans les services publics. Se joignant à la chasse au communisme qui balaie toute l'Amérique du Nord au début des années cinquante, le gouvernement québécois décrète que la Commission des relations de travail peut refuser ou même retirer l'accréditation syndicale aux organisations qui comptent des communistes parmi leurs membres dirigeants. On pourrait multiplier les exemples. La politique de répression des organisations syndicales combattives dans le secteur minier n'est en fait que l'envers de la politique pro-impérialiste du régime. De même, les interventions et les absences d'intervention favorisant les bas salaires ne peuvent être comprises que comme une politique de soutien à la bourgeoisie non monopoliste québécoise et à l'ensemble des intérêts concentrés, dans l'industrie légère.

Le rapport du duplessisme à la paysannerie permet aussi de jeter une nouvelle lumière sur la répression de la classe ouvrière par le régime. L'appui des paysans amène une division des masses et cette division permet d'avoir les coudées franches pour réprimer le prolétariat. Le rapport du clergé à la classe ouvrière ne saurait être compris que dans ce contexte. Nous avons déjà souligné que l'Église réussit, au début du siècle, à briser l'influence du syndicalisme de combat dans les organisations naissantes de la classe ouvrière québécoise. L'influence des Chevaliers du travail et les rapports organisationnels avec la classe ouvrière américaine et canadienne anglaise furent bloqués au profit du syndicalisme catholique. Chaque syndicat avait son autonomie pour prêcher la collaboration de classes¹. La sévérité de la répression duplessiste dans les mines et dans l'industrie légère devait cependant amoindrir l'influence cléricale à mesure que progressaient les années cinquante.

Dans la mesure où le capitalisme se développait et où la famille paysanne se disloquait, le clergé perdait son influence idéologique. Tant et aussi longtemps que la classe ouvrière québécoise naissante gardait des liens directs ou indirects avec la petite production, tant que l'ouvrier était membre d'une famille élargie d'agriculteurs ou encore tant qu'il cumulait sporadiquement le travail en usine, à la mine et sur la terre, le clergé pouvait transposer dans les relations de travail le discours paternaliste (et donc collaborationniste) typique du milieu familial. Mais les conditions mêmes de l'efficacité du discours cléricale disparaissaient à une vitesse accélérée après 1945. À partir de 1955, ce discours était devenu parfaitement anachronique.

Le régime ne s'acheva pas dans l'apothéose, loin de là. Les cinq dernières années furent celles de l'essoufflement. Au Québec, comme au plan mondial, l'économie capitaliste « récupérait » dans la stagnation relative après le

¹ Voir Charles LIPTON, *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827-1959*, Parti pris, Montréal, 1976.

formidable boom d'après-guerre. Sur le plan politique et idéologique, le régime donnait l'impression de s'être trompé de siècle. On a beaucoup parlé du régime Duplessis en termes de retard de la superstructure sur l'infrastructure. Mais on n'a jamais cherché à expliquer véritablement ce phénomène en dehors d'une sorte de vision cumulative de la temporalité : comme si le capitalisme s'était développé graduellement depuis le début du siècle, mais que l'appareil politique et idéologique dominant avait oublié de le faire.

Il s'agit là, nous semble-t-il, d'une erreur. La superstructure québécoise, nous avons tenté de fournir quelques indications en ce sens, permet la reproduction élargie du capitalisme depuis le début du siècle : sa particularité s'explique par la spécificité de l'articulation des modes de production. Il n'y a pas de contradiction fondamentale entre une superstructure prétendument pré capitaliste et une économie devenue capitaliste. La contradiction, à la fin des années cinquante, existe à un autre niveau. Il faut plutôt la chercher du côté de la transformation de l'articulation des modes et formes de production. Si la petite bourgeoisie traditionnelle (médecins, avocats, curés, notaires, marchands généraux) ne peut plus tenir la place de classe régnante au profit des différentes fractions bourgeoises (québécoise, américaine et canadienne), c'est précisément que la paysannerie, qui comme force sociale et comme classe-appui lui permettait de tenir cette place, a presque fondu après la Seconde Guerre mondiale.

Le retard de la superstructure ne peut donc être parfaitement compris qu'en rapport avec les particularités historiques qui ont posé les conditions mêmes du duplessisme. Comme nous le soulignons plus haut, l'importance politique que prend la paysannerie durant les années trente s'analyse comme un phénomène de résistance au capitalisme, résistance exacerbée par la sévérité de la crise économique. Mais cette importance, qui en fera la classe-appui du régime Duplessis jusqu'à la fin des années cinquante, entrera en contradiction avec la résolution de la crise par le capitalisme lui-même. La guerre a permis en effet de relancer l'économie capitaliste mondiale et, au Québec, de marginaliser la paysannerie. Ce sont donc les contradictions mêmes du capitalisme et le mode contradictoire de résolution de ces contradictions (par les masses et la bourgeoisie) qui expliquent le retard de la superstructure québécoise à la fin des années cinquante.

Nous croyons d'ailleurs, malgré les idéologues libéraux, que ce retard n'est véritablement manifeste qu'à partir du milieu des années cinquante. Entre 1945 et 1955, le duplessisme a parfaitement rempli son rôle. Il a posé les conditions politiques du développement du capitalisme monopoliste au profit du grand capital et de la bourgeoisie locale grâce à la division des masses populaires, permettant ainsi la répression de la classe ouvrière et la prolétarisation de la paysannerie.

VI - Quelques notes en surimpression

[Retour à la table des matières](#)

Le régime de l'Union nationale présente certaines ressemblances troublantes avec deux autres partis et régimes dans l'histoire du Québec: ceux d'Honoré Mercier et du Parti national (1887-1891) et, bien sûr, du Parti québécois au pouvoir depuis 1976. Première concordance : ce sont trois nouveaux partis qui sont formés à partir d'un regroupement d'éléments des partis traditionnels et des forces « non alignées ». Ils n'entretiennent pas de liens structurels avec un parti fédéral, à l'encontre des partis conservateur et libéral structurellement liés aux mêmes partis œuvrant sur la scène fédérale. Deuxième concordance: ces partis sont fortement nationalistes (autonomiste ou souverainiste). Mercier est le premier chef d'État provincial à convoquer une conférence, interprovinciale pour lutter contre le centralisme du fédéral. Tout comme les régimes Duplessis et Lévesque, il exerce donc de fortes pressions décentralisatrices. Troisième concordance : ces trois régimes tentent de développer un nouveau type de rapport aux masses populaires. Le nationalisme leur sert de ciment idéologique. Mais, dans les trois cas, il ne s'agit nullement d'une simple manipulation purement extérieure. Mercier est le premier, avec le célèbre curé Labelle, à planifier le mouvement de retour à la terre. Nous avons vu les rapports privilégiés qui s'établissent entre le régime Duplessis et la paysannerie. Le Parti québécois, nous le verrons, prétend, contrairement aux vieux partis, avoir un préjugé favorable pour la classe ouvrière. Quatrième concordance : les trois partis prennent le pouvoir durant l'époque d'une crise politique et/ou économique : Mercier et l'affaire Riel en 1887, Duplessis et la crise des années trente, Lévesque et la stagflation des années soixante-dix.

Comment expliquer ces concordances plus que troublantes compte tenu du sous-développement des connaissances historiques ? Trois hypothèses nous semblent plausibles et sont d'ailleurs nécessaires pour faire avancer la recherche. Première hypothèse : la bourgeoisie régionale québécoise est soit exclue, soit tenue à l'écart du bloc au pouvoir canadien. Quand les conditions sont favorables, elle se donne donc périodiquement un parti pour défendre ses intérêts. Deuxième hypothèse : la crise économique (ou politique) favorise la formation d'un parti autonome. Ainsi la crise économique vient accentuer les difficultés économiques de cette bourgeoisie régionale. À dominante non

monopoliste, elle est touchée durement par le mouvement de concentration qui accompagne toutes les crises. Il importe donc, pour cette bourgeoisie régionale, de créer les conditions politiques favorables à sa « réorganisation » qui se fera (malgré ses propres illusions) sous la détermination des transformations mêmes du grand capital. Mais, tout en aggravant ses difficultés, la crise permet au capital régional de se renforcer politiquement puisque le développement du capitalisme est freiné. Gunder Frank a bien montré ce phénomène dans le cas des bourgeoisies autochtones d'Amérique latine. Troisième hypothèse qui est presque un constat : c'est dans la particularité de ses rapports aux masses que cette bourgeoisie espère se tailler une place plus enviable dans la chaîne impérialiste. La crise économique lui crée d'ailleurs des alliés potentiels.

Chapitre 7

De la révolution tranquille à la souveraineté rassurante

[Retour à la table des matières](#)

Maurice Duplessis s'éteignit en 1959 ; neuf mois plus tard, le Parti libéral s'empara du pouvoir. Ce fut l'époque désormais célèbre de la « révolution tranquille », durant laquelle l'appareil politique québécois se donna, à un rythme accéléré, les traits caractéristiques de l'État monopoliste. Le déblocage politico-idéologique fut si rapide que les idéologues libéraux, dans l'euphorie, se permirent de parler de révolution. Mais ils s'empressèrent de calmer les esprits en insistant sur la tranquillité, c'est-à-dire sur la respectabilité de toute l'opération. Car au fond, comme le soulignaient les analystes de la scène politique, le Québec ne faisait que rattraper le temps perdu.

Le décalage que nous avons évoqué dans le chapitre précédent entre l'infrastructure et la superstructure fut effacé à un rythme accéléré, cela ne fait aucun doute. Les principales réformes politiques des années soixante et soixante-dix furent réalisées ou amorcées entre 1960 et 1964. Mais il importe de souligner que, durant ces quatre années, se tissa aussi un nouveau nœud de contradictions qui anime encore aujourd'hui la vie politique. Nous tenterons de dévoiler les aspects fondamentaux de la lutte des classes qui s'est organisée avant, durant et après la révolution tranquille. Il ne faut donc pas s'attendre à

un exposé linéaire de l'histoire des réalisations politiques des dernières années. Nous tenterons plutôt d'exposer le développement des contradictions. Nous insisterons d'abord sur le retard superstructurel des dernières années du duplessisme. Nous montrerons ensuite comment l'État québécois se donne les appareils typiques du capitalisme monopoliste. Nous chercherons enfin à dévoiler les contradictions entre le capital canadien et la bourgeoisie québécoise, ainsi que la particularité des alliances de classes que ces transformations favorisent.

Comme nous l'avons dit dans le chapitre précédent, le régime Duplessis n'a nullement empêché le capitalisme de se développer. On assista au développement de la salarisation et à la diminution des travailleurs à leur propre compte. Ainsi, entre 1941 et 1961, les salariés passent de 68 à 85% et les individus à leur propre compte diminuent de 20 à 12,4% ¹. La division sociale du travail s'est accentuée de façon importante. L'ensemble du domaine de l'extraction (agriculture, pêche, chasse, trappage, abattage et mines) baisse de 16,5% à 7,9% entre 1931 et 1961. Au contraire, le travail des cols blancs et des cols bleus dans les secteurs bureau, transports et communications, commerce, finances et services passe de 44,9% en 1931 à 61,6% en 1961. Le noyau de la classe ouvrière dans le travail manuel (fabrication, construction et manœuvres) s'élève de 23,5% à 26,6%. Cette augmentation est plus forte si l'on tient compte du travail manuel productif dans le domaine des transports et communications, qui s'est globalement accru de 4 à 11 4% entre 1931 et 1961. Soulignons enfin que le nombre des propriétaires capitalistes et des managers s'est légèrement accru, de même que celui des membres des professions libérales et des techniciens ; ces derniers passent de 11,05% à 12,7% et les premiers de 4,1% à 5,5% de 1931 à 1961 ². On a assisté à un phénomène de prolétarianisation et à l'augmentation de l'exploitation du travail non productif dans le domaine de la circulation et dans les bureaucraties privées et publiques ³.

C'est sous le signe de l'impérialisme américain, favorisé par le régime Duplessis, que le capitalisme monopoliste s'est affirmé au Québec. En 1961, l'investissement américain s'y élevait à 4 320 millions de dollars ⁴. On estime généralement qu'environ 60% de l'industrie québécoise est sous contrôle étranger. On constate le degré de soumission du Québec à l'impérialisme si l'on se rappelle que le contrôle extérieur est presque aussi important dans le domaine des matières premières. Les Canadiens français ne dominent que dans deux branches marginales (bois et cuir). Ces derniers n'ont d'autre pré-

¹ Bureau fédéral de la statistique, gouvernement du Canada, 94-551, tableau 7.

² Bureau fédéral de la statistique, gouvernement du Canada, 94-501.

³ Pour une analyse des classes sociales dans le Québec actuel, voir Anne LEGARÉ, *Les Classes sociales au Québec*, Presses de l'Université du Québec, Montréal, 1977.

⁴ Claude SAINT-ONGE, *L'Impérialisme américain au Québec*, thèse de doctorat de 3e cycle, Université de Paris-VIII, 1973, p. 232.

sence économique dominante que dans le domaine de l'agriculture (88,3% de la valeur des produits), des services (56,7% de la valeur des recettes) et des caisses populaires (95,6%) ¹. Les Canadiens français occupent aussi une place relativement importante, bien que non dominante, dans la construction et dans le commerce de gros et de détail. En ce qui concerne le domaine manufacturier, le capital étranger (principalement américain) domine largement, surtout dans l'industrie lourde et les secteurs de pointe : pétrole et houille, métaux non ferreux, matériel de transport, produits chimiques, instruments de précision, tabac, machinerie, fer et acier, caoutchouc. Les bourgeois canadiens anglais (la majorité ayant des intérêts pancanadiens) s'imposent principalement dans l'industrie légère et dans les secteurs traditionnels : vêtement, textile, imprimerie et édition, boissons, appareils électriques, bonneterie, meubles, pâtes et papier, produits minéraux non métalliques.

Le capitalisme s'est donc développé au Québec. Il présente en 1961 les traits du monopolisme, de l'impérialisme et du développement inégal (sur lequel nous reviendrons). Le duplessisme, fondé sur l'appui de la paysannerie et le soutien à la petite et moyenne entreprise locale ainsi que sur la dominance cléricale dans les appareils idéologiques, ne pouvait plus permettre la reproduction adéquate du capitalisme. Même le capital impérialiste auquel le régime de l'Union nationale était si favorable avait provoqué, par ses investissements dans le secteur manufacturier, des transformations économico-sociales dont les exigences dépassaient le simple aménagement du territoire. Plusieurs forces sociales se conjuguèrent pour amorcer la révolution tranquille. Nous les analyserons en deux étapes.

I - La révolution tranquille, une première ébauche

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons donné jusqu'ici des illustrations statistiques du développement du capitalisme. Si elles indiquent l'inadéquation du duplessisme au nouveau stade du capitalisme, elles ne nous renseignent pas sur les forces sociales porteuses des transformations politiques. Nous procéderons du plus abstrait au plus concret. Nous dégagerons d'abord les lignes de forces générales pour

¹ André RAYNAULT, *La Propriété des entreprises au Québec, les années soixante*, Presses de l'Université de Montréal, 1974.

ensuite chercher à dévoiler les réalités plus complexes (et plus explicatives) des alliances de classes.

Au plan le plus général, il est évident que le monopolisme favorisait, au Québec comme ailleurs, le passage de l'État libéral à celui de l'État interventionniste : contrôle accru sur les conditions d'augmentation du taux d'exploitation, mesures de dévalorisation du capital par la création d'entreprises publiques, interventions stabilisatrices dans l'économie par la politique fiscale et les dépenses gouvernementales, mesures favorisant la réorganisation du capital non monopoliste en fonction de la mouvance du grand capital, plus grande implication de l'État dans la reproduction de la force de travail et dans la « gérance » des conflits sociaux, transformations idéologiques faisant éclater la morale et les vertus juridico-cléricales.

Nous le verrons, la révolution tranquille introduit des réformes qui touchent à l'ensemble des éléments ci-dessus mentionnés. Mais il importe auparavant de nous démarquer des analyses abstraites qui voudraient faire de ces réformes une simple adaptation de l'État québécois aux pressions externes de l'impérialisme. Certes l'impérialisme américain pèse d'un poids extrêmement lourd sur la réalité québécoise (nous l'avons souligné et nous y reviendrons), mais il ne prend sa pertinence socio-politique qu'à travers la lutte des forces sociales qu'il tente d'infléchir en fonction de ses intérêts. Nous insisterons d'abord sur la conjugaison de deux forces antagoniques - celle de la bourgeoisie canadienne et celle des masses populaires.

Les premières réformes introduites par Paul Sauvé, après la mort de Duplessis, nous indiquent l'importance de cette double pression sur l'État québécois¹. Il cherche à négocier avec le fédéral des formules permettant, notamment dans le domaine des universités, d'accepter les subventions fédérales que Duplessis refusait pour la province sous prétexte de respecter la constitution. En fait, Ottawa, depuis la guerre, favorisait à l'échelle canadienne la réorganisation des secteurs santé/bien-être et éducation. Il intervenait dans ces secteurs de juridiction provinciale soit directement en établissant ses propres programmes, soit indirectement en offrant des subventions aux provinces pour réaliser des réformes pensées au fédéral dans une perspective pancanadienne. Ainsi Sauvé accepta les subventions fédérales aux municipalités pour la mise en chantier de travaux publics permettant de combattre conjoncturellement le chômage. Il préconisa aussi l'institution d'un plan d'assurance-hospitalisation et mit en route les études préparant l'établissement d'un plan d'assurance-santé.

¹ Paul Sauvé deviendra Premier ministre après la mort de Maurice Duplessis en 1959. Il amorcera quelques réformes, mais il mourra lui-même trois mois plus tard. Il sera remplacé par Antonio Barrette, qui sera battu aux élections de juin 1960 par le Parti libéral dirigé par Jean Lesage (ancien ministre à Ottawa).

Ce sont là les premiers signes d'une transformation importante des rapports de forces au sein des classes dominantes qui se matérialisera par la prise du pouvoir du Parti libéral et la révolution tranquille. On assista en fait au renversement de la bourgeoisie non monopoliste québécoise. Cette dernière perdit la position dirigeante qu'elle s'était donnée sur la scène politique provinciale en s'appuyant sur les paysans. C'est sous l'hégémonie politique de la bourgeoisie monopoliste canadienne que s'est amorcée la révolution tranquille. Mais les « cent jours » du Premier ministre Sauvé nous fournissent une autre précieuse indication.

Le nouveau Premier ministre introduit des réformes renforçant les droits à la syndicalisation de la classe ouvrière en interdisant les congédiements et les mutations pour activité syndicale ¹. Soulignons aussi que les réformes dans le domaine de la santé sont réclamées par la Fédération des travailleurs du Québec et l'Union catholique des cultivateurs. Ce sont là deux indications du fait que les masses populaires interviennent dans les réformes de la structure politique québécoise. Les diverses analyses de la révolution tranquille ont jusqu'ici insisté presque unilatéralement sur les luttes entre les fractions des classes dominantes, comme si les classes dominées n'étaient que de purs objets des transformations politiques.

S'il ne fait aucun doute que l'État québécois reproduit le grand capital, il le fait au centre de rapports de forces au sein desquels les masses populaires tiennent une place importante. Le peuple aussi fait tomber l'Union nationale. La classe ouvrière, nous l'avons dit, mène des luttes syndicales extrêmement dures. Elle se libère de l'influence du clergé. Elle impose la nécessité d'une refonte du Code du travail. De la même façon, la petite bourgeoisie salariée s'organise syndicalement et lutte, dans les appareils idéologiques, contre l'État-patron et contre la domination de l'Église. Ainsi les enseignants du primaire et du secondaire commencèrent à exiger des salaires décents et à s'imposer de plus en plus contre un clergé omniprésent. Le syndicalisme de combat ² prend une très grande importance durant les années soixante et soixante-dix.

Le rapport des différentes fractions des classes dominantes à la classe ouvrière et aux couches inférieures de la petite bourgeoisie salariée revêtira donc une importance déterminante. C'est au prix de réformes réclamées par les organisations des masses que pourra être réalisée la révolution tranquille. Si, sous Duplessis, la bourgeoisie non monopoliste a pu s'imposer grâce à son

¹ Pour les réformes introduites par Paul Sauvé, voir Dorval BRUNELLE, *op. cit.*, p. 136 à 142.

² Voir Jean-Marc PIOTTE *Le Syndicalisme de combat*, éd. Albert Saint-Martin, Montréal, 1977. [Texte disponible dans la bibliothèque numérique, [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

rapport privilégié à la paysannerie, la bourgeoisie monopoliste canadienne rétablira son hégémonie au prix de concessions à la classe ouvrière.

Ces considérations nous permettent de jeter un premier coup d'œil sur les réformes de la révolution tranquille. Nous nous pencherons d'abord sur la politique économique, pour ensuite aborder la question des appareils idéologiques. Il nous faudra encore ici nous méfier de quelques idées reçues. Le passage à l'État interventionniste ne doit pas être analysé comme une augmentation quantitative des interventions de l'État dans l'économie. Bien au contraire, la proportion réservée à la mission économique de l'État diminue après 1960 : alors qu'elle était de 38,3% en 1951, elle n'est plus que de 34,6 % en 1961 et de 14,5% en 1971 ¹.

C'est en fait la nature même de la politique économique qui change. Il ne s'agira plus, comme à l'époque de Duplessis, de subventions ou de contrats, mais d'un ensemble d'interventions directes dans l'économie. Le premier objectif de cette nouvelle politique économique vise la dévalorisation du capital au profit des intérêts monopolistes. L'État québécois assumera cette tâche de deux façons principales : par la nationalisation de l'électricité et par la création de sociétés d'État.

La nationalisation de l'électricité illustre de façon exemplaire la nature des interventions de l'État monopoliste. L'Hydro-Québec avait été créée en 1944, mais une grande partie du réseau hydro-électrique demeurait aux mains de l'entreprise privée sous contrôle principalement canadien. Au plan strictement économique, cette nationalisation a provoqué une libération de capital qui a permis aux propriétaires de s'orienter vers des secteurs beaucoup plus rentables. En effet, le capital immobilisé dans les entreprises d'hydro-électricité ne donnait qu'un taux de rendement moyen de 4,45% en 1960. Au contraire, ce taux atteignait à la même époque 19,4 % dans le textile, 18,8% dans le pétrole, 15,1% dans l'alimentation, 43,1% dans le fer et l'acier ². On comprend pourquoi la lutte contre le projet de nationalisation fut plutôt le fait des petits actionnaires et des cadres de ces compagnies. Au contraire les 305 929 824 dollars qui furent retirés dans l'opération nationalisation ont été investis dans des secteurs beaucoup plus rentables. Ce capital permit ainsi l'affirmation de Power Corporation, trust financier devenu célèbre depuis par ses pratiques antisyndicales. L'Hydro-Québec est devenue l'une des compagnies d'hydro-électricité vendant le moins cher en Amérique du Nord, permettant ainsi un transfert de plus-value de l'État vers le grand capital.

¹ *Prospective socio-économique du Québec, première étape*, Office de planification et de développement du Québec, Québec, 1977, Sous-système économique, annexe II, p. 54.

² Carol JOBIN, *Les Enjeux économiques de la nationalisation de l'électricité*, Albert Saint-Martin, Montréal, 1978, p. 93.

On peut le constater, cette mesure ressemble fort à toutes les nationalisations qui ont été réalisées dans les États capitalistes avancés. Elle n'est pas la seule. On créa des sociétés d'État dans le domaine des richesses naturelles qui servent essentiellement à faire de l'exploration au profit du grand capital (Société québécoise d'initiative pétrolière, Société québécoise d'exploration minière...). L'État québécois se donna aussi, comme tous les États capitalistes avancés, les moyens institutionnels pour financer ses opérations : ainsi la création par l'État de régimes de retraite et de plans d'assurance (hospitalisation, santé ...) aptes à drainer l'épargne au profit des opérations de l'État. On créa en même temps l'institution chargée d'administrer ces fonds, la Caisse de dépôt et de placement. L'État québécois forma aussi des sociétés (Société générale de financement, Société de développement industriel) permettant de soutenir principalement l'entreprise non monopoliste. Nous reviendrons sur cette question extrêmement importante. Soulignons seulement ici, encore une fois, que la révolution tranquille n'innove nullement. Comme aux États-Unis, comme en Europe de l'Ouest, l'État monopoliste ne pratique pas une politique économique conduisant de façon linéaire à la disparition du capitalisme non monopoliste. L'État doit aussi tenir compte des luttes et des résistances de ce capital non monopoliste. Plutôt que de favoriser unilatéralement sa disparition, il prendra donc des mesures le poussant à la réorganisation dans le sens des intérêts monopolistes : concentration relative, innovation technologique devant être récupérée par le grand capital, utilisation de la main-d'œuvre sous-qualifiée, sous-traitance...

Le rapport entre la révolution tranquille et le monopolisme n'est donc plus à faire. Mais des transformations encore plus spectaculaires ont été réalisées dans les appareils idéologiques. Ce sont principalement les appareils touchant à la reproduction de la force de travail et à la réglementation de la lutte des classes qui sont transformés. Ces transformations sont spectaculaires à plusieurs titres. La mission santé, bien-être social et éducation compte pour 67,6% dans l'ensemble des dépenses du gouvernement québécois en 1970, alors qu'elle n'était que de 34,7% en 1945¹. Phénomène encore plus significatif, le personnel cléricale est littéralement « vidé » de ces appareils. Le ministère de l'Éducation est créé (1964), en même temps qu'on assiste à une laïcisation accélérée du personnel enseignant. De la même façon, la réorganisation du secteur santé et bien-être (assurance-hospitalisation, assurance-santé, assistance sociale) fait perdre au clergé la place prépondérante qu'il occupait dans le secteur hospitalier, la charité publique et le travail social. Encore une fois, c'est l'État et un personnel laïque qui le remplace. Comme le souligne le ministre de l'Éducation Paul Gérin-Lajoie (devenu par la suite grand commis de l'État canadien dans l'aide aux pays sous-développés, c'est-à-dire au monopole impérialiste canadien) : « Le facteur humain est le plus important

¹ À ce propos, voir Daniel LATOUCHE, « La Vraie Nature de la révolution tranquille », *Revue canadienne de science politique*, vol.VII, n°3, septembre 1974.

de tous les facteurs de production. » C'était donc là une « chose » trop sérieuse pour que le clergé continue à s'en occuper ! Il ne pouvait résoudre les nouvelles contradictions propres au monopolisme. Les effets délétères du chômage chronique, de la déqualification du travail, de la mercantilisation et de la technocratisation généralisées des rapports sociaux ne pouvaient être traités que par des spécialistes ¹.

Le rapport des classes dominantes aux masses populaires ne pouvait plus être le même. La paysannerie ne constituait plus une force sociale permettant au clergé de se maintenir en place. Les appareils devaient être transformés aussi bien dans la matérialité de l'idéologie qu'ils diffusaient que dans le personnel qui les animait. Mais, comme nous le soulignons plus haut, il ne s'agissait nullement d'un simple ajustement rationnel et fonctionnel des classes dominantes aux nouvelles réalités sociales. L'État capitaliste, même au stade monopoliste, peut prendre plusieurs formes. Ce sont les masses populaires qui ont imposé, par leurs luttes, la radicalité et la rapidité de ces transformations. Ainsi les luttes syndicales dans le domaine hospitalier et dans le secteur scolaire ont lourdement ébranlé l'édifice clérical. De même, les grèves de la classe ouvrière ont forcé l'État, en 1964, à adopter un nouveau Code du travail qui tranchait avec les pratiques duplessistes. Le droit de grève est accordé aux employés du secteur public et para-public. Le nouveau code libéralise les relations de travail et accorde des conditions plus favorables à la syndicalisation. Quoiqu'il soit hasardeux de faire des comparaisons, en ce domaine plus que dans tout autre, on peut quand même dire que les travailleurs québécois ont réussi à imposer une libéralisation permettant de comparer le Code du travail, dans ses réglementations fondamentales, à celui de la plupart des pays capitalistes avancés.

Cette première ébauche aura permis de constater la profondeur et l'envergure des réformes réalisées ou initiées durant la révolution tranquille. Alors que, de 1867 à 1960, trente-neuf nouvelles institutions gouvernementales avaient été créées (ministères, conseils, régies, entreprises, tribunaux administratifs), il en fut créée quarante-neuf de 1960 à 1970 ². L'analyse reste cependant encore trop générale. Tentons d'aller plus à fond dans la réalité des alliances de classes. Car, jusqu'ici, nous n'avons guère fait plus que d'illustrer comment l'État québécois se donne le visage de l'État interventionniste. Si le

¹ Si le clergé perd la direction et ne fournit plus le personnel de ces appareils, son influence n'en est pas pour autant complètement annihilée. L'école québécoise demeure confessionnelle et l'épiscopat, en participant au Conseil supérieur de l'éducation, organisme privilégié de consultation du ministère, joue un rôle non négligeable dans la définition idéologique de l'éducation. Le poids de sa présence se fait encore sentir dans le secteur hospitalier. L'influence cléricale n'est sans doute pas étrangère, pour ne prendre qu'un exemple, aux freins que les hôpitaux francophones opposent à la libéralisation de l'avortement. Il reste néanmoins que l'Église a perdu le rôle prépondérant qu'elle tenait depuis 1840 dans la reproduction des rapports sociaux. La morale chrétienne est remplacée par celle de l'efficacité technocratique et de la promotion nationale.

² Voir Daniel LATOUCHE, art. cité.

rythme de la transformation est rapide, l'interventionnisme québécois n'est pas exceptionnel, loin de là. Ainsi, en 1974, les entreprises publiques comptaient pour 12,8% de la formation brute du capital fixe au Québec ; en 1968, la part des entreprises publiques était en France de 18,6%, au Japon de 11,7%, en Suède de 26,1%, au Canada de 12% et en Grande-Bretagne de 33,6% (1966). Si l'on excepte les États-Unis avec 2,7%, on constate que le Québec ne fait pas figure de pionnier ¹ !

II - La révolution tranquille revisitée

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons jusqu'ici insisté sur le capital monopoliste et les masses populaires. Nous avons souligné que le Parti libéral, en prenant le pouvoir, permet de réaffirmer au Québec l'hégémonie politique de la bourgeoisie monopoliste canadienne au prix de concessions à la classe ouvrière et aux couches inférieures de la petite bourgeoisie salariée. Il nous reste maintenant à scruter les transformations survenues au sein de la bourgeoisie non monopoliste québécoise.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que le parti de l'Union nationale, jusqu'en 1960, pouvait être considéré comme le parti de la bourgeoisie non monopoliste québécoise. Tout en favorisant l'emprise impérialiste et en pratiquant une politique antagonique face à la bourgeoisie canadienne, le duplessisme soutenait la petite entreprise non monopoliste reliée au marché local. La petite bourgeoisie traditionnelle jouait tout naturellement le rôle de classe régnante dans un tel contexte, le capital autochtone se spécialisant dans des entreprises dépassant rarement deux cents employés et n'étant, dans plusieurs cas, que de type quasi artisanal (de cinq à dix employés). La pratique duplessiste s'était d'ailleurs imposée contre les progressistes de l'Action libérale nationale, désirant une intervention dans l'économie fort semblable à ce que la révolution tranquille mettra en oeuvre. Ce dernier projet politico-économique ne pouvait, cependant, reposer alors sur une base sociale assez importante pour être porté à terme. C'est le petit capital personnalisé et localisé qui fut soutenu en rapport avec la paysannerie et la petite bourgeoisie traditionnelle.

¹ *Prospective socio-économique.... op. cit.*, Sous-système économique, annexe 8, pp. 8-9.

Les pressions se firent cependant de plus en plus fortes, exigeant l'intervention de l'État dans le but de protéger et de permettre l'affirmation du capital non monopoliste québécois. L'industrialisation rapide d'après-guerre faisait éclater le marché local et mettait en péril les petites et moyennes entreprises « personnalisées ». Le capital non monopoliste québécois devait donc être réorganisé, l'unanimité était presque totale. La Chambre de commerce de la province de Québec (C.C.P.Q.) reprit alors les idées des années trente en créant le Conseil d'orientation économique (C.O.E.Q.) et en demandant, en 1957-1958, qu'il soit placé sous l'égide de l'État. Elle exigea en même temps que le gouvernement provincial effectue une planification indicative de l'économie¹. La Société Saint-Jean-Baptiste (S.S.J.B.) elle-même, lieu saint du nationalisme québécois, créait le Conseil d'expansion économique. C'était déjà l'indice, sous l'unanimité apparente, de la présence d'une double problématique: la C.C.P.Q. représentant des intérêts québécois davantage reliés au capital canadien (et au Parti libéral) que ceux défendus par la S.S.J.B.

Le projet était clair : il s'agissait de réorganiser le capital non monopoliste en fonction des nouvelles réalités imposées par le capital monopoliste. Plus concrètement, comme le montre Dorval Brunelle, on vivait la nécessité 1) de centraliser l'épargne au niveau provincial ; 2) de concentrer le capital dans des entreprises regroupées 3) de se servir de l'État québécois pour accélérer ce double mouvement de centralisation-concentration. Il s'agissait de créer une base intégrée d'accumulation (bancaire et industrielle) permettant au capital non monopoliste québécois de se recycler. Des regroupements s'effectuèrent, principalement dans le domaine du capital-argent (Corpex, Roynat) ; les caisses populaires Desjardins s'affirmèrent. Mais il fallait l'intervention de l'État.

En créant le Conseil d'orientation économique comme organisme d'État en 1961, le Parti libéral créait un lieu privilégié d'intervention pour la bourgeoisie non monopoliste dans l'appareil d'État. La lutte ne faisait que commencer. Le C.O.E.Q. avait pour mandat d'élaborer un «plan d'aménagement économique» et de conseiller le gouvernement sur le plan économique. On planifia peu, mais on pensa beaucoup et on agit assez pour faire mûrir les contradictions. Voyons d'abord comment la présence de la bourgeoisie non monopoliste québécoise se fait sentir au cœur même de la politique économique de la révolution tranquille.

La nationalisation des compagnies d'électricité illustre comment l'ensemble de la politique économique de la révolution tranquille ne peut être analysé de façon univoque. On l'a vu, cette nationalisation sert les intérêts du capital monopoliste canadien en lui permettant d'investir dans des secteurs plus rentables et ceux du capital américain qui prêtera les capitaux. L'ensemble de

¹ Dorval BRUNELLE, *op. cit.*, p. 104.

la bourgeoisie monopoliste profitera aussi du faible coût de l'énergie produite par l'Hydro-Québec. Mais toute l'opération de la nationalisation, qui nécessita une élection en 1962, fut placée sous le slogan nationaliste « maîtres chez nous ». La nationalisation était présentée comme un symbole de la libération économique des Québécois. René Lévesque, appuyé entre autres par Jacques Parizeau (actuel ministre québécois des Finances), fut le premier homme politique à lier d'une façon cohérente l'idéologie technocratique et l'idéologie nationaliste. Comme il se plaisait à le dire à l'époque, il fallait changer la « vieille tuyauterie » du système et promouvoir la libération économique des Québécois. C'était là indiquer la possibilité d'une alliance entre certaines fractions du capital monopoliste et des éléments importants du capital non monopoliste. C'était aussi annoncer l'âpreté des luttes à venir. Mais, à court terme, tout le monde ou presque semblait y trouver son compte. Des Canadiens français occupaient la place du capital dans l'importante société d'État qu'était devenue l'Hydro-Québec : « La bourgeoisie québécoise parvint à profiter de 30 à 35 % des achats totaux de l'Hydro-Québec en 1964 ¹. »

De la même façon, la Caisse de dépôt et de placement, qui fut créée pour soutenir financièrement les opérations du gouvernement, en s'alimentant principalement de l'argent accumulé par le régime des rentes, pouvait aussi soutenir l'entreprise privée. Ainsi la loi lui permit de consacrer 30% de ses actifs à l'achat d'actions en bourse. Certains des promoteurs de la Caisse de dépôt et de placement y voyaient la possibilité de soutenir la présence de la bourgeoisie québécoise dans le domaine bancaire et boursier, et aussi, quoique secondairement, dans le domaine industriel.

Le soutien à l'entreprise fut, cependant, principalement confié à la Société générale de financement (S.G.F.). Celle-ci devait assister le capital non monopoliste québécois qui avait de la difficulté à se financer auprès des banques et qui résistait mal à la concurrence. On commença donc à soutenir ce qu'on appelle sous un terme ambigu les P.M.E. On se rendit, toutefois, rapidement compte qu'il ne suffisait pas de « rescaper » à l'aveuglette des entreprises éparses qui avaient peu d'avenir. Tout en continuant à tenter de freiner le mouvement de disparition en chaîne de la petite et de la moyenne entreprise, on décida de favoriser surtout la concentration. Ainsi l'on tenta, sans succès véritable, durant cette première phase de l'histoire de la S.G.F. qui s'étend jusqu'en 1972, de créer trois complexes industriels dans le domaine de la métallurgie (Marine Industries-Forano-Volcano), du bois (Sogefor-Maki-Dubé) et de l'industrie alimentaire (Stuart-David Lord) ². Il ne s'agissait donc pas d'aider indistinctement la petite entreprise personnalisée, privilégiée par le régime Duplessis (celle qui emploie de cinq employés à environ deux cents).

¹ Carol JOBIN, *op. cit.*, p. 114.

² Voir les *Rapports annuels de la Société générale de financement*, gouvernement du Québec.

Au contraire, il fallait favoriser le développement de grosses entreprises qui, sans être des monopoles : 1) compteraient un nombre plus important d'employés (de deux cents à cinq cents, par exemple) ; 2) feraient appel à du capital-actions en bourse ; 3) susciteraient l'innovation technologique ; 4) et, cela va de soi, s'orienteraient vers l'exploitation intensive du travail (plus-value relative)¹. Mais, durant cette première phase, la S.G.F. demeurait écartelée entre sa mission de récupération d'entreprises non rentables et sa volonté de réorganiser ce capital en le concentrant et en l'adaptant aux transformations exigées par les tendances nouvelles du capital monopoliste. Cette situation se refléta sur le taux de rendement de la S.G.F., qui fut très bas durant les cinq premières années de son existence.

On sentit donc le besoin, au début des années soixante-dix, de réorganiser l'intervention de l'État. Le simple sauvetage n'était manifestement pas rentable. La S.G.F. cessa d'abord de faire appel à du capital privé. Elle fut complètement étatisée, ce qui permit de rendre plus cohérente l'opération de restructuration. La S.G.F. cessa de soutenir le petit capital peu rentable. Elle se spécialisa dans l'aide aux entreprises présentant des garanties de rentabilité et favorisa la concentration et l'innovation. Toute la politique gouvernementale d'aide aux P. M. E. tout en ne délaissant pas complètement les secteurs traditionnels, s'orienta prioritairement dans le sens de la réorganisation du capital non monopoliste. Ainsi le rapport du Comité interministériel sur les investissements étrangers² insiste-t-il pour orienter le capital québécois vers l'innovation technologique. Mais une seule citation ici vaudra mieux que plusieurs paraphrases : « L'efficacité d'une telle politique de mutation structurelle tient en quelque sorte à une simultanéité d'interventions visant, d'une part, les activités qu'on est susceptible de faire naître dans le sillage des entreprises étrangères et, d'autre part, les orientations qu'on doit signaler aux entreprises autochtones, principalement de petite et de moyenne taille, et les assistances qu'on doit leur accorder pour rendre l'innovation possible chez elles et assurer leur pénétration dans les marchés en fonction, entre autres, des possibilités ouvertes par le secteur étranger³. » Le programme est limpide. Il faut réorganiser le capital non monopoliste en fonction des besoins d'innovation technologique du capital monopoliste. En employant un langage moins direct, le rapport affirme qu'une grande partie de l'innovation à l'ère des monopoles est réalisée par le capital non monopoliste avant d'être intégrée par le grand capital. Il faudra donc au Québec, comme aux États-Unis et en France, orienter la bourgeoisie non monopoliste vers l'innovation

¹ Beaucoup de documents gouvernementaux vont dans le même sens au début des années soixante-dix. Voir, entre autres, *Une politique économique québécoise*, rédigé sous la direction de Jean-Paul Vézina, ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, 1974.

² *Le Cadre et les Moyens d'une politique québécoise concernant les investissements étrangers*, gouvernement du Québec, 1974.

³ *Ibid.*, p. 55.

technologique à partir d'entreprises leaders (ainsi l'exemple des motoneiges Bombardier).

Cette opération sera réalisée, comme on le souligne pudiquement, dans le « sillage » des entreprises étrangères. La vocation édictée aux P. M. E. les plus grosses, les plus rentables et les plus innovatrices est donc de se placer dans le giron du grand capital : 1) soit comme sous-traitantes, 2) soit comme innovatrices occupant provisoirement des secteurs pas assez rentables pour les monopoles. Mais il faut aussi « donner des idées » au capital autochtone. On poussera ainsi les entreprises monopolistes à engager le plus d'autochtones possible. Ils y apprendront, espère-t-on, le know-how utile à l'intégration harmonieuse du capital non monopoliste au capital monopoliste, c'est-à-dire que les « élites économiques locales » apprendront à mieux s'intégrer dans la chaîne impérialiste. Pour « instruire » le capital autochtone, on crée aussi le Centre de recherche industrielle du Québec (C.R.I.Q.) qui lui permettra de s'engager plus résolument dans le sens de l'innovation.

Mais cette transformation des buts de la S.G.F. ne signifia pas l'abandon total des autres P.M.E. C'est la Société de développement industriel (S.D.I.) qui se spécialisera dans l'appui aux P. M. E. destinées au marché local et à celles, les plus vulnérables, qui, tout en pouvant atteindre une taille assez importante, sont engagées dans des secteurs traditionnels (textile). En même temps qu'elle favorise la fusion et l'innovation technologique, la S.D.I. subventionnera donc plusieurs P.M.E. de moins de deux cents employés, continuant en cela l'opération « rescapage » d'entreprises ne pouvant se financer auprès des banques. Ce type d'aide de la S.D.I. est considéré comme appui de dernier recours pour éviter la faillite et la vente des entreprises à des intérêts étrangers.

À cette liste on peut ajouter des organismes comme Rexfor (Société de récupération et d'exploitation forestière), qui soutient aussi les P.M.E., et comme Sidbec, entreprise nationalisée en 1964 visant à fournir de l'acier à des prix compétitifs à l'industrie québécoise. Sans être exhaustif, ce survol nous aura permis d'introduire une troisième réalité dans le complexe des rapports de forces agissant au cœur de la révolution tranquille et de ses séquelles. Mais la prise en considération de la bourgeoisie non monopoliste et des appareils qui visent à la soutenir à côté du capital monopoliste fait beaucoup plus qu'introduire une autre « variable ». Elle nous permet d'entrer au cœur même des contradictions entre les fractions des classes dominantes. Car si la nécessité de soutenir le capital autochtone était reconnue de tous, deux « problématiques » s'opposèrent presque aussi vite qu'elles s'étaient unies pour faire la révolution tranquille.

Nous venons de le voir, le Parti libéral représente le capital monopoliste sous l'hégémonie politique de la bourgeoisie canadienne. Mais, comme tous

les partis bourgeois, il n'établit cette hégémonie qu'à travers des alliances complexes entre les différentes fractions du capital. Ainsi cette hégémonie n'empêche nullement la domination impérialiste américaine. Elle ne peut non plus s'affirmer sans « faire une place » au capital non monopoliste québécois. On l'a vu, la bourgeoisie non monopoliste exigeait des transformations politiques. Elle ne pouvait les réaliser par l'intermédiaire de l'Union nationale. L'appui que ses éléments les plus dynamiques donnèrent au Parti libéral lui permit donc d'influer sur la politique économique de la révolution tranquille. Le Parti libéral doit donc reconnaître son existence et mettre de l'avant des politiques servant ses intérêts. La question nationale sera d'ailleurs, dès le départ, un indice de la présence politique de la bourgeoisie non monopoliste.

Il sera, cependant, très rapidement manifeste que c'est dans la soumission au capital monopoliste canadien que le Parti libéral consentira à défendre certains des intérêts du capital non monopoliste québécois. Le Parti libéral imposera donc des limites importantes au soutien qu'il apporte à ce capital. Les exemples sont nombreux. Dès 1964, il devient clair que le Parti libéral se scinde en deux tendances : l'une, majoritaire, considère que les principales réformes ont été réalisées ou sont en voie de réalisation et qu'il faut consolider les acquis ; l'autre, minoritaire, veut poursuivre la révolution tranquille et quittera le parti en 1968 pour former le Mouvement Souveraineté-Association, puis le Parti québécois. Il ne s'agit nullement, bien sûr, d'une opposition entre des tièdes et des radicaux. Ce sont des intérêts de classe qui s'opposent et tentent mutuellement de se subordonner, sinon de se suborner.

Nous ne prendrons que trois exemples. À eux seuls, ils crèvent les yeux. Dès la création du C.O.E.Q., même si cela passa presque inaperçu, les forces dirigeantes du Parti libéral annoncèrent leur couleur. Sa création, on l'a vu, avait été réclamée par la bourgeoisie québécoise. Mais, parmi les premiers membres du C.O.E.Q., on note la présence d'un membre de l'exécutif de la Chambre de Commerce du Canada. Quoique très minoritaire, il n'était sans doute pas là pour faire des discours nationalistes ! Mais beaucoup plus instructive aura été la triste aventure du C.O.E.Q. Si ce dernier inspira la création d'organismes comme la S. G. F., il ne réussit pas à élaborer la planification tant souhaitée. Il n'obtint jamais les pouvoirs nécessaires pour réaliser un plan. Ainsi son président, dans un texte désormais célèbre, se plaignit-il du fait qu'il ne pouvait obtenir des différents ministères les données nécessaires à l'élaboration d'un plan¹. C'était là l'indice d'une lutte rangée au sein de l'appareil d'État. Roland Parenteau expliqua aussi les échecs du C.O.E.Q. par l'existence d'un conflit ouvert avec Ottawa. Le gouvernement fédéral favorisait en effet la centralisation de la vie économique québécoise autour de Montréal. Il cherchait par là à servir prioritairement les intérêts du capital

¹ Roland PARENTFAU, « L'Expérience de la planification au Québec (1960-1969), *L'Actualité économique*, n° 4, janvier-février 1970, pp. 679-696.

monopoliste en favorisant la politique habituelle de métropolisation-satellisation. Ainsi, selon Ottawa, le développement économique québécois devait se faire à partir de l'axe New York–Toronto–Montréal, cette dernière ville constituant le pôle de développement économique québécois aux dépens de l'arrière-pays ¹. Au contraire, le C.O.E.Q., attentif aux intérêts non monopolistes, par définition plus dispersés sur le territoire, cherchait à imposer une décentralisation économique redonnant vie aux différentes régions du Québec. C'est la problématique fédérale qui s'imposa. Une importante tentative d'aménagements économiques de l'est du Québec (B.A.E.Q.) se solda par un échec lamentable, les potentats locaux se liant à Ottawa pour faire achopper la réorganisation économique de la région ².

Le C.O.E.Q. disparut en 1968 et fut remplacé par un simple appareil administratif, l'O.P.D.Q. L'histoire de la Caisse de dépôt et de placement présente autant d'intérêt. Sa création même ne peut être comprise sans prendre en considération les particularités mêmes de la structure politique canadienne. C'est après avoir refusé d'adhérer au Canada Pension Plan que l'État québécois créa son propre régime des rentes et la Caisse de dépôt et de placement chargée d'en gérer les fonds. En soi, cette opération permit de mettre le gouvernement du Québec à l'abri des pressions indues du milieu financier, au moins sur de courtes périodes, en lui assurant une source stable de capitaux. Elle provoque aussi, objectivement, l'affaiblissement de l'État canadien et de la bourgeoisie monopoliste canadienne puisqu'elle contribue à décentraliser le capital financier.

La Caisse de dépôt et de placement renforce donc l'État du Québec et l'importance du capital-argent qu'elle centralise aurait pu servir à soutenir de façon importante la bourgeoisie québécoise. Tout un discours nationaliste faisait d'ailleurs de celle-ci un instrument privilégié pour renforcer la place des Québécois dans le secteur financier. Mais elle n'a pas joué, loin de là, le rôle que ces derniers auraient voulu lui voir tenir. Si elle est rapidement devenue l'un des plus importants détenteurs d'actions au Canada, elle est loin d'avoir servi comme elle l'aurait pu le capital québécois.

Ainsi elle n'a que très peu soutenu la présence québécoise dans le secteur financier. Bien au contraire, elle s'est dirigée vers les fiefs bancaires canadiens ; elle est devenue, par exemple, un actionnaire important de la Banque

¹ LOUIS GILL, « Croissance et asservissement », *Socialisme québécois*, n° 23, 1972.

² Pour ne donner qu'un seul exemple, le B.A.E.Q. voulait créer des centres régionaux en y attirant une main-d'œuvre le plus souvent sans travail, mais dispersée sur l'ensemble du territoire. En même temps, le gouvernement fédéral subventionnait la même population pour qu'elle se déplace vers Montréal ! Soulignons aussi que Parenteau se plaignait du fait qu'il était difficile de planifier une économie si fortement dominée par le capital étranger. Mais, comme on le verra plus loin, les effets négatifs de la présence impérialiste ne constituent pas davantage un thème de prédilection pour la majorité des nationalistes que pour les fédéralistes.

royale, de la Banque de Nouvelle-Écosse, de la Banque de Montréal et de la Banque Toronto Dominion. C'était donc contribuer au financement de la bourgeoisie monopoliste canadienne dans le secteur bancaire. Elle a soutenu Power Corporation, entreprise monopoliste canadienne même si son président est un francophone. Elle possède des actions dans des monopoles canadiens comme l'Alcan, Bell Canada et Domtar. Bien sûr, elle a aussi soutenu marginalement la bourgeoisie québécoise (Bombardier, Banque d'épargne, Banque provinciale, Provigo... ¹). Mais il est évident que, sous les libéraux, elle n'a pas joué le rôle qu'auraient voulu lui voir exercer les nationalistes : servir de pôle financier permettant de renforcer la bourgeoisie autochtone.

La Caisse de dépôt et de placement a donc eu un rôle relativement passif face au soutien des P.M.E. québécoises. Elle a d'ailleurs investi moins que la loi ne le lui permettait dans l'achat d'actions en bourse. De la même façon, c'est en se rangeant du côté du capital monopoliste que le Parti libéral refusa que l'on donne suite à un projet de création d'une compagnie pétrolière d'État intervenant dans le domaine de la distribution de l'essence et de l'huile à chauffage. Il préféra que Soquip s'en tienne à son travail d'exploration à l'entier profit du grand capital. C'est donc dans les limites imposées principalement par la bourgeoisie monopoliste canadienne que le Parti libéral servit aussi les intérêts de la bourgeoisie non monopoliste québécoise durant la révolution tranquille.

III - Une scission dans un ciel orageux

[Retour à la table des matières](#)

L'équipe du tonnerre, comme la propagande libérale avait proclamé les têtes d'affiche du parti aux élections de 1960, ne résista pas à l'échec de 1966 aux mains de l'Union nationale. Des signes avant-coureurs de cette scission existaient d'ailleurs depuis le début du régime, à la surface même de la vie politique. Jean Lesage, leader du parti, était présenté comme l'homme pouvant le mieux réussir à faire travailler ensemble des personnalités fortes : c'était une équipe explosive. Elle explosa !

¹ Voir, à ce propos, Yves BÉLANGER, *La Caisse de dépôt et de placement du Québec*, texte ronéotypé, département de science politique, Université du Québec à Montréal, 1977.

Le Parti libéral perdit le pouvoir en 1966. Deux tendances s'étaient nettement affirmées dans ce parti : ceux qui voulaient poursuivre les réformes, et la majorité croyant que l'essentiel des transformations politiques avait été réalisé. À l'extérieur du Parti libéral s'étaient organisés les indépendantistes. En recueillant environ 10% des suffrages, ils contribuèrent à la défaite des libéraux. L'Union nationale s'empara du pouvoir, avantagée par une carte électorale favorisant les milieux ruraux, alors qu'elle n'obtint que 40% du vote comparativement à 47% pour les libéraux. L'Union nationale était en fait un parti en déclin et le « hasard » de sa victoire ne l'empêcha pas de devenir un parti marginal à partir de 1970, alors que les libéraux la supplantèrent de nouveau. Durant ces quatre années de pouvoir et encore aujourd'hui, l'Union nationale n'en finit plus de se chercher une vocation spécifique entre le fédéralisme et le souverainisme. Mais, en tant qu'il représente les secteurs capitalistes les plus traditionnels et à vocation principalement locale, ce parti est voué à la marginalisation, sinon à la disparition. En 1966, il continua avec plus ou moins de cohérence la politique libérale ¹.

De 1966 à 1976 donc, l'Union nationale et le Parti libéral apportèrent une « dernière touche » aux transformations de l'appareil politique québécois. Ainsi fut achevée la réforme du secteur santé et bien-être. Mais c'est l'affirmation complète du technocratisme et l'accentuation de l'aspect répressif de l'État autoritaire qui seront la marque de ces régimes. Les rapports avec le mouvement syndical changent radicalement. Les hommes politiques se donnent des airs de gestionnaires. L'heure est à la répression du mouvement syndical et du mouvement nationaliste l'armée, en 1970, contre le mouvement nationaliste les décrets à la chaîne pour restreindre le droit de grève ; l'affirmation du pouvoir de l'exécutif aux dépens du législatif... Et, bien sûr, une soumission presque aveugle au gouvernement fédéral.

Pendant ce temps s'organisait le Parti québécois (P.Q.). Après l'échec libéral de 1966, René Lévesque, à la tête d'un groupe de libéraux dissidents, forma le Mouvement Souveraineté-Association et regroupa ensuite les

¹ L'Union nationale se chercha désespérément des assises politiques plus solides que celles que lui assurait sa base historique principale. Si, comme nous le dirons plus bas, elle pratiqua une politique qui l'inscrivit, en dernière analyse, dans le sens de l'affirmation de l'État autoritaire, elle tenta de se lier au mouvement nationaliste. Elle voulut aussi continuer à s'appuyer sur le petit capital personnalisé. Ainsi proclama-t-on, dans le discours du trône en 1969, la nécessité de « valoriser davantage la fonction du chef d'entreprise » (Dorval BRUNELLE, *op. cit.*, p. 173). On affirma même que Daniel Johnson, brillant chef politique de cette formation, était un indépendantiste déguisé. Chose certaine, l'ambiguïté et les hésitations du régime qui s'expliquent par la précarité de sa base sociale inspirèrent beaucoup de crainte dans les milieux financiers. On décida donc de l'encadrer en le forçant à créer, en 1969, le Conseil général de l'industrie (C.G.I.). Ce dernier fut composé par des représentants du capital monopoliste étranger et canadien, bancaire et industriel, et par le capital non monopoliste québécois relié au capital monopoliste canadien. Sur le C.G.I., voir Hélène OSTIGUY, *Une analyse des rapports entre l'économie et le politique au moment de la révolution tranquille*, thèse de maîtrise, Université de Montréal, 1974.

différents mouvements et formations politiques indépendantistes dans le Parti québécois. Ce parti préconise la souveraineté politique du Québec et une association économique s'inspirant des expériences du Marché commun. L'analyse du caractère de classe du Parti québécois est devenue une question centrale dans la littérature de gauche. L'importance du problème résulte de la nature même d'un parti fonctionnant à l'idéologie nationaliste. Plusieurs thèses ont été avancées. Nous ne reviendrons pas sur l'ensemble des tentatives visant, par exemple, à faire du P.Q. un parti de la petite bourgeoisie¹. Elles s'inscrivent dans la tradition historiographique et sociographique que nous avons déjà critiquée, tendant à nier l'existence d'une bourgeoisie spécifiquement québécoise (voir chapitre 2). Nous ne retiendrons ici, pour les besoins de l'énoncé, que la thèse faisant du P.Q. un parti de la petite bourgeoisie technocratique². Cette thèse repose en fait sur une observation empirico-impressionniste de la scène politique québécoise. Un observateur attentif de la vie politique pouvait en effet, à l'époque de la formation et de l'organisation du Parti québécois, déceler deux phénomènes significatifs : 1) le leadership exercé par des éléments appartenant ou ayant appartenu aux hauteurs de la bureaucratie ; 2) l'importance du soutien accordé à ce parti par la petite bourgeoisie salariée des secteurs privés et (surtout) publics où se recrutent une grande partie des militants péquistes. Cette problématique oscille en fait, sans trancher véritablement, entre deux positions : l'une considérant la bureaucratie québécoise, en tant que catégorie sociale, comme une force sociale autonome ; l'autre faisant du P.Q. un parti de la petite bourgeoisie salariée, mais considérant que *l'ensemble du personnel d'État* fait partie de cette classe.

Si la thèse a l'avantage de toucher du doigt une réalité, d'où son succès relatif, elle demeure inadéquate. Elle permet cependant d'attirer l'attention sur les hauteurs de la bureaucratie et sur la petite bourgeoisie. Retenons d'abord le premier aspect. Le Parti québécois est fondé et il sera dirigé par certains des principaux animateurs de la révolution tranquille appartenant aux sommets de l'appareil d'État québécois. Nous ne prendrons ici que les exemples des hommes qui occupent les trois postes clés dans le gouvernement actuel. René Lévesque, premier ministre, a été ministre libéral durant la révolution tranquille : il fut l'idéologue principal de la nationalisation de l'électricité et de la création de Sidbec ; après avoir été ministre des Richesses naturelles, il est devenu ministre du Bien-être social, secteur clé touchant à la reproduction de la force de travail et aussi à la création de régimes étatiques d'assurances permettant de drainer l'épargne des Québécois. Il a déclaré durant les années soixante : « Il ne s'agit pas de tout étatiser, loin de là. Il s'agit simplement d'avoir un secteur public qui soit assez cohérent, assez solide, pour nous

¹ Voir, entre autres, Denis MONIÈRE, *op. cit.* ; et Jorge NIOSI, « La Nouvelle Bourgeoisie canadienne française », *Les Cahiers du socialisme*, n° 1, Montréal, 1978.

² Voir BOURQUE, DOSTALER et RACINE, « Pour un mouvement socialiste et indépendantiste », *Partis pris*, vol. V, n° 8, 1968 ; et BOURQUE et LAURIN-FRENETE, « La Structure nationale québécoise », *Socialisme québécois*, n° 21-22, avril 1971.

donner une épine dorsale du développement économique [qui nous appartient et soit déterminante]. Même l'Italie [...] a ça. L'I.R.I. est aujourd'hui l'épine dorsale du développement phénoménal de l'Italie. Ça n'empêche pas les intérêts privés ou les investissements étrangers. Mais ça donne un mécanisme fondamental de développement qui appartient à la collectivité ¹. » Jacques Parizeau, ministre des Finances, a été membre du premier conseil d'administration de la Caisse de dépôt et de placement ; il a été l'un des principaux conseillers économiques de tous les Premiers ministres québécois durant les années soixante. Il a déclaré : « Au Québec, il faut faire intervenir l'État. C'est inévitable. C'est ce qui nous donne une allure plus à gauche. Si nous avions au Québec vingt-cinq entreprises Bombardier et si nous avions des banques très importantes, la situation serait peut-être différente ². » Claude Morin, ministre des Affaires intergouvernementales, a été, jusqu'à ce qu'il adhère au Parti québécois, l'un des technocrates les plus importants de l'État québécois dans ses relations avec Ottawa. Il a récemment tenu à rassurer Washington en affirmant qu'un Québec souverain demeurerait à l'intérieur de l'O.T.A.N.

Le Parti québécois est dirigé par des éléments appartenant aux sommets de la bureaucratie de l'État. Au Québec comme ailleurs, ces éléments (ministres, hauts fonctionnaires, dirigeants des entreprises de l'État) appartiennent à la bourgeoisie. Seraient-ils les seuls éléments bourgeois animant un parti globalement petit-bourgeois, ou encore constitueraient-ils le leadership d'un mouvement faisant fonctionner la catégorie sociale qu'est la bureaucratie québécoise en tant que force sociale autonome ? Nous ne croyons ni à la première thèse, à laquelle s'apparente d'ailleurs celle présentant le P.Q. comme le parti des agents de la techno-structure ³, ni à la seconde qui noie la réalité des contradictions de classes dans un magma petit-bourgeois. Mais, pour démêler l'écheveau il nous faudra : 1) analyser les -caractéristiques principales de la bourgeoisie québécoise) ; 2) considérer le programme du Parti québécois et ses réalisations depuis qu'il a pris le pouvoir le 15 novembre 1976. Il nous sera alors possible, mais alors seulement, d'envisager les rapports et les alliances de classes.

¹ Cité dans Carol JOBIN, *op. cit.*, pp. 115-116.

² Cité par Pierre FOURNIER, « Projet national et affrontement des bourgeoisies québécoise et canadienne », dans *La Chance au coureur*, Nouvelle Optique, Montréal, 1978, p. 49.

³ Arnaud SALES, « Vers une techno-bureaucratie d'État », dans *La Chance au coureur*, *op. cit.*

a) Oui, oui... une bourgeoisie à « nous autres » !

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons insisté sur l'existence d'une bourgeoisie québécoise, c'est-à-dire d'une bourgeoisie dont la base d'accumulation bancaire et industrielle est centrée au Québec. Nous avons indiqué aussi que cette bourgeoisie était majoritairement francophone et non monopoliste. Il nous faut aller plus loin dans l'analyse.

Il importe d'abord d'insister sur le caractère protéiforme de cette bourgeoisie. Nous parlons, cela doit être clair, d'une bourgeoisie régionale qui, par définition, n'atteint pas le degré d'intégration d'une bourgeoisie nationale. Elle est donc éparse sur le territoire et, souvent, son rayonnement ne dépasse pas les niveaux local et régional. De plus, et c'est d'abord le trait qui nous intéresse, elle se donne sous des visages trompeurs ; son capital juridiquement privé n'est pas toujours coté en bourse ; ce capital se présente souvent sous une forme publique (société d'État) ou collective (coopérative). C'est pourquoi d'ailleurs, si l'on n'y prend pas garde, elle peut passer si facilement inaperçue.

Nous tenterons de dresser un tableau des principales lignes de forces de ce capital. Établissons d'abord de façon encore plus claire l'importance de la bourgeoisie non monopoliste dans le secteur manufacturier. Il y avait au Québec, en 1973, environ 3 000 établissements de moins de cinq employés (soit 29%) ; 6 500 établissements comptant de cinq à deux cents employés (soit 66%) ; 376 de deux cents à cinq cents employés (soit 4%) et 151 de cinq cents employés et plus (soit 1%). Les entreprises de cinq à deux cents employés contribuent pour 40% de la valeur ajoutée, comparativement à 59% pour les entreprises de plus de deux cents employés¹. Il est encore plus intéressant de constater l'importance relative des petites et moyennes entreprises au Québec. Ainsi, il y a trois fois moins d'établissements de plus de mille salariés au Québec qu'en Ontario². Mais, et ceci nous semble très important, entre 1959 et 1969 ce sont les établissements de cinquante à cinq cents employés qui augmentent au détriment des plus petits (moins de cinquante) et des plus grands (plus de cinq cents). Ainsi les seuls établissements à augmenter leur nombre durant la période sont ceux de cinquante à deux cents salariés, qui regroupent 26,9% de la main-d'œuvre en 1969 comparativement à 24,3 % en 1959, et ceux qui en comptent de deux cents à

¹ *Prospective socio-économique...*, op. cit., annexe 6, pp. 18-19.

² *Ibid.*, annexe 5, p. 2.

cinq cents, qui emploient 19,4% de l'ensemble de la main-d'œuvre comparativement à 17,2% en 1959 ¹. Notons ici, pour éviter toute ambiguïté, que les chiffres fournis jusqu'ici recouvrent bien les établissements et non les entreprises qui peuvent compter plusieurs unités (même lesdites P.M.E.).

Après avoir établi l'importance particulière des entreprises de moins de cinq cents employés au Québec, il ne sera pas sans intérêt de tenir compte de la place des francophones. À ce titre, « le Conseil d'expansion économique de Montréal estime qu'en 1971, dans le domaine de l'industrie manufacturière, les francophones québécois contrôlent 72% des petites entreprises, 40% des entreprises qui emploient de cinquante à cent employés, 31% du nombre d'entreprises embauchant de cent un à cinq cents travailleurs ² ». On peut donc soutenir, en tenant compte des chiffres donnés plus haut sur la répartition des établissements en 1973, que les francophones contrôlent plus de 50% des établissements de moins de cinq cents employés.

Ces établissements de moins de cinq cents travailleurs étant le plus souvent l'indice d'un contrôle non monopoliste et d'un rayonnement local ou régional, cette première approche nous aura permis de confirmer que la bourgeoisie québécoise est majoritairement non monopoliste et francophone. Nous allons maintenant nous attacher à ses éléments les plus dynamiques. Nous devons d'abord constater la très grande importance d'un capital qui ne prend pas l'aspect d'un capital privé.

Le mouvement coopératif d'abord. Sa présence est très importante dans le domaine bancaire et agro-alimentaire. Ainsi, avec un actif qui dépassait 6 milliards de dollars en 1977, la Fédération des caisses populaires est sur le point de rattraper les banques à charte sous juridiction fédérale (7,6 milliards de dollars) ³. Depuis quelques années, en effet, les dépôts confiés par des particuliers augmentent à un rythme de 20% dans les caisses, alors que, pour ne prendre qu'un exemple, cette augmentation n'a atteint que 5,9% dans les banques à charte en 1977. En chiffres absolus, les caisses ont attiré deux fois plus d'épargne (11,2 milliards) que les banques (560 millions de dollars) en 1977. On voit l'importance des « quasi-banques », puisque l'actif total des caisses et des coopératives d'épargne et de crédit dépassait 7 milliards de dollars au 31 décembre 1977 ⁴.

Une lutte très importante s'est d'ailleurs engagée autour de ces quasi-banques entre les gouvernements fédéral et provincial. Un rapport du fédéral a préconisé de mettre les quasi-banques sur le même pied que les banques à

¹ Dorval BRUNELLE, *op. cit.*, p. 100.

² *Prospective socio-économique.... op. cit.*, annexe 5, p. 17.

³ *Le Devoir*, mercredi 28 juin 1978, p.11

⁴ Louise POIRIER, *Étude du secteur financier au Canada*, thèse de maîtrise, département de science politique, Université du Québec à Montréal, 1978, p. 32.

charte en les forçant, comme ces dernières, à placer des réserves auprès de la Banque du Canada. Cela aurait eu pour résultat : 1) de ralentir le rythme de croissance des caisses ; 2) de centraliser davantage le capital bancaire au niveau canadien. Mais on recula devant la force du mouvement souverainiste québécois. La lutte du mouvement Desjardins est donc une lutte pour la centralisation au Québec de l'épargne des Québécois à l'encontre de sa centralisation au niveau canadien. Il importe de bien voir, en effet, que le mouvement Desjardins constitue un pôle essentiel du développement économique québécois. Ainsi, de concert avec des sociétés d'État comme la S.G.F. et Soquia (Société québécoise d'initiative agro-alimentaire), il investit, par l'intermédiaire de la Société industrielle Desjardins, dans le domaine de la transformation. Pour ne donner qu'un exemple, la S.I.D. contrôle Culinar et ses filiales Vachon, Lido et Diamant, l'autre partenaire principal étant Soquia, et sa participation a empêché que Culinar ne soit acheté par la Corporation du développement canadien (société fédérale). Outre son importance dans le domaine agro-alimentaire et bancaire, soulignons la présence du mouvement Desjardins dans le domaine de l'assurance ¹.

Dans le domaine de l'agro-alimentaire, très largement dominé par les multinationales, ce sont les entreprises coopératives qui assurent une présence québécoise significative. Ce sont surtout la Coopérative fédérée, avec un chiffre d'affaires de 500 millions de dollars, et la Coopérative de Granby, dont les actifs atteignent 67 millions en 1975. La Coopérative fédérée occupait, en 1975, le vingt et unième rang dans la liste des établissements manufacturiers au Québec, et la Coopérative de Granby le vingt-troisième rang ².

En ajoutant à ces derniers chiffres le fait que la Fédération de Québec des caisses populaires Desjardins occupe le septième rang parmi les plus grandes entreprises non manufacturières du Québec (en fait le premier rang si l'on ne tient compte que des entreprises québécoises), on peut constater l'importance du mouvement coopératif ³. Les dirigeants des entreprises coopératives, ceux qui occupent les hauteurs de l'importante bureaucratie que le mouvement coopératif québécois a laissé se développer, tiennent la place du capital. Malgré les illusions collectivistes qui animent ce mouvement, ses dirigeants font objectivement partie de la bourgeoisie québécoise.

Dans le secteur formellement privé, c'est dans le domaine bancaire que la bourgeoisie québécoise paraît la plus vigoureuse. Ainsi la Banque canadienne nationale, avec un actif de 5,7 milliards de dollars en 1976, est au huitième rang des entreprises non-manufacturières, tandis qu'avec un actif de 3,6

¹ Voir les documents de l'O.P.D.Q. sur le secteur agro-alimentaire, et en particulier *Éléments d'une politique de développement de l'industrie agro-alimentaire*, gouvernement du Québec, novembre 1977.

² *Prospective socio-économique.... op. cit.*, annexe 5, p. 5.

³ *Ibid.*, p. 9.

milliards la Banque provinciale tient le douzième rang et que la Banque d'épargne, avec 1,1 milliard, se situe au vingt-cinquième rang ¹. Si l'on additionne à ces chiffres les actifs des caisses populaires, on se rend compte que la bourgeoisie québécoise contrôle plus de 17 milliards de dollars, ce qui en fait un concurrent redoutable pour les banques canadiennes au Québec. Dans le domaine manufacturier, les performances sont bien sûr moins brillantes. Quelques entreprises sortent cependant du rang: Bombardier-M. L. W., au neuvième rang de l'ensemble des établissements manufacturiers pour la valeur des expéditions en 1975 ²; Provigo, chaîne d'alimentation qui connaît actuellement une forte expansion grâce à l'appui de la Caisse de dépôt et de placement; Québecor, importante chaîne de journaux.

Il faut, bien sûr, ajouter à cette liste les sociétés d'État dont nous avons parlé précédemment. Nous ne donnerons ici que quelques chiffres pour mesurer leur importance. Leurs actifs consolidés atteignent 10 milliards de dollars, 2 milliards d'investissement annuel et 35 000 employés ³. En termes de valeur des expéditions, la Société générale de financement se situe au treizième rang des établissements manufacturiers et Sidbec-Dosco au dix-neuvième rang. Si l'on ajoute à ce tableau l'Hydro-Québec, qui est la cinquième plus grande entreprise publique en Amérique du Nord, et la capacité de centralisation de l'épargne de la Caisse de dépôt et de placement, on obtient une force économique qui est loin d'être négligeable.

Résumons-nous. Nous avons pu constater que la bourgeoisie québécoise est massivement concentrée dans les entreprises dont les établissements comptent cinq cents employés et moins. Elle s'assure cependant une présence significative dans les secteurs bancaire et agro-alimentaire, ainsi que dans certaines grosses entreprises manufacturières le plus souvent contrôlées ou soutenues par l'État.

b) Une base d'accumulation

[Retour à la table des matières](#)

Il existe donc, cela est très clair, un ensemble d'agents qui occupent objectivement la place d'un capital spécifiquement québécois dans des entreprises soit privées, soit publiques, soit coopératives. L'analyse de la bourgeoisie

¹ *Ibid.*

² *Ibid.*, annexe 5, p. 7.

³ Voir, à ce propos, F. FOURNIER et D. VILLENEUVE, *Étude sur l'impact de la souveraineté-association*, texte ronéotypé, Département de science politique, Université du Québec à Montréal, 1978.

québécoise exige cependant que l'on abandonne la forme juridique sous laquelle se présente le capital. Son caractère protéiforme ne devrait certainement pas permettre d'en faire un capital petit-bourgeois.

À côté de cette thèse, rejetant l'existence d'une bourgeoisie spécifiquement québécoise et ne reconnaissant que des bourgeois du Québec qui feraient par définition partie de la bourgeoisie canadienne, est apparue tout récemment une autre thèse affirmant l'existence, autour du projet péquiste, d'une bourgeoisie d'État en formation. Même si cette problématique touche un problème réel, elle ne peut être retenue. S'il y a effectivement des bourgeois dans l'État québécois, l'existence d'une bourgeoisie d'État impliquerait à tout le moins une collectivisation formelle des moyens de production. Une telle bourgeoisie ne peut véritablement s'affirmer que dans un contexte de « retour » au capitalisme, après une révolution prolétarienne¹. Mais il y a ici un important problème d'analyse. Il faut rendre compte, en effet, de la très grande importance des agents du capital étatisé au sein de la bourgeoisie québécoise. Habituellement, dans un État capitaliste, la bourgeoisie de l'État ne s'identifie pas aussi directement à une fraction du capital. Elle ne joue certainement pas le rôle politique qu'assument actuellement certains de ces agents au Québec.

Soulignons d'abord que le rôle d'unification-organisation joué par l'État interventionniste auprès de la bourgeoisie non monopoliste peut prédisposer les agents du capital dans l'État à tenir ce rôle. Nous avons soutenu plus haut que la révolution tranquille s'était aussi présentée comme un mouvement de réorganisation du capital non monopoliste québécois. La bourgeoisie non monopoliste québécoise se donne en effet, en 1960, sous la forme d'un amalgame épars non intégré et dominé par l'exploitation extensive du travail. Elle possède le plus souvent des établissements de moins de deux cents employés et s'enlise souvent dans des secteurs traditionnels. Mais, et c'est ici l'indice principal permettant de la considérer comme une bourgeoisie non monopoliste, elle ne peut par elle-même pratiquer l'intégration entre le capital bancaire et le capital industriel, trait dominant de la bourgeoisie monopoliste. Si tous les monopoles bancaires ne visent pas de façon prévalente le contrôle de l'industrie, ils y investissent tous des sommes importantes ; de la même façon, si tous les monopoles industriels ne contrôlent pas en même temps des institutions financières, ils s'inscrivent forcément dans un réseau économique leur permettant de s'alimenter en capital-argent. Ce critère distinguant capital monopoliste et non monopoliste est beaucoup plus important que celui de la taille de l'entreprise retenu par l'économie libérale voulant séparer les P. M. E. des grosses entreprises. Ainsi la taille d'un établissement non monopoliste peut dépasser le seuil « sacré » de cinq cents employés et l'entreprise peut compter plusieurs établissements, comme un des établissements d'une entre-

¹ Charles BETTLEHEIM, *La Lutte des classes en U.R.S.S.*, Le Seuil et Maspero, Paris, 1974.

prise monopoliste ne peut compter qu'une vingtaine d'employés ¹. Même si nous admettons que la taille d'un établissement ou d'une entreprise peut être un indice de différenciation, il n'est pas en soi déterminant pour distinguer la bourgeoisie non monopoliste (qui n'est pas synonyme de P.M.E.) de la bourgeoisie monopoliste (qui n'est pas synonyme de « grosses entreprises ») ². C'est l'incapacité de la bourgeoisie non monopoliste de mettre elle-même en rapport capital bancaire et capital industriel qui la caractérise en dernière analyse, quels que soient la taille et le nombre de ses établissements.

Et c'est précisément ce qui explique l'importance de l'État dans la réorganisation de ce capital au stade monopoliste. Pour survivre, nous l'avons mentionné, il doit être concentré et orienté vers l'innovation technologique. C'est pourquoi, d'ailleurs, on le confondra souvent avec le capital monopoliste, car la taille des entreprises non monopolistes pourra devenir plus importante et comprendre fréquemment plus d'un établissement. Mais cette réorganisation implique que les entreprises aient accès à une source de financement qui leur est le plus souvent refusée par le secteur financier monopoliste à cause des faibles perspectives de rentabilité. De la même façon, les institutions bancaires spécialisées dans la centralisation de la petite épargne ont des habitudes localistes et ne sont pas inscrites dans les grands réseaux financiers. Il faut donc, au Québec comme ailleurs, une force extérieure qui mettra en rapport les deux secteurs en participant aux risques et à la gestion même des opérations. C'est pourquoi, autour de la S.G.F., de la S.D.I., de Soquia, etc., on voit s'organiser une triple force : la société d'État, le capital juridiquement privé et les caisses populaires. Ce que la révolution tranquille a commencé à faire et ce que le Parti québécois veut continuer, c'est précisément de faire jouer à l'État son rôle central dans l'affirmation d'une base d'accumulation proprement québécoise, ce que la bourgeoisie non monopoliste ne peut faire seule.

Notre problème n'est cependant pas résolu. Car nous savons que cette pratique de l'État interventionniste qui pousse à la réorganisation du capital non monopoliste est loin d'être unique. De même, le gonflement dans l'État du nombre des agents occupant objectivement la place du capital est presque devenu un fait divers. Il nous faut encore comprendre pourquoi la prédisposition dont nous parlions plus haut est devenue une réalité au Québec en faisant : 1) que certains agents du capital de l'État tiennent dans le Parti québécois une place si importante ; et 2) que la bourgeoisie non monopoliste québécoise devient une force sociale d'une telle importance qu'elle menace

¹ Voir, à ce propos, Anne LEGARÉ, « Théorie et méthode pour l'analyse du rapport capital monopoliste/non monopoliste », dans *Le Capitalisme québécois*, Éditions Albert Saint-Martin, Montréal, 1978.

² Pour traiter de l'époque duplessiste, il n'a pas été utile de faire ces distinctions. C'est qu'en fait la bourgeoisie non-monopoliste que soutenait Duplessis prenait massivement les traits de la petite et moyenne entreprise.

l'État canadien d'éclatement. Car il y a ici double face d'une même réalité : des agents du capital juridiquement public qui s'identifient objectivement à une fraction spécifique de la bourgeoisie, et l'importance politique même que prend cette fraction à l'encontre de ce qui se passe normalement au stade monopoliste.

Cette réalité, c'est bien sûr *la question nationale, qui agit comme élément de condensation des contradictions régionales au Canada*. Mais nous en resterons provisoirement à cette seule affirmation, car il nous faut encore parler du rapport entre le Parti québécois et la bourgeoisie non monopoliste.

c) Le Parti québécois comme parti de la bourgeoisie non monopoliste

[Retour à la table des matières](#)

Nous considérons donc le Parti québécois comme le parti de la bourgeoisie non monopoliste. La nécessité de la réorganisation de cette fraction de classe n'est pas née, durant la révolution tranquille, dans la tête de quelques ministres et technocrates (Lévesque, Parizeau ou Morin). Cela doit être très clair. La bourgeoisie québécoise n'est ni la chose ni l'idée des technocrates. Nous avons vu que ce projet, élaboré durant les années trente, repris durant les années cinquante, exigeait l'intervention de l'État. Le personnel bourgeois de l'État qui a exécuté ce souhait et les nouveaux agents occupant des places de la bourgeoisie qui y sont apparues pour réaliser de façon contradictoire les intérêts monopolistes et les intérêts non monopolistes n'ont inventé aucune classe sociale. C'est dans le processus de réorganisation du rapport entre le capital monopoliste et le capital non monopoliste, c'est-à-dire entre les fractions monopolistes canadienne et impérialiste (surtout américaine) et la fraction non monopoliste québécoise, que sont apparues deux problématiques de développement s'appuyant sur des conditions politiques favorables (les particularités de la formation sociale nationale canadienne) à une lutte ouverte entre les bourgeoisies canadienne et québécoise.

Si des agents ayant appartenu aux sommets de la bureaucratie exercent un leadership évident dans le Parti québécois et si, chacun ayant son secret de polichinelle, plusieurs des dirigeants actuels des sociétés d'État sont reconnus comme étant favorables à la souveraineté ou à une « très, très » forte autonomie de l'État du Québec, rien ne permet d'affirmer que ces agents forment une bourgeoisie d'État. Ces agents sont amenés, à cause de leur place dans

l'État provincial québécois (forme matérielle, entre autres choses, de la question nationale), à s'identifier et à faire partie de la bourgeoisie québécoise. En réorganisant les rapports entre les fractions de la bourgeoisie et en désorganisant les masses puisque tel est leur véritable rôle, ils tenteront, dans la limite même imposée par la division impérialiste du travail, autant qu'ils le pourront et autant que cette dernière l'impose, de favoriser le développement de la bourgeoisie autochtone. Or, cette bourgeoisie est encore massivement non monopoliste, les bourgeois monopolistes québécois ne formant pas une véritable fraction de classe et s'identifiant massivement aux intérêts de la bourgeoisie pancanadienne. Si donc des agents du capital dans l'État deviennent des leaders politiques identifiables à la bourgeoisie non monopoliste et si certains directeurs de sociétés d'État mettent tant de zèle à la servir, ils ne fonctionnent pas à titre de bourgeoisie d'État, mais en tant qu'agents de la bourgeoisie québécoise dans l'État du Québec. Il faut bien prendre sa bourgeoisie telle qu'elle est !

Bien des agents tout aussi bourgeois du même État développent une tout autre problématique, celle du Parti libéral. Ils défendent alors de façon prévalente les intérêts de la bourgeoisie monopoliste canadienne. Nous ne traitons ici ni des choix politiques des agents ni même de leur conscience relative, nous cherchons à rendre compte des effets de la structure politique canadienne qui crée, dans l'État québécois même, la possibilité pour la bourgeoisie régionale de trouver des alliés à l'encontre des intérêts de la bourgeoisie canadienne.

d) Le Parti québécois depuis le 15 novembre

[Retour à la table des matières](#)

Il importe, avant d'exposer les réalisations du Parti québécois depuis le 15 novembre, de faire ressortir les grands traits de son programme économique. On reconnaîtra, bien sûr, la philosophie qui animait la révolution tranquille.

Sur le plan économique, le programme préconise d'abord et avant tout le renforcement du rôle des sociétés d'État placées sous le chapeau d'une Société de réorganisation industrielle, dont la fonction serait, le thème est connu, de fusionner les entreprises, de créer de nouveaux secteurs industriels et d'étendre la formule coopérative. Du côté du secteur financier, le Parti québécois préconise la limitation à 25% du capital-actions pouvant être contrôlé par les non-résidents. Dans le domaine industriel, les entreprises jugées d'intérêt public doivent exclure toute participation étrangère : on pense évidemment à la possibilité de nationalisations dévalorisant le capital au profit de la bourgeoisie

autochtone ou de l'impérialisme (comme l'Hydro-Québec ou Sidbec). On veut aussi limiter le capital étranger (49% des actions) dans les secteurs pouvant (sic) être contrôlés par des Québécois. Enfin, on admet une participation étrangère pouvant aller jusqu'à 99 % dans les secteurs « qui dépendent trop des marchés extérieurs ou qui relèvent d'une technologie inexistante au Québec ». Pour les services publics et les moyens de transport et de communication, on préconise l'exclusion de toute participation étrangère dans le secteur culturel (radio, télévision, imprimé...) ainsi que la nationalisation des réseaux ferroviaires, des lignes aériennes et du domaine des télécommunications. Le programme vise, enfin, à contrôler les secteurs de nos ressources naturelles qui sont constituées de matières premières non renouvelables. En fait, le Parti québécois n'a jamais envisagé spécifiquement que la nationalisation de l'amiante.

On comprendra qu'il faille la souveraineté politique pour réaliser ce programme. Si l'on décode ces mesures en termes d'intérêts de classe, on peut faire les constatations suivantes. Le Parti québécois veut réorganiser-concentrer la bourgeoisie non monopoliste québécoise sans toucher véritablement le capital impérialiste. Il s'attaque, pour ce faire, directement à la bourgeoisie canadienne : 1) dans ses châteaux forts que constituent le secteur financier (au sens restreint) et celui des transports et communications ; 2) dans le secteur manufacturier qui est sous contrôle canadien. La lecture du programme nous invite donc à conclure que le P.Q. veut, à moyen terme, transformer la bourgeoisie québécoise en une bourgeoisie monopoliste occupant une place identique à celle qu'occupe actuellement la bourgeoisie canadienne dans la chaîne impérialiste.

Voyons maintenant les réalisations du Parti québécois depuis le 15 novembre ¹. Ce dernier, il ne faut pas l'oublier, ne peut réaliser une grande partie de son programme tant que son projet de souveraineté n'aura pas été accepté à la suite d'un référendum et négocié avec Ottawa. Attachons-nous à ses réalisations en tenant compte de ses limitations. Il a renforcé considérablement l'intervention des sociétés d'État. Il a augmenté les budgets, il a créé de nouveaux organismes : Société de développement coopératif, Fonds de relance industrielle, Société de développement de l'entreprise québécoise. L'ensemble de sa politique vise la concentration et l'innovation. Mais si le Parti québécois a favorisé la formation d'entreprises plus grosses et plus innovatrices, il a aussi continué, par l'intermédiaire de la S.D.I., à soutenir le secteur traditionnel et les toutes petites entreprises. Ainsi un fonds spécial de 28 millions de dollars a été prévu pour soutenir les entreprises d'une vingtaine d'employés. Trois autres mesures importantes méritent d'être soulignées : la création d'un comité chargé d'étudier la source de l'épargne et l'utilisation qui en est faite par les institutions financières (sans doute l'annonce d'un projet de

¹ Après deux ans de pouvoir.

centralisation de l'épargne au Québec) ; la mise en pratique d'une politique d'achat au Québec par les institutions du secteur public et parapublic ; la création de la Société nationale de l'amiante et l'annonce de l'achat de l'Asbestos Corporation, l'une des plus grosses compagnies du secteur de l'amiante au Québec.

C'est donc dire que le Parti québécois a été jusqu'ici fidèle à son projet central de soutien-recyclage du capital non monopoliste. Il a dû cependant composer avec le petit capital personnalisé qui soutient traditionnellement l'Union nationale (fonds spécial de 28 millions de dollars mentionné plus haut). Il s'est montré encore plus timoré que son programme ne l'annonçait face au capital impérialiste. Ainsi, avant la prise du pouvoir, on annonçait la nationalisation complète du secteur de l'amiante et l'étatisation totale de l'assurance-automobile. Dans les deux cas, on a choisi une solution mitoyenne de présence étatique dans le secteur visé, sans en chasser le capital impérialiste. Cela d'ailleurs n'est nullement étonnant, puisque c'est finalement en fonction du capital monopoliste que le P.Q. vise à réorganiser le capital québécois. C'est dans ce processus qu'il espère, à partir d'entreprises leaders, créer à long terme un secteur monopoliste bien intégré dans la chaîne impérialiste. Ainsi les sociétés d'État s'engagent-elles souvent dans des projets communs avec le capital monopoliste. Sidbec s'est impliquée au lac Fire dans un vaste projet d'extraction de minerai de fer avec la British Steel Corporation (41,7%) et la Québec Quartier Mining (8,2%). Il en a été de même pour le C.R.I.Q., Rexfor (avec I. T. T.), Ceglec ¹.

Compte tenu de l'ensemble des rapports de forces et de la façon dont il entend s'y insérer, on peut dire que le Parti québécois respecte l'esprit général de son programme. Ainsi, de 1976 à 1977-1978, ce sont les budgets de la mission économique qui ont augmenté le plus, exception faite de ceux des affaires culturelles, des loisirs et des sports et de l'immigration sur lesquels nous reviendrons. Résumons-nous : l'ensemble de ces considérations nous conduisent à affirmer que le Parti québécois est de façon prévalente le parti de la bourgeoisie non monopoliste. Comme on l'aura constaté, nous visons spécifiquement non pas ce que l'économie libérale appelle les P. M. E., mais bien l'ensemble du secteur non monopoliste touché par la nécessité d'une réorganisation imposée par les transformations du grand capital. Le Parti québécois n'est pas, comme l'Union nationale l'est demeurée, le parti du petit capital localiste, lequel est d'ailleurs souvent moins atteint que le capital non monopoliste d'envergure moyenne par la mouvance des monopoles. De même, il importe d'analyser le phénomène de façon dynamique. A travers le processus de réorganisation du capital non monopoliste, le Parti québécois vise sans aucun doute, à moyen terme, la création d'une bourgeoisie monopoliste qui prendrait la place du capital canadien. Mais il importe ici : 1) de considérer le

¹ *Les Cadres et les Moyens d'une politique québécoise, op. cit.*, p. 99 à 110.

P.Q. dans son rapport actuel à la bourgeoisie québécoise, en tant qu'il réorganise un capital qui demeure massivement non monopoliste; 2) de se méfier de l'idéologie continuiste qui anime un tel projet, comme si le passage au monopolisme ne résultait que du grossissement progressif du capital non monopoliste.

e) La question nationale et les alliances de classes

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons laissé en suspens l'analyse de la très grande importance tenue par la question nationale dans les luttes politiques des vingt dernières années. Il importe d'insister car l'utilisation d'une problématique posant le caractère déterminant de la lutte des classes est souvent mal interprétée. Cette méfiance n'est d'ailleurs pas fortuite, étant donné que l'historiographie libérale, nous l'avons vu à travers l'œuvre de Fernand Ouellet, a voulu opposer une analyse des classes sociales à l'analyse de la question nationale, comme si l'une disqualifiait automatiquement l'autre. Les marxistes de leur côté ont souvent tendance, ces toutes dernières années, à se cantonner derrière le seul repérage du rapport existant entre une classe ou une fraction de classe et un parti. En plus de produire des analyses demeurant partielles, une telle démarche produit des ambiguïtés malheureuses. La spécificité du problème québécois ces dernières années ne peut, en effet, ressortir sans que soit considérée la place privilégiée qu'y tient la question nationale aussi bien dans son rapport à une classe, la bourgeoisie non monopoliste, que dans la réalité des alliances de classes

C'est, croyons-nous, la question nationale qui permet à la bourgeoisie non monopoliste de devenir une force sociale si importante qu'il lui est possible de tenter d'imposer son hégémonie. La réalité de l'oppression nationale et la profondeur historique des luttes qu'elle a engendrées permettent à la bourgeoisie québécoise d'espérer trouver les alliés et les appuis nécessaires à la réalisation de son projet politique. Ni les bourgeoisies régionales ni les bourgeoisies non monopolistes, ce qui est d'ailleurs souvent synonyme, n'occupent habituellement dans les États du centre la place tenue par la bourgeoisie québécoise. Seule, précisément, la bourgeoisie des régions où se pose une question nationale semble en mesure de provoquer soit l'éclatement d'un État, soit son réaménagement en profondeur ¹. L'expérience canadienne est claire à

¹ Voir, à ce propos, Tom NAIRN, *The Break-up of Britain*, New Left Books, Londres, 1977.

ce propos. Si de multiples tensions régionales secouent la Confédération canadienne depuis 1867, seule la question nationale québécoise a présenté une menace sérieuse à l'intégralité de la reproduction des structures du pays.

La question nationale permet, en effet, à la bourgeoisie québécoise de se construire un réseau d'alliances et d'appuis qui fondent la possibilité même de ses prétentions hégémoniques. On a trop souvent tenté de présenter le P.Q. comme un parti monolithique, quitte à distordre la réalité même des classes sociales en faisant les amalgames douteux dont nous avons parlé plus haut. Cette gymnastique est spécieuse, car si les classes ne se définissent que par leur lutte, cette lutte implique des alliances et des appuis.

La fameuse question de la petite bourgeoisie d'abord. Sans être un parti petit-bourgeois, le Parti québécois trouve des alliés enthousiastes dans les fractions privilégiées de la nouvelle petite bourgeoisie. Son personnel politique est en fait majoritairement constitué par des petits-bourgeois salariés (enseignants, professionnels, techniciens). La question nationale touche particulièrement la petite bourgeoisie. Cette dernière tient, en effet, une place importante dans la reproduction, et principalement dans les appareils idéologiques. La langue, la culture et l'idéologie nationaliste auxquelles elle s'abreuve sont donc des éléments qui structurent la matérialité même de la place de ces petits-bourgeois dans la reproduction des rapports sociaux ¹. L'école, l'écriture et le discours représentent pour eux des intérêts matériels, même s'ils ne se donnent pas toujours directement en espèces sonnantes. De la même façon, l'inégalité des salaires et la très forte discrimination exercée contre les francophones dans les hiérarchies bureaucratiques touchent de façon prévalente la petite bourgeoisie salariée ! Cette dernière est atteinte dans ses velléités aussi bien de promotion sociale que de promotion économique. Diverses études ont démontré qu'un écart d'environ 31% existait entre le revenu moyen des francophones et celui des anglophones au Québec en 1971 ². Cet écart s'est rétréci durant les années soixante, puisqu'il était d'environ 55% en 1961. Cette diminution s'explique sans doute par les effets de la dernière vague de la dissolution de la petite production agricole durant les années cinquante. La nouvelle génération de francophones s'est inscrite plus directement dans les rapports marchands capitalistes au sein desquels les revenus sont généralement plus élevés. Mais si l'écart s'est atténué, il n'a pas disparu. Une partie de cet écart, dont l'importance reste difficile à saisir sur le plan statistique, permet tout de même d'appréhender, au niveau des revenus, les effets économiques d'une discrimination résultant spécifiquement de la question nationale.

¹ Marcel Fournier utilise le concept de capital culturel pour viser la réalité dont nous traitons (« La Question nationale : enjeux et impasses », dans *La Chance au coureur*, op. cit., p. 177).

² Voir J. A. BOULET, *Évolution de la distribution des revenus du travail des groupes ethniques*, Ottawa, 1977 ; F. VAILLANCOURT, *La Situation des francophones sur le marché du travail*, Montréal, 1977.

On comprend que le savant mélange de l'idéologie technocratique et nationaliste soutenue par le Parti québécois touche particulièrement les éléments économiquement privilégiés de la petite bourgeoisie. Elle y trouve les éléments nécessaires à nourrir ses rêves de promotion sociale. Ainsi la réforme du P.Q. touchant la langue d'enseignement (loi 101) et visant à intégrer les immigrants à l'école française trouve-t-elle des appuis importants dans la petite bourgeoisie francophone. Il n'est davantage pas étonnant de constater que les ministères non économiques dont la progression est la plus rapide depuis 1976 ne sont pas, comme durant la révolution tranquille, ceux de l'Éducation et du Bien-être social. Ce sont plutôt les Affaires culturelles, la Jeunesse, les loisirs et les sports ainsi que l'Immigration dont les budgets, de 1976-1977 à 1977-1978, ont été augmentés respectivement de 29,6%, 33% et 21% ¹. Les rapports étroits entre les affaires culturelles, l'immigration et la question nationale ne sont plus à démontrer. Quant aux sports, on connaît leur importance idéologique de plus en plus grande dans les États capitalistes avancés et leur rapport de plus en plus étroit avec l'idéologie nationaliste ². Le Parti québécois, même s'il n'est pas un parti petit-bourgeois, sert malgré tout certains des intérêts de cette classe. Principalement ceux de ses éléments les plus favorisés. C'est dans la question nationale qu'il trouve la capacité de développer avec cette dernière un rapport privilégié.

Le rapport à la classe ouvrière est davantage problématique pour le Parti québécois et pour le Parti libéral. Les deux partis tentent de se gagner le vote ouvrier en employant des discours radicalement différents. Le Parti libéral tient un langage économiste en se présentant comme un créateur d'emplois et en accusant son adversaire de plonger le Québec dans le marasme en faisant fuir les investisseurs. Le discours péquiste est plus subtil : tout en rapportant l'essentiel des problèmes économiques à la question nationale, c'est-à-dire au fédéralisme, il prétend avoir un « préjugé favorable » envers la classe ouvrière. Les faveurs sont cependant moins nombreuses que les préjugés.

Malgré beaucoup d'illusions et malgré certaines mesures mineures relativement « favorables » (que le Parti libéral n'aurait sans doute pas prises), le Parti québécois, comme tous les partis bourgeois, pratique objectivement une politique de division des masses populaires. Il a exercé toutes les pressions possibles pour que ne s'organise pas, sur sa gauche, un véritable parti social-démocrate lié aux centrales syndicales. Il pratique une politique tendant à accentuer les divisions syndicales, en favorisant, par exemple, la F.T.Q. (Fédération des travailleurs du Québec) aux dépens de la C.S.N. (Confédération des syndicats nationaux). Ses militants, à l'intérieur des organisations

¹ Voir *Depuis le 15 novembre*, document réalisé par le Service de recherche et publié par le Parti québécois.

² Voir « Partisans », *Sport, culture et répression*, Maspero, Paris, 1972.

syndicales, tiennent souvent un discours démobilisateur visant à désamorcer les actions revendicatrices, surtout dans les services publics. Au sein de la classe ouvrière, il s'appuie principalement sur le Syndicat des métallos, organisation où se regroupe principalement l'aristocratie ouvrière.

La politique ouvrière du Parti québécois ressemble de plus en plus à celle du Parti libéral et de tous les États capitalistes d'Amérique du Nord : non-interventionnisme de l'État face aux tactiques patronales de pourrissement des conflits, technocratisation du domaine des relations de travail, répression. Bien sûr, l'aile gauche du parti abhorre ces pratiques et des luttes internes permettent parfois d'en atténuer ou d'en prévenir les effets. Mais, malgré quelques nuances, le Parti québécois conduit une politique identique à celle de tous les gouvernements canadiens. Ainsi se prépare-t-il, comme tous ces gouvernements, à freiner l'évolution à la hausse des salaires dans le secteur public. La bourgeoisie canadienne se plaint, en effet, de plus en plus du fait que les salaires de la classe ouvrière sont trop élevés et elle en attribue la cause à l'effet d'entraînement des hausses obtenues dans le secteur public. On exige donc à grands cris que les travailleurs du secteur public soient mis au pas... afin d'éventuellement permettre à la bourgeoisie d'être concurrentielle au sein de la division internationale du travail.

Malgré ce que plusieurs ont affirmé, le Parti québécois n'est donc pas un parti social-démocrate. Il n'a pas de lien organique avec le mouvement syndical. Il n'est pas issu des luttes de la classe ouvrière, comme c'est le cas même pour le réformisme social-démocrate. Si ce parti porte la marque du caractère bigarré et hétéroclite de la fraction bourgeoise qu'il veut recycler, s'il se spécifie par les intérêts nationaux qu'il défend, s'il porte le poids des velléités social-démocrates de certains de ses alliés petits-bourgeois, le Parti québécois n'en demeure pas moins un parti bourgeois réformiste favorable à l'impérialisme.

Chapitre 8

La crise du fédéralisme canadien

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons vu comment s'étaient accumulées, jusqu'à la crise des années trente, les facteurs actualisant la tendance à l'éclatement de la structure politique canadienne. Durant l'entre-deux-guerres, la question même du fonctionnement de l'État a été posée. Mais le conflit mondial vint empêcher que les difficultés inhérentes à la Confédération canadienne ne dégénèrent en crise structurelle. L'effort de guerre permit au gouvernement central, malgré les tiraillements habituels, d'imposer une redistribution des pouvoirs provisoirement satisfaisante. Il nous faudra maintenant tenter d'appréhender comment et pourquoi les tensions récentes ont instauré une véritable crise du fédéralisme canadien.

Résumons d'abord nos acquis. La permanence des luttes fédérales-provinciales nous oblige à fournir une explication qui touche à la nature même d'une structure politique reproduisant toujours, sous des formes différentes, les mêmes pressions centrifuges. Il faut expliquer la nature structurelle de la tendance à l'éclatement de ce pays, où la reproduction mille fois répétée des mêmes conflits (centralisation-décentralisation) ne débouche jamais d'elle-

même ni sur un éclatement effectif ni sur une réorganisation techniquement satisfaisante des institutions.

L'histoire spécifique de la lutte des classes nous a semblé l'élément d'explication le plus éclairant des caractéristiques fondamentales de l'État canadien. La place de la bourgeoisie canadienne dans les rapports mondiaux et ses relations avec les fractions régionales de la bourgeoisie, de même que les rapports des différentes fractions des classes dominantes aux masses populaires, expliquent la spécificité de l'État canadien. La nature « échangiste » de la fraction dominante de la bourgeoisie canadienne, héritée du colonialisme anglais, l'a poussée à accueillir largement le capital impérialiste (anglais puis américain), mais ne lui a pas permis de s'imposer comme une véritable bourgeoisie nationale pouvant résorber de façon pleinement satisfaisante les problèmes régionaux. Jouant un rôle subalterne dans la chaîne impérialiste, la bourgeoisie canadienne a toujours été forcée de composer avec des bourgeoisies régionales disposant d'appareils politiques, les États provinciaux, aptes à promouvoir leurs intérêts. C'est donc dans la compromission avec l'impérialisme et dans les compromis répétés avec les potentats régionaux que la bourgeoisie canadienne est forcée de se maintenir.

Les contradictions au sein de l'État canadien ne présentent, cependant, pas la même acuité aux différentes phases du développement du capitalisme. Nous avons vu que les tendances centrifuges sont apparues dès la création de cet État. Les tensions fédérales-provinciales se sont exacerbées au moment du passage de l'État libéral à l'État interventionniste. Ces tensions deviennent plus importantes encore avec le plein développement de cette nouvelle forme de l'État capitaliste. La maturation du monopolisme et les transformations politiques qu'elle rend nécessaires étalent les faiblesses de la structure politique canadienne et renforcent sa tendance à l'éclatement. Apparaissent alors de la façon la plus aiguë la difficulté de la bourgeoisie canadienne d'imposer une politique économique centraliste et son incapacité de soutenir et d'imposer une idéologie véritablement nationale.

Dans le chapitre précédent, nous nous sommes largement étendus sur les potentialités qu'offrait à la bourgeoisie québécoise le développement de l'intervention économique de l'État. Nous l'avons constaté, si l'essentiel de la politique économique relève de l'État fédéral, l'État provincial peut, à l'heure du monopolisme, élargir la base d'accumulation de la bourgeoisie québécoise en mettant en rapport le capital bancaire et le capital industriel non monopoliste. L'expérience albertaine est tout aussi révélatrice. Les importantes ressources pétrolières de cette province (dont l'exploitation est presque à 100% sous contrôle américain) permettent un développement économique accéléré. L'État provincial albertain tente de faire profiter au maximum la bourgeoisie régionale des retombées économiques de l'exploitation du pétrole. Il s'est donc engagé dans une lutte serrée avec l'État fédéral pour le contrôle

du surplus économique. Il a créé, comme cela s'est fait au Québec, une multiplicité de sociétés d'État et d'entreprises mixtes. Il a développé des programmes d'aide à l'entreprise. Bref, la bourgeoisie régionale albertaine a essayé d'utiliser au maximum ses avantages géophysiques dans le cadre des possibilités offertes par le plein développement de l'État interventionniste au niveau provincial ¹.

Les possibilités de centralisation-rationalisation de la politique économique canadienne dans son ensemble sont ainsi hypothéquées par les structures mêmes de l'État. Le fédéralisme canadien constitue plus que jamais un obstacle à l'affirmation d'une bourgeoisie nationale au sens plein du terme. Nous avons déjà évoqué les luttes portant sur la centralisation du capital-argent (banques à charte *versus* quasi-banques). Nous ne donnerons ici qu'un autre exemple des difficultés d'affirmation d'une politique économique vraiment nationale. On sait que les tendances actuelles de la division internationale du travail poussent au rejet de l'industrie légère fondée sur l'exploitation extensive du travail vers les économies dominées du tiers monde. Cela « force » les États du centre impérialiste à purger leur économie de leurs secteurs traditionnels et à recycler ce capital dans les branches plus productives de l'industrie lourde et de l'industrie de pointe. Il en va de la place même des différentes bourgeoisies dans la chaîne impérialiste. L'État fédéral a créé plusieurs comités chargés d'élaborer une stratégie permettant au Canada de réaliser cette opération dans les meilleures conditions possibles (celles du profit maximum). Mais, encore une fois, le régionalisme allait donner signe de vie. On aura compris que, pour demeurer concurrentielle au sein des rapports mondiaux, la bourgeoisie canadienne doit recycler son capital immobilisé dans l'industrie légère (textile, vêtement, chaussure...). Cette industrie est, cependant, en grande partie concentrée au Québec qui risque ainsi, au moins à court terme, de faire les frais de l'opération. Toutes les hypothèses envisagées impliquent des difficultés particulières pour le Québec. La meilleure façon d'inciter au recyclage est, en effet, de redéfinir complètement le système tarifaire en abandonnant à leur propre sort les secteurs traditionnels. La stratégie est simple. Il s'agit de structurer l'échange inégal de telle façon que les pays du centre achètent le textile à la périphérie et lui vendent des machines à calculer. Mais voilà, il ne s'agit pas d'une simple question technique, même dans les pays impérialistes. Les régions qui concentrent les secteurs économiques traditionnels devront payer la note de l'opération. Toutes les stratégies envisagées au Canada « se traduiraient en pertes pour le Québec en ce qui concerne le revenu national de la province et aussi par une diminution de l'emploi ² ».

¹ Voir, à ce sujet, Larry PRATT, « The State and Province Building: Alberta's Development Strategy » dans Leo PANITCH, *The Canadian State, Political Economy and Political Power*, University of Toronto Press, Toronto, 1977.

² *Prospective socio-économique.... op. cit.*, Sous-système extérieur, annexe 7, p. 270.

Si, dans la plupart des États capitalistes, on peut « gérer » les transferts sans trop de mal, les structures politiques provinciales constituent au Canada des partenaires bien encombrants. Ainsi le Parti québécois a-t-il forcé Ottawa à continuer de protéger l'industrie textile du Québec et à aller à l'encontre des intérêts dominants de la bourgeoisie canadienne. Bien sûr, les autorités québécoises voient elles aussi la nécessité éventuelle de ce recyclage. Mais elles ne sont guère prédisposées à ce que la région paie seule les frais d'une transition trop brusque. Les retards causés par les luttes fédérales-provinciales affaiblissent donc la bourgeoisie monopoliste de ce pays en l'empêchant de s'ajuster aussi vite qu'elle le devrait aux nouvelles réalités économiques. Les concurrents n'attendent pas.

À ces contradictions d'ordre strictement économique s'ajoutent bien sûr les problèmes posés par l'éparpillement des appareils idéologiques qui, nous l'avons souligné, rendent difficile le processus de légitimation de l'État canadien. Encore ici, la bourgeoisie de ce pays est coincée entre la division intérieure et la soumission à l'impérialisme culturel (américain). Ainsi le hockey, sport national au Canada, divise-t-il plus qu'il n'unit, puisque francophones et anglophones se donnent des héros différents. Tous s'entendent cependant pour aduler la même vedette du baseball américain. Plusieurs cultures, deux langues, deux littératures, deux écoles, deux mythologies sportives, mais une seule société de consommation... américaine.

L'État interventionniste renforce donc la tendance à l'éclatement de la structure politique canadienne. En se servant au maximum des pouvoirs provinciaux et en se donnant des partis politiques œuvrant sur la scène régionale pour y défendre leurs intérêts, les bourgeoisies régionales du Canada jouissent d'un avantage énorme si on les compare aux bourgeoisies régionales des autres États capitalistes. Cet avantage n'est en fait que l'envers de la faiblesse relative de la bourgeoisie canadienne.

Ce n'est donc ni l'addition des disparités régionales ni la réalité du développement inégal qui expliquent en elles-mêmes l'existence de la tendance centrifuge propre à l'État canadien, mais bien l'histoire de la lutte des classes. Ainsi, ce n'est pas parce que le Québec a perdu la place qu'il occupait avant la Seconde Guerre mondiale au sein des rapports économiques régionaux canadiens que s'y est développé un mouvement souverainiste ¹. Ce sont les rapports de forces entre les classes et les fractions de classes qui s'imposent à travers l'ensemble de ces contradictions qui donnent à ces dernières leur sens et leur poids historique relatif.

¹ La spécialisation du Québec dans les secteurs les plus traditionnels l'a condamné à être dépassé par les provinces de l'ouest canadien au sein des rapports économiques régionaux. Seules les provinces de l'Atlantique ont un taux de chômage plus élevé que le Québec. Voir *Vivre ensemble*, Conseil économique du Canada, Ottawa, 1977.

Et, encore une fois, il nous faudra insister sur l'importance primordiale de la question nationale. Répétons-le, car l'histoire récente nous a permis de le vérifier une fois de plus: la question nationale constitue le point nodal des contradictions régionales au Canada et le mode de réalisation privilégié de sa tendance à l'éclatement. Bien plus, nous sommes maintenant en mesure de constater que la question nationale seule peut transformer le problème régional canadien, dans le procès même de la lutte des classes, en un facteur effectif d'éclatement de la formation sociale. Les luttes entre les fractions bourgeoises qui produisent la tendance à l'éclatement dont nous avons parlé ne se réalisent et ne s'analysent, en effet, que dans le rapport de ces différentes fractions aux masses populaires. La question nationale prend ici toute son importance au cœur même de la réalité des alliances, des appuis et des rapports de classes.

Le poids historique du régionalisme a toujours permis aux éléments bourgeois régionaux de trouver des appuis favorables au renforcement de leur place au sein des rapports de forces entre les différentes fractions des classes dominantes canadiennes. Mais ces appuis ne peuvent conduire eux-mêmes à une remise en question de la place des bourgeoisies régionales dans leur rapport à la bourgeoisie dominant l'ensemble canadien. En termes directement politiques, cela veut dire qu'aucune force régionale ne peut en elle-même menacer la reproduction de la structure politique canadienne dans son ensemble. Seule la question nationale peut conférer ce poids disjonctif à la question régionale. Nous avons déjà indiqué comment toutes les crises politiques et économiques avaient entraîné, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, des conflits nationaux au Québec. La pleine affirmation de l'État interventionniste et autoritaire ces dernières années confirme l'analyse.

Nous avons déjà montré, dans le chapitre précédent, comment le développement de l'État provincial contribuait à renforcer la bourgeoisie régionale québécoise. Elle lui permet aussi, avons-nous souligné, de trouver des alliés potentiels dans la petite bourgeoisie salariée. Au Canada comme ailleurs, le plein développement de l'État interventionniste et autoritaire implique une politisation importante du rôle de la petite bourgeoisie dans la reproduction des rapports sociaux. C'est maintenant en grande partie dans l'État ou par l'intermédiaire de l'État que la petite bourgeoisie s'insère dans la reproduction¹. Détenteur d'un diplôme certifié par le ministère de l'Éducation, le petit bourgeois sera payé directement ou indirectement par l'État comme travailleur social, médecin, professeur ou économiste pour gérer, panser et penser dans et à partir des normes (institutionnelles). L'appareil d'État devient pour lui une réalité omniprésente. La division politique canadienne lui offre cependant la possibilité de servir deux maîtres. Au Québec, cette réalité prend toute son

¹ Voir, à ce propos, Nicole LAURIN-FRENETTE, *Production de l'État et formes de la nation*, Éditions Nouvelle Optique, Montréal, 1978.

importance, car il en va beaucoup plus que de la seule possibilité de deux plans de carrière (dans l'État fédéral ou provincial). Il en va de la spécificité nationale du rôle de la petite bourgeoisie dans la reproduction des rapports sociaux. Le renforcement de l'État québécois permet à la petite bourgeoisie francophone de faire jouer pleinement les avantages de sa différence linguistique et culturelle. Elle tente surtout, à travers l'État provincial, de tourner ses désavantages actuels (oppression nationale manifeste dans les salaires et l'accès aux postes) en avantages éventuels dans un État souverain. Si la petite bourgeoisie salariée en Alberta peut trouver naturel de concourir au renforcement de l'État provincial au sein duquel elle travaille souvent, si elle peut vouloir réduire les inégalités régionales favorisant l'Est aux dépens de l'Ouest, rien ne la pousse à préconiser la sécession de sa province. Les plus militants et les plus à gauche appuieront plutôt le N. P. D. et le nationalisme canadien face à l'impérialisme américain. Au contraire, au Québec, l'État provincial apparaît plus que jamais comme le lieu essentiel permettant le maintien et l'affirmation de la spécificité nationale de la place de la petite bourgeoisie dans la reproduction. La bourgeoisie québécoise trouve donc des alliés lui permettant de se renforcer bien davantage que ne pourrait l'espérer aucune autre bourgeoisie régionale du pays.

De la même façon, les masses populaires (classe ouvrière, paysans, fractions défavorisées de la petite bourgeoisie) n'ont jamais été étrangères aux luttes contre l'oppression nationale. Les luttes contre les conscriptions militaires et les multiples luttes syndicales contre l'exclusion de la langue française dans les rapports avec le patronat ne sont que deux exemples de l'importance qu'attachent les masses québécoises à l'égalité nationale. Encore ici, on voit que la bourgeoisie régionale peut utiliser la question nationale dans le sens -de ses intérêts et chercher l'appui des masses lui permettant de se constituer en force sociale menaçant l'existence même de l'État canadien.

On peut maintenant comprendre pourquoi seule la question nationale peut véritablement transformer la tendance à l'éclatement de la structure politique canadienne en véritable crise du fédéralisme. Elle seule, comme question régionale, peut créer les conditions d'un changement dans les rapports de forces entre les classes susceptible de briser ce pays. Si la tendance à l'éclatement inhérente à la structure politique canadienne s'explique par l'ensemble des rapports de forces entre les classes, seul un changement significatif au sein de ces rapports pourrait : 1) soit faire effectivement éclater le Canada sous le poids conjugué des questions régionale et nationale ; 2) soit transformer radicalement l'appareil politique à la suite de l'approfondissement de la lutte des classes au plan canadien. Mais il nous reste à cerner la nature même de la crise actuelle.

Les conflits politiques récents s'analysent comme une crise d'hégémonie entre fractions (bourgeoises) des classes dominantes. Les luttes entre les

bourgeoisies canadienne et québécoise remettent en question la nature même de la Confédération. Le Canada s'est donc engagé dans le processus d'une crise de l'État en ce que l'intégralité des structures politiques est remise en question. Mais il importe de ne pas confondre la crise du fédéralisme canadien avec une crise politique, au sens fort du terme, qui remettrait en question l'ensemble des rapports sociaux, économiques, politiques et idéologiques. La crise actuelle ne remet en question ni la nature de la domination de classe ni l'ensemble des structures du mode de production capitaliste. Malgré les illusions de certains éléments de la gauche du Parti québécois, celui-ci n'est nullement engagé dans une lutte par étapes menant à long terme à l'édification d'une société socialiste au Québec. Il conduit une lutte visant à tailler la meilleure place possible à la bourgeoisie québécoise dans la chaîne impérialiste.

Le Canada est donc plongé dans une crise de l'État. La tendance à l'éclatement des structures politiques canadiennes débouche, pour la première fois, sur des possibilités disjonctives réelles. Nous ne sommes cependant qu'à l'orée d'une crise. Un parti souverainiste a pris le pouvoir au Québec en promettant de soumettre la question de la création d'un État québécois souverain à un référendum à la suite duquel, s'il était positif, serait négociée une forme d'association économique avec le reste du Canada. Nous n'en sommes donc qu'à la toute première phase d'une crise de l'État, la seconde ne devant commencer que lorsque le Parti québécois enclenchera dans les faits le processus de réalisation de la souveraineté politique. Nous ne disposons pas de l'espace nécessaire pour exposer ici la multiplicité des scénarios possibles.

Il nous semble cependant probable que la crise actuelle se résorbera par une négociation redéfinissant une nouvelle division des pouvoirs au sein de la Confédération canadienne et permettant à la bourgeoisie québécoise de tenir une place plus importante au sein des rapports économiques et dans le bloc au pouvoir canadien. Le Parti québécois ne s'est pas véritablement donné les appuis populaires nécessaires à la lutte pour la souveraineté. Il a voulu faire une souveraineté rassurante ressemblant trop au statu quo social actuel pour inspirer un soutien populaire dépassant le bulletin de vote.

Les dirigeants du Parti québécois ont voulu faire l'indépendance contre la bourgeoisie canadienne en obtenant sinon l'appui ouvert, du moins la neutralité bienveillante de la bourgeoisie impérialiste américaine. Il fallait donc passer son examen d'entrée dans la chaîne impérialiste. Il fallait se montrer bon gestionnaire et indiquer que l'on savait bien tenir sa place en ne remettant pas en question les rapports hégémoniques mondiaux. On a voulu démontrer que l'on savait se démarquer des revendications populaires et, surtout, que l'on avait les masses bien en main. d'où cette volonté de faire la souveraineté rassurante, après avoir contribué à faire la révolution tranquille. Mais voilà...

C'était sous-estimer le haut degré de résistance aux changements qui s'exercent tout au long de la chaîne impérialiste. Si, pour des raisons strictement économiques, la bourgeoisie américaine peut tirer profit d'une séparation du Québec et de l'affaiblissement de la bourgeoisie canadienne, il est loin d'être certain que ses stratèges y voient un avantage politique aussi évident. Au contraire, tout porte à penser que, pour des raisons stratégiques, Washington et le Pentagone ont choisi de « forcer » un compromis ne remettant pas en question l'intégralité du Canada. Le risque qu'une séparation de l'État canadien ne renforce les masses populaires (au Québec comme au Canada) en affaiblissant la capacité de résistance de la bourgeoisie scissionnée paraît plus grand que les avantages économiques immédiats. Au contraire, la situation actuelle, même réformée, paraît plus sûre, puisque la bourgeoisie, à travers ses différentes fractions, est mieux placée pour diviser les masses populaires à partir des différentes réalités nationales.

Ni les problèmes régionaux ni les questions nationales ne pourront donc d'eux-mêmes faire éclater le Canada. C'est leur poids relatif dans la lutte des classes et dans les alliances de classes qui contribuera, soit au maintien, soit à la division du pays. Quoiqu'un débordement imprévu ne soit pas à exclure, il semble bien que la crise actuelle s'achèvera dans un compromis constitutionnel tranquille et rassurant.

Chapitre 9

Prospective

[Retour à la table des matières](#)

Le problème national est donc à l'ordre du jour au Québec. L'importance stratégique à lui accorder dans la lutte pour le socialisme est cependant loin de faire l'unanimité.

Deux grandes orientations se sont affirmées au sein de la gauche québécoise. Alors que, durant les années soixante, tous les courants d'inspiration révolutionnaire considéraient l'indépendance politique du Québec comme un élément, constitutif des luttes pour le socialisme, seul le courant trotskyste, parmi les groupes politiques organisés, maintient encore le mot d'ordre d'indépendance¹. Tout en reconnaissant la réalité de l'oppression nationale et la nécessité de lutter pour la reconnaissance du droit à l'autodétermination et à la pleine égalité nationale, les groupes marxistes-léninistes, de tendance maoïste, rejettent le mot d'ordre d'indépendance. Selon les maoïstes, la contradiction principale oppose actuellement la classe ouvrière canadienne dans son ense-

¹ Il n'y a pas au Québec de véritable parti de la classe ouvrière. Le parti communiste n'a pas d'existence politique significative. Dans un tel contexte, les organisations syndicales ont été amenées à exercer une influence politique supplétive. Des groupes politiques se sont développés ces dernières années. Cependant, ils n'exercent encore qu'une influence politique marginale. Les groupes maoïstes sont actuellement les plus influents et leurs militants les plus nombreux.

ble et la bourgeoisie canadienne. Pour eux, la lutte pour le socialisme et l'égalité nationale doit se faire à l'échelle canadienne et dans un parti canadien.

Les organisations syndicales ne se sont pas encore toutes prononcées formellement ¹. Elles tendent cependant à tenir un autre langage. Une centrale, la Fédération des travailleurs du Québec, traditionnellement la plus conservatrice, s'est prononcée pour un appui tactique au Parti québécois. La Confédération des syndicats nationaux et la Centrale de l'enseignement du Québec, sans s'être prononcées officiellement au moment où nous écrivons ces lignes, se sont engagées dans une large consultation auprès de leurs syndicats affiliés dans le but de prendre position sur la question nationale avant le référendum. Les documents servant de base dans les discussions reconnaissent déjà le droit à l'autodétermination et la nécessité de lier la lutte contre l'oppression nationale à la lutte pour le socialisme. Leur position constitutionnelle reste cependant à définir. Il semble toutefois que les militants de ces centrales se prononceront majoritairement en faveur de l'indépendance ou, à tout le moins, d'un très fort degré d'autonomie du Québec dans un Canada complètement renouvelé et socialiste.

Deux positions différentes donc. Et une difficulté réelle d'articuler une position cohérente tenant compte de la question nationale sans se laisser déborder par le nationalisme. La gauche des États du centre impérialiste devra pourtant se résoudre à dépasser la simple énonciation du mot d'ordre du droit à l'autodétermination si elle entend traiter de façon conséquente les problèmes nationaux intérieurs. Les luttes nationales au Québec ont déjà permis de dégager certains points centraux de l'analyse. Nous tenterons, en terminant, d'en dégager quelques-uns.

Tout comme il ne peut y avoir de véritable égalité des peuples sans l'abolition des classes, la réalisation du socialisme est indissociable de la lutte pour l'égalité nationale. C'est dire aussi que la pleine égalité des peuples ne saurait être réalisée que sous l'hégémonie de la classe ouvrière et par l'ensemble des masses.

Ce double impératif de l'égalité des peuples et de l'abolition des classes ne peut être pensé que dans un processus long et soutenu, impliquant l'abolition de l'État capitaliste et l'édification d'une société de transition au socialisme tendant à l'abolition de la domination de classe. Sous la primauté de la lutte des classes, la question nationale ne peut donc être traitée que dans son rapport au moment spécifique de ce procès, c'est-à-dire en rapport avec la conjoncture. Plus que toute autre réalité, la question nationale touche en effet

¹ La F.T.Q. (Fédération des travailleurs du Québec), reliée au syndicalisme canadien et américain, recrute principalement dans le secteur privé, alors que la C.E.Q. (Centrale de l'enseignement du Québec) et la C.S.N. (Confédération des syndicats nationaux), d'appartenance québécoise, sont dominantes dans les secteurs public et parapublic.

à l'historicité même de chaque État capitaliste. Elle implique donc la prise en considération de la profondeur historique des luttes de classes dans toute la richesse de leur singularité.

En ce sens, nulle solution politique spécifique, nulle forme de l'état ne peuvent englober la multiplicité des situations historiques concrètes. Aussi les nationalistes faisant de l'indépendance politique un absolu programmatique s'enferment-ils dans l'étroitesse de leur vision à courte vue. Ils voient clairement, bien sûr, l'oppression de leur nation, mais ils n'aperçoivent guère la possibilité de celle des autres quand ils veulent bâtir l'État indépendant sous n'importe quel rapport de classes (quel sera le sort des Amérindiens et des Inuits après l'indépendance du Québec, par exemple ?). Non, nulle forme de l'État, même l'indépendance, ne peut résoudre en elle-même le problème de l'inégalité des peuples. Mais, attention, la lutte pour le socialisme ne résout pas non plus, comme par procuration, la question de l'inégalité nationale.

Cela veut dire, en clair et souligné, que toute stratégie politique marxiste de lutte pour le socialisme devrait impliquer:

1) la reconnaissance organisationnelle de la spécificité historique différentielle de chaque peuple; ce qui peut vouloir dire, selon l'état de la lutte des classes, soit un parti (régional) séparé, soit une section régionale, soit la reconnaissance d'un droit effectif à la dissidence sur la question nationale ;

2) en plus de l'affirmation du droit à l'autodétermination, la reconnaissance de la possibilité d'une forme d'autonomie régionale qui permette à chaque peuple de se reproduire dans l'égalité et de lutter, même dans l'État de transition au socialisme, contre l'oppression nationale. On ne peut en effet prétendre lutter pour l'égalité et ne pas reconnaître des droits organisationnels et politiques minimaux aux différents peuples.

Et ici, au Québec et au Canada : quel État, quelle histoire de la lutte des classes et quelle conjoncture ? Une toile de fond : la persistance de pressions centrifuges au sein d'un pays et le poids disjonctif d'une question nationale. Une conjoncture à évaluer correctement au risque de retarder le développement des luttes pour le socialisme et pour l'égalité des peuples. La gauche dite marxiste-léniniste (maoïste) nous paraît faire une double erreur, qui consiste à mal analyser la contradiction principale au Canada et à sous-estimer le poids historique de la question nationale dans l'histoire du Québec. On voit mal, en effet, comment la contradiction principale au Canada se situerait entre la classe ouvrière canadienne dans son ensemble et la bourgeoisie canadienne, alors que le prolétariat ne s'est pas encore donné ne serait-ce que l'embryon d'un parti révolutionnaire. Au contraire, nous croyons avoir contribué à le montrer, nous sommes actuellement au sein d'une crise opposant d'abord et avant tout des fractions des classes dominantes. Cette crise d'hégémonie porte

précisément sur la forme nationale de l'État. De la même façon, même si effectivement la bourgeoisie et la petite bourgeoisie ont toujours occupé l'avant-scène des revendications nationales au Québec, la réalité de l'oppression nationale sur l'ensemble du peuple québécois existe depuis 1760. Il n'est pas évident que les organisations de la classe ouvrière doivent actuellement lutter pour le centralisme canadien, même si aucun appui ne saurait être donné à un parti pro-impérialiste comme le P. Q. et aucune alliance envisagée avec lui.

Il est primordial de placer la tâche prioritaire de l'organisation politique de la classe ouvrière, condition essentielle à la réalisation du socialisme et de l'égalité des peuples, au cœur même des *luttés de classes actuelles*. Pour renforcer le camp de la révolution et affaiblir celui de la réaction, il importe de montrer les impasses du nationalisme au cœur même de son projet national.

Dans la conjoncture actuelle, compte tenu: 1) de la permanence du problème national et de l'importance de la place de la question nationale dans l'histoire de la lutte des classes dans ce pays, 2) de la disparité du rythme *actuel* de la lutte des masses dans l'ensemble canadien, 3) de la crise *actuelle* de l'État canadien... la lutte pour la réalisation de la pleine égalité nationale dans un État socialiste québécois nous semble l'objectif à fixer dans le processus d'organisation politique de la classe ouvrière au Québec.

Si le mot d'ordre d'indépendance politique nous semble *actuellement* le plus juste, nous insistons pour souligner qu'il ne s'agit nullement d'un éternel abstrait. Celui d'autonomie régionale pourra lui être substitué dans le processus de développement des luttes pour le socialisme, s'il convient alors mieux à l'objectif de réalisation de l'égalité nationale. Cela pourrait être le cas, par exemple, dans une conjoncture où les luttes pour le socialisme progresseraient plus rapidement à l'échelle canadienne. Encore une fois, il ne faut pas confondre la lutte pour l'égalité des peuples, objectif à long terme, avec les moyens préconisés pour la réaliser.

Il importe aussi de bien comprendre que le socialisme ne se réalisera pas nécessairement de façon univoque dans l'intégralité historiquement constituée de chaque État capitaliste. Laissons à la bourgeoisie le fétichisme de la légitimité de son propre État. Il n'est pas le seul lieu possible de la solidarité des masses populaires, mais bien, d'abord et avant tout, le centre historique de leur oppression et de leur exploitation.

L'État canadien est en crise. La bourgeoisie est toujours sortie renforcée de ses propres crises, à moins que les forces populaires n'en aient profité pour se développer politiquement. On dit beaucoup à gauche, et nous sommes fondamentalement d'accord, que le Parti québécois ne réalisera même pas l'intégralité de son projet politique. On oublie souvent aussi de dire que la gauche peut

elle-même hypothéquer son avenir à moyen terme en faisant la meilleure et la plus juste politique dans la mauvaise conjoncture.

Fin du livre.